

School of Theology at Claremont

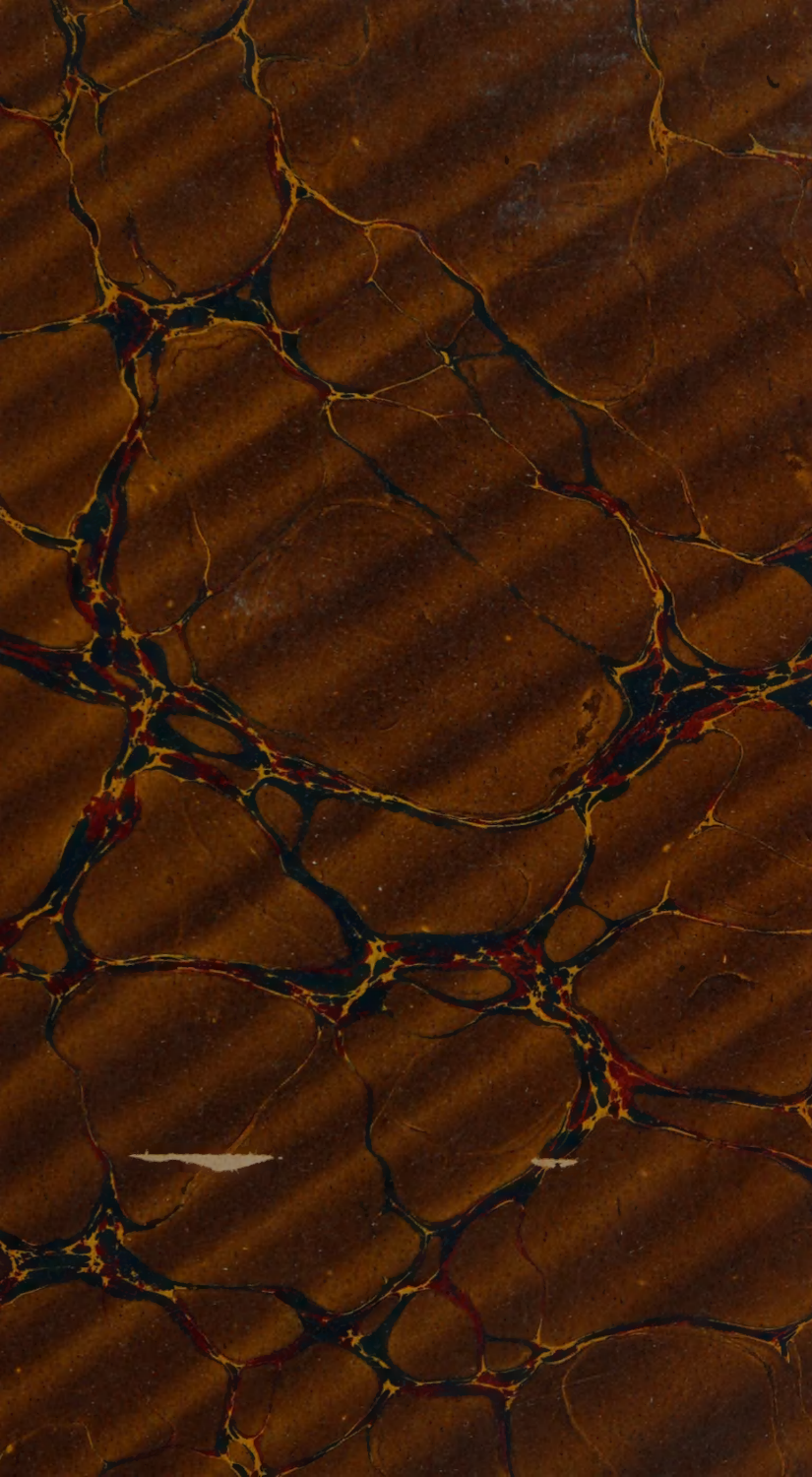


1001 1427289



The Library  
SCHOOL OF THEOLOGY  
AT CLAREMONT

WEST FOOTHILL AT COLLEGE AVENUE  
CLAREMONT, CALIFORNIA





Perl.  
2 vols.  
\$6.00

LIBRARY  
SOUTHERN CALIFORNIA SCHOOL  
OF THEOLOGY  
CLAREMONT, CALIF.



HISTOIRE DU SYNODE GÉNÉRAL  
DE L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE

399

PARIS. — TYPOGRAPHIE DE CHARLES MEYRUEIS

13, rue Cujas. — 1872

454  
B4  
V. 1

HISTOIRE  
DU  
SYNODE GÉNÉRAL

DE  
L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE

PARIS. JUIN-JUILLET 1872

PAR  
EUGÈNE BERSIER

TOME PREMIER



PARIS  
SANDOZ ET FISCHBACHER

33, RUE DE SEINE ET RUE DES SAINTS-PÈRES, 33

1872



<sup>L.C. —</sup>  
Theology Library

SCHOOL OF THEOLOGY  
AT CLAREMONT  
California

## PRÉFACE

---

Le livre que je publie est le compte rendu aussi exact, aussi complet, aussi impartial que j'ai pu le faire des séances du Synode général de l'Eglise réformée en 1872.

Je n'y ai mêlé aucune réflexion, aucune critique; c'est dans l'Introduction seule que j'ai exposé ma pensée sur les graves sujets qui y ont été débattus. Il m'a semblé qu'il valait mieux, dans le corps de l'ouvrage, reproduire les séances aussi fidèlement que possible, en sorte que le lecteur pût en quelque sorte y assister.

Un mot sur la manière dont cet ouvrage a été composé.

Mes sources sont de trois natures :

1° Les notes que j'ai prises au Synode et qui m'ont fourni la matière d'analyses fort étendues des séances qui ont paru en partie dans le *Journal de Genève*;

2° Les discours qui ont été jusqu'ici (août 1872) écrits et publiés par leurs auteurs eux-mêmes. Ce sont ceux de MM. Laurens, Pécaut, Ath. Coquerel, Fontanès, Colani et Clamageran. Je me suis borné à les reproduire intégralement ;

3° Le compte rendu de MM. les secrétaires du Synode, travail consciencieux, mais dont la brièveté ne pouvait se prêter à la reproduction étendue des grandes discussions.

J'ai tenu à conserver, même quand les orateurs les avaient omis dans leurs discours publiés, les mots caractéristiques, les interpellations, les marques d'approbation ou de blâme qui éclairent souvent d'une vive lueur la marche des débats et donnent en quelque sorte la physionomie de l'assemblée.

Si le Synode avait, dès sa première séance, décidé de faire reproduire ses débats par la sténographie, je n'aurais point eu à rédiger le présent ouvrage. Tel qu'il est cependant, et malgré ses inévitables imperfections, il conservera fidèlement, j'ose le dire, le souvenir d'une session mémorable qui fera époque dans l'histoire du protestantisme et dans laquelle ont été agités avec un talent et une sincérité incontestables les problèmes les plus élevés et les plus actuels de l'ordre religieux.

---



## INTRODUCTION

---

L'histoire de l'Eglise réformée de France se partage naturellement en quatre grandes périodes.

La première commence avec la Réforme elle-même et va jusqu'à l'Edit de Nantes, 1598. Sa date la plus marquante est celle de 1559, où l'Eglise nouvelle se constitue dans son premier Synode.

La seconde comprend l'âge du développement puissant, de l'activité féconde de l'Eglise réformée, qui jouit un moment du droit commun et même des secours de l'Etat, par l'octroi des deniers royaux ; mais la dernière phase en est marquée par une persécution d'abord sourde, puis franchement avouée, qui, après avoir interdit les Synodes nationaux en 1660, aboutit à la révocation de l'Edit de Nantes, en 1685.

La troisième, la plus touchante et la plus dramatique, est celle que nos pères ont appelée le temps de l'*Eglise sous la croix* ou de l'*Eglise du Désert* ; elle va de 1685 à l'édit de tolérance de 1787, ou, plus exactement (car la Révolution fut

aussi persécutrice), à 1802, où le premier consul signa les articles organiques.

La dernière enfin s'étend de cette date à 1872. C'est celle de l'Eglise unie à l'Etat, mais privée du régime synodal auquel elle avait dû sa puissante organisation et sa vigoureuse discipline.

Ainsi quatre actes d'inégale étendue dans un drame qui fut, par moments, l'un des plus sanglants et des plus glorieux que l'histoire moderne ait connus.

Je n'ai point à retracer ici cette histoire. Mon unique ambition est d'en faire ressortir les faits principaux qui peuvent préparer le lecteur à l'intelligence des discussions actuelles et lui permettre de mieux juger le présent en l'éclairant de la lumière du passé.

## PREMIÈRE PÉRIODE

1512-1598

*Des causes qui ont produit la Réforme française. — Le premier Synode de Paris. — Du caractère de la confession de foi et de la discipline des Eglises réformées.*

Bien des causes ont contribué à produire la Réforme du seizième siècle en France.

Pendant tout le moyen âge, on peut suivre, surtout chez les populations du Midi, des courants de pensée très-divers qui se réunissent dans une opposition commune à l'enseignement de l'Eglise. Les vraies doctrines des sectes de ce temps sont difficiles à connaître, car elles ne nous ont été conservées que par leurs implacables persécuteurs. Les interrogatoires se faisaient entre deux tortures, les procès-verbaux étaient signés par les bourreaux. Sous les systèmes bizarres des Cathares ou des Albigeois, il y eut sans doute bien des

idées fécondes et chrétiennes que l'ignorance et la mauvaise foi théologiques ont défigurées. En succombant, après une résistance acharnée, ces hérésies laissèrent dans la nation un levain que rien ne put extirper. Les satires populaires en font foi ; c'est contre le clergé surtout qu'elles se montrent âpres et stridentes ; n'osant se prendre au dogme, elles flétrissent les mœurs des prêtres et leur esprit de domination.

Dans le Nord, où les esprits étaient plus soumis à l'orthodoxie catholique, jamais on n'avait accepté sans restriction l'autorité des papes ; l'Eglise était restée très-franchement gallicane ; le chancelier de Prat disait, au seizième siècle, que, par la Pragmatique-Sanction, la France avait toujours été isolée au sein de la catholicité et suspecte d'hérésie ; c'était un roi de France qui avait fait souffleter le pape ; les plus grands docteurs de l'Université de Paris avaient, dans les derniers conciles, combattu énergiquement les prétentions ultramontaines ; en 1512, le Concile de Pise, convoqué par Louis XII, déclarait le pape Jules II auteur de schismes, homme endurci, et défendait de lui obéir. De tels exemples, venant de si haut, devaient avoir dans les masses un retentissement profond.

Le mouvement de la Renaissance, depuis la fin du quinzième siècle, avait mis les esprits en fermentation. Il y eut une explosion d'enthousiasme pour la philosophie antique. La scolastique pâlit à côté des grands écrivains de Rome ; le grec, « cette langue hérétique, » ouvrait à la pensée des horizons nouveaux. Les uns se firent stoïciens, et, du haut de leur sagesse, méprisèrent l'Eglise. Les autres se contentèrent de douter et de rire avec Rabelais, mais le scepticisme rongea sourdement les âmes, et l'on put se demander si le christianisme survivrait à son action secrète. L'Eglise ne pouvait le vaincre, car elle succombait sous le poids de sa propre corruption.

Mais ces causes, suffisantes pour tout ébranler, ne pouvaient rien créer ; aucune d'elles n'a produit la Réforme,



quoique chacune d'elles ait pu lui donner quelque appui. Attribuer la Réforme à la Renaissance, c'est vouloir expliquer, par des raisons négatives, l'une des affirmations les plus puissantes qui se soit jamais produite.

Quelles furent les vraies origines de la Réforme française ? Y a-t-il eu, comme on l'a quelquefois enseigné, une tradition secrète de foi évangélique qui se serait conservée à travers le moyen âge, et dont les Vaudois du Lyonnais et des Alpes auraient été, pendant des siècles, les gardiens ? Evidemment non. Cette espèce de succession apostolique est une fiction pure. Il serait impossible d'en démontrer l'existence et la perpétuité. Ce qui est vrai, c'est que, dans les masses populaires, et souvent par le moyen de quelques sectes obscures, s'était constamment maintenue l'idée d'un retour à l'Evangile, d'un culte tout spirituel, d'une Eglise sans hiérarchie ; dans nul écrit cette doctrine ne s'était clairement exprimée et n'avait formé un ensemble, mais en s'infiltrant chez les paysans du Midi, chez les ouvriers des grandes villes, mêlée à des chants pieux, à des passages de l'Ecriture conservés dans la mémoire, elle les disposa merveilleusement à prêter l'oreille aux premiers messagers de la Réforme.

Au sein de l'Eglise elle-même, à côté de l'opposition purement gallicane, nous retrouvons un courant de doctrine qui remonte par saint Augustin à saint Paul ; c'est la croyance à la grâce d'où devait sortir plus tard le jansénisme ; si c'en était le lieu, nous expliquerions pourquoi la doctrine de la grâce, en mettant l'homme en contact direct avec Dieu, en plaçant le salut dans l'état de l'âme et non dans les pratiques visibles, a toujours conduit par une logique profonde ceux qui l'ont reçue à l'affranchissement de la hiérarchie, à la réalisation d'un culte vraiment spirituel et à la liberté intérieure, d'où dépendent toutes les autres. C'est en ce sens qu'on peut dire que saint Bernard et les plus grands docteurs mystiques du moyen âge ont été en France les précurseurs de la Réforme. Avant même que Luther eût publié ses thèses, un

professeur de la Sorbonne, Lefèvre d'Etaples (1512), commentait saint Paul et trouvait dans ses épîtres le salut par la foi ; on n'exagère donc point quand on soutient que le mouvement réformateur aurait éclaté tôt ou tard en France si Luther n'avait point paru.

Cependant, il faut le reconnaître pour être impartial, c'est bien de l'Allemagne qu'est venue l'impulsion puissante et rapide qui a créé la Réforme française ; et c'est à juste titre que nos premiers pères ont été appelés *luthériens*. Sans l'énergique effort de Luther, l'œuvre eût été indéfiniment différée. En 1517 retentit le premier appel du moine de Wittenberg, et dès 1521, la France est sillonnée par des messagers de la doctrine proscrite. Ils se répandent dans toutes les classes et, à la sympathie avec laquelle on les écoute, on peut mesurer le travail qui s'était fait dans les esprits ; les ouvriers sont les premiers atteints, c'est dans la classe des tisserands et des cardeurs de laine que la Réforme compte d'abord ses martyrs, le mouvement se propage dans l'Université, chez les humanistes qui savaient le grec, chez les hommes de loi, comme Caturce et Calvin ; il pénètre dans la noblesse et envahit la cour elle-même ; Marguerite de Valois fait de son palais un asile pour les luthériens ; le clergé enfin se laisse toucher ; des évêques montrent pour les doctrines une sympathie qui n'ose pas aller jusqu'à les reconnaître. En quinze ans, les progrès de la Réforme sont immenses ; le Dauphiné, le Languedoc, le Poitou, la Saintonge, la Normandie se couvrent des sectateurs des idées nouvelles.

Quel était le lien commun de tous ces réformés ? Il y avait chez eux tous une ardente opposition à Rome : plusieurs d'entre eux relevaient de la Renaissance plus encore que d'un mouvement religieux : d'autres étaient des moyen(ne)urs, des *Nicodémistes*, comme les appelaient nos pères ; ils ne songeaient point à une révolution complète. Cependant, en dehors de ces exceptions, si nous allons au fond des choses, nous reconnaitrons que la croyance qui a fait la Réforme, qui

a été son âme dès cette première période, qui pénètre ses cantiques, ses prières, les petits écrits colportés par ses porte-balles, c'est la doctrine de saint Paul prêchée par Luther, celle du salut par la foi. Cela est si vrai que, lorsque se réunit le premier Synode, à l'instant, sans discussion, et comme formulant la pensée commune, on fit de cette doctrine le point central, dominant, d'où découlait tout le reste. S'il y a une vérité historique qui ressorte avec évidence de toutes les recherches dont le seizième siècle a été l'objet, c'est que la Réforme, dans son premier élan puissant et victorieux, n'a été ni la proclamation du libre examen, ni une théorie particulière sur l'autorité religieuse, mais la proclamation de la doctrine de la souveraineté directe de Dieu par sa grâce sur l'âme humaine et sur l'Eglise. Tout le reste est sorti de là. « On le voit bien dans les interrogatoires des martyrs. Avant qu'il y eût une confession de foi écrite, ils font la même profession, en l'exprimant presque dans les mêmes termes, et la ressemblance de leurs doctrines n'est égalée que par celle de leur intrépidité dans la mort (1). »

D'ailleurs, dans cette première période, nulle organisation nettement définie. Pour s'organiser, il fallait se réunir, délibérer calmement, et le danger était formidable. Nul ministère régulier. On était édifié par des prédicateurs de passage, qui donnaient les sacrements. On lisait ensemble des portions de l'Ecriture dans la Bible d'Olivétan, dans celle de Lefèvre d'Etaples ou dans les nouvelles traductions de Genève; chacun y ajoutait son commentaire. Les simples laïques enseignaient. Le culte variait suivant les lieux. Il y avait là péril évident pour la cause de la Réforme; toutes les erreurs, toutes les folies auraient pu se réclamer d'elle; ce grand mouvement pouvait mourir dans le désordre et l'anarchie, et ses adversaires n'auraient pas manqué de le confondre avec les

(1) De Félice, *Histoire des Synodes nationaux des Eglises réformées de France*. Paris, Grassart, p. 16.

égarements et les perversités dont les *luthériens* avaient horreur. Il fallait à tout prix convoquer les représentants des Eglises, reconnaître la foi commune, fixer les formes du culte et l'autorité du ministère. Dans ce but, vers la fin de 1558, Antoine de Chandieu, ministre à Paris, se réunit avec quelques collègues à Poitiers. « Après la célébration de la Cène, raconte Théodore de Bèze, les ministres, étant assemblés, communiquèrent par ensemble tant de la doctrine que de l'ordre et de la discipline entre eux observée, et par les choses qu'ils traitaient, commencèrent à appréhender quel bien ce serait s'il plaisait à Dieu que toutes les Eglises de France dressassent, d'un commun accord, une confession de foi et une discipline ecclésiastique; comme aussi, cela ne se faisant point, les grands maux qui pourraient survenir, et les divisions tant en la doctrine qu'en la discipline, les Eglises n'étant pas liées ensemble et rangées sous un même joug d'ordre et de police ecclésiastique. »

C'est ainsi que fut décidée la convocation du premier Synode qui se réunit à Paris le 25 mai 1559.

C'est avec respect qu'il faut rappeler cette date. L'histoire religieuse n'en a pas beaucoup de plus grandes. Dans une rue cachée du faubourg Saint-Germain, une poignée d'hommes dont pas un, s'il eût été pris, n'eût échappé à la mort, se rassemblent sous la présidence du modérateur François Morel, sieur de Collonges; trois jours leur suffisent pour rédiger la confession de foi et la discipline sur lesquelles reposera désormais l'Eglise réformée de France(1). Ignorés et voulant l'être, sans autre but que d'exprimer ce que croit leur âme, ils font une œuvre que le génie n'eût pas égalée, œuvre de foi, de profonde pensée et de grand style; sans prétendre à l'art de gouverner les hommes, ils fondent un système de libre discussion et de représentation du peuple chrétien, qui servira de base aux institutions parlementaires des nations modernes,

(1) Voir à l'Appendice la Confession de foi et la Discipline.



et qui concilie, par le plus étonnant équilibre, l'ordre avec la liberté, les exigences du progrès avec le respect du passé. Dans cette création puissante, on retrouve sans doute l'action et la direction de Calvin; mais s'ils se sont inspirés de sa pensée, ils l'ont traduite avec une intelligence merveilleuse et leur œuvre leur appartient.

Dans la confession de foi qu'ils rédigèrent, il y a deux parties bien distinctes : d'un côté les doctrines enseignées par l'Eglise catholique et que la Réforme accepte sans contestation, de l'autre les doctrines nouvelles par lesquelles elle se sépare profondément de la tradition d'alors. Les premières sont celles qui touchent à la notion de Dieu, à la nature de Jésus-Christ, à la Trinité; les discussions à cette époque ne portaient pas sur ce point; on acceptait sans difficulté les décisions et les formules des Conciles orientaux qui avaient tranché ces questions; c'était dépasser l'enseignement de l'Ecriture et introduire la métaphysique théologique dans le domaine de la religion, non que nous estimions que cette métaphysique soit erronée dans ses grands traits, mais évidemment elle va au delà des faits religieux que la foi chrétienne saisit dans les Ecritures. L'originalité de la Réforme est ailleurs, elle est dans les doctrines relatives à la nature humaine, à son état de corruption, à son salut; elle conçoit ce salut comme une grâce, elle l'attribue à la souveraineté de Dieu. De là l'importance qu'elle attache à la mystérieuse et redoutable doctrine de la prédestination qui a soulevé contre le calvinisme de si violentes antipathies. S'il y avait lieu de traiter ici cette question au point de vue philosophique, nous montrerions que ce débat est insoluble en théorie; en effet, en quoi git la difficulté de ce problème, si ce n'est dans le fait qu'enfermés par la nature de notre être dans des conditions de temps et de succession, nous prêtons ces conditions à Dieu qui par sa nature même est au-dessus du temps ou de la succession? Or, comme nous ne pouvons nous affranchir de ces conditions, et comme Dieu lui-même ne peut y être

assujetti, la solution du mystère nous est actuellement impossible. Evidemment saint Augustin et Calvin, en insistant comme ils l'ont fait sur l'action souveraine de Dieu, en refusant de l'enfermer dans les limites du temps et de faire dépendre ses actes des événements successifs de l'histoire, ont vu plus clair et plus profond que leurs superficiels adversaires. Leur tort c'est d'avoir tiré de cette doctrine des conséquences qui rétrécissaient l'amour de Dieu, et d'avoir voulu formuler dans un syllogisme des vérités religieuses qui ne peuvent être saisies que par le sentiment.

Si nous en avons le loisir, nous montrerions de même que la notion de la liberté humaine telle que la concevait la Réforme, fidèle aux enseignements de saint Paul, est bien autrement profonde et religieuse qu'on ne le pense d'ordinaire. Aux yeux de Luther et de Calvin, la perfection d'un être est dans l'accomplissement de la mission pour laquelle il existe ; l'homme fait pour servir Dieu n'est parfait que lorsqu'il sert Dieu volontairement ; la liberté pour lui ne peut être qu'une obéissance volontaire ; il n'est libre que lorsqu'il fait la volonté de Dieu ; les réformateurs se sont constamment refusés à donner le nom de liberté à ce libre arbitre théorique qui, tant qu'il reste à l'état d'indécision, n'est qu'une puissance inerte et qui d'ailleurs dans l'état de nature est toujours l'esclave des sens ou de l'égoïsme.

Plaçons-nous sur le terrain pratique. Il y a ici un problème qui se pose devant tout esprit sérieux. Cette doctrine protestante de la grâce qu'on a si souvent traitée de fataliste s'est alliée, partout où elle est entrée dans les croyances des nations, à Genève comme en Hollande, en Ecosse comme en Amérique, à l'amour le plus indomptable de la liberté et au déploiement le plus énergique de la volonté. Au contraire, partout où a pesé l'influence de l'enseignement jésuitique qui maintient que le libre arbitre est resté presque intact, on a vu les nations descendre vers l'asservissement. Je crois que nul homme impartial ne niera ce fait. A première vue, on en peut conclure que le fatalisme, s'il est dans la doctrine

protestante, ne doit y être qu'à la surface, car comment pourrait-il produire ce qui lui est le plus contraire? Un examen attentif confirme cette présomption. La Réforme calviniste n'a jamais nié la liberté morale de l'homme; elle a dit que cette liberté était asservie par le péché et lui a enseigné qu'il ne pouvait la retrouver qu'en Dieu; la liberté pour une créature dépendante ne peut point être, comme l'enseignait la scolastique, un libre arbitre qui s'exerce dans le vide, elle est dans la réalisation volontaire de la mission pour laquelle cette créature existe. Idée profondément vraie et juste! Supposons un peuple élevé à cette lumière: la liberté lui apparaîtra avant tout avec le sceau de l'obligation; elle sera moins un droit que la faculté nécessaire pour accomplir ses devoirs, moins un but que le moyen de réaliser la justice, et, au lieu de devenir, comme dans les races latines, un vain thème de rhétorique, elle sera la condition même de toute science, de tout progrès, de toute moralité.

Une autre réflexion nous fera comprendre pourquoi cette doctrine qui semble nier le libre arbitre s'allie étroitement à la plus grande austérité morale. L'homme selon l'enseignement évident de l'Evangile est fait pour accomplir la loi divine; or l'expérience s'unit à l'Ecriture pour proclamer qu'il ne l'accomplit pas. Plus on se fera de cette loi un idéal élevé, spirituel et saint, plus grande sera l'idée que l'on concevra de la déchéance de l'homme. La Réforme a placé cet idéal si haut qu'en y comparant l'état actuel de l'homme elle a déclaré ce dernier entièrement corrompu, incapable de faire le bien, esclave du péché, ne pouvant se relever que par la grâce. C'était l'enseignement de saint Paul. En face de cet enseignement, l'Eglise catholique en maintenait un autre qui tendait à atténuer la chute, à la présenter comme moins complète, à sauver le libre arbitre. Ce sont les pères jésuites qui, infidèles à la grande tradition augustinienne, ont soutenu le plus nettement ces thèses pélagiennes. Mais comment ont-ils pu atténuer la chute? C'est en accommodant la loi divine à la

faiblesse de l'homme, en la rendant plus facile, plus accessible, en rabaissant en un mot l'idéal de la perfection. Cela est logique, mais qu'on ne s'étonne pas alors que de là soit sortie la théorie de la casuistique avec ses accommodements à l'infini. Ayant fait fléchir en principe l'idéal moral, on ne pouvait le maintenir à sa hauteur dans le détail de la vie. Il en sera toujours ainsi. Sacrifier l'homme à la loi divine, ou sacrifier à l'homme la loi divine, c'est le dilemme inévitable qui se pose en tout temps. Ce fut la grandeur de la Réforme d'avoir immolé l'homme plutôt que de faire céder devant lui la loi de Dieu. Or il s'est trouvé qu'en l'immolant elle l'a vraiment relevé. Il s'est trouvé que les plus grands types de droiture, d'énergique volonté, de virilité se sont formés à son école, tandis que la doctrine opposée si pleine de ménagements et de flatterie pour l'humanité l'a réellement asservie et a inoculé un principe de mort aux nations qui l'ont reçue.

« Pour le calviniste, a-t-on dit avec éloquence, Dieu lui-même, un Dieu personnel, juste et bon, est au commencement, au milieu, à la fin de toute son œuvre et de toute sa vie. Dieu l'a choisi, pour employer les termes de la confession de foi, « en son conseil éternel et immuable. » Dieu l'inspire, le conduit, le fait persévérer; « car comme c'est à Dieu « de faire le commencement, c'est à lui de parachever. » C'est Dieu qui résiste, qui persiste en lui, qui l'élève au-dessus du monde. Et fût-il seul en face de l'espèce humaine armée contre lui, le fidèle reste debout, parce qu'il est fort de la force de Dieu. On fera tomber sa tête peut-être : on ne la fera pas courber (1). »

Cette doctrine qui élevait si haut l'individualité aurait été le contre-poids le plus salutaire au penchant de notre race qui sacrifie l'individu à l'Etat, à l'Eglise, qui l'immole tour à tour sous le despotisme d'un seul ou sous le stupide nivellement du nombre.

(1) De Félice, *Histoire des Synodes nationaux des Eglises réformées de France*. Paris, Grassart,



Ainsi la grâce divine peut seule rendre l'homme capable de réaliser sa destinée. Or cette grâce agit sur l'homme par le moyen de la foi; la foi devient ainsi la faculté par laquelle l'homme s'unit à Dieu; l'homme est sauvé par la foi.

On sait quelles objections a soulevées cette doctrine. On a dit qu'elle détruisait toute moralité, parce qu'il y a quelque chose d'arbitraire et de révoltant à faire dépendre le salut d'une croyance, et à proclamer ainsi l'inutilité des œuvres; mais ceux qui vont répétant ces accusations prouvent qu'ils n'ont jamais compris la valeur religieuse de la doctrine des réformateurs.

La foi, selon la Réforme, ce n'est pas une croyance avant tout; c'est la direction intime de l'âme, c'est le principe intérieur de toute activité. Un acte ne vaut rien en dehors de l'intention qui l'inspire; le martyr peut n'être que le délire de l'orgueil. Dire que le salut dépend de la foi, c'est placer la religion dans son vrai sanctuaire; il ne s'agit pas ici de proclamer l'inutilité des œuvres, il s'agit de les rapporter à leur vrai principe.

Le salut par la foi, c'était en outre la protestation la plus énergique contre la théorie de l'action magique, de l'*opus operatum* des sacrements. Il est étrange de le voir attaquer comme attentatoire à la morale par ceux qui croient que le baptême efface par sa seule vertu le péché originel chez l'enfant. La Réforme revenait par là à la vraie spiritualité chrétienne, elle sapait à sa racine même le matérialisme religieux. Il y a plus; la foi saisissant directement la grâce divine, elle ne voyait plus dans le prêtre l'instrument nécessaire de l'absolution et du sacrifice de la pénitence; le sacerdoce disparaissait pour faire place au ministère pastoral. Chose digne de remarque! Les pays qu'a affranchis la Réforme calviniste sont les seuls pays du monde où il n'y ait plus de *prêtres*, où le sacerdoce universel soit une réalité.

Si c'est la foi qui fait le chrétien et non pas seulement le baptême, il devait sortir de là une idée nouvelle de l'Eglise.

L'Eglise devait être comprise comme une société spirituelle distincte de la société civile; malheureusement ce principe fécond que les Eglises calvinistes devaient propager plus tard dans le monde, ne fut point compris au seizième siècle. L'idée catholique survécut longtemps encore. C'est la théocratie que Calvin fonda à Genève, et que ses disciples fondèrent en Ecosse. Etrange inconséquence qui jurait avec tous leurs principes! La confession de foi de 1559 reconnaît au prince le droit et le devoir de défendre la religion par le glaive, et ce sont ceux que poursuit ce glaive qui maintiennent fermement ce principe! C'était alors l'erreur universelle; souvenons-nous-en pour rester impartial. Servet eût été brûlé à Grenoble, s'il ne se fût pas enfui à Genève; l'acte de Calvin fut approuvé par tous les protestants et par le doux Mélancthon lui-même; la Réforme s'en fit gloire auprès des catholiques pour bien montrer qu'elle savait châtier les doctrines antichrétiennes. Nul n'avait compris encore la profonde parole du Christ séparant les droits de César des droits de Dieu.

Je ne poursuis pas cette analyse; elle nous conduirait trop loin. J'en ai dit assez pour répondre à des accusations trop répandues. Il me suffit d'avoir montré que le plus grand mouvement émancipateur que l'histoire moderne connaisse a commencé par rendre à Dieu sa place et par remettre l'homme à la sienne. Un mot encore sur la discipline dont nos pères jetèrent les bases en cette même année.

Elle repose sur l'égalité de tous les croyants. Egalité des pasteurs d'abord. Pas de hiérarchie, pas de prééminence. Egalité des pasteurs et des laïques: c'est le suffrage universel de ces derniers qui constitue le conseil de paroisse; sur les bancs du Consistoire, un marchand, un ouvrier a sa voix comme Rohan ou Condé à côté duquel il est assis. Jamais on n'y eût accepté cette criante distinction par laquelle, plus tard, on n'admit comme électeurs religieux que les citoyens qui payaient une certaine cote aux contributions directes. On n'y souffrait pas même qu'un homme profitât de la supériorité de son intelligence ou

de sa science pour s'isoler et se soustraire à la discipline. Au commencement il y eut bien des esprits éminents qui prétendirent se faire une religion à part et réclamer pour eux une position privilégiée ; tels furent entre autres Charles Dumoulin, le célèbre légiste et l'humaniste Ramus. Le Synode, sans s'arrêter devant leur renommée, n'hésita pas à les rappeler à l'ordre et à les faire plier sous la loi commune.

Tel est l'éloignement que nos pères éprouvent pour une hiérarchie quelconque que d'après leur discipline le titre et les fonctions de président n'excèdent jamais la durée d'une assemblée ; on redoute trop les usurpations. Mais, comme pour montrer que le nombre n'est pas tout, une Eglise vaut une Eglise, lors même que la première serait dans un obscur village et que l'autre serait à Paris, lors même que l'une compterait des centaines et l'autre des milliers de membres. La fédération, ce système qui seul a jusqu'ici sauvé les libertés politiques des peuples, et qui semble devoir être accepté par les nations modernes comme leur sauvegarde contre le despotisme du nombre, a été reconnue par le premier Synode.

En outre, plus les pouvoirs sont haut, plus le suffrage qui doit y élever doit subir des épreuves qui l'épurent en l'éclairant. Au-dessus du Consistoire, le Colloque ; au-dessus du Colloque, le Synode provincial ; au-dessus de celui-ci le Synode général. Organisation bien simple en apparence, mais qui fut alors une création originale, merveilleusement propre à concilier l'ordre avec la liberté, car en soumettant tout à la volonté populaire, elle l'élevait par des degrés successifs et la rendait d'autant plus clairvoyante que les décisions qu'elle devait prendre exigeaient plus de lumière, de calme et d'indépendance.

Notez encore ce point ; dans les conseils de l'Eglise, il y a deux éléments : l'un permanent représenté par le corps pastoral, l'autre mobile et renouvelable représenté par les laïques. Ainsi, d'un côté, l'élément traditionnel, la continuité sans solution, la solidarité avec le passé, de l'autre une porte sans

cesse ouverte au progrès, aux exigences de l'opinion publique; d'un côté l'enseignement et la constatation des capacités qui ne doivent jamais venir d'en bas, l'ignorance ne pouvant juger la science; de l'autre, la voix du peuple chrétien qui doit toujours être écoutée. Admirable équilibre que nulle constitution politique n'a su encore réaliser à un si haut degré.

N'est-il pas évident que ces principes, pénétrant dans notre vie nationale, auraient donné à la France la liberté qu'elle poursuit encore après tant d'orages, qu'ils nous auraient sauvés de ce radicalisme niveleur qui n'est après tout que du despotisme retourné? Pourquoi le respect des supériorités naturelles subsiste-t-il encore dans les pays protestants, tandis qu'il est si affaibli au milieu des peuples chez lesquels l'autorité s'est suicidée en s'exagérant? En 1561, nos pères demandaient dans les Etats généraux l'instruction obligatoire et gratuite; leurs cahiers contenaient un modèle de constitution qui eût assuré dès lors à la France une monarchie tempérée telle que l'Angleterre ne l'a possédée qu'à partir de Guillaume III. Il n'a pas dépendu de Coligny que la France n'ait couvert l'Amérique de ses colonies; trois fois il tenta l'entreprise, mais l'expérience devait montrer que pas un peuple catholique ne pourrait fonder des colonies prospères; si c'est la Bible anglaise ou allemande que l'on trouve dans la hutte du pionnier du *Far-West*, la faute n'en est pas aux réformés français. Notre plus profond politique, Richelieu, n'a fait que suivre les plans que le grand amiral, que Sully et Henri IV après lui, avaient formés sur le rôle que la France devait jouer en Europe. Même sûreté de coup d'œil dans les questions de commerce et d'industrie. L'un de nos premiers Synodes n'hésite pas à proclamer la légitimité de l'intérêt de l'argent et à battre en brèche un stupide préjugé économique que l'Eglise catholique n'a jamais osé répudier; en même temps, il condamnait comme immorales les loteries que Rome patronne encore. Ainsi, la religion, s'associant à tous les progrès légitimes, eût fait la grandeur de la France, et eût dirigé en la contenant l'initia-



tive hardie de cette nation généreuse qui, par elle, aurait conquis la direction de l'Europe et du monde.

Telle est donc, résumée en quelques-uns de ses principaux traits, cette organisation puissante que le temps n'aurait point usée et qu'une persécution implacable réussit seule à briser; en dehors de notre pays elle devait exercer son action; l'Eglise réformée de France a été le type de quelques-unes des Eglises les plus fortes et les plus prospères des nations modernes; en Hollande comme en Hongrie, en Ecosse comme dans la Nouvelle-Angleterre, comme sur les bords lointains du Missouri, des millions de protestants bénissent le souvenir de ces hommes qui, sous la menace de la mort, élevèrent les fondations de granit sur lesquelles repose l'édifice de leurs libertés.

L'œuvre faite à Paris fut confirmée et complétée en quelques points au Synode de la Rochelle en 1571.

C'est le moment le plus prospère de notre Eglise. Elle poursuit avec rapidité ses pacifiques conquêtes; la noblesse vient à elle, puis la haute bourgeoisie; partout les congrégations nouvelles se rassemblent. Pour arrêter cet élan, la cour invente un moyen terrible; ce fut la Saint-Barthélemy. Le moyen réussit. A cette date fatale s'arrêtent les grands progrès de l'hérésie; le scepticisme remplit la place qu'elle laissait vide. Jamais forfait ne sema plus de doutes et n'enfanta plus d'athées.

## DEUXIÈME PÉRIODE

1598-1685

*Effet de l'Edit de Nantes sur l'Eglise réformée. — Les défections de la noblesse. — La science protestante. — Persécution croissante. — Le dernier Synode de Loudun. — La révocation de l'Edit.*

Il semble que l'Edit de Nantes (1598), allait consolider l'Eglise en lui assurant la protection et jusqu'à l'assistance de

l'Etat ; les deniers royaux accordés à l'Eglise montèrent parfois jusqu'à une somme équivalente à 800,000 francs. Mais avec la faveur royale commença l'œuvre de la corruption, l'achat des consciences et ce qu'Agrippa d'Aubigné a si justement appelé la *foire aux lâchetés*. La noblesse céda la première, et l'on vit bien que beaucoup de ses chefs n'avaient embrassé la Réforme que comme un parti d'opposition politique.

L'Eglise réformée cependant résistait ; à aucune époque elle ne déploya plus d'activité (1) ; c'est alors qu'elle fonde ses Facultés de théologie auxquelles l'enseignement de tant de savants illustres donna un si vif éclat ; elle soutient contre l'Eglise gallicane une lutte intellectuelle qui, par le talent qui s'y déploie, honore les deux communions ; on peut dire que si le catholicisme lui résiste souvent alors avec tant d'avantage, c'est par les concessions habiles qu'il fait à l'esprit nouveau. Les plus grands controversistes catholiques du dix-septième siècle, Arnould, Nicole et Bossuet sont en même temps les adversaires déclarés, en morale, du jésuitisme, en matière ecclésiastique, de l'ultramontanisme ; ils luttent contre la Réforme et ils en subissent profondément l'influence ; leur spiritualité élevée, leur méthode savante et rationnelle, l'usage constant qu'ils font des Ecritures, leur éloignement des superstitions attestent assez tout ce qu'ils doivent à la cause qu'ils combattent. « Si Bossuet ne s'est pas repenti, il est mort hérétique. » Cette parole n'est pas d'un protestant, elle est du comte de Maistre, et le comte de Maistre a raison.

Port-Royal a été la plus grande école de penseurs que le dix-septième siècle ait connue ; si la France n'était pas si légère, elle mettrait au premier rang de ses théologiens celui qu'on appelait alors le grand Arnould (2). Port-Royal a, sur

(1) Voir à l'Appendice la liste complète des Synodes du seizième et du dix-septième siècle, et le résumé de leurs décisions.

(2) Un bon juge, Döllinger, l'appelle le plus grand des théologiens catholiques français dans les temps modernes.

la question des sacrements, combattu énergiquement la Réforme, mais où est, sur le sujet de la grâce, la différence entre Jansenius et Calvin? Saint-Cyran ne rêvait-il pas l'épiscopat comme au quatrième siècle? Sacy n'a-t-il pas traduit les Ecritures comme le faisaient les réformés? Pascal enfin, en flétrissant la casuistique, n'a-t-il pas placé l'autorité de la conscience au-dessus de celle du prêtre? Les jésuites se sont souvenus que les Lemaitre et les Arnould étaient de race protestante; nous avons le droit de ne pas l'oublier.

Les Daillé, les Blondel fondaient en France la critique historique; les écoles de Sedan et de Saumur étaient des foyers de pensée. Je suis humilié pour Bossuet en songeant qu'il les vit fermer avec joie. On proscrivait l'étude sérieuse pour sauver, disait-on, la vérité. On eût à la place le scepticisme moqueur de Bayle et de Voltaire. On avait peur de la libre bataille où l'attaque loyale appelle la défense, on n'empêcha pas le sourd et perfide travail de la sape se poursuivant dans les ténèbres, et au moment où l'édifice majestueux de l'Eglise retentissait encore des accents de Bourdaloue, de Fénelon, de Massillon, de Bossuet, il devait s'écrouler tout à coup aux bruyants éclats de rire d'un peuple irréligieux et frivole.

Cependant le gouvernement avait juré l'extinction de l'Eglise réformée; après la corruption, il y employa la violence; ce n'était pas assez d'entraver l'exercice du culte, il fallait empêcher les Synodes, car le plus sûr moyen de frapper le corps c'était de viser à sa tête. Le vingt-neuvième Synode national s'était réuni à Loudun en 1659. Le commissaire royal, M. de la Magdeleine, y prit la parole. « Sa Majesté ayant considéré, dit-il, qu'on ne peut pas tenir de Synodes nationaux sans qu'il en coûte de grandes sommes, et sans causer beaucoup d'embarras et de peines à ceux qui y sont envoyés : d'autant qu'on peut terminer plus facilement et à moins de frais plusieurs matières et affaires dans les Synodes provinciaux, lesquels Sa Majesté permet qu'on tienne une fois l'année, pour conserver la discipline de la R. P. R., pour ces raisons, Mes-

sieurs, Sa Majesté a jugé à propos que je vous proposasse de sa part de donner, à l'avenir, tout pouvoir aux Synodes provinciaux de connaître de toutes les affaires qui arrivent dans les provinces, dont la connaissance appartenait autrefois aux Synodes nationaux, et de les régler et terminer; car Sa Majesté a résolu qu'on n'en assemblerait plus que lorsqu'elle le jugerait expédient. »

Le Synode n'était point préparé à cette communication dont la forme adoucie ne pouvait voiler la pensée despotique. En vain le modérateur Daillé protesta avec énergie, en vain il déclara « qu'il était entièrement impossible que la religion réformée pût se conserver sans tenir de ces sortes d'assemblées, » la volonté du roi était formelle. Il fallut se séparer. Ce n'était là du reste que la première de ces mesures odieuses qui aboutirent le 18 octobre 1685 à la révocation de l'Edit de Nantes. On décida qu'il n'y aurait plus de protestants en France, et la grande voix de Bossuet proclama dans le silence de la servitude le triomphe de l'unité.

### TROISIÈME PÉRIODE

1685-1802

*Les Eglises et les Synodes du Désert. — L'Edit de tolérance.  
— Etat intérieur du protestantisme à la fin du siècle  
dernier.*

Alors commence l'histoire héroïque du Désert. Tous ceux qui avaient pu quitter la France s'étaient enfuis; ils avaient emporté leurs arts, leur science, leur industrie, et ce qui valait plus que tout cela, leurs vertus, leur mâle piété. Le monde s'était enrichi de notre appauvrissement. En France étaient restés les plus humbles, les paysans surtout. Terrible situation que la leur! Jusqu'au foyer domestique on traquait



leur conscience; c'était le prêtre qui devait bénir leurs mariages, baptiser leurs enfants, enterrer leurs morts, et avant chacun de ces actes, il faisait réciter l'acte d'abjuration. Sous le moindre prétexte, les enfants étaient jetés au couvent. La douleur fut bientôt intolérable, elle se traduisit par la révolte des Camisards; si ardent fut le courage des religionnaires, qu'un maréchal de France, Villars, le vainqueur de Denain, fut réduit, pour en finir, à traiter avec un ancien garçon boulanger, Jean Cavalier !

La guerre finie, l'oppression recommença. Comment le protestantisme pouvait-il survivre à une telle épreuve ? Les païens, dans les persécutions de la Rome impériale, ne sévissaient que contre les actes publics de religion. Ici on pénétrait au foyer ; nul refuge n'était possible. C'est pourtant alors, sous ce régime impitoyable, qu'un homme de foi et de brûlante énergie, Antoine Court, osa rêver la restauration du protestantisme. Avec quelques prédicants obscurs, il tenta cette œuvre prodigieuse ; il convoqua dans le Vivarais, en 1726, le premier Synode national du Désert. On y vint, et dès lors l'Eglise se sentit rétablie. Huit fois de suite, de 1726 à 1763, eurent lieu ces assises solennelles, le plus souvent en pleine campagne, sur des rocs escarpés ou dans une caverne profonde. Là, gravement, sérieusement, on délibérait ; il n'était pas un point de doctrine sur lequel on passât à la légère ; on savait trop que la force de l'Eglise dépendait de là. A chaque réunion, avant tout, on relisait l'antique confession de foi, que chacun jurait d'observer ; on priait pour le roi persécuteur. Au Synode de Lédignan, en 1744, un pasteur ayant communiqué la nouvelle que Louis XV était gravement malade, l'assemblée entière tombe à genoux et demande à Dieu avec ferveur le rétablissement du roi. Ce qui est admirable, c'est le sang-froid, c'est le bon sens qui préside à ces assemblées ; nulle trace d'exaltation et d'illumineisme. On avait trop vu, dans la guerre des Cévennes, ce que valaient les inspirations des *prophètes*. Cette race

ardente se discipline et obéit au devoir. Ainsi se maintient le culte réformé. Chaque assemblée est un formidable péril ; quiconque y est pris est envoyé, si c'est un homme, aux galères, si c'est une femme, au cachot perpétuel ; les pasteurs sont roués ; jamais la loi ne fait grâce, et, jusqu'au bout, jamais les martyrs ne font défaut.

Cependant l'esprit nouveau, l'esprit du dix-huitième siècle, s'infiltrait dans l'Eglise ; les protestants avaient trouvé dans les encyclopédistes les avocats généreux de la liberté de conscience. On n'est point surpris qu'ils se soient tournés vers eux avec gratitude. La Révolution fut pour eux la bienvenue ; l'édit de tolérance rendu en 1787 par Louis XVI, malgré la résistance acharnée du clergé, leur donnait la liberté civile ; dans les premières assemblées républicaines, leur rôle fut important ; il suffit de nommer Rabaut Saint-Etienne et Boissy d'Anglas.

Quand la liberté des cultes fut proclamée en France, la tourmente politique emportait les esprits. Survint la Terreur, dans laquelle bien des pasteurs durent payer de leur tête leur fidélité à la foi chrétienne. Après la Terreur, le culte se rétablit lentement. Il y manquait le souffle inspirateur. La philosophie dominait ; on avait en quelque sorte oublié le passé. La religion se réduisait presque à une morale élevée qui conservait cependant les faits miraculeux de la révélation. Mais, sans affirmer beaucoup, on redoutait l'esprit critique auquel on reprochait d'avoir entassé trop de ruines ; on était timide, circonspect. La foi qui avait maintenu les églises du Désert n'avait plus çà et là que quelques rares représentants.

## QUATRIÈME PÉRIODE

1802-1872

*La loi de germinal an X; — ses effets sur l'Eglise. — Etat de la religion sous la Restauration. — Le réveil religieux. — Lutte entre l'orthodoxie et le rationalisme. — Le Synode officieux de 1848. — Le décret du 26 mars 1852. — L'école critique. — Nouvelles théories sur l'Eglise. — La situation au moment du Synode général.*

C'est à ce moment que le premier consul, concluant son Concordat avec Rome, songea à organiser officiellement le culte protestant. Bonaparte semble avoir été inspiré alors par le désir de pouvoir opposer au catholicisme une religion dont il pût se faire à l'occasion une arme pour sa politique. Plusieurs fois, dans ses entretiens, il a exprimé l'idée qu'il aurait pu alors faire la France protestante; c'était une illusion de despote qui ne sait pas ce que valent les âmes. En accordant aux réformés la loi de germinal an X, il voulut bien rétablir leur Eglise, mais il redouta qu'elle devint trop puissante et, tout en acceptant en théorie sa discipline, il lui refusa son régime synodal, qui seul pouvait la constituer fortement. Il ne plaisait pas à l'ennemi des idéologues de voir des assemblées délibérantes traiter à la face du soleil des intérêts supérieurs de l'humanité. Aussi, cette restauration du protestantisme fut-elle sans grandeur; le rapport de Portalis, qui précède les articles organiques, laisse percer l'ignorance et le dédain philosophique avec lequel les hommes d'Etat d'alors traitaient la religion. Quel contraste entre ce rétablissement officiel de l'Eglise réformée et l'œuvre qu'un siècle auparavant Antoine Court commençait dans une caverne du Vivarais! D'un côté, sous l'implacable persécution, la foi courageuse

et fière. De l'autre, sous la protection du premier Consul, le langage vague et mou de convictions affadies !

On a souvent cité les paroles que Bonaparte adressa, vers le même temps, aux pasteurs appelés à assister à son sacre. « Je vois avec plaisir, dit-il, rassemblés ici les pasteurs des Eglises réformées de France. Je saisis avec empressement cette occasion de leur témoigner combien j'ai toujours été satisfait de tout ce qu'on m'a rapporté de la fidélité et de la bonne conduite des pasteurs et des citoyens des différentes communions protestantes. Je veux bien que l'on sache que mon intention et ma ferme volonté sont de maintenir la liberté des cultes. L'empire de la loi finit où commence l'empire indéfini de la conscience ; la loi ni le prince ne peuvent rien contre cette liberté. Tels sont mes principes et ceux de ma nation ; et si quelqu'un de ceux de ma race, devant me succéder, oubliait le serment que j'ai prêté, et que, trompé par l'inspiration d'une fausse conscience, il vint à le violer, je le voue à l'animadversion publique, et je vous autorise à lui donner le nom de Néron. »

Ce sont là de magnifiques paroles, bien que les dernières soient théâtrales et que cette autorisation qui les termine soit plaisante et dérisoire. Mais ce grand mot sur l'empire de la loi qui finit où commence l'empire indéfini de la conscience, ce mot à la Montesquieu, n'a été pour Napoléon qu'un thème de rhétorique. On sait comment il entendait la liberté de conscience : son catéchisme officiel, sa conduite envers le pape, le prouvent assez. En faisant à l'Eglise réformée une position légale, il la réduisait à l'impuissance. Non-seulement il lui refusait son Synode général qui était en quelque sorte sa voix et sa main, non-seulement il l'empêchait ainsi de rédiger aucun symbole et de savoir ce qu'elle croyait et ce qu'elle voulait, mais il supprimait la paroisse pour grouper les protestants dans un corps abstrait et fictif qu'il appelait Consistoire, et qui était établi par chaque fraction de six mille âmes ; c'est exactement comme si en politique on supprimait la com-

mune. Les Consistoires n'étaient eux-mêmes élus que par les citoyens les plus imposés ; étrange condition qui sacrifiait la religion à la fortune, et qui était pour la première fois introduite dans une Eglise chrétienne ! Ce qui prouve la tiédeur religieuse de cette époque, c'est que personne ne protesta.

C'est sous ce régime, modifié quelque peu dans la suite, que l'Eglise réformée a vécu depuis soixante-dix ans. Il devait lui être fatal. En somme, bien loin de s'accroître, bien loin de remplir la mission si grande que les événements lui ont plusieurs fois assignée en ce siècle, cette Eglise a vu diminuer le nombre de ses fidèles. A bien des reprises cependant, les circonstances lui furent favorables ; sous la Restauration, par exemple, où le parti libéral tout en résistant au clergé n'était point hostile aux idées religieuses : sous le régime de Juillet où les manifestations de l'esprit nouveau prenaient souvent un tour religieux. Dans aucun de ces moments, le protestantisme ne réussit même à se faire écouter.

Je sais que, pour être juste, il faut tenir compte ici de bien des faits, et du plus marquant de tous, à savoir, du tempérament même de l'esprit français, esprit absolu, centralisateur, qui a conservé de l'éducation catholique un ineffaçable pli, et qui ne comprend guère la religion que comme un système d'autorité visible en dehors duquel il n'y a que la libre pensée et la souveraineté de l'individu. Cependant on peut se demander si cet obstacle était invincible, et si une Eglise entrant résolument dans la lutte n'aurait pas pu en triompher. Malheureusement le régime de germinal, en semblant protéger l'Eglise, était admirablement fait pour la paralyser dans sa marche.

Quel est en effet le premier besoin d'une minorité religieuse dispersée sur un vaste territoire, au sein de populations indifférentes ou hostiles qui, par le simple cours des choses, tendent fatalement à l'absorber ? C'est de pouvoir se constituer à l'état de corps, d'affirmer la cohésion, la solidarité de toutes ses parties. Voilà ce qu'avaient admirablement



compris nos pères, voilà ce qui les rendait si jaloux de leur organisation synodale, voilà ce qui faisait dire à Daillé, au dernier Synode de Loudun, que « sans ces sortes d'assemblées, la religion était condamnée à périr. » Or, le gouvernement refusait absolument au protestantisme la satisfaction de cette nécessité d'existence. Dans une race dont le caractère sociable est le trait distinctif, qui est, plus qu'aucune autre, atteinte et frappée par l'isolement, on faisait de l'isolement des troupeaux l'état normal et régulier. Chaque Consistoire demeurait indépendant chez lui, mais il lui était interdit de prendre avec le Consistoire voisin aucune mesure d'intérêt général. Impossible d'associer leurs ressources, leurs énergies pour fonder des œuvres communes ; impossible de créer l'un de ces courants collectifs sans lesquels rien n'a jamais pu se faire en France où l'initiative individuelle est encore inconnue.

Ce n'est pas tout. La situation faite au pasteur par la loi de germinal est particulière et mérite l'attention. Il est devenu fonctionnaire public dans le pays du monde où le titre de fonctionnaire est le moins populaire et réveille presque toujours des dispositions de défiance et d'hostilité. On serait injuste si l'on prétendait que le pasteur protestant se soit vu en butte à de pareils sentiments, mais on peut affirmer que sa position de fonctionnaire ne lui a nullement donné cette influence qu'elle semblait lui promettre. Inamovible du moment qu'il a été appelé par une Eglise, il est en réalité plus dépendant de l'Etat que de l'Eglise, car celle-ci doit, s'il veut s'imposer à elle, le garder jusqu'au bout. L'Eglise ne l'entretient point ; or, c'est une loi de la nature humaine que nous ne nous intéressons à une chose qu'en raison des sacrifices qu'elle nous coûte ; les hommes aiment les causes qui leur demandent beaucoup, et c'est une très-grande erreur de croire qu'une religion sera plus populaire parce qu'elle exigera moins de sacrifices. Quand les troupeaux des Eglises du Désert rassemblaient leurs modestes épargnes pour faire le salaire de leurs

héroïques prédicants, ils sentaient que l'avenir de leurs Eglises était lié à la vie de ces hommes et l'offrande devenait ainsi pour eux un des premiers actes du culte chrétien. L'une des causes qui expliquent le mieux l'attachement que les Irlandais portent à leurs prêtres, c'est le fait qu'ils les soutiennent directement et savent prélever sur leur propre misère l'entretien de leur clergé. Le budget que le gouvernement accorde à l'Eglise réformée de France, et qu'elle a dû jusqu'ici payer par le sacrifice de son autonomie, a contribué beaucoup plus qu'on ne le pense à tarir à sa source l'esprit de dévouement, de zèle, de sacrifice, qui seul fait vivre les Eglises. Lorsqu'on songe que l'Ecosse, pays pauvre après tout, et dont les paysans sont infiniment moins à leur aise que les nôtres, prélève pour l'entretien de ses deux Eglises libres (1) une somme annuelle qui se chiffre par millions, on ne peut qu'être humilié en comparant à cette situation celle du protestantisme français qui, malgré qu'il possède une part considérable de la fortune nationale, laisse la plupart de ses œuvres en souffrance et est réduit à solliciter l'appui de l'étranger.

C'est d'ailleurs une chose funeste pour le ministère évangélique que de ne pas sentir sa dépendance de l'Eglise. Dans le catholicisme, le principe de l'obéissance passive que nous repoussons énergiquement comme attentatoire à la conscience produit cependant, surtout chez les âmes d'élite, des fruits admirables de dévouement et de sacrifice. Dans la constitution actuelle de l'Eglise réformée, le pasteur est presque indépendant de son troupeau. Sans doute, ne relever que de Dieu et de sa conscience serait la plus sublime des obligations quand elle serait prise au sérieux, mais combien y a-t-il d'hommes qui la réalisent ! Combien qui revendiquent hautement ce droit sans en sentir la responsabilité solennelle, combien que leur conscience affranchie laisse s'endormir dans l'insouciance, dans la pratique routinière d'une tâche qui devient un

(1) L'Eglise presbytérienne-unie et l'Eglise libre d'Ecosse, toutes deux indépendantes de l'Etat.

métier ! Il ne s'agit pas ici de sacrifier cette liberté morale sans laquelle il n'y a pas de dignité ; il s'agit de se rappeler que le ministère est un service, que le pasteur est fait pour le troupeau et non pas le troupeau pour le pasteur. Il s'agit de rappeler les Eglises au sentiment de leurs droits et les pasteurs à celui de leurs obligations. Si l'on trouve que nous peignons sous des couleurs trop noires la situation actuelle, nous nous bornerons à rappeler un fait douloureux mais que nous ne pouvons taire. D'où vient que dans l'Eglise réformée presque tous les postes ingrats et difficiles sont ordinairement désertés, d'où vient qu'on cherche vainement des missionnaires, tandis que les paroisses des grandes villes sont assiégées de candidats ? L'héroïsme a toujours été rare, mais tel jeune homme qui, à l'appel d'un Synode, accepterait avec joie, avec enthousiasme un ministère obscur et rebutant, sent mourir son zèle parce que l'Eglise ne lui demande rien, n'ayant rien à lui demander. Quant à l'Etat, il sera toujours satisfait si ses fonctionnaires ont un caractère pacifique et conciliant. L'idéal pour un préfet ce sera de voir le curé, le pasteur et le rabbin vivre en bonne intelligence et ne lui créer nul embarras par leur esprit de prosélytisme : « Sur-tout, pas de zèle, » ce mot de Talleyrand est le conseil que l'administration est toujours tentée de donner au clergé. Qu'on aille au fond des choses, et l'on verra que là se trouve la vraie explication de cette torpeur, de cette impuissance que l'on a pu reprocher à juste titre au corps pastoral français, et qui a justifié souvent le mot de Joseph de Maistre sur le personnage habillé de noir qui dit des choses honnêtes.

Ainsi la situation que la loi de germinal a faite au pasteur est une des causes qui ont contribué à paralyser l'Eglise réformée. Mais elle n'est pas la seule, elle n'est pas même la principale. La loi, en empêchant les représentants de l'Eglise de se réunir, en leur interdisant toute action commune, leur a refusé le premier droit de toute association religieuse, celui de déterminer ses croyances ; or, à quelque point de vue doc-

trinal qu'on se place, cette interdiction est un grand malheur. Sans doute, en traitant avec l'Eglise réformée, ou plutôt avec les pasteurs qu'il avait auprès de lui, le premier Consul ne traitait pas avec la première société venue, il acceptait cette Eglise avec son passé, avec ses croyances distinctives, avec sa discipline. Malheureusement, les opinions religieuses étaient alors si vagues, l'indifférence était telle, qu'on ne consigna pas même les termes du contrat, et qu'ils furent sous-entendus plutôt qu'exprimés. L'Eglise avait-elle une foi? Sans doute; car alors, pas plus qu'aujourd'hui, on ne concevait une Eglise sans corps de doctrines; cette foi était-elle rédigée quelque part? Sans doute encore, car la loi visait la discipline; or, il n'y a pas de discipline sans règle, et la règle, ici, c'était la confession de foi de la Rochelle, c'étaient tout au moins les liturgies partout en usage. Mais, je le répète, aucun de ces points ne fut précisé. Dès lors, les portes de l'Eglise étaient ouvertes en fait à toutes les tendances intellectuelles, à toutes les opinions. Il est vrai que les Consistoires étaient appelés à veiller à la doctrine, et il y avait là une sauvegarde, mais c'était le cas de répéter le mot du poète : « Qui gardera les gardiens? » On devait un jour s'autoriser de ce silence pour réclamer la libre prédication dans l'Eglise de toutes les opinions qui se réclament de l'Evangile.

Quelles étaient, au moment où le Concordat fut conclu, les doctrines de l'Eglise réformée de France? Je crois exprimer fidèlement l'état des croyances à cette époque en disant qu'elles se réduisaient à un théisme chrétien acceptant très-sincèrement les faits miraculeux, le côté surnaturel de la révélation, mais très-éloigné aussi des doctrines constitutives du calvinisme. On croyait à l'état de faiblesse de l'homme plus qu'à sa corruption innée, à la rédemption de l'humanité éclairée par la lumière de l'Evangile plus qu'au salut par la croix; on parlait de la divinité du Christ sans vouloir rien préciser sur ce « dogme obscur; » on se contentait en un mot de ce résumé du christianisme que contenaient les liturgies en usage, liturgies

revues à Genève pendant le dix-huitième siècle et sur lesquelles avait déteint l'esprit philosophique du temps. En même temps, on avait un très-grand éloignement pour les novateurs, de quelque côté qu'ils vinssent. Un prédicateur qui aurait essayé, vers 1810, de porter en chaire la doctrine calviniste, eût été, je crois, fort mal reçu; par contre, quand le professeur Gasc attaqua vers cette époque la doctrine de la Trinité, il souleva une vive opposition; ceux qui lui conseillèrent de se retirer étaient-ils tous trinitaires? On peut en douter; ce qu'ils craignaient par-dessus tout, c'était de voir les conflits dogmatiques envahir les esprits. Le protestantisme était heureux d'avoir sa place au soleil, ses droits franchement reconnus; il désirait la paix, la tranquillité.

Lorsqu'on lit, sans parti pris, les sermons ou les divers écrits religieux de cette époque, on y remarque l'absence des doctrines auxquelles on a, depuis le réveil religieux, donné le nom d'*évangéliques*, ou du moins elles y sont présentées en termes très-vagues; l'idée du *mérite* humain, par exemple, y apparaît sans cesse. D'un autre côté, on y trouve à peine la trace d'attaques directes contre les dogmes anciens. Ainsi, en 1817, l'un des hommes les plus éminents de l'Eglise réformée, Daniel-Encontre, doyen de la Faculté de théologie de Montauban, pouvait écrire, sans être démenti par personne, les paroles suivantes :

« Je crois fermement à la divinité de notre Seigneur Jésus-Christ; j'adopte dans tout son contenu le Symbole de Nicée (sauf les clauses damnatoires); j'ose affirmer de plus que ces sentiments sont actuellement ceux de tous les membres de notre Faculté, comme ils ont toujours été ceux de nos Eglises, car le savant M. Grégoire s'est étrangement mépris en jugeant de tous les protestants de France d'après deux ou trois protestants qu'il avait été dans le cas de connaître et qui ne sont pas Français. (1) »

(1) Voir le tome 1<sup>er</sup> des *Archives du Christianisme*, 1817-1818, p. 66.



Cette assertion si péremptoire est significative, mais l'accent même avec lequel elle se produit montre que les doctrines ariennes ou unitaires, sans se produire ouvertement, étaient au fond de bien des esprits ; comment en aurait-il été autrement, puisque à cette époque elles étaient professées à Genève ? Aussi, sous la Restauration, nous les voyons s'affirmer de plus en plus ; un parti toujours plus nombreux s'accorde dès lors à repousser ce qu'il appelle le *dogmatisme* religieux, et à insister avant tout sur le côté moral de l'Evangile. L'un des représentants les plus illustres de cette tendance fut un pasteur de Nîmes, Samuel Vincent, esprit singulièrement sagace et pénétrant, qui, dans une époque de ferveur religieuse, eût été appelé sans doute à jouer un grand rôle. Samuel Vincent se distingue de ses contemporains par sa conception religieuse ; au lieu de placer la religion dans un certain ensemble de faits et de doctrines, il la place avant tout dans le sentiment religieux ; il est en cela disciple de Schleiermacher, et son point de vue est celui que Benjamin Constant développa dans un livre célèbre ; il entrevit clairement que la religion ainsi comprise conduirait à la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et dès cette époque, il protesta énergiquement contre le régime de germinal. Cette protestation ne fut point isolée ; en 1818, M. Martin-Rollin réclame avec instance le rétablissement des Synodes généraux et la reconstitution de l'Eglise réformée sur ses bases historiques. Il est arrivé à Vincent ce qui arrive à tout homme qui dépasse par l'élévation de ses idées le parti auquel il reste attaché par position et par sympathie, c'est que sa pensée est revendiquée par des successeurs opposés ; latitudinaire en doctrine, il est un des pères du parti libéral ; âme profondément religieuse, il s'est fait de l'Eglise un idéal beaucoup plus élevé que ce parti.

Cependant, en face des idées nouvelles, d'autres tendances se manifestaient. La Restauration avait réveillé le zèle des protestants par les dangers mêmes auxquels semblait les exposer le retour de l'ancien régime. Il y avait d'ailleurs à

cette époque un retour marqué vers les idées religieuses. Les esprits qui, au sein des Eglises réformées, étaient restés fidèles à la foi du passé, prenaient de plus en plus conscience d'eux-mêmes, revenaient à la nécessité d'affirmer des croyances positives et de lutter contre l'indifférence et la tiédeur qui, depuis la fin du siècle précédent pesaient lourdement sur les âmes.

Ce travail qui se fût produit spontanément, fut singulièrement accéléré de 1820 à 1830 par ce qu'on a appelé le *réveil religieux*, mouvement complexe qui vint de l'étranger et surtout de la Suisse et de l'Angleterre. Il y eut dans ce réveil deux éléments très-distincts : l'un auquel l'Eglise méthodiste anglaise apporta un très-grand concours, était surtout un retour à la foi, à la vie, à l'activité chrétienne ; ceux qui en furent les instruments insistaient avant tout sur l'amour de Dieu, sur la rédemption des croyants ; orthodoxes du reste, ils n'avaient pour le calvinisme strict qu'une assez mince sympathie ; l'autre tendance qui, par l'Ecosse et par Genève, revint en France, accentuait au contraire les dogmes distinctifs du calvinisme, la corruption de l'homme et le salut par grâce. Elle y ajoutait une théorie particulière de l'inspiration littérale des Ecritures, à laquelle on a donné le nom de théopneustie et que les Réformateurs avaient ignorée. Mais c'est surtout à propos de la question du salut, de la divinité du Rédempteur, de la grâce et des œuvres, que la lutte s'engagea entre les hommes du réveil et l'opinion dominante. Celle-ci, pour résister aux novateurs, se cantonna dans les liturgies, invoqua l'autorité des Consistoires, et se livra souvent aux plus regrettables abus de pouvoir. On voulait, selon un mot célèbre, la tolérance pour tous, excepté pour les intolérants. Presque toutes les destitutions de pasteur qui ont eu lieu pendant ce siècle au sein de l'Eglise réformée ont été ordonnées par le parti qui s'appelait libéral. Aucune ne fit plus de bruit que celle d'Adolphe Monod. Arrivé jeune à Lyon, il y avait débuté en prêchant avec une saisissante élo-

quence les doctrines de la chute, de la corruption de l'homme et du salut par l'expiation. En même temps, il demandait une réforme dans l'Eglise et une discipline qui éloignât de la sainte Cène les hommes notoirement incrédules et vicieux. On peut juger quel scandale produisirent ces idées au sein d'un Consistoire où dominaient les idées libérales et que présidait M. Martin-Paschoud. Rien n'est plus curieux que de voir la stupeur de ces protestants en entendant prêcher au milieu d'eux ce qui avait été la doctrine de leurs pères, ce qui avait fait la force et l'originalité de l'Eglise réformée. Cette doctrine de la grâce leur paraît la plus monstrueuse des aberrations ; c'est au nom de la raison, de la morale outragée qu'ils la condamnent, et qu'ils se font les défenseurs de la religion des œuvres ; ils ne soupçonnent même pas que c'est de cet enseignement qu'ils repoussent que vont sortir les œuvres les plus saintes, les meilleures, les plus fécondes que l'Eglise eût encore vues en ce siècle. Il faut lire la pétition que l'on adresse au Consistoire contre Adolphe Monod ; on l'accuse d'avoir porté atteinte « à la plus belle, la plus difficile, la plus sainte des religions, *la religion des bonnes œuvres dictées par la conscience*, » et d'avoir ainsi « blessé la raison émanée de la Divinité. » Le Consistoire suscita au jeune prédicateur des obstacles de toute nature, il lui demanda vainement sa démission. Adolphe Monod répondit en appelant aux documents de la foi de l'ancienne Eglise réformée : « Je crois, dit-il, qu'il est impossible que les deux doctrines opposées restent en possession de la même Eglise et qu'une séparation doit se faire. J'estime que la doctrine de la grâce est celle à laquelle appartient l'Eglise réformée de France et toutes les institutions comme aussi tous les secours qu'elle reçoit de l'Etat ; qu'elle est chez elle, qu'elle doit y rester, et que c'est à la doctrine des œuvres à sortir. » C'est à cette prétention que le Consistoire répondit en le destituant solennellement ; cette mesure fut confirmée par un décret du 15 avril 1831.

Cet acte violent était le prélude de la lutte acharnée qui a, depuis lors, divisé l'Eglise et consumé la meilleure part de sa vie et de son énergie. Les Consistoires se rangèrent en général sous l'un ou l'autre drapeau; chacun se choisit des pasteurs de sa tendance et les convictions finirent par se grouper géographiquement. Parmi les hommes les plus marquants du parti libéral, il faut noter MM. Athanase Coquerel, Martin-Paschoud, Fontanès, Réville; leur organe principal était le journal le *Lien*; à la tête du parti évangélique, on remarquait MM. Frédéric et Adolphe Monod, Stapfer, Grand-Pierre; leurs journaux étaient l'*Espérance* et les *Archives du Christianisme*. A Paris, s'était formé un groupe dissident qui, sans avoir encore sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat aucune théorie arrêtée, cherchait en dehors des temples officiels l'enseignement religieux qui répondait à ses besoins; la chapelle Taitbout devint son centre; on comptait dans ce groupe MM. Victor de Pressensé, Audebez, Henry Lutteroth. Ce dernier rédigeait une feuille, le *Semeur*, qui exerça une profonde influence sur un cercle trop restreint d'esprits; c'est par là que devaient pénétrer en France les idées de Vinet qui en fut le collaborateur le plus éminent.

Les deux tendances étaient alors représentées avec le plus d'éclat par deux hommes qui furent les premiers orateurs de l'Eglise réformée à cette époque, MM. Athanase Coquerel et Adolphe Monod. Le premier, caractère des plus honorables, esprit brillant, éminemment parisien, remarquable au plus haut point par la franchise, la verve, la flexibilité de sa parole toujours actuelle et illustrée d'allusions piquantes, par ses mouvements pathétiques, par la clarté et l'ampleur de son exposition. Mais il faisait rarement vibrer les cordes profondes de l'âme. Sa doctrine était celle que nous avons exposée plus haut; d'une part, l'affirmation très-sincère et souvent très-élevée du christianisme comme révélation surnaturelle de Dieu; de l'autre, un éloignement profond pour toutes les doctrines de l'orthodoxie: la chute, la Rédemption,

la divinité de Jésus-Christ. L'homme, selon lui, naît faible plutôt que mauvais, Jésus-Christ, être supérieur à l'humanité, nous rachète par son exemple et son enseignement; l'homme est sauvé par la bonne foi plutôt que par la foi; chacun doit croire ce qui dans l'Evangile répond à la tendance de son esprit; aucune doctrine ne peut s'imposer comme exclusive; d'ailleurs, la miséricorde infinie de Dieu accueillera dans son sein tous les pécheurs, tous les égarés d'ici-bas.

Le second, âme profonde et tendre, l'une des plus saintes que ce siècle ait connue, pénétrée au plus haut point du côté tragique de la destinée humaine, soumise à l'autorité des Ecritures, et tremblant de s'en écarter, fut l'apôtre ardent et convaincu des doctrines évangéliques; sans souci de plaire aux hommes, redoutant la popularité que tant d'autres recherchent, il fut dans ce siècle un prédicateur sans égal (c'est ainsi que l'a jugé Lacordaire) par ses magnifiques effusions religieuses, par sa langue élevée, pure et nerveuse, par la perfection de son action oratoire dans laquelle l'art venait en aide à la sincérité sans la compromettre. Il a laissé à tous ceux qui l'ont entendu un souvenir où l'admiration pour le talent s'efface devant le respect pour le caractère et la sainteté de la vie.

Dans la période qui s'étend de 1830 à 1848, on peut remarquer un progrès lent mais marqué des doctrines évangéliques; traitées d'abord d'étrangères, elles finissent peu à peu par conquérir droit de cité; à Paris surtout, elles gagnent visiblement du terrain.

Chose remarquable! A ce moment la question d'Eglise ne se pose pas encore; c'est plus tard qu'elle prendra la première place. Les hommes du réveil ne s'en préoccupent pas; leur devise était celle qu'avait formulée Frédéric Monod: « Nous agirons avec les Consistoires partout où nous le pourrons, sans eux s'il le faut et contre eux s'ils nous y obligent. » Ce qu'ils cherchent avant tout, c'est le salut des



âmes; c'est aux individus qu'ils s'adressent; la fidélité dans la doctrine, la conversion des âmes sont leurs deux pensées dominantes. On pourrait lire des sermons entiers de cette époque; on y trouverait à peine une allusion au rôle de l'Eglise, à l'action sociale du christianisme, à son influence sur les nations, à tous ces sujets qui s'imposent aujourd'hui à notre attention.

Il est évident qu'on ne pouvait en rester là; c'était beaucoup que de mettre l'individu en face de sa destinée éternelle, et c'est par ce côté que le réveil a été grand, mais ce n'était encore qu'une des faces de la mission du christianisme; d'autres préoccupations allaient apparaître et faire surgir au premier rang la question de la constitution de la société religieuse. Reportons-nous un peu en arrière pour comprendre le travail qui s'était accompli dans les esprits sur ce point.

D'après l'idée catholique, l'Eglise est l'ensemble de tous les fidèles qui ont reçu le sacrement du baptême. Elle n'est point liée à telle nationalité, à telle race, comme l'était la religion juive; elle embrasse dans son sein l'ensemble des chrétiens. Un sacrement y donne le droit d'entrée, droit éternel que l'incrédulité elle-même ne peut faire perdre. La Réforme accepta cette idée, mais en la modifiant. Elle créa dans chacun des pays qui l'acceptèrent, une Eglise qui devint nationale et dans laquelle les peuples furent incorporés par le fait de leur baptême. Mais cette idée souleva, dès le début, des protestations. Cela doit être : le protestantisme, spiritua-liste dans son essence, n'a jamais reconnu au sacrement une valeur indépendante de la foi de celui qui y participe.

Dès le seizième siècle, les anabaptistes soutinrent que le baptême devait être la conséquence de la foi et qu'il ne pouvait être administré aux enfants. Cette théorie portait à l'idée traditionnelle d'Eglise une profonde atteinte. Il devenait évident que si c'est la foi seule qui donne entrée dans l'Eglise, aucune société religieuse n'a le droit d'enfermer dans ses

cadres, en les réclamant comme lui appartenant, les générations nouvelles. On sait que cette conception des anabaptistes disparut en Allemagne avec l'écrasement de l'anabaptisme lui-même. Ces idées devaient renaître ailleurs, et c'est dans la communion réformée qu'elles devaient surtout se développer. Calvin les avait lui-même énergiquement combattues. Sa conception religieuse était celle d'une théocratie pure et c'est bien là ce qu'il réalisa à Genève, mais les principes spiritualistes du calvinisme devaient porter leurs fruits; ce fut en Angleterre d'abord, et dans la secte des Indépendants, qu'ils trouvèrent de l'écho. Portés en Amérique où ils eurent à soutenir une lutte ardente contre le système théocratique qui régnait dans l'Etat de Massachusetts, ils finirent par triompher. Les Etats-Unis sont le premier pays où se soit réalisée complètement l'idée que la société religieuse est distincte de la société civile, que la qualité de citoyen n'entraîne nullement celle de membre d'un corps ecclésiastique quelconque. L'idée de l'Eglise devait être singulièrement modifiée par cette manière de voir. Comme on n'appartient pas à une Eglise par le simple fait de la naissance ou du baptême, on s'y rattache librement, par une adhésion réfléchie et volontaire; chacun choisit celle dont le symbole exprime le plus fidèlement à ses yeux la vérité religieuse; il y aura donc plusieurs Eglises, il s'en formera autant qu'il y aura de grandes conceptions du christianisme. On pouvait croire que cette idée nouvelle devait être fatale à la religion, qu'elle devait, en la réduisant en sectes, tuer le sentiment chrétien. L'expérience a prouvé le contraire. C'est dans les pays où la liberté religieuse a permis ces manifestations diverses et multipliées de la pensée religieuse que le sentiment religieux s'est maintenu le plus vivant et que le christianisme est le plus respecté. Quant à l'esprit sectaire, il ne dépend nullement du nombre des Eglises; l'expérience prouve aussi qu'il peut exister sous la forme la plus repoussante, celle du pharisaïsme, dans les Eglises qui ont soi-

gneusement conservé l'unité. Le plus sûr moyen de le combattre, c'est de ne pas prétendre avoir le monopole exclusif de la vérité, c'est d'accepter la libre concurrence des Eglises, en admettant que chacune d'elles a sa raison d'être et son rôle, qu'à Dieu seul appartient le discernement des cœurs ; c'est d'affirmer l'unité spirituelle de tous les vrais chrétiens, quel que soit le drapeau sous lequel ils marchent.

Ces idées si familières à l'Amérique étaient absolument étrangères à la France il y a quarante ans. Il faut rendre à la Révolution française cette justice qu'elle a pour la première fois en Europe séparé nettement la société religieuse de la société civile, et proclamé, en théorie du moins, la liberté des cultes. C'était là un grand principe auquel appartient l'avenir. Mais le Concordat était survenu et avait singulièrement compliqué la question. Il n'y avait plus d'Eglise d'Etat à laquelle on fût tenu d'adhérer ; mais il y avait deux ou trois Eglises reconnues auxquelles tous les Français étaient censés se rattacher ; nous avons dit plus haut ce que l'Eglise réformée était devenue sous l'influence des articles organiques et combien elle avait payé chèrement les avantages que lui procurait son alliance avec l'Etat. Quant à la manière même dont se recrutait l'Eglise, l'attention, dans ce temps d'indifférence, ne s'était pas même portée sur ce point. L'Eglise officielle était considérée comme l'établissement traditionnel qui renfermait de droit tous les protestants de naissance, et la dissidence était repoussée avec le même sentiment de répulsion que le schisme inspire aux catholiques. Quand çà et là quelques fidèles se réunissaient en dehors des temples officiels pour y chercher un aliment spirituel qui leur manquait, ils le faisaient à leur corps défendant, mais sans aucun projet de séparation définitive. L'idée que l'Eglise dût se recruter par des adhésions volontaires, n'entrait encore dans l'esprit de personne. C'est un Suisse, Alexandre Vinet, qui fut parmi nous l'initiateur de ce grand principe. Moraliste profond, critique littéraire éminent, écrivain d'une rare distinction, Vinet

fut le champion convaincu, éloquent, ardent, de la séparation de l'Eglise et de la société civile. Ce n'est pas seulement au nom de la liberté religieuse qu'il la réclamait, c'est surtout au nom du caractère spiritualiste de la foi chrétienne. Vinet avait trouvé devant lui, non pas des Eglises concordataires comme en France, mais une véritable Eglise d'Etat; dans le canton de Vaud, c'était le grand Conseil, c'est-à-dire la représentation populaire qui gouvernait l'Eglise, qui arrêtait ses règles de foi et de discipline. Vinet combattit avec un éclatant succès ce système, et on peut dire qu'à sa mort (1847), il avait gagné sa cause auprès des penseurs. La fondation de l'Eglise libre du canton de Vaud (1846) est une grande date dans l'histoire religieuse. C'était la première fois que sur le continent une Eglise se constituait sur le principe qu'elle doit rester étrangère à la société civile, et se recruter non plus par le fait de la naissance, mais par la libre adhésion des croyants. Les idées de Vinet devaient rencontrer un grand accueil en France, où les principes de la Révolution française leur avaient frayé la voie. On commença à se demander si ce n'était pas là que se trouverait le remède aux douloureux conflits qui partageaient l'Eglise.

Survint la révolution de 1848. Elle aussi inscrivait dans son programme la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Il fallait se préparer à toutes les éventualités de l'avenir. C'est sous l'empire de ces préoccupations que se réunit à Paris une assemblée à laquelle on a donné le nom de Synode, mais qui n'eut jamais qu'une valeur officieuse, car sa convocation avait été toute spontanée, et son œuvre ne fut jamais acceptée ni par le gouvernement ni par les Eglises. Quatre-vingt-dix délégués des Consistoires, dont cinquante pasteurs et trente-huit anciens, délibérèrent ensemble du 10 septembre au 7 octobre; l'assemblée fut saisie d'un projet de confession de foi, l'ancienne confession de la Rochelle n'ayant pas une autorité reconnue. Cinq jours furent employés à traiter cette question; au terme du débat, une majorité de soixante-dix-sept voix

adopta la proposition suivante : « L'assemblée, attendu qu'il résulte du dépouillement des cahiers des assemblées consistoriales, que la généralité des Eglises a exprimé le vœu que ses délibérations ne touchent pas aux questions dogmatiques attendu qu'il résulte de la discussion à laquelle elle vient de se livrer, que le moment n'est pas venu en effet de toucher au *statu quo* sous ce rapport ; réserve ces questions et décide qu'une commission sera immédiatement nommée pour rédiger un projet d'adresse aux Eglises, comme préambule à mettre en tête de son projet d'organisation. »

Six délégués réclamèrent jusqu'au bout la rédaction d'un symbole ; deux seulement persistèrent après le vote dans leur demande et sortirent de l'Eglise officielle pour fonder sur une base doctrinale une Eglise séparée de l'Etat ; c'étaient le pasteur Frédéric Monod et le comte de Gasparin.

L'assemblée formula un projet de loi organique dont voici les points principaux :

Reconstitution de l'Eglise locale, ou de la commune ecclésiastique ayant son Conseil presbytéral. La loi de germinal, nous l'avons vu, n'avait point reconnu cette base, et avait groupé les protestants en Consistoires composés d'une moyenne de six mille âmes.

Nomination des membres laïques des Conseils presbytéraux et des Consistoires, non plus par les plus imposés, mais par tous les protestants âgés de vingt-cinq ans révolus, résidant depuis un an dans la paroisse, justifiant de leur première communion, et reconnaissant la Bible pour la Parole de Dieu et l'unique règle de leur foi.

Rétablissement des Synodes particuliers et du Synode général. Voici ce que l'on proposait pour ce dernier corps. Chaque Consistoire y enverra un député ecclésiastique ou laïque à tour de rôle. Chaque Faculté de théologie y sera représentée par l'un de ses membres. Le Synode général se réunira tous les trois ans. Il arrêtera ou approuvera les règlements généraux relatifs au culte, à la discipline, à l'organi-



sation et à l'administration de l'Eglise. Il statuera définitivement sur les décisions rendues par les Synodes particuliers touchant les changements demandés aux circonscriptions des Eglises. Il prononcera, quand il y aura lieu, la révocation des pasteurs, les Consistoires et les Synodes particuliers n'ayant que le droit de les suspendre, et il en informera immédiatement le gouvernement. Avant la fin de chaque session, il nommera une commission de cinq membres pour suivre l'exécution de ses décisions. Mais, son mandat rempli, la commission se dissoudra bientôt.

Cinquante-cinq membres sur soixante-trois votèrent ce projet de loi organique. En se séparant, le Synode officieux renouvela l'engagement pris en 1660, au dernier Synode national de Loudun, en désignant la ville de Nîmes pour la réunion du Synode général de 1851. Cette décision resta à l'état de vœu comme les autres, le gouvernement n'ayant jamais, comme nous l'avons dit, accordé une valeur officielle aux décisions de ce Synode.

Son œuvre cependant n'avait pas été vaine; quatre ans plus tard l'Etat devait introduire par un décret dans la constitution de l'Eglise deux des mesures votées par le Synode, la reconstitution de la paroisse, et le suffrage universel succédant à celui des plus imposés. Quant au vœu relatif au Synode général, s'il ne devait pas être accueilli, c'était quelque chose pourtant que de le voir formulé presque à l'unanimité par une assemblée où toutes les nuances de la pensée protestante étaient représentées.

Nous avons dit que MM. de Gasparin et Frédéric Monod étaient sortis de l'Eglise officielle sur le refus fait par le Synode de proclamer la foi de cette Eglise; réunis aux hommes qui sur les divers points de la France partageaient leurs convictions, ils fondèrent avec eux l'Union des Eglises évangéliques de France, fédération d'Eglises groupées autour d'une confession de foi commune et discutant leurs intérêts dans des Synodes périodiques. Quarante-deux églises en font partie aujourd'hui.

La cause de la séparation de l'Eglise et de l'Etat fut dès lors vigoureusement défendue par les *Archives du Christianisme*, puis par la *Revue chrétienne*. On peut dire que dans ces vingt dernières années elle a rallié à elle l'immense majorité des protestants ; on est d'accord sur le principe, on diffère avant tout sur la question d'opportunité.

Le Synode de 1848 n'avait rien résolu. Le régime inauguré le 2 décembre, crut pouvoir, par un coup d'Etat, donner la paix à l'Eglise réformée, et, le 26 mars 1852, celle-ci apprit, à sa grande surprise, qu'un décret-loi rendu par le prince-président apportait à sa constitution des modifications considérables. L'histoire n'a jamais nommé les conseillers de cette mesure arbitraire, mais on assure que c'est du parti libéral que vint la haute influence qui déterminace décret. L'incroyable sans façon avec lequel, sans même consulter une Eglise, on la modifiait gravement dans ses parties essentielles, trahit en tous cas une singulière absence de dignité religieuse. On comprend que cette révolution, car c'en était bien une, accomplie par le gouvernement qui venait de fouler aux pieds la loi jurée, ait été ressentie comme une grave injure par quiconque avait à cœur les intérêts supérieurs des âmes et de la liberté de conscience.

Sans doute, tout n'était pas mauvais dans les réformes introduites par ce décret. Sur deux points il se conformait, ainsi que nous l'avons dit, aux vœux exprimés par le Synode officieux de 1848 ; il constituait la paroisse (1) que la loi de germinal ne connaissait pas ; il lui accordait sa représentation légale, son Conseil presbytéral, il en faisait une personne morale et civile pouvant posséder et administrer ses biens. En outre, il faisait nommer les conseils de l'Eglise non plus par les plus imposés, mais par le suffrage universel que la révolution de 1848 avait introduit dans le domaine politique ; mais cette dernière réforme, libérale en apparence, cachait un

(1) Voir à l'Appendice le décret-loi du 26 mars 1852.

redoutable péril. N'exigeant des électeurs aucune condition religieuse, elle livrait l'Eglise aux masses ignorantes, c'est-à-dire au premier agitateur venu. Pratiquée dans un pays comme le nôtre, elle pourrait en quelques années, et sous l'influence des passions politiques, transformer certains Consistoires en cénacles de francs-maçons. Ce n'est pas tout. Le décret de 1852, non-seulement ne rétablissait pas le Synode général, mais il mettait à sa place une création toute nouvelle, un Conseil central des Eglises réformées, nommé au moins pour la première fois par l'Etat, et qui devait être l'intermédiaire entre les Eglises et le pouvoir civil. Les attributions de ce Conseil étaient vagues, c'est-à-dire qu'elles ouvraient la porte à l'arbitraire le plus illimité. Jamais l'Eglise réformée d'autrefois n'eût accepté cet étrange régime qui semblait la contrefaçon dérisoire de sa noble et belle représentation. On vit bien, quelque temps plus tard, d'où cette conception était sortie, car M. Coquerel père publia un projet de discipline qui réglait ainsi à l'avenir la composition du corps le plus élevé de l'Eglise :

« Le Conseil central est composé de trente et un membres, savoir : dix pasteurs en exercice, vingt anciens, le sous-directeur du service des cultes non catholiques. Les dix pasteurs sont nommés *par décret*. Chaque Consistoire désigne un de ses membres laïques ; sur la liste générale des cent cinq anciens présentés par les Consistoires, *le gouvernement choisit les vingt membres laïques du Conseil qui sont nommés par décret ainsi que le président du Conseil.* »

Voilà ce qu'on osait proposer à l'Eglise au nom du parti libéral ! C'est dans les mains du gouvernement que l'on plaçait ses destinées, plutôt que d'oser les confier à ses propres représentants. Si l'Eglise eût accepté cet abaissement sans exemple, c'était fini d'elle et de son avenir. Heureusement, il y eut dans son sein des hommes qui se souvinrent de ce qu'avaient été leurs pères et qui firent entendre de nobles protestations. Mais on put, par ce mémorable exemple, voir

dans quel camp l'Eglise devait chercher les vrais défenseurs de ses libertés.

Ainsi la situation ecclésiastique était plus que jamais compliquée. Ce qui vint la tendre à l'extrême, ce furent les progrès de l'école critique qui, dans ces vingt dernières années, a exercé sur la théologie protestante une influence si profonde et, à certains égards, si délétère. Exposons rapidement cette évolution.

Nous l'avons montré plus haut, orthodoxes et libéraux, tout en se combattant avec acharnement, étaient d'accord pour conserver ce qu'on peut appeler le fond historique de la révélation chrétienne; dans les deux camps on admettait, avec une conception plus ou moins large de l'inspiration, l'autorité des Ecritures, et la valeur de leurs enseignements. Il y avait là un terrain pour l'unité au moins extérieure. On pouvait dire qu'admettant les mêmes faits, on ne divergeait que sur leur interprétation dogmatique. Plusieurs des partisans les plus décidés du libéralisme avaient défendu avec talent la cause du surnaturel chrétien et l'authenticité des premiers documents du christianisme, ainsi MM. Coquerel, Réville et Fontanès pères. Mais, dès 1849, les termes de la question sont brusquement changés. M. Schérer, professeur de théologie à l'Ecole libre de Genève, donne sa démission parce qu'il ne peut plus accepter la notion théopneustique de l'inspiration, et il fonde avec M. Colani la *Revue de Strasbourg* qui devait exercer une si grande influence sur le jeune clergé. Chose remarquable! Les sympathies religieuses des rédacteurs de ce Recueil semblaient d'abord être plutôt pour la cause évangélique, et c'était avec un certain dédain qu'ils parlaient du vieux rationalisme, défenseur du surnaturel; eux-mêmes ne soupçonnaient évidemment pas la portée du mouvement dont ils étaient les initiateurs. En quelques années cependant tout était renouvelé. Sous ces questions spécieuses de date et d'authenticité qu'ils discutaient avec un rare talent se cachait une conception différente de la religion. L'Ancien Testament

ne faisait plus autorité. L'idée historique de la création devenait une simple conception mosaïque entachée d'un anthropomorphisme grossier. Le prophétisme n'avait plus de valeur surnaturelle et n'était que l'expression éloquente, parfois sublime, des penseurs religieux d'Israël. Les documents du christianisme primitif passaient à leur tour au crible; l'évangile selon saint Jean était relégué au second siècle comme l'œuvre d'un théologien inconnu d'Ephèse; à la place du témoignage de l'Eglise on avait les idées des premiers disciples dont certains fragments, plus ou moins contestés, offraient le témoignage authentique; on avait la conception des judéo-chrétiens de Jérusalem, puis la conception de Paul. Les miracles disparaissaient sous cette critique. Celui même de la résurrection qui, de l'aveu de tous, avait créé l'Eglise, n'avait pas de fondement historique et n'était qu'un phénomène psychologique dont l'âme des premiers disciples avait été le théâtre. A défaut du miracle historique, restait, disait-on, le miracle religieux qui consistait essentiellement en ceci : l'apparition d'un homme parfaitement saint au milieu de l'humanité. Toutefois cette base elle-même ne fut pas maintenue, et, dans un ouvrage célèbre, *le Christ et la Conscience* (1859), M. Pécaut prétendit juger librement du caractère du Christ et y découvrir les erreurs, les imperfections de son temps. En quinze ans tout au plus, ces idées déduites avec la logique et la clarté inhérentes à l'esprit français, par des écrivains tels que MM. Albert Réville, Th. Bost, Fontanès, étaient partout répandues; elles étaient devenues familières aux protestants, lorsque M. Renan, par sa *Vie de Jésus*, les introduisit brusquement dans le domaine de la grande publicité. Nous n'avons pas à rappeler ici l'éclat que fit cet ouvrage. L'étonnement fut grand lorsqu'on vit un certain nombre de théologiens et de pasteurs, tout en combattant certaines appréciations de M. Renan, se rallier à sa méthode et lui donner raison sur le fond même des choses. On ne pouvait s'étonner qu'une crise violente éclatât. C'est à Paris que l'explosion eut lieu. M. Athanase

Coquerel fils, l'un des prédicateurs les plus éminents du parti libéral, remplissait dans cette Eglise les fonctions de suffragant. Le Consistoire, appelé à renouveler sa suffragance s'y refusa dans l'hiver de 1864; c'était une mesure hardie, car elle s'attaquait à un orateur populaire, à un nom depuis longtemps aimé dans l'Eglise de Paris. Une polémique violente s'engagea.

La question fut portée aux conférences pastorales qui se réunissaient chaque printemps dans la capitale. Sur la proposition de MM. Dhombres et Bersier, on examina la question suivante: « L'existence de toute Eglise et les droits des fidèles ne sont-ils pas compromis par la liberté illimitée de l'enseignement religieux? » et la conférence, à une grande majorité, déclara que « la libre expression, soit dans la chaire, soit par tout autre moyen public et officiel, des opinions dogmatiques des pasteurs, a pour limite légitime et nécessaire les croyances professées par la société religieuse à laquelle ces pasteurs doivent leur mandat; » elle défendit dans le même sens les droits des fidèles qu'elle refusa énergiquement de sacrifier aux pasteurs. Dans les conférences plus restreintes des membres des seules Eglises établies, M. Guizot plaida avec une grande élévation la cause du christianisme surnaturel. L'année suivante (1865), dans les mêmes conférences, le débat se concentrait sur la question de la résurrection de Jésus-Christ que la gauche avait déclarée ou inauthentique ou sans importance. On le voit donc, chaque année, la lutte reprenait plus vive, plus ardente que jamais sur ce qui constitue le fond même de la révélation chrétienne.

Les Consistoires se prononçaient dans un sens ou dans l'autre. L'opinion proscrite ici, devenait là triomphante. Une des questions les plus palpitantes était celle des conditions religieuses de l'électorat; le décret de 1852 n'en exigeait aucune; c'était à l'Eglise à y pourvoir. Le Consistoire de Caen, prenant résolument l'initiative, exigea que l'électeur, dans son ressort, adhérât au Symbole des apôtres que l'Eglise réformée



de France a toujours, dans ses liturgies, maintenu comme un des documents de sa foi. L'entreprise parut trop hardie à un ministre de l'Empire, M. Baroche, qui cassa la décision du Consistoire; celui-ci en appela au Conseil d'Etat et obtint gain de cause. Par égard pour le ministre, on n'invalida son arrêté que pour raison de forme, mais la forme ici entraînait le fond. C'était un grand pas fait vers l'autonomie religieuse de l'Eglise.

Du reste, de tous les côtés, l'agitation s'étendait dans le sens du rétablissement du Synode général. C'était le seul moyen pratique d'arriver à délibérer ensemble, à résoudre, si cela était possible, les graves conflits de foi et d'organisation qui agitent les esprits. Presque toutes les conférences pastorales du nord et du sud de la France, formulaient des vœux en ce sens. Le gouvernement résistait; la convocation d'une assemblée délibérante n'était pas une mesure sympathique au second empire. Cependant, vers 1870, la cause était gagnée, et le Synode allait être convoqué lorsque la guerre éclata.

Le gouvernement de la République, en rendant à l'Eglise réformée, par le décret du 29 novembre 1871, son Synode général, n'a donc fait qu'accomplir un acte de justice que la majorité des Eglises réclamait depuis longtemps.

C'est en vain qu'on aurait cherché à le différer davantage. La situation de l'Eglise réformée est devenue tellement douloureuse qu'elle ne peut se prolonger plus longtemps.

Chose remarquable! Depuis le commencement de ce siècle, le protestantisme français n'a manqué ni d'esprits distingués, ni d'orateurs éminents, ni de pasteurs dévoués; il a exercé une influence bien supérieure à celle qu'on pouvait attendre du nombre de ses adhérents. Il a donné un appui cordial et puissant à toutes les causes généreuses et libérales, et l'on retrouve ses membres au premier rang dans l'industrie, dans l'armée, dans la science et jusque dans les conseils du gouvernement. Lorsqu'on songe qu'à la révocation de l'Edit de Nantes, il avait perdu sa fleur, et que, lorsqu'il eut de nouveau droit de cité en 1787, il ne comptait plus dans ses cadres, sauf quelques

familles nobles dans le Midi, que des populations de campagne ou de la petite bourgeoisie, on ne peut assez admirer l'énergie avec laquelle il a conquis une place et une influence aussi hautes. Il faut en remercier la méthode d'éducation protestante qui, en toutes choses, pousse à l'examen, à la recherche, à l'initiative individuelle; comment se fait-il cependant que, malgré cela, l'Eglise réformée n'ait fait aucunes conquêtes sensibles et que sur bien des points elle ait perdu du terrain? La cause en est visible. On a usé en luttes intestines l'activité qui devait se répandre au dehors et conquérir. Plus les années ont marché, plus le zèle religieux s'est réveillé, plus aussi les luttes sont devenues intenses; aujourd'hui elles sont intolérables.

Le remède, selon nous, serait dans la séparation de l'Eglise et de l'Etat. Elle mettrait fin, de la manière la plus heureuse, à ces conflits, car, une fois le lien officiel brisé, les âmes se grouperaient d'après leurs affinités électives, et les Eglises qui se formeraient poursuivraient chacune leur mission dans l'indépendance. Malheureusement, bien des obstacles s'y opposent. La France ne semble point encore prête à prononcer cette séparation; si le protestantisme la demandait pour lui seul, il laisserait l'Eglise catholique seule en possession des faveurs officielles, du budget des cultes, des édifices religieux, ce qui la constituerait de nouveau en une espèce de religion d'Etat. Ajoutez à ce motif qui est très-sérieux, ceux qui sont tirés de la crainte de l'inconnu, des chances redoutables à courir par suite du manque de ressources, et on comprendra qu'en acceptant l'idée théorique, on redoute d'en essayer l'expérience. Reste, il est vrai, la possibilité de sortir en petits groupes de l'établissement officiel, et d'imiter l'exemple donné par MM. Frédéric Monod, de Gasparin et leurs amis. Mais serait-on suivi des troupes? Ne les laisserait-on pas sans direction spirituelle? Ne sacrifierait-on pas à un principe l'existence et l'avenir des populations protestantes? C'est là le scrupule honorable et consciencieux qui retient la plupart

des pasteurs les plus fidèles, les plus pieux, les plus convaincus en théorie que la séparation serait le régime idéal.

Telles sont les préoccupations qui agitent tous les esprits au sein de l'Eglise réformée et dont il faut tenir compte si l'on veut juger de la situation actuelle. D'accord sur le fait que l'Eglise est une société à laquelle on se rattache volontairement, on se divise aujourd'hui, et c'est là ce qu'il faut remarquer, sur ce qui doit être le lien religieux de l'Eglise. Deux systèmes sont en présence, et grâce à la logique de l'esprit français, ils sont de plus en plus nettement formulés. Selon les uns, la base de l'Eglise doit se trouver dans un ensemble de croyances communes; nul ne soutient plus la théorie des confessions de foi détaillées et théologiques telles que les comprenait le seizième siècle; on est d'accord qu'il faut séparer la théologie de la religion, on soutient dans le camp orthodoxe comme dans le camp libéral que la foi doit être avant tout un élément de vie, que si elle est purement intellectualiste, elle est morte; mais on pense, avec raison selon nous, que la vie religieuse et morale est toujours déterminée par les convictions, et que ces convictions peuvent et doivent s'affirmer. Chez les individus cette solidarité peut ne pas exister; un athée peut souvent agir en chrétien; dans les sociétés, cette solidarité se retrouve, et la vie morale y dépend de l'idée que l'on se fait de Dieu et de l'humanité. Donc, une société chrétienne, une Eglise, doit reconnaître et professer les vérités chrétiennes qui, il y a dix-huit siècles, ont transformé le monde; elle doit les conserver fidèlement, veiller à ce qu'elles soient enseignées du haut de ses chaires et repousser énergiquement ce qui leur est contraire (1).

D'autre part, on soutient que les croyances ne sont pas l'essentiel, qu'une société religieuse peut exister sans en

(1) J'expose ici les deux tendances opposées, les seules logiques, les seules qui puissent se concevoir. Il en est d'autres intermédiaires qui invoquent à leur appui des raisons de sentiment, d'union, mais auxquelles il est impossible de faire une place dans une exposition du sujet.

avoir d'absolument communes, que telle est la situation historique de l'Eglise réformée, que ses membres, sans avoir les mêmes idées en religion, sont unis par un ensemble de souvenirs, d'aspirations, que tous acceptent la même méthode protestante, du libre examen appliqué à l'Ecriture, que le sentiment religieux est et doit être le vrai lien de leur communion ; sans doute, ajoute-t-on, nul ne pense à une liberté illimitée d'opinions qui irait jusqu'à faire place à des systèmes monstrueux et antichrétiens, mais mieux vaut ne pas poser de limites, mieux vaut se borner à admettre que l'Eglise n'a pas d'autre base que la liberté religieuse se développant sous l'influence générale de l'enseignement évangélique. En acceptant franchement ce grand principe, on maintiendra l'union du peuple protestant.

Malheureusement cette théorie est un rêve. L'expérience prouve que l'union est impossible avec des principes contradictoires. Ce domaine du sentiment où l'on pourrait, dit-on, se rencontrer, est précisément celui où s'éveillent les susceptibilités les plus intimes, les plus délicates de l'âme. Au point où l'on est parvenu, avec des idées opposées sur la valeur des documents évangéliques, sur la nature et même sur le caractère du Christ, sur l'état de chute ou la bonté morale de l'homme, l'édification mutuelle devient impossible. Les contacts douloureux naissent à chaque pas, et d'autant plus sensibles qu'ils sont inévitables. C'est dans la même chaire, c'est en présence des mêmes catéchumènes, c'est à la même table de communion qu'il faut entendre d'un dimanche à l'autre affirmer les vérités les plus édifiantes et les choses qui heurtent et qui blessent les convictions les plus sacrées de l'âme. Dirait-on que l'édification serait encore possible, si l'on sait garder un silence prudent sur les points qui divisent ? Mais la prudence elle-même deviendrait coupable. Supposons un homme arrivé à la conviction que l'idée du miracle est une superfétation grossière, une erreur qui, innocente autrefois, nuit aujourd'hui plus qu'aucune autre au développement de la vérité chrétienne, est-ce

que son devoir évident n'est pas de la dénoncer, et d'en dégager son enseignement ? Supposons en face de lui un homme convaincu que le christianisme c'est l'intervention souveraine de Dieu dans l'histoire, et que le Chef de l'Eglise, le Prince de la vie, a rompu la fatalité héréditaire du péché qui pesait sur la race humaine par sa naissance surnaturelle et sa résurrection, n'est-il pas évident que sa conviction devra s'exprimer avec d'autant plus d'énergie qu'elle soulèvera plus d'opposition aujourd'hui ? Que ces deux croyances se produisent librement dans le monde, c'est notre désir, c'est notre ferme volonté, qu'elles se rencontrent dans des conférences publiques ou sur les bancs de l'école, cela est possible et désirable, mais qu'elles se heurtent dans la même chaire, dans le sanctuaire où les âmes viennent chercher la certitude, le pardon, la communion de Dieu, c'est en vérité trop exiger de la nature humaine, c'est faire une trop violente injure à la raison, au sens commun.

Cela étant, le parti le meilleur, le plus équitable serait la séparation à l'amiable des deux fractions qui existent dans l'Eglise réformée, chacune continuant à jouir des privilèges que lui assure l'établissement officiel. On sait que M. le ministre des cultes s'est montré disposé à entrer dans une pareille voie. La réalisation de cette mesure entraînerait certainement des difficultés ; on s'est demandé en particulier ce qui se passerait dans les paroisses de campagne où les deux tendances sont représentées. Nous ne nions pas ces inconvénients ; mais ils ne sont point insurmontables. En Ecosse, pays pauvre, et en Suisse, de pareilles séparations se sont faites, et, après quelques années difficiles, les Eglises diverses se sont constituées et ont pu marcher. Pour dire d'ailleurs toute notre pensée, nous croyons que l'immense majorité des fidèles se rattacherait à l'Eglise qui conserverait, dans leurs traits essentiels, la foi et les institutions du passé. Séparées, les tendances opposées se développeraient dans la liberté ; au lieu de se heurter dans un contact incessant, elles se tourne-

raient vers le dehors et s'adresseraient chacune aux besoins religieux qu'elles prétendent satisfaire. Il est probable qu'elles s'amélioreraient dans cette activité féconde; l'orthodoxie, n'ayant plus à lutter pour défendre, au sein même de l'Eglise, ses croyances les plus chères, perdrait ce quelque chose d'aigre et d'amer qu'on a pu lui reprocher quelquefois avec raison; le libéralisme réduit à vivre sur son propre fond affirmerait davantage ses éléments religieux. Rien n'empêcherait d'ailleurs les deux partis de s'unir dans le respect du passé commun, dans les œuvres d'éducation et de bienfaisance, et de mettre en action cette grande méthode d'éducation protestante qui seule pourrait rendre à la France le rôle qu'elle est menacée de perdre dans le monde moderne.

Nos lecteurs auront pu, par cette introduction, se faire une idée des problèmes qui étaient soumis au Synode général dont nous publions les débats. Simple rapporteur dans cette cause, nous nous sommes borné à reproduire les séances aussi fidèlement que nous l'avons pu. Nous croyons d'ailleurs que ces libres discussions religieuses, conduites, sauf de rares exceptions, avec tant d'élévation, de talent et d'éloquence, font grand honneur au protestantisme français. Nos sympathies personnelles sont avec la droite dans les trois grandes questions que le Synode a eu à résoudre : celle de l'autorité du Synode, celle de la déclaration de foi, celle enfin des conditions de foi et de doctrine auxquelles les pasteurs et les électeurs devront désormais souscrire. Nous estimons que par ces trois votes la majorité a accompli des actes nécessaires, et que si, par un abus de pouvoir que nous ne voulons pas prévoir, le gouvernement refusait de ratifier son œuvre, elle aurait néanmoins posé les fondations futures sur lesquelles, avec ou sans appui de l'Etat, l'Eglise réformée devra désormais s'élever.

Paris, 28 septembre 1872.

EUG. BERSIER.





HISTOIRE  
DU  
SYNODE GÉNÉRAL  
DE  
L'ÉGLISE RÉFORMÉE DE FRANCE  
1872

---

Le 29 novembre 1871, le président de la République française signait le décret suivant :

Le Président de la République française, sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique et des Cultes,

Vu la loi du 18 germinal an X ;

Vu les décrets du 26 mars et du 10 novembre 1852 ;

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. Les cent trois Consistoires des Eglises réformées de France et de l'Algérie sont répartis en vingt et une circonscriptions synodales, conformément au tableau annexé au présent décret (1).

Art. 2. Chaque Consistoire élira un pasteur et un laïque qui seront ses représentants au Synode de sa circonscription.

(1) Voir à l'Appendice ce tableau, ainsi que la loi de germinal, et les deux décrets précités.

Art. 3. Ces représentants se réuniront du 1<sup>er</sup> au 15 mars, dans un des chefs-lieux consistoriaux de leur circonscription synodale, pour élire des délégués à un Synode général, qui sera ultérieurement convoqué à Paris.

Art. 4. Le nombre des délégués à élire pour le Synode général est fixé d'après le nombre des pasteurs de chaque circonscription synodale, à raison d'un délégué par six pasteurs, et selon la progression suivante : deux délégués pour tout nombre de six à douze pasteurs inclusivement ; trois délégués pour tout nombre de treize à dix-huit pasteurs inclusivement, etc., conformément au tableau annexé au présent décret.

La moitié de ces délégués, si leur nombre est pair ; la moitié plus un, si leur nombre est impair, seront laïques.

Art. 5. Le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Versailles, le 29 novembre 1871.

A. THIERS.

Par le Président de la République :

*Le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes,*

JULES SIMON.

---

Le jour de la réunion du Synode fut fixé par la circulaire suivante :

## AUX PRÉSIDENTS DES SYNODES PARTICULIERS.

Paris, 14 mai 1872.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous annoncer qu'en exécution du décret rendu par M. le Président de la République, en date du 29 novembre 1871, la réunion du Synode général des Eglises réformées aura lieu à Paris, le jeudi 6 juin, et je viens vous prier d'en donner avis à Messieurs les délégués qui ont été élus par le Synode particulier de votre circonscription. J'ai aussi été informé que plusieurs vides se sont déjà produits, par démission ou par décès, parmi les délégués élus pour le Synode général, et que plusieurs Synodes particuliers, n'ayant pas tout d'abord élu des suppléants, jugent nécessaire de se réunir de nouveau pour combler ces vides ou pour parer d'avance à ceux qui pourraient se produire encore. En conséquence, j'autorise les Synodes particuliers qui le jugeraient nécessaire, à se réunir de nouveau pour procéder à ces élections complémentaires.

Agréez, monsieur le Président, l'assurance de ma considération très-distinguée.

*Le Ministre de l'Instruction publique et des Cultes,*

*Signé : JULES SIMON.*

*Le chef de la division des cultes non catholiques,*

GUILLAUME GUIZOT.

---

Les élections qui eurent lieu pendant le mois de mars 1872, amenèrent au Synode les délégués suivants dont voici la liste :

NOM	PRÉNOMS	PROFESSION	RÉSIDENCE	CIRC. CONSIST. SYNODALE	OBSERVATIONS
1 ABT	Elie.	Pasteur, président du Consistoire.	Besançon (Doubs).	XX.	
2 BABUT	Charles-Edouard	Pasteur.	Nîmes (Gard).	XIX.	
3 BASTIE	Charles	Pasteur.	Bergerac (Dordogne).	VII.	Modérateur.
4 BESANÇON	Georges	Pasteur, président du Consistoire.	Constantine (Algérie).	XXI.	
5 BOIS	Charles	Professeur d'histoire à la Faculté de théologie.	Montauban (Tarn-et-Garonne).	XIV.	
6 BOREL	Honoré	Pasteur.	Saint-Affrique (Aveyron).	XII.	
7 BREYTON	Auguste	Pasteur, président du Consistoire.	Alais (Gard).	XIV.	
8 CAMBEFORT	Edouard	Pasteur, président du Consistoire.	Grenoble (Isère).	XX.	
9 CAPILLERY	Adolphe	Pasteur.	Dieulefit (Drôme).	XIX.	
10 COLOMBIER	Théophile-Armand	Pasteur, président du Consistoire.	Le Vigan (Gard).	XII.	
11 COQUEREL	Athanase-Josué	Pasteur. ✱	Paris (Seine).	XV.	
12 COQUEREL	Jean-Etienne	Pasteur-aumônier.	Paris (Seine).	V.	
13 CORBIÈRE	Philippe	Pasteur, prés. du Consistoire. ✱	Montpellier (Hérault).	XI.	
14 CORBIÈRE	François	Pasteur, président du Consistoire.	Agen (Lot-et-Garonne).	VIII.	
15 COUDERC	Joseph-Philippe	Pasteur, président du Consistoire.	Mas-d'Azil (Ariège).	IX.	
16 CRÈS	Auguste	Pasteur, président du Consistoire.	Vallon (Ardèche).	XVII.	
17 DELMAS	Louis	Pasteur, prés. du Consistoire. ✱	La Rochelle (Charente-Infér.).	IV.	
18 DELMAS	Gustave	Pasteur.	Bordeaux (Gironde).	VII.	
19 DHOMBRES	Ernest	Pasteur.	Paris (Seine).	XIV.	
20 FONTANES	J.-A.-Ernest	Pasteur, président du Consistoire.	Le Havre (Seine-Inférieure).	XVI.	
21 FROSSARD	Emilien-B.-D.	Pasteur. ✱	Bagnères-de-Bigorre (H.-Pyr.).	IX.	Doyen d'âge.
22 GACHES	Paul	Pasteur.	Sénégats (Tarn).	X.	
23 GACHON	Emile	Pasteur.	Montpellier (Hérault).	XI.	
24 GAUFRES	Paul	Pasteur, président du Consistoire.	Créant (Drôme).	XIX.	Secrétaire.
25 GIBAUD	Théophile	Pasteur.	Saint-Maixent (Deux-Sèvres).	V.	
26 GROTZ	Auguste	Pasteur.	Nîmes (Gard).	XV.	
27 LAFON	Paul	Pasteur.	Etaules (Charente-Inférieure).	VI.	

28	LAFORGUE	Jean-Pierre	Pasteur, président du Consistoire.	Toulouse (Haute-Garonne).	IX.
29	LAMARCHE	Camille	Pasteur.	Saint-Privat-de-V. (Lozère).	XIII.
30	LASSERRE	Barthélemy-François	Pasteur.	Valence (Drôme).	XIX.
31	MAGNIN (de)	Eugène	Pasteur, président du Consistoire.	Lavoulte (Ardèche).	XVII.
32	MAGNIN (de)	Paul	Pasteur, président du Consistoire.	Vernoux (Ardèche).	XVIII.
33	MARTIN-PASCHOU	Joseph	Pasteur.	Paris (Seine).	XVIII.
34	MONNIER	Edouard	Pasteur, président du Consistoire.	Saint-Quentin (Aisne).	I.
35	MONTANDON	Auguste-Laurent	Pasteur.	Paris (Seine).	XII.
36	MOURGUES	Emile	Pasteur, président du Consistoire.	Anjargues (Gard).	XVI.
37	OLLIER	François	Pasteur.	Lille (Nord).	I.
38	PÉCAUT	Félix	Ministre du saint Evangile.	Salies (Basses-Pyrénées).	V.
39	PELET	Amer	Pasteur, président du Consistoire.	Nieulle (Charente-Inférieure).	VI.
40	RABAUD	Camille	Pasteur, président du Consistoire.	Castres (Tarn).	X.
41	RIVES	Basile	Pasteur, président du Consistoire.	Pont-de-l'Arn (Tarn).	X.
42	ROBERTY	Emile	Pasteur, prés. du Consistoire. ✱	Rouen (Seine-Inférieure).	II.
43	SIRVEN	Hippolyte	Pasteur.	Orléans (Loiret).	III.
44	SOHIER	Hébert	Pasteur, président du Consistoire.	Bolbec (Seine-Inférieure).	II.
45	STEEG	Jules	Pasteur.	Libourne (Gironde).	XIII.
46	VAURIGAUD	Benjamin	Pasteur, prés. du Consistoire. ✱	Nantes (Loire-Inférieure).	IV.
47	VERNES	Louis-Philippe	Pasteur, président du Consistoire.	Paris (Seine).	III.
48	VESSON	Polydore	Pasteur, président du Consistoire.	Dijon (Côte-d'Or).	III.
49	VIGUÉ	Ariste	Pasteur, président du Consistoire.	Nîmes (Gard).	XV.
					Secrétaire.

## Membres laïques.

50 BACHASSE	Francelin	Maire.	Mens (Isère).	XX.
51 BERTIN	Oscar	Propriétaire.	Montcarret (Isère).	VII.
52 DEUZART	Auguste	Propriétaire.	Parfondeval (Aisne).	I.
53 BONNAL	Edouard	Ancien président du tribunal de commerce.	Alais (Gard).	XIV.



	NOM	PRÉNOMS	PROFESSION	RÉSIDENCE	CIRCONSCR. SYNODALE	OBSERVATIONS
54	BORDIER	Henri	Bibliothécaire, Biblioth. nationale.	Paris (Seine).	X.	
55	BOSC	Adolphe	Avocat	Uzès (Gard).	XV.	
56	BOURGOGNON		Négociant.	Saint-Affrique (Aveyron).	XII.	
57	CAMPON	Jules	Juge de paix.	Montredon (Tarn).	X.	
58	CARENOU	Antoine	Ancien agent de l'Union libérale.	Paris (Seine).	VIII.	
59	CAUSSE	Louis	Propriétaire.	Massereau-Sommières (Gard).	XVI.	
60	CAZENOVE (de)	Raoul	Propriétaire.	Lyon (Rhône).	XX	Secrétaire.
61	CHABAUD-LA-TOUR (de)	Fr.-H.-Ernest (baron)	Général de division, membre de l'Assemblée nationale, G. C. *	Paris (Seine).	III.	
62	CHABRIÈRES-ARLÈS	Maurice	Présid. du Bureau de bienfaisance.	Lyon (Rhône).	XVIII.	Questeur.
63	CHATONET	Ernest	Juge de paix.	Rochefort (Charente-Infér.).	IV.	Secrétaire.
64	CLAMAGERAN	Jules	Docteur en droit.	Paris (Seine).	VIII.	
65	CLATSONNE (Fornier de)	Gustave (baron)	Président honor., Cour d'appel. *	Nîmes (Gard).	X.	
66	COLANI	Timothée	Industriel, ancien prof. de théol.	Royan (Charente-Inférieure).	XVI.	
67	COLOMB	Albin	Propriétaire.	Nîmes (Gard).	XIV.	
68	COSTELONGUE (Gely de)		Propriétaire.	Meyrueis (Lozère).	XIII.	
69	DENFERT-ROCHEREAU	Aristide	Colonel du génie, membre de l'Assemblée nationale, C. *	Paris (Seine).	V.	
70	DUPUY	Léon	Professeur de lycée.	Bordeaux (Gironde).	VII.	
71	FAURE	Félix	Maire.	Montmeyran (Drôme).	XIX.	
72	GARDIES	Alfred	Propriétaire.	Marvejols (Gard).	XV.	
73	GAUTRÈS	Mathieu-Jules	Chef d'institution.	Paris (Seine).	V.	
74	GUIZOT	François	Ancien ministre, G. C. *	Paris (Seine).	III.	
75	HINE	J.-Georges	Négociant.	Jarnac (Charente).	VI.	
76	JALABERT	Philippe	Doyen de la Faculté de droit. *	Nancy (Meurthe).	XVIII.	
77	JEILLERAT	Paul	Ancien chef de division au ministère de l'intérieur, O. *	Paris (Seine).	XVII.	Questeur.
78	LACOSTE (de)	Henry	Propriétaire.	Dieulefit (Drôme).	XIX.	

79	LANDRY	Gustave	Docteur-médecin. *	Frontenay (Jura).	XX.
80	LARNAC	Julien	Avocat au Conseil d'Etat.	Paris (Seine).	XI.
81	LAURENS	Hector	Propriétaire. *	Saverdun (Ariège).	IX.
82	LICHIERE	Gustave	Maire.	Vallon (Ardèche).	XVH.
83	LOMBARD	Armand	Propriétaire.	Garrigues-Saint-Clément (Gard).	XV.
84	MALLET	Frédéric	Négociant.	Le Havre (Seine-Inférieure).	II.
85	MARICHARD (Ollier de)	Alphonse	Docteur en droit.	Rédarieux.	XI.
86	MAROGER	Auguste	Négociant.	Nîmes (Gard).	XVI.
87	MAURIN	Auguste	Greffier en chef au tribunal.	Le Vigan (Gard).	XII.
88	METTETAL	Frédéric	Membre de l'Assemblée nationale.		
			U. *		
89	NOUGUIER	Jules	Inspecteur des forêts.	Paris (Seine).	III.
90	OUNOUS (d')	Louis	Propriétaire.	Boulogne (Pas-de-Calais).	I.
91	PARIS	Emilien	Conseiller de préfecture.	Sabarat (Ariège).	IX.
92	PERNESSIN	Auguste	Négociant.	Mont-de-Marsan (Landes).	V.
93	PENCHINAT	Léon	Avocat.	Marseille (Bouches-du-Rhône).	XIX.
94	PINTARD	Albert	Propriétaire.	Nîmes (Gard).	XV.
95	PLANCHON	Gustave	Professeur à l'Ecole supérieure de pharmacie.	St-Roman-de-Fousque (Lozère).	XIII.
96	PREISSAC (de)	Paul (comte)	Propriétaire. O. *	Paris (Seine).	XI.
97	REBOUL-GARNIER	Paul	Industriel.	Verdun-sur-Garonne (T.-et-G.).	IX.
98	RICHMOND (Meschinot de)	Louis	Archiviste.	Crest (Drôme).	XIX.
99	RIVET	Philippe	Propriétaire.	La Rochelle (Charente-Infér.).	IV.
100	SAYOUS	Edouard	Professeur au lycée Charlemagne.	Quissac (Gard).	XII.
101	SEIGNOBOS	Charles-André	Membre de l'Assemblée nation. *	Paris (Seine).	XIII.
102	SEYDOUX	Auguste	Manufacturier.	Lamastre (Ardèche).	XVIII.
103	SEYNES (de)	Jules	Agrégé à l'Ecole de médecine.	Le Cateau (Nord).	I.
104	TEULE	Léon	Propriétaire.	Paris (Seine).	XIV.
				La Soumab, près Bidab (Algérie).	XI.
105	TOLLUIRE	Auguste	Propriétaire.	La Tremblade (Charente-Inf.).	VI.

Secrétaire.

	NOM	PRÉN	PROFESSION	RÉSIDENCE	CIRCONSCR. SYNOCALE	OBSERVATIONS
106	VELAY	Gulliaume	Propriétaire.	Paris (Seine).	II.	
107	VERNES D'ARLANDES	Théodore	Propriétaire. O. *	Paris (Seine).	XVII.	
108	YOU	Louis-Ferdinand	Juge d'instruction.	Marennès (Charente-Infér.).	VI.	
<b>Liste des suppléants devenus titulaires.</b>						
1	PELON	Gustave	Prés. de chambre de Cour d'appel.	Nîmes (Gard).	XII.	Remplace M. Bourgougnon.
2	PUGET,	Louis	Prés. de chambre de Cour d'appel.	Paris (Seine).	XV.	— M. Penchinat.
3	DIDE	Auguste	Pasteur.	Paris (Seine).	V.	— M. Gibaud.
4	FAURE	Lucien	Membre de la Ch. de commerce.	Bordeaux (Gironde).	VII.	— M. Dupuy.
5	BRIET	Elisée	Propriétaire.	Monceau (Aisne).	I.	— M. Beuzart.
6	SCHICKLER	Fernand	Propriétaire.	Paris (Seine).	XV.	— M. Lombart.
7	POURTALES (de)	Robert (comte)	Membre de l'Assemblée nationale.	Paris (Seine).	III.	— M. Guizot.
8	FAUCHER	Eugène	Commissaire des poudres et salpêtre. *	Marseille (Bouches-du-Rhône).	XVII.	— M. Lichière.
9	ANDRÉ	Alfred	Membre de l'Assemblée nation. *	Paris (Seine).	VII.	— M. Dupuy.
10	LAFON	Henri	Négociant.	Arvert (Charente-Inférieure).	I.	— M. Seydoux.
11	BOREL	Edouard	Propriétaire.	Paris (Seine).	X.	— M. Cambon.
12	DOUEN	Orentin	Agent de la Société biblique de Paris.	Paris (Seine).	VII.	— M. Pécaut.
13	RIVES	Théodore	Pasteur.	Paris (Seine).	X.	— M. Rabaud.
14	DECOUPET	Auguste	Pasteur.	Paris (Seine).	VII.	— M. G. Delmas.
15	VAUTIER	Emile	Ingénieur civil.	Lyon (Rhône).	XX.	— M. Bachasse.
16	FROSSARD	Charles	Pasteur.	Paris (Seine).	IX.	— M. E. Frossard.

## SERVICE RELIGIEUX PRÉPARATOIRE

MERCREDI 5 JUIN

Le mercredi 5 juin, veille de l'ouverture du Synode, un service religieux préparé par les soins du Conseil presbytéral de l'Eglise réformée de Paris réunissait un très-grand auditoire dans le temple de l'Oratoire.

M. le pasteur Ch. Babut, de Nîmes, avait été chargé de la prédication. Le sujet de son discours était celui-ci : *Le témoignage que Jésus se rend à lui-même* (1). Le texte en était tiré de Jean VIII, 14. « Jésus leur répondit : Quoique je rende témoignage de moi-même, mon témoignage est véritable, car je sais d'où je suis venu et où je vais. » L'orateur débute en transportant ses auditeurs au dernier Synode de Loudun, le 10 janvier 1660, au moment où se disperse cette assemblée. Demain, 6 juin 1872, dit-il, l'Eglise réformée de France rentre en possession de son régime synodal, sous la protection du gouvernement de la République française, qui s'est montré aussi jaloux de respecter nos libertés, et même aussi empressé à nous les rendre, que le despotisme de Louis XIV était acharné à nous les ravir.

Notre joie doit être grande, et cependant bien des tristesses viennent l'assombrir. Ce qui a fait la grandeur de notre Eglise, c'est sa foi. Aujourd'hui nos

Eglises, privées depuis deux siècles de gouvernement central et régulier, n'ayant d'ailleurs ni pu, ni voulu rester étrangères au mouvement de la pensée humaine durant ce long intervalle, ne sont plus unies dans la foi comme elles l'étaient jadis. Comme Eglise, nous ne savons plus exactement ce que nous croyons. Que ferons-nous de cette question de la foi? L'écarter par une fin de non-recevoir, n'est-ce pas décider et déclarer au monde que l'Eglise réformée n'est plus une Eglise? Tenter de résoudre cette question, n'est-ce pas nous diviser? L'orateur ne veut pas anticiper sur les décisions du Synode, il ne parle ici qu'en son nom, mais il croit de son devoir de déclarer franchement sur quel fondement repose toute Eglise chrétienne. Saint Paul a dit : « Nul ne peut poser d'autre fondement que celui qui a été posé : Jésus-Christ ! » Jésus-Christ est donc l'objet de la foi. Donc le témoignage que Jésus-Christ se rend à lui-même est tout ensemble le dernier fondement et la règle suprême de la foi. C'est ce témoignage dont l'orateur nous montrera la nature et la force.

Un premier fait s'impose à notre attention. Jésus-Christ est, dans tout le domaine de la Révélation, le seul envoyé de Dieu qui rende témoignage de lui-même. Les autres, comme il convient à des pécheurs chargés d'un si grand message, s'effacent devant la vérité qu'ils annoncent, se sentent petits, faibles, indignes, en face de la mission qui leur est confiée. Paul, celui de tous qui, contraint par les circonstances, met le plus en avant sa personnalité, se défend absolument de toute prétention à se prêcher

lui-même, et quand il apprend qu'un parti religieux se réclame de son nom, il s'indigne et s'écrie : « Avez-vous donc été baptisés au nom de Paul ? » Il en est tout autrement de Jésus. Son enseignement est, au moins en très-grande partie, une révélation de sa personne. Il est lui-même l'objet des doctrines qu'il prêche, des devoirs qu'il impose, des sentiments religieux qu'il inspire. Il veut qu'on croie en lui ; être persécuté pour son nom ou persécuté pour la justice, c'est la même chose ; son nom ou sa personne se confond avec la religion, avec la vérité même. Ceci indique entre Jésus-Christ et tous ceux qui ont servi Dieu une différence essentielle.

Quelle est-elle ? Etudions, en l'écoutant de près, Jésus-Christ, en prenant pour point de départ son humanité même. Jésus-Christ est pleinement homme, mais en même temps il se sent parfaitement saint ; il se place vis-à-vis des pécheurs comme leur maître, leur législateur, leur roi, leur juge, leur sauveur. Il est le chemin, il est la vie, il rassasie l'âme humaine, il exige de ses disciples une confiance absolue, il accepte leur adoration. Tout cela suppose entre le Père et lui une relation unique. Et, en effet, tout en étant subordonné au Père, il participe à toutes ses perfections. Jésus-Christ se donne comme étant, dans le sens le plus élevé qu'il soit possible d'attacher à ces termes, le Saint de Dieu, le Sauveur du monde, le Médiateur entre Dieu et les hommes, le Fils de Dieu. Le témoignage qu'il se rend à lui-même, c'est le rocher sur lequel doit reposer l'Eglise, mais ici surgit une question : Ce témoignage est-il véritable ?



II. — Il y a deux manières de le récuser : la première, c'est de le déclarer non authentique, la seconde, c'est de le déclarer faux. Dans le premier cas, ce qui est attaqué, c'est la fidélité historique des Evangiles ; dans le second, c'est la véracité de Jésus, ou tout au moins sa compétence dans sa propre cause.

La première voie est la plus commode pour les adversaires qui, en la suivant, ont l'avantage de paraître laisser de côté le maître, et ne s'en prendre qu'aux disciples. Ils accusent l'auteur du IV<sup>e</sup> Evangile d'avoir fait tout le mal, en divinisant le Fils de l'homme. Ce n'est pas le lieu de démontrer l'authenticité du IV<sup>e</sup> Evangile ; disons seulement que son auteur se donne comme le témoin oculaire, authentique des choses qu'il raconte, et que, s'il ne dit pas vrai, il s'est rendu coupable de faux. Mais à supposer que son témoignage pût être écarté, celui des autres Evangiles, lorsqu'il est étudié avec candeur, nous conduit à des résultats identiques ; le Christ qu'ils nous présentent, dépasse absolument les limites de l'humanité. D'ailleurs, il y a le témoignage lumineux de saint Paul. Comment supposer que lui, le plus ancien témoin du Christ, dont les écrits nous aient été conservés, ait donné, comme les autres, dans la plus folle des chimères, et ait fait du doux rabbin de Nazareth le Fils de Dieu ressuscité des morts ? En réalité, cette conscience divine de Jésus n'est pas une superfétation, un ornement qu'on puisse arracher de l'Evangile, elle en est le centre ; elle est l'âme des discours du Maître et la clef de son histoire. Aussi les plus hardis critiques, après avoir re-

tranché tout ce qu'ils ont pu des paroles que Jésus-Christ prononce sur lui-même, ont fini par avouer que Jésus a en tout cas pensé et dit de lui-même des choses surnaturelles, incroyables par conséquent à leur sens, et qu'ils attribuent à ses *illusions*. Nous voici donc ramenés à la seconde hypothèse. Les Phariséens auraient raison ; le témoignage que Jésus aurait réellement rendu de lui-même ne serait pas véritable. Examinons cette dernière supposition.

Jésus se serait trompé. Ceux qui le pensent prétendent en même temps qu'il est et restera le premier des hommes, le plus sublime des croyants et des révélateurs. Eh bien ! ces deux opinions sont irréciliables ; si Jésus s'est trompé, son erreur est immense. Se croire absolument saint quand on est pécheur, mais c'est le comble du pharisaïsme. Se croire parfait, c'est le délire de l'orgueil. S'asseoir sur le trône de Dieu, vouloir se faire passer pour Dieu, mais c'est par ce caractère que saint Paul désigne l'Antechrist ; blasphème ou folie, voilà ce qu'il faut attribuer à Jésus. Etrange extrémité à laquelle sont logiquement conduits ceux qui, sans admettre sa divinité, veulent cependant sauver l'excellence de son caractère ! Leur Jésus est tout à la fois le plus saint et le plus coupable, le plus sage et le plus insensé des hommes, le Christ et l'Antechrist, le révélateur du Père et l'usurpateur de ses droits, le bienfaiteur et le séducteur du genre humain. Eclatante confirmation de la parole de mon texte : « Vous ne savez d'où je viens et où je vais ! » Vous ne le savez pas, vous ne le saurez jamais. Jésus-Christ le sait, et il le dit avec un accent de certitude tranquille, de

souveraine autorité qui porte la conviction au fond même de nos cœurs.

Ainsi, la question de la foi et de l'incrédulité a été clairement posée. C'est à nous de choisir entre ces deux solutions. Il le faut pour chacun de nous ; il le faut pour la vie de l'Eglise. Le vrai Christ est le rocher sur lequel l'Eglise a été fondée. Une Eglise qui le renierait ne serait plus chrétienne.

Certes, nous respectons la liberté de la pensée ; nous pouvons rester unis à des hommes dont les convictions sur bien des points ne sont pas les nôtres ; mais nous ne concevons pas l'union possible et durable entre ceux qui voient dans le Christ leur Maître et leur Seigneur et ceux qui n'obéissent qu'à leur sentiment individuel. Pour nous, nous nous sentons pressés de confesser que le témoignage de Jésus est la vérité, et que la vérité n'est point ailleurs ; il faut que nous proclamions notre chef et notre roi dans toute l'autorité de ses paroles, dans toute l'efficacité de sa grâce et de sa rédemption, dans toute la majesté de sa personne divine et humaine. Si quelques-uns seulement, ce qu'à Dieu ne plaise, s'accordaient dans cette pensée,..... eh bien ! ces quelques-uns seraient contraints, la douleur dans l'âme, je ne sais par quelle voie, de former un groupe distinct autour de leur divin chef ; et quel que fût leur nombre, majorité ou minorité, unis à l'Etat ou séparés de l'Etat, ils garderaient ou emporteraient avec eux tout le passé et tout l'avenir de l'Eglise réformée de France. Mais nous espérons de meilleures choses de la fidélité de notre Dieu ; nous espérons que l'esprit de Dieu, que nous avons invoqué ce soir et que nous

demandons à tous les fidèles d'invoquer chaque jour avec nous sur les délibérations du Synode, dissipera bien des obscurités, fléchira bien des résistances. Nous espérons que notre Eglise, l'Eglise des martyrs, mise en demeure, après un si long silence, de dire ce qu'elle est et ce qu'elle croit, voudra s'associer, non pas dans un esprit de dogmatisme sec et stérile, non pas avec les sous-entendus et les réticences d'une demi-foi qui ne concède les mots que pour disputer sur les choses, mais avec l'élan d'une piété et d'une adoration véritables, à l'antique confession de Simon Pierre : « Seigneur, à qui irions-nous qu'à toi ? Tu as les paroles de la vie éternelle... Nous avons cru et nous avons connu que tu es le Christ, le Fils du Dieu vivant. » Amen.

## PREMIÈRE SÉANCE

Le jeudi, 6 juin 1872, à midi, le Synode général de l'Eglise réformée de France se réunissait dans le temple du Saint-Esprit.

L'édifice avait été, par les soins de l'administration, décoré avec beaucoup de goût pour cette cérémonie. Le mur intérieur est revêtu dans tout son pourtour d'une tenture en drap ponceau frangé d'une crépité d'or ; les ouvertures sont ornées de vastes portières en velours rouge foncé ; dans le fond un dais de la même étoffe surmonté d'une croix s'avance et couvre la chaire et l'estrade où siège le bureau. La tribune est placée au pied du bureau. Sur la chaire se trouve une grande Bible ouverte.

La moitié du temple est réservée aux membres du Synode. L'autre partie de la nef pourra être ouverte au public, ainsi que les tribunes. Le premier jour, les auditeurs sont rares car la question de la publicité des séances n'a pas encore été résolue.

M. Louis Vernes, président du Consistoire de Paris, rappelle que la présidence provisoire doit appartenir au pasteur le plus âgé. Les trois pasteurs les plus âgés du Synode sont : MM. Martin-Paschoud, Emilien Frossard et Delmas (de la Rochelle). En l'absence de M. Martin-Paschoud, indisposé, M. Emilien Fros-

sard prend possession du fauteuil. A côté de lui se placent, en qualité de secrétaires, MM. les pasteurs Capillery et Paul de Magnin, M. de Cazenove et M. le professeur Sayous qui sont parmi les membres les plus jeunes de l'assemblée.

Les membres du Synode se groupent d'après leur tendance doctrinale; sur le premier banc de la droite nous apercevons MM. Guizot, Mettetal, de Chabaud-Latour, Paul Juillerat et Bastie; vis-à-vis d'eux, au premier banc de la gauche, se trouvent MM. Athanase et Etienne Coquerel, Pécaut, Steeg, Clamageran, Fontanès et Colani.

Nous ne voyons dans l'assemblée aucun représentant du gouvernement; la tradition des *commissaires royaux* est évidemment perdue, et personne ne sera tenté de la regretter.

Le président ouvre la séance en récitant la belle confession des péchés qui avait été lue pour la première fois par Théodore de Bèze au Colloque de Poissy. Après cela, une conversation s'engage sur la question de la publicité des séances du Synode. Cette question ne pourra être définitivement tranchée que lorsque le Synode sera régulièrement constitué, mais jusque-là il est décidé qu'on admettra dans l'enceinte les pasteurs, anciens et diacres des Eglises réformées de France, et les rédacteurs des journaux religieux protestants.

Cette question résolue, le président réclame le dépôt des procès-verbaux des élections des membres du Synode. Il est décidé que les bureaux vont être formés pour examiner ces procès-verbaux et vérifier les pouvoirs des délégués. L'assemblée se divise en sept



bureaux de quinze membres chacun, les trois derniers ayant seize membres ; ces bureaux sont formés suivant l'ordre alphabétique, en conservant cependant une proportion régulière entre les pasteurs et les laïques.

Les bureaux se retirent dans leurs salles respectives pour se livrer à leur travail et à deux heures et demie la séance générale est reprise. Chaque bureau fait son rapport, et le Synode valide immédiatement les élections non contestées. Après cela, il aborde l'examen des élections contestées ; ce sont celles de MM. Pécaut, Colani, Carénou et Paul Gaufrès. Tous ces Messieurs ont reçu la consécration pastorale, l'un d'eux, M. Pécaut, a été délégué comme pasteur, les trois autres au contraire comme laïques. Or on sait que la proportion des laïques et des pasteurs est rigoureusement déterminée par la loi ; il importe donc qu'une règle fixe soit établie à cet égard. La majorité du Synode, en attendant que cette question soit régulièrement résolue, demande que MM. Colani, Carénou et Gaufrès déclarent expressément devant lui qu'ils n'entendent plus exercer les fonctions pastorales ; chacun de ces Messieurs fait successivement cette déclaration et les élections contestées sont alors validées.

Avant de se séparer, le Synode place à l'ordre du jour du lendemain la nomination de son bureau ; il charge aussi son président provisoire de faire des démarches auprès du gouvernement pour obtenir de lui l'organisation d'un service sténographique et, si c'est possible, l'impression de ses procès-verbaux.

## DEUXIÈME SÉANCE

VENDREDI 7 JUIN

La séance s'ouvre à neuf heures du matin ; après les exercices religieux, un court débat s'ouvre sur la question des titulaires absents. On décide qu'ils seront mis en demeure de se prononcer sur leur intention définitive.

On procède à l'élection du bureau.

Il s'agit d'abord d'élire le *modérateur*. C'est le nom historique du président du Synode ; l'assemblée décide qu'on le conservera ; elle a raison, non-seulement ce titre est vénérable à cause des souvenirs qui s'y rattachent, mais il nous semble caractériser parfaitement le rôle qu'il désigne. Il y a cent un membres votants. Chaque membre appelé par son nom vient déposer son vote dans l'urne placée sur la tribune.

Après le dépouillement du scrutin, le président proclame le résultat du vote.

M. le pasteur Bastie, de Bergerac, a obtenu 56 voix.

M. le pasteur Viguié, de Nîmes, a obtenu 45 voix.

En conséquence, M. Bastie, ayant obtenu la majorité, est installé au bureau comme modérateur du Synode général de 1872.

Il est ensuite procédé à l'élection des deux vice-présidents dans la même forme que pour la précédente élection. Sur 100 votants,

MM. le pasteur L. Vernes obtient	53	voix.
de Clausonne,	—	57 »
le pasteur Viguié,	—	45 »
Jalabert,	—	43 »
Bois,	—	1 »
le pasteur Delmas,	—	1 »

En conséquence, M. le pasteur Louis Vernes et M. de Clausonne, ayant obtenu la majorité des suffrages, sont nommés *modérateurs-adjoints*.

M. DE CLAUSONNE est profondément touché des suffrages que l'assemblée a bien voulu lui donner. Mais il s'excuse sur son âge et sur sa santé de ne pouvoir accepter les fonctions dont le Synode vient de le charger.

M. DE CHABAUD-LATOUR, au nom des membres du Synode qui ont nommé M. de Clausonne, insiste pour le retrait de cette démission.

M. de Clausonne consent à la retirer.

Le Synode passe à la nomination des secrétaires.

MM. de Marichard, Paul Gaufrès, de Cazenove, Vesson, Chatonet et Borel sont nommés secrétaires.

Avant de céder la place au bureau définitif, M. le pasteur Emilien Frossard, président provisoire, adresse à l'assemblée quelques paroles éloquentes; voilà cinquante ans qu'il est pasteur au service de l'Eglise réformée de France, il espère bien rester à son poste jusqu'à la mort; il a aimé l'Eglise dans les jours difficiles, c'est avec joie qu'il assiste à son en-

trée dans une ère nouvelle, il a pleine confiance en son relèvement, en son grand et glorieux avenir.

M. LE PASTEUR BASTIE monte au fauteuil. Il prononce d'une voix émue un discours dont voici le résumé. La constitution de cette assemblée évoque de grands souvenirs. Nous voyons apparaître au milieu de nous les grands témoins de la vérité religieuse, les martyrs de notre histoire. Pour ma part, je me sens comme accablé par le poids de la responsabilité qui m'incombe.

La place que j'occupe a été confiée à des hommes illustres par leur science, leur caractère et leur piété; je ne puis songer ici à les égaier même de loin. Mais mon ardent désir est de remplir dignement les fonctions que me rappelle ce beau titre de modérateur; j'espère d'un autre côté que vous me rendrez, Messieurs, ma tâche facile, et que cette enceinte ne retentira pas du bruit de débats passionnés. Le moment est solennel. Ce n'est pas en vain que nos Eglises ont été providentiellement conservées à travers tant de périls; elles ont déjà jeté dans le sol de la patrie des semences fécondes; et cette organisation nouvelle va devenir pour elles le point de départ d'un grand avenir. Confions-nous en Celui qui dirige leurs destinées, et, pour m'aider à remplir ces fonctions difficiles, soutenez-moi, mes frères, de vos prières et de votre sympathie.

Après ce discours, et suivant l'usage des anciens Synodes, le modérateur donne lecture du décret du Président de la République, en date du 29 novembre 1871, qui a autorisé le Synode.

M. Guizot monte à la tribune. — Vous venez d'en-

tendre, dit-il, la lecture du décret par lequel le gouvernement de la République a rendu à notre Eglise son Synode général. Au commencement de ce siècle, on lui avait rendu la liberté de son culte; mais la liberté est insuffisante en religion comme en politique si elle ne nous conduit pas au gouvernement de nous-mêmes. C'est cette faculté de se gouverner elle-même qui est rendue à notre Eglise; je propose au Synode de charger son bureau, avec une commission tirée au sort, de porter au Président de la République l'expression de sa vive reconnaissance pour l'acte de justice qu'il a accompli. (*Vive approbation à droite et au centre.*)

M. JALABERT. — S'il ne s'agit de faire auprès du gouvernement qu'une démarche de convenance, je crois que nous serons tous unanimes à accepter la proposition de M. Guizot. Mais prenons-y garde! Le bureau chargé de cette démarche peut adresser au Président de la République des paroles qui n'exprimeraient que les sentiments de la majorité de cette assemblée; or il y a de ce côté (*montrant la gauche*) un parti qui, à tort ou à raison, n'éprouve point le besoin de se réjouir de la réorganisation des Synodes, et qui, en tout cas, éprouve des scrupules très-fondés sur la manière dont le Synode actuel a été constitué. C'est au nom de ce parti que je fais ici mes réserves sans m'opposer expressément à la proposition de M. Guizot.

M. GUIZOT. — L'assemblée voudra bien remarquer que ma proposition ne porte que sur un point : il s'agit d'exprimer au gouvernement la satisfaction que nous éprouvons tous en voyant l'Eglise réformée

remise en possession de son propre gouvernement; c'est là le sentiment que notre président, pardon, ie veux dire notre modérateur (*hilarité*), sera chargé d'exprimer au chef de l'Etat. Il n'y a là rien qui engage nos opinions particulières sur le rôle du Synode ou sur le mode de son élection, rien qui puisse porter atteinte à la liberté de nos appréciations. J'aurais quelque peine à comprendre que le Synode se refusât à une démarche aussi naturelle.

M. PÉCAUT. — Je suis quelque peu confus de prendre la parole et j'aurais voulu que ce débat pût être évité. Certes il ne peut entrer dans l'esprit d'aucun de nous de vouloir manquer au respect et à l'obéissance qui sont dus au gouvernement. Nos pères nous ont à cet égard donné un exemple que nous désirons suivre. Mais est-il vrai que nous devons remercier le pouvoir d'avoir rendu à notre Eglise le droit de se gouverner elle-même? (*Vives rumeurs à droite et au centre.*) Sans entrer plus avant dans la question, ne serait-ce pas reconnaître implicitement que le Synode va devenir un gouvernement, que ses décisions auront force de loi? Je n'y saurais consentir et je voudrais qu'on pût trouver un moyen d'accomplir la démarche demandée par M. Guizot sans y mêler l'expression d'une reconnaissance joyeuse qui n'est pas dans nos cœurs à tous.

M. BOIS. — Je suis très-disposé à tenir compte de tous les scrupules qui peuvent préoccuper nos honorables collègues. Mais de quoi s'agit-il en réalité? Quoi, l'on rend à notre Eglise le droit de se gouverner elle-même, et c'est ce droit dont on semble



ne pas vouloir ici ! On nous rend notre liberté, rien de plus, rien de moins, et c'est de la liberté que l'on semble avoir peur ! Est-ce que l'on trouve que nous devons être satisfaits de dépendre uniquement d'un ministre ? Sans doute, cette liberté a ses inconvénients ; sans doute, elle va soulever bien des questions ; sans doute, le mode d'élection au Synode et les limites de sa compétence pourront être discutés, et ils le seront. Mais enfin, on rend à notre Eglise son autonomie, et il serait étrange que nous puissions hésiter à accepter avec joie, avec reconnaissance, le droit qui nous est rendu.

M. COLANI. — Il ne s'agit point de nous remettre sous la tutelle d'un ministre. Mes amis et moi, nous voulons la liberté autant que personne, car nous sommes tous partisans de la séparation de l'Eglise et de l'Etat ; mais nous ne saurions admettre qu'on a rendu à notre Eglise le gouvernement d'elle-même, puisque nous n'admettons pas que le Synode représente l'Eglise.

M. PÉCAUT. — Je ne voudrais point que l'on se méprît sur le sens de mes paroles ; encore une fois, nous ne pouvons aborder ici la question de fond qui nous divise. Je ne m'oppose point à la démarche qui est proposée ; je demande seulement qu'en accomplissant vis-à-vis du chef du pouvoir un acte de déférence, nous n'allions pas jusqu'à exprimer des sentiments qui ne sont pas dans l'âme de tous les membres de cette assemblée.

M. GUIZOT. — J'avais pris le plus grand soin d'éviter toute parole qui pût froisser ici personne ; mais enfin, se peut-il, Messieurs, que nous ne soyons pas

unanimes à nous réjouir de ce que nos droits nous sont rendus? Reportez-vous à notre dernier Synode de Loudun en 1660. Rappelez-vous la douleur qui saisit nos pères lorsque le commissaire royal leur déclara que le roi s'opposait à ce que les Synodes fussent tenus désormais. A Loudun, comme ici, il y avait plusieurs opinions, plusieurs partis en présence. Tous furent unanimes à exprimer leur douleur en voyant leur Eglise privée ainsi de son droit le plus sacré. Or, aujourd'hui, pourrions-nous ne pas être unanimes à nous réjouir de ce que ce droit nous est rendu? Encore une fois, une telle démarche ne préjuge en rien nos opinions particulières sur la compétence du Synode, mais je ne concevrais pas que nous pussions hésiter à l'accomplir. (*Très-bien! à droite.*)

M. PÉCAUT. — Après les explications qui viennent de nous être données, nous déclarons ne plus nous opposer à la proposition de M. Guizot, et nous nous en remettons au bureau pour la rédaction de l'adresse qui sera portée au Président de la République.

La proposition de M. Guizot est votée à l'unanimité.

La séance est levée.

## TROISIÈME SÉANCE

SAMEDI 8 JUIN

M. le modérateur ouvre la séance par la lecture de la Bible et M. le pasteur Viguié fait la prière.

Après la lecture du procès-verbal, M. le professeur Bois dépose sur le bureau la proposition suivante :

« Au moment où elle reprend la suite de ses Synodes, interrompue depuis tant d'années, l'Eglise réformée de France éprouve, avant toutes choses, le besoin de rendre grâce à Dieu, et de témoigner son amour à Jésus-Christ, son divin chef, qui l'a soutenue et consolée durant le cours de ses épreuves.

« Elle déclare qu'elle reste fidèle aux principes de foi et de liberté sur lesquels elle est fondée. Avec ses pères et ses martyrs dans la Confession de la Rochelle, avec toutes les Eglises de la Réformation dans leurs divers symboles, elle proclame :

« L'autorité souveraine des saintes Ecritures en matière de foi;

« Et le salut par la foi en Jésus-Christ, Fils unique de Dieu, mort pour nos offenses, et ressuscité pour notre justification.

« Elle conserve donc et elle maintient, à la base de son enseignement, de son culte et de sa discipline,

les grands faits chrétiens, représentés dans ses sacrements, célébrés dans ses solennités religieuses et exprimés dans ses liturgies, notamment dans la Confession des péchés, dans le Symbole des Apôtres et dans la liturgie de la sainte Cène. »

Le Synode décide qu'à l'avenir les séances auront lieu à onze heures et demie.

On procède au tirage au sort de la délégation de sept membres chargée de se rendre avec le bureau auprès du Président de la République. Sont élus MM. Bois, Sohier, Velay, Bordier, Paul de Magnin, Gibaud et You.

L'assemblée décide qu'elle formera sept bureaux. Sur la proposition de M. Pernessin, elle décide également l'élection de deux commissions chargées, l'une de l'organisation matérielle du Synode, l'autre du dépouillement de la correspondance.

Le bureau procède ensuite au tirage au sort des bureaux qui sont constitués de la manière suivante :

*Premier Bureau.*

MM.	MM.	MM.
Sirven, Pasteur.	Laforge, P.	Maurin, L.
Ph. Corbière, P.	P. Gaufres, P.	Velay, L.
M.-Paschoud, P.	Laurens, laïque.	Bertin, L.
L. Vernes, P.	Planchon, L.	De Marichard, l.
Rives, P.	De Clausonne, L.	Nouguier, L.

*Deuxième Bureau.*

MM.	MM.	MM.
Lamarche, P.	Pelet, P.	Reboul, L.
Sohier, P.	Gachon, P.	Penchinat, L.
Ed. Monnier, P.	Mettetal, L.	Teule, L.
Abt, P.	Juillerat, L.	You, L.
Bois, P.	Pernessin, L.	Sayous, L.

*Troisième Bureau.*

MM.	MM.	MM.
Bastie, P.	Vesson, P.	Bordier, L.
Breyton, P.	Grotz, P.	Bosc, L.
Mourgues, P.	Mallet, L.	Denfert, L.
Gibaud, P.	Cambon, L.	Colomb, L.
Dhombres, P.	Paris, L.	Guizot, L.

*Quatrième Bureau.*

MM.	MM.	MM.
F. Corbière, P.	Crès, P.	Jalabert, L.
Couderc, P.	Capillery, P.	De Lacoste, L.
Lasserre, P.	De Cazenove, L.	De Preissac, L.
Ath. Coquerel, P.	Vernes d'Arlandes, L.	De Costelongue, L.
Viguié, P.	J. Gaufrès, L.	Carénou, L.

*Cinquième Bureau.*

MM.	MM.	MM.
Ollier, P.	Borel, P.	Lichières, L.
Vaurigaud, P.	Pintard, L.	Maroger, L.
Steeg, P.	De Chabaud-Latour.	De Seynes, L.
Roberty, P.	Beuzard, L.	Rivet, L.
Gaches, P.	J. Larnac, L.	Landry, L.
P. de Magnin, P.		

*Sixième Bureau.*

MM.	MM.	MM.
Cambefort, P.	Colombier, P.	Causse, L.
Montandon, P.	Chatonet, L.	Bourgougnon, L.
Fontanès, P.	Lombard, L.	De Richemond, L.
Et. Coquerel, P.	Gardies, L.	Seydoux, L.
Rabut, P.	Tolluire, L.	Seignobos, L.
P. Lafon, P.		

*Septième Bureau.*

MM.	MM.	MM.
C. Rabaud, P.	E. de Magnin.	Chabrières-Arlès, L.
G. Delmas, P.	Faure, L.	D'Ouncous, L.
E. Frossard, P.	Colani, L.	Dupuis, L.
Delmas père, P.	Bachasse, L.	Hine, L.
Besançon, P.	Clamageran, L.	Bonnal, L.
Pécaut, P.		

Les membres des bureaux étant désignés, l'assemblée s'occupe, suivant son ordre du jour, de la publicité de ses séances.

M. Guizot demande la parole et détermine les divers cas de publicité. Déjà, dit-il, le Synode a décidé d'admettre les correspondants des journaux religieux protestants. Mais il y a aussi les journaux politiques. Dans la pensée de l'honorable orateur, il est juste pour eux et convenable pour nous que la même faveur leur soit accordée. Il y a pour le Synode un grand intérêt à ce que ses débats soient connus. Dans notre pays, le protestantisme a été longtemps presque ignoré; aujourd'hui, la minorité qu'il représente dispose d'une influence qu'elle n'avait pas il y a cent ans. Il faut mettre à profit son importance actuelle, et l'un des moyens, c'est la publicité; nous n'avons pas de raisons pour la repousser. D'ailleurs, que nous le voulions ou non, on s'occupera de nos affaires; déjà plusieurs feuilles importantes ont parlé de nous, et l'on ferait malgré nous, et peut-être à notre détriment, par des comptes rendus incomplets, ce que nous n'accorderions pas. Il ne faut pas, sans doute, donner un *droit* à la presse politique; mais il convient de lui accorder, à titre de faveur, la présence aux délibérations du Synode.

Quant aux journaux étrangers, M. Guizot pense que, s'ils font pour leurs correspondants la demande d'assister à nos séances (et déjà le *Daily News* l'a fait), il est convenable de l'accueillir favorablement. L'Angleterre, la Hollande, la Suisse, l'Amérique, sont sympathiques à la cause du protestantisme. En Suisse, en particulier à Lausanne, des chrétiens se



réunissent pour implorer sur le Synode les bénédictions divines. En présence de pareilles dispositions, il serait difficile de ne pas donner aux correspondants des journaux de ces pays l'autorisation de suivre ici le cours de nos débats.

L'assemblée décide que cette autorisation sera accordée.

Reprenant ensuite les catégories diverses de personnes dont l'admission a été demandée, elle décide :

1° L'admission des représentants des journaux religieux protestants français et étrangers;

2° L'admission facultative, et sous la responsabilité du bureau, des représentants des journaux politiques français et étrangers;

3° L'admission des pasteurs, anciens, diacres, professeurs et candidats en théologie;

4° Des délégués pasteurs des Eglises étrangères, et notamment des Eglises de la Confession d'Augsbourg.

5° Des protestants députés à l'Assemblée nationale.

M. GUIZOT parle ensuite des cartes d'admission qui pourraient être mises à la disposition des membres du Synode, et que, sous leur responsabilité, ils distribueraient à leurs amis. Il ne faut pas restreindre la publicité, dit-il, car toutes ses bonnes chances sont en faveur de la vérité.

M. ET. COQUEREL voudrait que le nombre de cartes qui seront remises aux membres du Synode fût aussi grand que le comporte la salle des séances, car l'Eglise a grand intérêt à savoir ce que nous faisons ici en son nom.

M. FROSSARD dit qu'il faut proportionner les ad-

missions à la place qui demeure libre dans les tribunes.

L'assemblée se range à l'avis de M. Coquerel et charge le bureau des détails d'exécution.

M. CLAMAGERAN demande qu'on ne fasse point exception pour les dames; elles exercent dans l'Eglise une grande influence, et nous devrions suivre à leur égard l'exemple que nous donne l'Amérique, où elles sont beaucoup plus mêlées qu'en France à la vie générale. On ne comprendrait pas que la liberté d'assister à nos réunions synodales leur fût refusée.

M. GUIZOT craint que dans l'état de nos mœurs, si les dames sont admises, le jour où elles seront en grand nombre, le caractère de la discussion ne soit influencé par leur présence; il ne voudrait pas que le Synode en vint à prendre les apparences d'un spectacle. Il y a, en Amérique et ailleurs, des habitudes politiques et sociales qui ne sont point les nôtres et que nous ne saurions adopter.

M. COLANI estime qu'en traitant des questions religieuses, nous ne pouvons écarter les femmes, qui sont plus religieuses que les hommes, et propose leur admission.

M. le modérateur consulte l'assemblée, qui adopte la proposition de M. Clamageran.

Il est ensuite donné lecture d'une adresse déposée sur le bureau, et par laquelle M. le pasteur Sahler, en son nom et au nom de plusieurs de ses collègues de l'inspection de Montbéliard, salue le Synode de l'Eglise réformée, appelle sur lui la faveur de Dieu, et exprime le double vœu que cette Eglise demeure unie et ne fasse un jour qu'une seule Eglise avec celle de la Confession d'Augsbourg.

M. BORDIER a la parole. Il lit la déclaration suivante signée de quarante-deux membres du Synode.

Les soussignés, pasteurs et laïques, délégués au Synode de Paris, s'approprient les déclarations suivantes du Consistoire de Lyon, qui leur paraissent résumer celles des Consistoires et Synodes particuliers dont ils sont les mandataires :

« Considérant que, d'après la manière dont les Consistoires ont été groupés pour former les Synodes particuliers et d'après le mode de votation institué dans ces dernières assemblées, le Synode général qui doit se réunir à Paris, à la fin de mai prochain, ne sera pas la représentation vraie de l'Eglise.

« Le Consistoire émet le vœu que le Synode général ne s'occupe, au moins officiellement, d'aucune autre question que celle du remaniement des circonscriptions synodales et du meilleur mode de répartition des suffrages, en vue de la réunion, plus ou moins prochaine, d'un nouveau Synode général, qui soit la représentation vraie et autorisée de l'Eglise.

« Le Consistoire déclare que, vu le mode actuel de formation du Synode général, il ne pourra accorder à ses décisions qu'un caractère essentiellement provisoire et consultatif.

« Enfin, il proteste d'avance et particulièrement contre toute tentative que le Synode pourrait faire de scinder en deux ou plusieurs fractions l'Eglise réformée de France, par exemple en édictant une confession de foi obligatoire et exclusive, et il se déclare décidé à employer tous les moyens légaux et de persuasion pour maintenir l'unité dans son sein et dans le sein de l'Eglise qu'il représente, tout en recon-

naissant et respectant le droit absolu qu'a chaque pasteur, chaque ancien, chaque fidèle, d'adhérer individuellement à tel symbole qu'il jugera bon. »

Paris, 7 juin 1866.

*Ont signé :*

Corbière (F.), E. Paris, A. Grotz, Penchinat, de Marichard, T. Colani, Ernest Fontanès, Etienne Coquerel, J. Th. Gibaud, H. Borel, C. Lamarque, A. Pintard, Ed. Sayous, Denfert-Rochereau, A. Bosc, Gardies, Gaufrès, A. Viguié, J. Cambon, Mourgues, F. de Costelongues, Basile Rives, Félix Pécaut, E. Gachon, C. Rabaud, P. Gaches, J.-J. Clamageran, Jules Steeg, Julien Larnac, Paul de Magnin, M. Chabrières-Arlès, A. Carénou, Bourgougnon, A. Maroger, H. Bordier, Ch. Seignobos, Ph. Jalabert, Lombard, L. Causse, G. Planchon, Ath. Coquerel fils, Martin-Paschoud.

M. Guizot. — Il est évident que cette déclaration met en question la validité même de ce Synode et de ses décisions. C'est donc sur elle que doivent porter nos premiers débats.

Après quelques observations de MM. Corbière d'Agen, Colani et Jalabert, il est décidé que la question de la validité du Synode sera mise à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Le Synode décide que ses bureaux vont se réunir pour nommer les commissions chargées de son organisation matérielle et du dépouillement de la correspondance. Chaque bureau nommera un de ses membres pour la première de ces commissions, et deux membres, un pasteur et un laïque, pour la seconde.

La séance est levée.

## QUATRIÈME SÉANCE

LUNDI 10 JUIN

La séance est ouverte à 11 h. trois quarts. Prière de M. le pasteur Ph. Corbière.

Après l'adoption du procès-verbal, on proclame les noms des membres des deux commissions élues la veille.

Sont membres de la commission d'organisation matérielle : MM. Velay, Pernessin, Mallet, Vernes d'Arlandes, Lichière, Seydoux, Chabrières-Arlès.

Sont membres de la commission des vœux et de la correspondance : MM. Ph. Corbière, Laurens, Monnier, Juillerat, Grotz, Breyton, Viguié, de Preis-sac, Roberty, Larnac, Babut, Montandon, Delmas père, Clamageran.

Le modérateur donne lecture d'une lettre de M. le Président de la République, qui fera connaître ultérieurement l'époque à laquelle il pourra recevoir la députation du Synode.

M. ETIENNE COQUEREL lit une proposition portant que le Synode demande à l'administration des cultes les documents nécessaires pour arriver à une statistique de la population protestante.

L'ordre du jour appelle la discussion de la propo-

sition de M. Bordier relative aux attributions et au mandat du Synode actuel.

M. JALABERT. — En demandant que cette motion soit discutée la première, nous avons obéi à une nécessité. Il est évident qu'avant que le Synode agisse, il faut que ses attributions soient clairement déterminées. Comme le dit un axiome juridique, *prius de judice quam de lite*, il faut instituer le juge avant d'aborder le procès. Si j'avais attendu à plus tard, on aurait eu alors raison de me dire : Pourquoi n'avez-vous pas parlé plus tôt puisque vous mettez en question la compétence du Synode ? D'ailleurs, la thèse que je soutiens n'a pour vous rien d'inattendu. Vous savez fort bien que dès que le Synode a été convoqué, on s'est de divers côtés adressé au gouvernement pour lui demander que ses décisions n'eussent pas une valeur obligatoire. Eh quoi ! me dira-t-on, nous serons-nous donc réunis en vain ? Nullement, nous pouvons travailler ensemble à pacifier les esprits, à rapprocher les cœurs sans prétendre édicter ici des articles qui lient les consciences.

Je conteste à l'Etat le droit de convoquer un Synode général qui ait une autorité juridique. Le Synode général n'est point mentionné dans la loi de germinal an X qui ne parle que des Synodes d'arrondissement. Une loi pouvait seule l'instituer. Or le Président de la République, en le convoquant par son décret du 29 novembre dernier, n'a point prétendu faire une loi. En premier lieu, il n'y a dans ce décret aucun exposé des motifs ; ensuite le gouvernement a, dans ses réponses à plusieurs députations, expliqué qu'il désirait consulter les délégués des



Eglises. Vous êtes donc simplement une assemblée consultative.

Ici M. Jalabert cite à l'appui de sa thèse une lettre de M. Jules Simon, mais cette lettre renferme vers la fin le passage suivant : « Et si par malheur l'entente est impossible, la minorité sera considérée comme pouvant être traitée avec la même faveur que la majorité. » (Ces expressions sont soulignées par la droite qui en conclut que le ministre prévoyait que le Synode prendrait des décisions et n'aurait pas un simple rôle consultatif.) Veuillez en outre considérer, poursuit M. Jalabert, que le mode d'élection suivi pour le Synode ne peut lui donner l'autorité nécessaire à une assemblée souveraine. On a accordé à chaque Consistoire deux représentants pour chaque Synode régional, et ce sont les Synodes régionaux qui ont nommé les membres du Synode général. Or, tel Consistoire renferme une population de trente mille protestants, tel autre de cinq ou six cents seulement. N'y a-t-il pas là une choquante inégalité ? Je sais qu'on a suivi l'ancien mode d'élection usité par nos pères. Mais tout n'a-t-il pas été modifié depuis ? Que diriez-vous d'une Assemblée nationale à laquelle chaque département enverrait deux membres, quand l'un de ces départements renferme deux millions d'habitants, l'autre trois cent mille ? Et que serait-ce si cette Assemblée était appelée à décider qu'il y aura désormais deux France ? Or c'est le schisme de notre Eglise, malheur égal à mes yeux, que ce Synode peut provoquer s'il possède l'autorité que vous réclamez pour lui.

Examinons maintenant les raisons que vous allé-

guez en faveur de cette autorité. Il y en a trois :

1° Vous dites : « Oui, le mode d'élection à ce Synode est contestable, mais il faut bien un point de départ. L'essentiel c'est de commencer. » Je nie la valeur de cet argument. Il faut un point de départ équitable; sans cela tout ce que fera ce Synode sera vicié dans son principe.

2° On dit ensuite : les Consistoires sont inégaux, cela est vrai, mais ce sont des corps moraux qui ont le droit d'être également représentés, car ils ont une valeur égale. Je nie que les Consistoires aient cette valeur. Ce ne sont pas des diocèses, car tandis qu'un diocèse ne peut être remanié sans le consentement du pape, les Consistoires ont été sans cesse modifiés, agrandis, limités par de simples décrets. Ceci serait impossible, si on avait jamais pu prévoir qu'ils seraient des corps électoraux chargés de nommer un Synode. Ainsi en 1852, par un simple décret, l'Etat a créé treize Consistoires nouveaux.

3° On reconnaît la défectuosité de ce mode de représentation, mais on nous dit : Nous y pourvoirons à l'avenir, nous corrigerons ce qui est défectueux. C'est là ce que je conteste; car comment pouvez-vous corriger ce qui est défectueux, si vous-mêmes vous êtes constitués par une méthode défectueuse ? Je me résume et je dis : ce Synode n'est pas la représentation fidèle de l'Eglise, il ne peut pas légiférer. Souvenez-vous en outre que 27 Consistoires, soit 150,000 protestants ne sont pas représentés au Synode. Néanmoins cette assemblée peut, en se bornant à un rôle plus modeste et plus utile, servir au rapprochement des cœurs, au bien de nos Eglises, à

l'avancement du règne de Dieu. (*Applaudissements à gauche.*)

M. LAURENS. — Messieurs, y a-t-il de la présomption de ma part à prendre le premier la parole pour répondre immédiatement à M. Jalabert? Oui, si je ne consultais que mes forces. Non, si je n'écoute que la voix de ma conscience et la conviction de mon droit.

Aussi, est-ce avec la confiance que me donne cette pensée, et sous la réserve de votre indulgente attention, que j'entre librement dans la discussion qui vient de s'ouvrir.

La proposition qui en fait l'objet eût pu être écartée par une fin de non-recevoir dès qu'elle a été produite. A quoi tend-elle, en effet? A faire reconnaître par le Synode sa propre incompétence, et, par une conséquence forcée, l'inégalité du décret dont notre mandat n'est que l'application. Mais si ce décret est illégal, c'est au conseil d'Etat seul qu'appartient le droit de l'apprécier et, au besoin, de l'annuler. C'est auprès du conseil d'Etat qu'il eût fallu se pourvoir dès le début. Pour nous, qui sommes l'œuvre du décret, nous n'avons pas d'autre chose à faire qu'à l'exécuter. (*Très-bien.*)

Mais, cette fin de non-recevoir, nous l'avons repoussée. Nous n'avons voulu autoriser personne à nous reprocher de reculer devant cette discussion, que nous désirons approfondir le plus possible, au contraire, en abordant de front cette question de légalité que M. Jalabert n'a traitée que d'une manière incidente, et qui nous paraît prédominante dans la situation. Il a donné, en effet, à la loi du 18 germi-

nal an X une interprétation que nous ne pouvons admettre et sur laquelle il importe, avant tout, de s'entendre. Il a contesté à cette assemblée la qualité de Synode souverain pour ne lui reconnaître que celle de Synode purement consultatif, et, à l'appui de cette assertion, il a invoqué des conversations et une lettre ministérielles.

Mais nous avons plus que cela, nous, Messieurs. Voici une circulaire ministérielle du 12 mars dernier, qui invite nos Eglises à se réunir dans leurs Consistoires et dans leurs Synodes particuliers, pour y *préparer les débats de cette assemblée*, afin que le gouvernement et l'Eglise arrivent à s'entendre pour établir un *partage plus libéral de leurs attributions respectives, et un règlement plus précis de leurs rapports*. Qu'est-ce donc que tout cela, sinon une organisation ecclésiastique, complète, concordataire ?

Le gouvernement avait-il le droit de nous en donner la mission, et sommes-nous investis d'un pouvoir suffisant pour l'accomplir ? Telle est la seule question nette, vraie, qui se pose devant nous ; hâtons-nous de l'examiner et de la résoudre.

Quel que soit l'esprit qui préside à nos délibérations, quel qu'en puisse être, d'ailleurs, le résultat, il est un point essentiel, fondamental, qu'il ne faut pas un instant perdre de vue, c'est que nous ne sommes pas ici pour faire une œuvre nouvelle, c'est que nous n'avons pas à inaugurer pour l'Eglise réformée de France un régime tout à fait nouveau. Nous sommes, non les initiateurs d'une réorganisation ecclésiastique sur des bases inconnues, ou pour des doctrines rajeunies, mais seulement les continuateurs

d'une œuvre de restauration, qui a commencé sous la première République en l'an X, qui s'est continuée sous la seconde République, en 1852, et que la troisième nous appelle à couronner en 1872.

Oui, Messieurs, ces trois dates, 1802, 1852, 1872, sont comme les étapes de la marche lente mais continue de l'Etat et de l'Eglise vers le rétablissement de l'autonomie de celle-ci, les phases successives d'un développement progressif qui part d'un même principe légal pour aboutir à une même situation ecclésiastique. Je le répète donc, quoi que nous disions, quoi que nous fassions, notre Eglise ne datera pas de demain, pas plus qu'elle n'a daté d'hier. Grâce à Dieu, elle date de plus loin, et elle remonte plus haut. Elle a tout un passé historique qui nous la montre en possession constante de sa confession de foi, de sa discipline, de sa liturgie, d'une organisation hiérarchique solidement et parfaitement combinée, en un mot, d'un ensemble aussi harmonieux que complet d'institutions qui firent sa force dans ses jours de deuil, et qui lui servent de point d'appui dans ses jours de relèvement.

Il est vrai qu'au moment où elle s'est unie à l'Etat, en l'an X, après les siècles d'intolérance et de proscription qu'elle venait de traverser, le jeu libre, régulier, public de ses institutions avait été fatalement interrompu. L'édit de tolérance de Louis XVI n'avait fait que rendre aux protestants la jouissance des droits civils, mais rien de plus; l'Eglise n'était pas encore légalement reconnue, et lorsque le premier consul, qui ambitionnait d'ajouter à sa gloire de grand capitaine celle de grand législateur et de

restaurateur de la religion, voulut rendre à la nôtre la garantie de la loi, comment la trouva-t-il ? Il ne put la voir représentée que par des troupeaux décimés, épars, presque inconnus les uns aux autres, mais ayant toujours, pour lien commun, leur foi, leur culte et leur discipline, qui en fut constamment et la base et la règle. Aussi, considérant cette discipline comme un être moral, comme la seule autorité avec laquelle il eût à combiner ses projets de réorganisation, la reconnut-il officiellement, dans le préambule de la loi du 18 germinal, par cette déclaration formelle : *Vu la discipline des Eglises réformées de France.*

Dans cette déclaration se révèlent déjà toute l'économie de la loi et toute la pensée de son auteur.

*Vu la discipline*, voilà pour le principe, qu'il admet sans hésitation, sans réserve, avec tant de largeur et de plénitude que, dans l'art. 6, il défend d'y apporter le moindre changement, et que, dans l'art. 20, il prescrit aux Consistoires de veiller à son maintien.

Mais voici, quant à l'application, ce qui fait pressentir déjà la méfiance ombrageuse du premier consul. Il ne dit pas, *vu la discipline* de l'Eglise réformée de France, ce qui eût impliqué de sa part la reconnaissance d'un corps compacte, uni, parfaitement organisé, dont il eût pu arriver à craindre plus tard la force de résistance ou la puissance d'expansion, mais des *Eglises réformées de France*, pour en faire des corps nombreux, indépendants les uns des autres, chacun d'eux tout-puissant dans son ressort, mais tous dépendant de son autorité suprême, sans

liens entre eux, impuissants ainsi à s'entendre et à porter le moindre ombrage à cette autorité souveraine dont il se montrait déjà si jaloux.

Aussi, voyez, Messieurs, comme cette pensée se fait jour dans plusieurs dispositions de la loi.

La discipline, qu'elle reconnaît, donne à l'Eglise une organisation composée de quatre corps administratifs bien distincts, et dont les attributions sont nettement déterminées : l'Eglise locale avec son Consistoire, ou la paroisse et le Conseil presbytéral de nos jours ; le Colloque, ou l'Eglise consistoriale actuelle ; le Synode provincial et le Synode général.

Or, que fait le premier consul ? De ces quatre corps administratifs il n'en mentionne et n'en organise que deux, l'Eglise consistoriale ou le Colloque, et le Synode particulier ou provincial, et ne dit mot des deux autres, l'Eglise locale ou notre Conseil presbytéral et le Synode général, c'est-à-dire, la base et le couronnement de l'édifice. Il ne les exclut pas, il n'en prononce pas l'abolition, il se borne à les reconnaître en principe, puisqu'ils font partie intégrante de la discipline qu'il a reconnue sans réserve, telle quelle, avec défense d'y rien innover. Mais comme ces deux corps sont les plus essentiels, qu'ils forment les pieds et la tête de l'Eglise, qu'il veut bien laisser vivre, mais qu'il craint de voir marcher trop vite ou penser trop bien, il croit prudent de les laisser dans l'ombre. Il sait quelle force de résistance a montrée l'Eglise avec sa puissante organisation. Il sait aussi tout ce que peut l'idée protestante avec ce sentiment de la liberté et de la responsabilité individuelle qui forme son essence, et il s'arrange pour laisser au repos ses



deux principaux moteurs, sauf à les mettre en mouvement plus tard, lorsque les circonstances lui paraîtront plus propices, ou que cela entrera mieux dans ses idées.

Voyez encore comme ce sentiment de méfiance se révèle dans quelques autres dispositions de la loi.

Elle accorde bien les Consistoires, mais elle veut que leurs membres soient pris parmi les citoyens les plus imposés au rôle des contributions directes. Son auteur pensait, sans doute, trouver plus de garanties de conservation chez ceux qui possèdent le plus, et surtout dans l'absence de toute élection libre de la part de l'Eglise.

L'art. 16 dispose qu'il doit y avoir une Eglise consistoriale par 6,000 âmes de population, probablement afin qu'aucune ne devienne trop prépondérante et n'exerce trop d'influence sur les autres.

Dans l'art. 20, on défend à une Eglise de s'étendre d'un département dans un autre.

Et cependant, malgré ses méfiances, malgré ses lacunes, la loi de l'an X ne constituait pas moins, pour l'époque et vu la situation, ainsi que nous le faisait judicieusement remarquer, un de ces jours, l'honorable M. Guizot, un bienfait réel pour l'Eglise réformée, qu'elle faisait rentrer dans le droit commun, dont elle salariait les pasteurs, à laquelle elle assurait l'enseignement théologique et rendait, en attendant mieux, une partie de son organisation. Aussi l'Eglise fit-elle sagement de l'accepter, et, en l'exécutant, elle devint une Eglise aussi parfaitement concordataire que si elle avait été portée au contrat. Elle l'acceptait, d'ailleurs, non comme le terme, mais

comme point de départ des améliorations qu'elle avait à obtenir encore, qu'elle n'a jamais cessé de réclamer depuis, et que, à aucune époque, sous aucun gouvernement, on ne lui a jamais nié le droit de posséder, et qu'elle a finalement obtenues.

Et comment supposer qu'un homme tel que Napoléon I<sup>er</sup> pût se donner lui-même le plus flagrant des démentis en faisant, le même jour et dans la même loi, la reconnaissance la plus complète et la mutilation indéfinie de la discipline? Non, Messieurs, et nous avons plus que des probabilités, nous avons des faits qui témoignent d'une intention contraire.

Ainsi l'article 16 de la loi, qui prescrivait la formation d'une Eglise consistoriale par 6,000 âmes de population, se trouvant en opposition formelle avec l'article 4, chap. V de la discipline qui n'autorisait l'existence que d'un seul Consistoire dans chaque Eglise, demeura-t-il sans application, sur les réclamations de l'Eglise de Paris, qui comptait alors dans son sein 20,000 protestants et qui eût dû avoir au moins trois Consistoires. Et ce qu'on fit pour Paris, on le fit pour Mulhouse, pour Genève, pour Nîmes, pour Alais, partout où l'Eglise locale se composait de 6,000 âmes. Sauf Strasbourg, et encore pour l'Eglise luthérienne exclusivement, on ne peut citer dans la communion protestante aucune Eglise où cet art. 16, pourtant si impératif en apparence, ait été appliqué.

C'est donc bien gratuitement que M. Jalabert a voulu en faire un des pivots de son argumentation pour établir que le Synode actuel n'est pas une représentation suffisante de l'Eglise, en disant que le législateur de l'an X entendait composer les Synodes particuliers de

30,000 âmes de population, soit 6,000 par Consistoire. Il l'a si peu voulu qu'il n'en a rien dit et qu'il a fait tout le contraire.

Allons plus loin. L'art. 28, qui ne permettait à aucune Eglise de s'étendre d'un département dans un autre, ne tarda pas à être annulé par le décret de brumaire an XIV, qui autorisa les oratoires de divers départements à s'annexer au Consistoire le plus voisin.

Enfin, dans l'art. 13, il était défendu d'être élu ministre ou pasteur d'une Eglise réformée, si l'on ne justifiait d'études faites dans le séminaire de Genève, le seul autorisé par cette loi. Les Facultés de théologie de Strasbourg et de Montauban n'y sont pas désignées. Est-ce que ce défaut de mention a fait obstacle à ce qu'elles aient été créées depuis ? Est-ce qu'aucun des pasteurs qui en sont sortis a éprouvé la moindre difficulté à être reconnu et à exercer ?

Non, Messieurs, ni dans la loi de l'an X, ni dans aucune législation connue, l'omission n'a signifié exclusion, le silence n'a voulu dire proscription. Le silence de la loi sur un droit quelconque peut bien être considéré comme la suspension de l'exercice de ce droit, mais jamais comme la condamnation du principe même de ce droit. Il ne résulte donc, ni d'aucune disposition de cette loi, ni d'aucun acte quelconque du gouvernement, ni d'aucune parole donnée de ceux qui ont successivement pris la direction, le moindre indice d'un refus formel adressé à l'Eglise toutes les fois qu'elle a réclamé le complément de son organisation. Jamais on ne lui a contesté le droit d'y prétendre, jamais on ne lui a enlevé l'espoir de l'obtenir.

Mais il y a plus : ce droit, on l'a reconnu, cet espoir, on l'a réalisé. Témoin d'abord, le décret du 26 mars 1852.

Nous voici arrivés, Messieurs, à ce que j'ai appelé la seconde étape de la marche ascendante de l'Eglise vers le rétablissement de son autonomie.

Le pouvoir avait enfin compris qu'il ne pouvait plus différer de donner satisfaction, sinon à tous, du moins à une partie des besoins de l'Eglise réformée. Par le décret du 26 mars 1852, une des lacunes de la loi de germinal a été comblée par la reconnaissance légale de la paroisse et le rétablissement du suffrage universel de l'Eglise pour la composition du Conseil presbytéral et du Consistoire. Evidemment ce n'était pas assez. De congrégationaliste en fait que l'Eglise, essentiellement *presbytérienne synodale*, était devenue depuis 1802, elle allait bien devenir presbytérienne ; mais elle n'était pas encore synodale, et il lui restait un pas de plus à faire pour entrer en plein dans l'organisation de la discipline.

Toutefois, c'était quelque chose, c'était même beaucoup aux yeux de ceux qui avaient pu voir de près tous les obstacles, tous les inconvénients, tous les dangers que faisait naître à chaque instant l'incapacité légale pour l'Eglise qui ne pouvait ni recevoir, ni posséder, ni transmettre, et qui, maintenant, en pleine jouissance de la capacité civile, avec le suffrage universel à sa base, allait pouvoir agir plus librement et marcher à son aise si bien que, s'il lui avait fallu cinquante ans pour obtenir son Conseil presbytéral, il ne lui en faudra plus que vingt pour arriver à son Synode général.

Il est vrai que le décret du 26 mars n'en parle pas ; mais il ne le contredit pas non plus. Il l'admet implicitement, au contraire, soit parce qu'il vise la discipline, soit parce que, dans son exposé des motifs, le ministre des cultes reconnaissait que le gouvernement de l'Eglise était le *gouvernement presbytérien synodal*, soit enfin parce que, dans ses considérants, le décret reconnaît l'insuffisance de la législation et la nécessité de la compléter.

Ce silence de la loi, quant au Synode général, ne peut pas plus lui être opposé, d'ailleurs, que celui de la loi de l'an X n'a pu l'être au Conseil presbytéral. Si ce silence n'a pas signifié exclusion pour celui-ci, il ne peut pas signifier exclusion pour celui-là. Ils sont placés absolument sur la même ligne, confondus dans la même omission. Partout où il y a identité de situation il faut nécessairement qu'il y ait analogie de solution. (*Très-bien.*)

Mais nous avons plus que cette induction, Messieurs ; nous avons le témoignage irrécusable des organes du gouvernement dans une affaire qui a eu du retentissement et qui a été solennellement plaidée devant le conseil d'Etat, celle du Consistoire de Caen, appelant de la décision ministérielle qui avait cassé la délibération par laquelle il ajoutait aux conditions religieuses de l'électorat paroissial, et obtenant, à son tour, l'annulation de cette décision par un décret du 22 décembre 1869. Nous lisons dans les conclusions de M. le comte de Belbeuf, maître des requêtes, commissaire du gouvernement, ces déclarations remarquables, qui semblent avoir été faites tout exprès pour éclairer la discussion actuelle : « Messieurs,

« disait-il, la constitution de l'Eglise réformée, en  
« France, ne date pas d'hier. Ce n'est ni du décret  
« législatif du 26 mars 1852, ni même de la loi du  
« 18 germinal an X que procède son organisation.  
« D'ailleurs, le magistrat politique qui a le droit de  
« reconnaître et d'admettre un culte ne saurait, ainsi  
« que nous l'avons déjà indiqué, lui imposer sa doc-  
« trine, sa discipline, sa hiérarchie.

« La loi de l'an X, traité d'alliance entre l'Etat et  
« le protestantisme, n'a donc *pu ni voulu innover*.  
« Elle a reconnu l'Eglise réformée comme communion  
« chrétienne, *avec ses conditions d'établissement pré-*  
« *existantes, avec les principes et les règles de son an-*  
« *cien gouvernement*.

« Cette loi contient, il est vrai, une véritable  
« lacune : l'omission du Conseil presbytéral, base de  
« toute autorité religieuse ; mais il est permis de  
« supposer que cette omission, heureusement réparée  
« par le décret du 26 mars 1852, doit être attribuée,  
« soit à une connaissance insuffisante de la constitu-  
« tion de l'Eglise réformée, soit à la difficulté de  
« rétablir cet organe ecclésiastique au milieu d'une  
« population dispersée par le malheur des temps,  
« plutôt qu'à une intention, énergiquement démentie  
« par le législateur, de s'ingérer dans le régime in-  
« térieur et dans la discipline de l'Eglise. Enfin, le  
« jour où le *gouvernement reconnaîtrait l'opportunité*  
« *de la convocation d'un Synode national*, l'Eglise  
« réformée se trouverait en pleine possession de son  
« ancienne et complète organisation....

« Cette Eglise est *presbytérienne et synodale* ; c'est  
« dans le commun consentement des fidèles, dans la

« société chrétienne tout entière que réside l'ensemble  
 « des pouvoirs. Sur cette base de l'autorité, émanée  
 « de l'universalité des fidèles, le protestantisme a  
 « fondé, sous la forme représentative, son organisa-  
 « tion ecclésiastique.

« La communauté paroissiale possède sa représen-  
 « tation locale. Tout part de la paroisse pour remonter,  
 « par une échelle ascendante, au moyen d'élections  
 « renouvelées de degré en degré, en passant par le  
 « Consistoire et le Synode provincial, jusqu'au Synode  
 « général, dans lequel réside *la plénitude des pouvoirs*  
 « *ecclésiastiques*. *Le Synode national représente, en*  
 « *effet, dans sa plus haute expression, l'autorité reli-*  
 « *gieuse, dogmatique et disciplinaire.* »

Est-ce clair ? Est-ce précis ? Ce langage de l'organe du gouvernement n'est-il pas la pleine confirmation de l'interprétation que je donne de la loi de l'an X ? Si la loi n'a voulu, ni pu *innover* dans la discipline, dans les *conditions d'établissement préexistantes* de l'Eglise, dans *les principes et les règles de son ancien gouvernement* ; si elle est essentiellement *presbytérienne et synodale* ; si son Synode général a seul le pouvoir d'exercer, dans sa plénitude, *l'autorité religieuse dogmatique et disciplinaire* ; si, enfin, le gouvernement a toujours le droit de convoquer ce Synode général quand il le juge convenable, qu'est-ce à dire, sinon que l'Eglise a un droit incontestable, autant qu'un droit quelconque puisse l'être, à avoir son Synode national, sinon que lorsque le gouvernement juge à propos de le lui rendre, ce Synode a autre chose et mieux à faire qu'à donner une simple consultation ? (*Applaudissements à droite.*)



Au surplus, Messieurs, ce droit fut reconnu par le chef de l'Etat lui-même, qui en avait formellement promis l'application à la députation qui s'était rendue auprès de lui pour la demander. Il ne restait plus qu'à régler les moyens d'exécution, ce qui a dû être fatalement suspendu par les malheurs qui sont venus fondre sur notre pays. Mais lorsque le calme est revenu, lorsque l'ordre a été rétabli, lorsque l'homme illustre à qui la nation tout entière a confié la mission d'assurer le règne de la loi et la jouissance de la liberté, a pu porter une main aussi ferme qu'habile à l'œuvre de la réorganisation du pays, il s'est aussi préoccupé de la nôtre, et, dans sa sollicitude, il a rendu ce décret du 29 novembre 1871, qui forme la troisième et dernière période du relèvement autonome de l'Eglise.

Ce décret a été l'objet d'assez fortes critiques. Son émission a produit dans certaines Eglises un tel émoi qu'en vérité on eût pu croire qu'il s'agissait d'un coup d'Etat religieux. Mais, par un revirement aussi inattendu qu'inexplicable, à l'irritation a succédé presque le dédain. Qu'est-ce au fond, a-t-on dit, que ce décret du 29 novembre? Pourquoi nous en effrayer? Ce n'est qu'un simple décret, qui ne pouvait modifier une loi. Ah! si c'était un décret-loi, comme celui du 26 mars 1852, ce serait tout autre chose, il aurait tout pouvoir pour changer la loi. (*Bruyants applaudissements à droite. Longue interruption.*)

Oui, ce décret du 29 novembre n'est qu'un simple décret; oui, il n'a pas, à ce titre, le droit de modifier la loi; mais ce n'est pas ce dont il s'agit ici : la question est de savoir s'il viole réellement la loi. Vous

dites, oui. Nous, disons : non. Qui a raison ? qui se trompe ? Voyons.

En fait de lois sur la matière, il n'en existe que deux : la loi de l'an X et le décret-loi du 26 mars 1852. Le décret du 29 novembre dernier les vise l'un et l'autre, et l'on doit se demander, tout d'abord, comment il se pourrait que deux hommes d'une intelligence, d'une expérience, d'une sagesse égales à celles de M. le Président de la République et de M. le Ministre des cultes eussent commis une bétise telle que de violer la loi.

Mais ils ne sont pas infailibles !... nous le savons bien. Quelle est donc la loi qu'ils ont violée ?

Serait-ce l'art. 17 de la loi de l'an X, qui compose l'arrondissement du Synode particulier de cinq Eglises consistoriales ? Mais l'article 1<sup>er</sup> du décret du 29 novembre n'est précisément que l'exécution même de cette disposition.

Serait-ce l'art. 29 qui veut que chaque Synode soit formé du pasteur ou d'un des pasteurs, et d'un ancien ou notable de chaque Eglise consistoriale ? Mais, c'est précisément ce que prescrit l'art. 2 du décret. Il ne contient donc aucune dérogation à la loi.

La verrions-nous, cette dérogation, dans les art. 3 et 4 du décret qui convoque le Synode général ? Mais dans quel texte de loi est la disposition qui le défend ? J'ai beau lire, relire, chercher, fouiller, je ne vois ni dans la loi de l'an X, ni dans le décret de 1852, je ne dis pas un texte, je ne dis pas un mot, mais un simple indice, mais même l'ombre d'une opposition quelconque à cette convocation.

Mais nous trouvons des dispositions tout opposées dans les lois qui visent la discipline qui ne peut se comprendre sans une organisation complète de l'Eglise, et dans ces déclarations du gouvernement qui reconnaissent que le gouvernement de l'Eglise est *presbytérien synodal*.

Il est donc incontestable, Messieurs, que, soit dans son principe, soit dans ses moyens, soit dans son but, le décret du 29 novembre est aussi parfaitement légal qu'il soit possible de l'être, et que, par conséquent, ce Synode, qui en est le fruit, est non moins parfaitement compétent pour accomplir l'œuvre qu'il a été appelé à faire.

M. Jalabert est trop éclairé pour ne pas le sentir. Aussi a-t-il pris pour base principale de son argumentation des considérations morales, dont il me reste à examiner la valeur.

Il nous a dit que l'Eglise n'avait pas été suffisamment consultée; qu'elle n'a pas été assez proportionnellement représentée dans ses Synodes particuliers; et que le Synode actuel manquant de cette condition nécessaire de proportionnalité, il ne peut avoir par conséquent l'autorité morale nécessaire que pour élaborer une loi électorale en vue d'un Synode prochain, ou pour donner de simples avis sur toute autre question d'organisation ou de discipline.

Quant à la proportionnalité qu'on nous oppose et aux chiffres sur lesquels on appuie l'objection qu'on soulève contre la compétence complète de ce Synode, je laisse le soin d'y répondre à d'autres de mes honorables collègues qui le feront aussi bien et mieux que moi. Je me borne à deux simples observations

sur ce point; la première, pour rappeler ce que j'ai déjà dit en parlant de *l'art. XVI de la loi* de l'an X, sur lequel s'appuie mon honorable contradicteur pour vouloir que chaque Synode particulier comporte 30,000 âmes de population, que cet article n'a été ni dès l'origine ni depuis, ni à Paris ni nulle part, absolument qu'une lettre morte, et que, sous ce rapport, son raisonnement tombe par sa base; et la seconde, que quel que soit le mode de groupement qu'on adopte, il pourra bien y avoir des modifications dans le résultat des élections de certains groupes, mais que celui de l'ensemble restera toujours le même. La majorité restera toujours la majorité, et peut-être cette majorité aura-t-elle plus à gagner qu'à perdre dans une nouvelle répartition des circonscriptions électorales, mais surtout avec une loi qui modifierait les conditions de la capacité électorale.

M. Jalabert nous a rappelé que ce n'est pas d'aujourd'hui seulement que datent ses préoccupations sur cette grave question de la proportionnalité et d'une représentation plus fidèle et plus large de l'Eglise, et que, déjà en 1868, elle avait donné lieu à une délibération du Consistoire de Nancy. Oui, Messieurs, je me hâte de le reconnaître et de remercier M. Jalabert de me fournir l'occasion de parler ici du rapport qu'il adressa à ce Consistoire qui en adopta les conclusions. Ce qu'il demandait, c'était un Synode constituant nommé par un corps électoral composé de 90,000 électeurs, répartis dans 90 arrondissements déterminés par la seule volonté du ministre. Mais comme ce projet ne pouvait se justifier ni par la discipline, ni par la loi de l'an X, ni

par le projet organique du Synode officieux de 1848, ni par le décret du 26 mars 1852, M. Jalabert, qui seul avait le mérite de cette conception, en était réduit, pour le rendre obligatoire, à en appeler à la toute-puissance de l'empereur. « Ce qu'on ne saurait nier, disait-il dans ce rapport, c'est le droit de S. M. l'empereur de prendre une initiative, de *l'opportunité et de l'étendue de laquelle il reste juge dans sa haute sagesse.* » (*Ah ! à droite et longue interruption.*) Soit, mais alors, M. Jalabert, que faisiez-vous de l'autonomie de l'Eglise ? Pourquoi ne demandiez-vous pas qu'elle fût préalablement consultée ? Comment se fait-il que vous soyez aujourd'hui si sévère sur l'autorité morale du Synode actuel, qui représente néanmoins l'Eglise et qui n'est réuni que pour lui rendre le gouvernement d'elle-même, et que vous fussiez, en 1868, si facile sur ce point capital, lorsque, sans la consulter, vous jetiez le principe de son autonomie aux pieds de l'omnipotence impériale ? (*Applaudissements prolongés à droite.*)

Mais cette consultation préalable, dont vous êtes si jaloux en 1872, l'avez-vous demandée pour le décret du 26 mars 1852, auquel vous avez si fort applaudi, quoiqu'il ait été imposé à l'Eglise ? Il est vrai que dans ce même rapport de 1868, vous avez justifié votre adhésion à ce décret par ce passage que je lis encore : « Nos coreligionnaires n'ont pas oublié l'acte de généreuse équité par lequel le souverain actuel réalisa, en 1852, les vœux exprimés par l'Eglise en 1848 pour la reconstitution de la paroisse et pour l'établissement du suffrage direct de tous les protestants.... » Mais, si l'Eglise vous

paraissait avoir été suffisamment consultée en 1848, pour justifier le décret de 1852, pourquoi ce même Synode officieux de 1848 ne vous paraît-il pas une consultation suffisante de l'Eglise pour le décret de 1871 ?

L'Eglise n'a pas été suffisamment consultée, dites-vous aujourd'hui. Et que fait-elle donc depuis soixante-dix ans, sinon de formuler ses vœux sur la grande question du jour ? N'a-t-elle pas parlé depuis bien longtemps déjà, par la voix de ses pasteurs les plus autorisés, et notamment par celle de Samuel Vincent ? N'a-t-elle pas parlé, avant comme après 1852, par la voix de ses Consistoires, dont la grande majorité a toujours demandé la convocation immédiate du Synode général et dont la minorité n'a fait que contester l'opportunité de cette convocation ? Mais, que dis-je, Messieurs ? l'Eglise elle-même n'a-t-elle pas parlé tout entière en 1848, lorsque, sans aucune impulsion de la part du gouvernement, par un mouvement libre, volontaire, spontané, elle s'est levée comme un seul homme pour former ce Synode officieux dont j'avais l'honneur de faire partie comme vous, pour élaborer ce projet de loi organique auquel vous avez coopéré comme moi ? (*Très-bien.*)

Et pourtant, tout en soutenant avec vous que ce Synode était une fidèle représentation de l'Eglise, si nous voulions pousser un peu trop loin la rigueur des principes, ne pourrait-on pas reprocher à ce Synode de n'avoir été nommé que par les Consistoires composés à la façon de la loi de l'an X ? Personne cependant ne lui a contesté, malgré sa tâche originelle, cette autorité morale qu'on refuse néan-

moins au Synode actuel, nommé par des Consistoires fortifiés à leur base par le choix libre de tous les électeurs de l'Eglise.

Explique qui voudra cette contradiction. Quant à moi, je m'en reconnais incapable. Je m'incline devant tous les scrupules qu'excite l'esprit de la loi, qu'exige le droit qu'a l'Eglise d'être consultée et entendue. Mais j'ai le droit de vouloir aussi que ces mêmes conditions s'appliquent, sans exception, à tous les actes du pouvoir, à toutes les mesures qui intéressent l'Eglise, et qu'on ne puisse, à volonté, les trouver superflues dans certaines circonstances et pour tel cas, et absolument indispensables pour d'autres. Il nous est donc impossible d'admettre que ce Synode soit souverain et officiel pour telle œuvre, pour une loi électorale par exemple, ainsi qu'on nous le propose, et qu'il ne soit que purement consultatif et officieux pour tout le reste. Mais où puise-t-on le droit de faire cette distinction arbitraire? Qui vous a donné le pouvoir de tracer des limites à l'accomplissement de notre mandat? Qui vous a autorisés à nous dire : Vous irez jusque-là, et vous n'irez pas plus loin?

Si nous ne sommes pas légalement compétents pour remplir notre mandat jusqu'au bout, pourquoi donc sommes-nous ici? Pourquoi avons-nous consenti à exécuter un décret qui devait entacher ce mandat de ce défaut d'autorité morale qu'on lui reproche? Cette contradiction entre cette exécution volontaire du décret qui nous réunit et cet accomplissement partiel du mandat que nous avons reçu, s'explique-t-elle par la considération de l'importance de l'œuvre



de l'organisation complète de l'Eglise? Mais est-ce qu'une loi électorale pour laquelle vous reconnaissez la compétence du Synode n'est pas aussi une œuvre capitale? Est-ce qu'elle ne fait pas partie intégrante de la constitution? Est-ce qu'elle n'est pas à la base de la prospérité et de tout l'avenir de l'Eglise? Est-ce que, quand nous la discuterons, ne se dressera pas devant nous, ne s'imposera pas à nous, que nous le voulions, que nous ne le voulions pas, cette grave, cette solennelle question des conditions religieuses de l'électorat paroissial? Pourquoi donc aurions-nous l'autorité légale et morale nécessaire pour faire une œuvre qui forme la partie fondamentale de notre organisation, et en serions-nous complètement dépourvus pour le surplus de cette organisation! De deux choses l'une : ou nous le pouvons pour le tout, ou nous ne le pouvons pour rien; ou ce Synode est souverain dans l'exercice complet de son mandat, où il est impuissant dans la moindre de ses applications. (*Très-bien.*)

Et voyez, Messieurs, où nous conduirait notre condescendance à faire ce qu'on nous demande : nous enfermerions l'Eglise dans un cercle infranchissable de difficultés sans fin, ou plutôt de difficultés qui la réduiraient à l'état d'impuissance finale. (*Très-bien.*) Ne voyez-vous pas qu'en accusant notre mandat d'être vicié dans sa base pour cause d'insuffisance légale et morale, vous discréditez du même coup tout, absolument tout ce qui pourra être fait en vertu de ce mandat? Un fruit quelconque participe toujours des qualités ou des imperfections de la plante qui le porte. Ainsi le veulent et la loi de la nature et la

loi du bon sens. En droit, la validité d'un acte fait par le mandataire a toujours, toujours, pour condition absolue la validité du mandat lui-même. Si donc le nôtre est incomplet, tout ce que nous ferons en vertu de ce mandat le sera fatalement aussi. La limitation que nous pourrions en faire n'en corrigerait pas l'origine. (*Très-bien.*) La loi électorale que nous ferions, fût-elle la plus simple, la plus anodine du monde, serait entachée dans son principe comme le mandat qui l'aurait produite : le Synode qui en sortirait, non moins que la loi électorale, toutes les décisions synodales à venir tout comme la nôtre, parce que toutes hériteraient forcément de la tache originelle de la première. Ce serait, par conséquent, une source intarissable et perpétuelle de récriminations, de discrédit et d'impuissance.

« Mais, » nous dit-on, « la loi électorale que nous ferons sera toute simple; nous en écarterons les conditions religieuses nouvelles. » Mais, si nous ne devons y rien changer, pourquoi perdre notre temps à la refaire? Pourquoi donc sommes-nous ici? Plus vous réduisez notre rôle à sa plus simple expression possible, plus vous affaiblissez l'autorité morale de ce Synode. Et qu'en penseraient l'Eglise, le gouvernement, l'opinion publique, tout le monde chrétien?

Quoi! le gouvernement aurait donné le plus grand éclat à cette résurrection de notre organisation synodale après deux siècles d'interruption; il nous aurait fait abandonner nos affaires; il aurait appelé un grand nombre d'entre nous des extrémités de la France, et cela, pour nous consulter, pour nous demander notre avis sur telle ou telle chose? Mais ne

pouvait-il pas le faire sans nous déplacer, sans nous déranger? Ne l'a-t-il pas fait plus d'une fois, et notamment toutes les fois qu'il a demandé l'avis des Consistoires pour la nomination des professeurs de nos Facultés de théologie?

Quoi! la réunion de ce Synode aurait eu du retentissement dans les deux mondes! Nos frères de la Suisse, de la Hollande, de l'Angleterre, des Etats-Unis, adressent à Dieu des prières pour nous, et nous croirions que c'est afin que nous fassions une loi électorale! Des délégués des Eglises du continent et d'Amérique, peut-être des descendants de ces huguenots qui surent souffrir et s'exiler pour leur foi, auraient traversé les mers, seraient venus de pays lointains, pour assister à nos débats, et tout cela pour nous voir faire un petit bout de la loi électorale!

Et, en agissant ainsi, nous ne nous enlèverions pas à nous-mêmes, dans notre pays comme à l'étranger, toute espèce d'autorité morale! Ah! Messieurs, ce qui nous en dépouillerait complètement, ce serait de faire de cette assemblée, qui a été l'objet de tant de vœux, qui l'est encore de tant d'espérances et sur laquelle se concentrent, en ce moment, tant de regards et tant de prières, une espèce de Synode avorton, inconscient de son droit, incertain sur sa marche, reculant devant son devoir, et, le dirai-je, presque honteux de lui-même.

Non, Messieurs, il ne doit pas, il ne peut pas, il ne voudra pas accomplir ce suicide moral.

*(Longs applaudissements à droite; la séance est suspendue pendant un quart d'heure).*

M. JALABERT. — Vous venez d'entendre, Mes-

sieurs, toute une exposition historique de laquelle il semble résulter que le passé de notre Eglise n'a jamais été abrogé. Permettez-moi de le dire, c'est là une fantasmagorie que je n'ai pas le courage de combattre. (*Murmures et protestations à droite.*)

A tous ceux qui invoquent l'autorité du passé, je poserai une simple question : « Reconnaissez-vous, oui ou non, l'autorité de la confession de foi de la Rochelle? Etes-vous prêts à y souscrire? » M. Adolphe Monod lui-même acceptait l'abrogation de cette confession comme un fait accompli.

Vous dites que le gouvernement a toujours reconnu le droit de l'Eglise à avoir ses Synodes. C'est si peu exact que lorsqu'en 1848, les délégués de notre Synode purement officieux demandèrent une audience au ministre, le ministre refusa de les recevoir.

*A droite* : Qu'est-ce que cela prouve?

M. JALABERT. — Vous avez cité les paroles du commissaire du gouvernement lors de l'affaire du Consistoire de Caen. C'était l'opinion de ce commissaire catholique, voilà tout. Et d'ailleurs, voulez-vous savoir la science de ce magistrat? Il croyait que le Symbole des apôtres était l'œuvre des apôtres. (*Rires à gauche.*)

*Une voix à droite.* — Cela ne l'empêchait pas de bien connaître la loi.

M. JALABERT. — On a voulu me mettre en contradiction avec moi-même en prétendant que j'avais toujours soutenu la légalité des Synodes et l'opportunité de leur convocation. Oui, autrefois, j'ai désiré la convocation du Synode général. A Nîmes, en 1851,

mes amis l'ont demandée. Qui est-ce qui s'y est opposé alors? Le Consistoire de Paris. Mais depuis dix ans, tout a changé. Je voulais le Synode pour nous unir, mais on a prétendu s'en faire une arme pour déchirer l'Eglise; j'ai désiré sa convocation, mais simplement comme assemblée consultative; je l'ai demandé en m'en remettant à la sagesse du ministre, j'ai pu parler de la toute-puissance de l'empereur. Est-ce que tout gouvernement n'a pas le droit de convoquer une réunion d'hommes pour s'éclairer, pour leur demander leur avis? Est-ce que d'autre part on s'est fait faute d'agir auprès de l'empereur? S'est-on montré vis-à-vis de lui moins respectueux que moi? Ce n'est pas moi qui lui ai demandé des audiences. On m'en a offert que j'ai refusées.

On a dit que si nous étions une assemblée consultative, ce serait un avortement. Est-ce que c'est échouer que de faire ce qu'on doit faire? On a dit qu'à cause des prières qu'on adressait à Dieu pour ce Synode, nous devons légiférer. La meilleure manière de répondre aux prières c'est de faire ce qui est bon, ce qui est saint, ce qui est juste, — cela, nous le ferons si nous résistons à ceux qui veulent déchirer notre Eglise. (*Applaudissements à gauche.*)

M. VAURIGAUD. — Une simple observation. M. Jallabert vient de nous dire que Adolphe Monod considérait l'abrogation de la confession de foi de la Rochelle comme un fait accompli. Cela n'est pas exact. Au Synode officieux de 1848, Adolphe Monod a mis cette assemblée en demeure de déclarer qu'elle était abrogée, auquel cas il se retirerait. L'Assemblée mise en demeure ne l'a pas fait.

M. ED. MONNIER. — Je m'étonne des doutes que l'on prétend soulever contre la compétence de cette assemblée. Nous ne sommes pas une assemblée consultative, nous sommes un Synode général, et le Synode général a toujours été dans notre Eglise le pouvoir souverain. Son premier devoir est de prononcer d'une manière souveraine en matière de foi. D'où viennent les objections que l'on soulève? De l'origine de notre mandat. Il n'y a pas eu de proportionnalité, mais on a suivi la loi, la règle tracée par nos pères. Est-ce que le nombre est tout? Les Consistoires sont inégaux en nombre, mais ont une valeur égale devant la loi. M. Jalabert nous a vanté le Synode officieux de 1848, mais ce Synode avait été élu par les Consistoires qui étaient fort inégaux. Avez-vous réclamé lors de l'élection de nos professeurs de Faculté qui sont élus par ces mêmes Consistoires inégaux et qui ont pourtant une si grande mission à accomplir? Oui, j'en conviens, ce Synode n'est pas une exacte représentation de l'Eglise et j'en trouve la preuve dans le nombre considérable de députés radicaux. (*Rires à droite et protestations à gauche.*) Si vous étiez la majorité, vous ne soutiendriez plus votre thèse, soyez sincères. (*Vives protestations à gauche. Le modérateur invite l'orateur à ne pas mettre en question la sincérité de ses collègues.*) Nous sommes ici pour faire notre devoir, comme le gouvernement a fait le sien. Vous savez ce qu'on a fait de notre Eglise et de sa foi. Si nous ne la relevons pas, si nous laissons de côté ces graves questions, nous serons la risée du monde.

M. PENCHINAT. — Je ne relèverai pas certaines

paroles du précédent orateur. Il est évident que si nous n'admettons pas comme point de départ notre sincérité réciproque, il vaut mieux nous séparer à l'instant. Messieurs, je voudrais préciser autant que possible la question qui nous occupe. Il ne s'agit point de déterminer ici ce qu'est une Eglise synodale, et je le dirai tout de suite, s'il s'agissait de déterminer ce point, je suis trop sincère pour ne pas avouer qu'à mon avis dans une Eglise synodale le Synode est le maître de la foi des fidèles. Mais il s'agit ici d'autre chose. Nous avons à déterminer ce qu'est le Synode actuel. Vous parlez toujours du passé, mais vous ne l'avez plus, ou plutôt il faut le ressusciter non dans la lettre, mais dans l'esprit. N'avons-nous pas changé? Où est la foi de nos pères? Acceptez-vous la confession de la Rochelle? Vous n'êtes pas les continuateurs directs du passé. Vous n'acceptez cet héritage que sous bénéfice d'inventaire, exactement comme nous. Entre vous et nous il n'y a à cet égard que des nuances, et nos deux tendances sont légitimes au même titre.

Qu'a voulu le gouvernement? Vous consulter; rien de plus, car il est évident que le dernier mot lui restera et que tant qu'il est uni à l'Eglise, il ne peut rendre à celle-ci qu'une partie de son autonomie. Le gouvernement pèsera vos avis. L'Eglise est la résultante de l'état des opinions des fidèles. (*Protestations à droite et longue interruption.*) L'on me dit que je réduis à rien notre assemblée; ah! Messieurs, si nous savions user dignement du pouvoir parlementaire qui nous est rendu, cette semence deviendrait un grand arbre.



On a convoqué le Synode, mais nous a-t-on consultés? Pas plus que Mentor, lorsqu'il précipita Télémaque dans la mer. (*Hilarité.*) Il en est résulté douze voix de majorité en faveur de votre parti, mais cette majorité est des plus contestables. Nous n'avons pas ici une vraie représentation de l'Eglise. Elle ne sera représentée que lorsqu'on fera intervenir le peuple. (*Interruptions : oui, le peuple chrétien.*) Pour ma part, j'appelle chrétien quiconque est né dans l'Eglise, y a fait baptiser ses enfants et y reste. (*Longue interruption et protestations.*) On me demande si c'est là tout; sans doute, un chrétien est celui qui donne son adhésion à la doctrine de Jésus-Christ. (*Ah! ah! et rires de la majorité.*) Je reprends et je dis que votre majorité est des plus contestables, et que ce serait de votre part un crime de vous faire une arme de cette majorité pour scinder l'Eglise en deux. (*Applaudissements à gauche.*)

M. Guizot. — Je remercie l'honorable préopinant de ses déclarations, mais il a mêlé des choses que nous voulions séparer. De quoi s'agit-il? Il y a une Eglise réformée qui vit depuis trois siècles. Périls, persécutions, elle a tout supporté, elle a triomphé d'un pire ennemi, l'indifférence. Nous avons cru que c'était elle qui ressuscitait aujourd'hui. Sans doute, il peut y avoir des changements qui sont l'œuvre du temps, mais il y a un fond qui subsiste... Moi, je me tiens pour fils de huguenot. (*Longs applaudissements.*)

Tout autant que personne, je défends la liberté; or, il y a deux libertés, celle des individus et celle des sociétés religieuses constituées. Qu'est-ce qu'une

société religieuse constituée? C'est une société qui professe un certain nombre de vérités, de croyances. Moi, je suis chrétien, je sais quel est mon symbole. Il y a à côté de moi des hommes qui n'acceptent pas la révélation chrétienne, ils croient sincèrement en Dieu, je me garderai de nier la religion de ces hommes-là. Qu'ils forment une Eglise déiste, j'en serai bien aise, mais certes la différence est grande entre eux et les chrétiens.

Notre Eglise dans son histoire a rencontré sur sa route plusieurs faits qui l'ont modifiée. D'abord la liberté de pensée et de conscience qui n'existait pas au seizième siècle, ensuite la protection, l'appui de l'Etat. Pour ma part, je crois qu'elle a bien fait d'accepter cet appui, et que l'Etat a bien fait de le lui accorder. L'Etat est toujours sage quand il comprend qu'il a besoin de la religion, et quand en a-t-il eu plus besoin qu'aujourd'hui? D'un autre côté, l'union avec l'Etat assure à l'Eglise une certaine consistance, une certaine durée. Donc, le premier consul qui avait des instincts très-supérieurs à ses pratiques (*On rit*) a traité avec notre Eglise; je m'en félicite, car de tels contrats donnent, je le répète, à une Eglise une force particulière. Le premier consul savait très-bien tout ce que l'Eglise réformée avait de ténacité; en la reconstituant, il n'a pas voulu lui accorder ses Synodes, car il craignait les délibérations publiques. Les deux gouvernements qui lui ont succédé, celui de la Restauration et celui de 1830 ne les lui ont pas rendus; leur préoccupation était ailleurs. Quant à l'empereur Napoléon III, il a par le décret arbitraire de 1852, imposé à l'Eglise un Conseil

central. Aujourd'hui, le Synode est réuni pour déterminer les croyances de notre Eglise. Il y a des croyances essentielles qui constituent une Eglise. (*Interruptions.*)

*Plusieurs voix à gauche.* — Ce ne sont pas des croyances, c'est la vie qui fait une Eglise.

M. GUIZOT. — Messieurs, qu'entendez-vous par la vie ?

M. COLANI. — Il y a entre nous une différence. Vous mettez le christianisme dans certaines croyances, nous le mettons dans le cœur. A mes yeux, on est chrétien quand, quoique pécheur, on éprouve une joyeuse assurance en Dieu.

M. GUIZOT. — Voilà votre définition. M. Penchinat a dit que le chrétien est celui qui est né dans l'Eglise et qui y reste ; eh bien ! quand nous aurons à parler de la confession de foi, je dirai pourquoi ces définitions ne me satisfont pas. Je reprends et je dis : Nous sommes tenus d'affirmer les croyances de l'Eglise. On a dit que le gouvernement ne nous demandait que des avis. Nous ne sommes pas des donneurs d'avis (*Vifs applaudissements à droite*), et l'indépendance d'une Eglise est au besoin la résistance à la puissance civile à laquelle elle est associée. Vous me permettrez de vous dire ici que M. Thiers, président de la République, n'est pas pour moi un inconnu. Pendant cinq ans, je l'ai eu pour associé, pendant treize ans comme adversaire ; nous nous connaissons fort bien. (*Hilarité.*)

Or, M. Thiers sait qu'en nous accordant nos Synodes, il a ressuscité un pouvoir indépendant. Ne lui attribuez pas moins d'esprit qu'il n'en a. Je lui ai dit : « Prenez garde, si vous, gouvernement, vous

empiétez sur le terrain de nos croyances, sur le domaine religieux, je vous résisterai. » (*Vive approbation.*) Nous ne sommes une Eglise véritable que depuis que nous avons un Synode.

Ce Synode va reconnaître nos croyances. Il y a dans toute croyance une part du cœur et une part de l'intelligence. La foi religieuse, qu'est-ce si ce n'est un accord de l'intelligence avec l'émotion du cœur? On ne croit pas ce qu'on veut. Eh bien! l'Eglise reconnaît les vérités supérieures qui sont un des éléments des croyances. On nous a parlé de l'état actuel de notre société. Notre société, il y a longtemps que je l'observe, cède à l'entraînement de l'individualisme. Le radicalisme, à mes yeux, c'est la part immodérée faite à l'individu. Or, aujourd'hui, la société comprend qu'elle est allée trop loin dans ce sens. Nos malheurs l'ont avertie, et tous les esprits sages reviennent à une intelligence plus vraie des bases de l'ordre social et religieux. On comprend que le nombre n'est pas tout. Eh bien! pour ma part, je suis sous cette influence, et c'est dans ce sens que j'agirai dans cette assemblée. (*Applaudissements prolongés à droite et au centre droit.*)

M. CLAMAGERAN. — L'honorable M. Guizot a effleuré la grave question de l'autorité dogmatique du Synode. Je voudrais en revenir au Synode actuel, et je résume ainsi la question : Plus vous faites le Synode grand, plus vous devez tenir à ce qu'il soit le miroir fidèle et la vraie représentation de l'Eglise. Allons au fond des choses. Que voulez-vous? Scinder l'Eglise en deux. (*Vives protestations à droite.*)

Le modérateur rappelle à l'orateur qu'il ne doit

pas préjuger les intentions de ses collègues ; lui qui appartient au parti évangélique repousse énergiquement la pensée qu'on lui prête.

M. CLAMAGERAN. — J'ai employé une expression que je retire ; mais enfin, vous voulez rédiger des articles de foi obligatoires, et vous savez fort bien que nous ne pouvons pas les accepter. Donc, en fait, vous nous obligerez à nous retirer. Sans doute vous ne voulez pas le schisme pour le schisme, mais le résultat de votre conduite sera le schisme et vous le savez bien. Et qu'on ne nous dise pas qu'en sortant nous trouverons la liberté. La liberté religieuse n'existe pas en France, puisque les associations religieuses sont sous le bon plaisir du gouvernement, puisqu'elles ne peuvent pas posséder. Donc, vous nous mettez dehors, sous le régime de l'arbitraire. Eh bien ! je vous demande si vous vous sentez assez forts, assez assurés de votre mandat pour accomplir une telle œuvre ? Etes-vous une assemblée souveraine ? Vous ne l'êtes pas vis-à-vis de l'Etat, car, ne vous y trompez pas, tant que vous êtes unis à lui, c'est à lui qu'appartient en tout le dernier mot. Vous ne l'êtes pas vis-à-vis de l'Eglise, parce que, par le mode même de votre élection, vous n'en êtes pas la représentation fidèle. Quoi, avec une majorité de onze ou douze voix vous prendriez des décisions qui lieraient l'Eglise ! Cela est impossible. Qu'êtes-vous donc ? Une assemblée consultative, rien de plus. Rappelez-vous ces assemblées de notables convoquées afin de préparer les Etats généraux. Tel est votre rôle. Telles sont les limites de votre mission. (*Applaudissements à gauche.*)

M. GUIZOT. — La question a pris des proportions telles qu'on ne peut la vider aujourd'hui. Je demande le renvoi à demain.

Le renvoi est voté à l'unanimité.

La séance est levée.

## CINQUIÈME SÉANCE

MARDI 11 JUIN

La séance s'ouvre à une heure et demie. Prière de M. le pasteur Pelet.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

Le Synode nomme aux fonctions de questeurs MM. Paul Juillerat et Chabrière-Arlès.

L'ordre du jour appelle la continuation de la discussion sur la compétence du Synode.

M. VAURIGAUD. — Avant d'aborder la question, je désire répondre à une assertion faite hier, à cette tribune, par M. Clamageran. Il nous a dit : « Vous allez faire une profession de foi, donc vous allez faire un schisme. » Si M. Clamageran a voulu dire qu'un schisme peut être le résultat d'une profession de foi, je n'ai rien à répondre à cette parole. Mais s'il a voulu dire que nous avons l'intention d'*imposer* une profession de foi à qui que ce soit, alors, pour ma part, je proteste avec énergie.

Nous voulons, mes amis et moi, la liberté la plus absolue, nous la voulons autant que vous, mais il y a un point où nous nous séparons de vous. Une Eglise, selon nous, doit être libre d'exprimer sa foi; pour elle c'est un devoir.

Pour notre Eglise, aujourd'hui, dans le trouble et l'incertitude des consciences, ce devoir est plus impé-



rieux que jamais. Nous avons donc à dire quelle est la foi de notre Eglise ; j'ajoute que nous désirons le faire dans des conditions et des termes qui nous permettent d'aller jusqu'aux limites où commencerait à nos yeux l'infidélité. Cela dit, j'en viens à la question qui est devant nous.

Les objections que l'on fait contre l'autorité de ce Synode portent sur trois points, sa légalité, le mode des élections, ses attributions. Examinons-les rapidement. Sur le premier, il a été surabondamment montré que l'Etat ne pouvait faire que ce qu'il a fait ; il a suivi la loi. Que serait-ce s'il l'avait violée ? Quant au mode d'élection, il était également fixé par la loi : on se récrie sur les inégalités au point de vue du nombre ; le nombre n'est pas tout. Une Eglise est une personne morale ; elle vaut autant qu'une autre Eglise. « Nulle Eglise, dit l'art. 1<sup>er</sup> du VI<sup>e</sup> chap. de la discipline, ne pourra prétendre primauté, ni domination sur l'autre. »

Quand on nous cite le nombre des protestants de naissance comme devant décider du nombre des délégués, on oublie qu'on n'est pas chrétien par le fait de sa naissance, qu'on le devient par la foi. D'ailleurs, est-il vrai de dire que l'on n'a tenu nul compte de la population des Eglises ? Nullement. En effet, le nombre des délégués que chaque Synode régional a envoyés au Synode général est réglé sur le nombre des pasteurs compris dans la région, et il est certain que le nombre des pasteurs dépend du chiffre de la population. J'admets, d'ailleurs, que le mode d'élection n'est pas parfait ; ce sera à nous à le modifier, l'Etat lui-même nous confie cette tâche.

M. Jalabert n'a point protesté contre le mode d'élection proposé par le Synode officieux de 1848; il considérait les Consistoires comme absolument égaux et leur donnait le pouvoir de nommer comme délégués, chacun à tour de rôle, un laïque et un pasteur.

On veut, en troisième lieu, restreindre les attributions du Synode, et n'en faire qu'une assemblée consultative. Mais, quand un Synode général a-t-il été cela? N'est-il pas évident qu'il résume en lui tous les pouvoirs de l'Eglise, qu'il prononce en dernier ressort? Ce n'est pas que nous lui attribuions en aucune façon l'infailibilité, car un Synode subséquent peut modifier son œuvre. D'ailleurs, voyez l'inconséquence : vous qui avez pris une part si active au Synode officieux de 1848, vous étiez obligés quelque temps après d'écrire ces paroles significatives : « L'expérience de 1848 a avorté parce que l'assemblée était officieuse et ne pouvait obliger personne. » Ainsi, Messieurs, faire aujourd'hui une assemblée consultative qui n'oblige personne, c'est, de votre propre aveu, le sûr moyen de la faire avorter. (*Applaudissements à droite.*)

M. J. LARNAC. — Les proportions que la question a prises en montrent toute l'importance. Il y a là plus qu'une question de procédure, qu'une exception dilatoire; elle touche au fond même des choses, et le débat devait s'engager; il était inévitable, indispensable. Que tous les arguments se produisent! Une telle question veut être étudiée à fond.

J'ai signé la proposition présentée par M. Bordier, après mûre et sérieuse réflexion, sans parti pris, librement. Je suis convaincu que le Synode ne repré-

sente pas l'Eglise; et, quand cette représentation serait exacte, je ne pourrais admettre que le Synode eût le droit d'imposer à l'Eglise une confession de foi exclusive et obligatoire.

La thèse des adversaires de la proposition est celle-ci : l'assemblée actuelle représente l'Eglise au même degré et avec la même autorité que les anciens Synodes; ceux-ci ayant eu pouvoir absolu en matières religieuses, l'assemblée actuelle a ce même pouvoir.

Quelle est la thèse juste et légale? Laissant la question de savoir quels étaient les droits des anciens Synodes, je crois que les conditions du Synode actuel ne sont pas les mêmes : l'Eglise aujourd'hui unie à l'Etat, en était indépendante; elle avait une confession de foi acceptée de tous; aujourd'hui, pas un seul de nos collègues ne signerait dans son entier la confession de foi de la Rochelle; nulle identité entre la législation actuelle et celle de l'ancienne Eglise.

Au surplus, la question est réservée et viendra avec la discussion sur la confession de foi. Le seul point actuellement en litige est celui-ci : l'assemblée actuelle peut-elle faire des lois, ou doit-elle se borner simplement à donner des avis?

La question paraissait tranchée à M. Vaurigaud, elle ne l'est pas pour moi. Elle est pour le moins douteuse et délicate.

Aucune des deux lois civiles réglant l'organisation du culte réformé ne mentionne le Synode général. C'est un fait absolu, qui s'impose à l'assemblée.

M. VAURIGAUD. — Je proteste contre cette assertion.

M. METTETAL. — Je demande la parole.

M. J. LARNAC. — Ce silence est grave en lui-même ; tous reconnaissent que le Synode devrait être mentionné dans la loi de germinal ; quelques-uns disent qu'il est reconnu implicitement. Erreur ! la loi de germinal ne s'occupe que des Synodes d'arrondissement sous le nom de *synodes*.

Le premier consul savait très-bien que la paroisse était les pieds de l'Eglise, comme le Synode général en était la tête, suivant l'expression dont s'est servi hier M. Laurens ; il prenait un soin jaloux des détails du culte ; il n'était pas homme à laisser, par inadvertance, par oubli, un corps sans pieds et sans tête.

Le mot de Synode général n'est pas même prononcé, et, dans la pensée du premier consul, cette omission était absolument volontaire : il ne voulait pas créer un Etat dans l'Etat, une Eglise indépendante, résistante au besoin, qui eût porté ombrage à son pouvoir qu'il voulait absolu.

Pendant tout le règne de Napoléon, le Synode n'a pu être réuni. Il aurait trouvé, dit-on, dans la loi de l'an X, s'il l'avait voulu, le moyen de le convoquer ; c'est parce qu'il ne voulait pas d'Eglise indépendante qu'il ne l'a pas réuni.

On dit encore : sous la Restauration, les Synodes n'ont pas été réunis à cause de l'influence prépondérante du clergé ; c'est encore un fait. Mais en 1830, avec des institutions politiques très-larges, avec un roi fort éloigné du despotisme, un roi bon, trop bon, peut-être...

M. GUIZOT. — Je ne dis pas cela.

M. J. LARNAC. — ... Un roi entouré, conseillé par

des hommes éminents, appartenant à la religion protestante, ces motifs n'existaient plus, et pendant dix-huit ans les Synodes ne sont pas convoqués ! M. Guizot a dit hier que les gouvernements de 1815 et de 1830 furent trop occupés de politique pour donner leur attention à la religion. Mais ils ont fait beaucoup de lois, beaucoup de choses moins importantes que le rétablissement du Synode général ; il n'a pas été convoqué, parce qu'il y avait une objection considérable, « le Synode ne pouvait être légalement convoqué. » (*Nombreuses réclamations à droite et au centre.*)

En 1848, l'assemblée officieuse demande le Synode général, et pourquoi le demande-t-elle ? parce qu'il n'existait pas dans la loi. En 1852, le décret-loi n'en fait pas mention. C'est qu'il n'existait pas dans la loi de l'an X que vise ce décret (art. 15.)

On nous a rappelé hier l'affaire du Consistoire de Caen. L'opinion de M. de Belbœuf est une opinion individuelle ; l'arrêt du conseil d'Etat est muet sur les considérations développées dans le rapport du commissaire du gouvernement.

Enfin, le second empire est tombé sans avoir convoqué les Synodes. Vous dites que la loi de l'an X contenait des Synodes en germe ; or, il est opportun de constater que les Synodes ne se sont pas réunis pendant soixante-dix ans. J'en conclus tout au moins que le régime synodal est tombé en désuétude. Comment pourriez-vous échapper à cette conclusion, lorsque vous prétendez que l'art. 16 de cette loi, statuant que les Consistoires seront composés de 6,000 âmes, texte formel, est tombé en désuétude ? Voici donc un texte

formel qui serait tombé en désuétude, et un texte implicite qui aurait toute sa vigueur. Tel est mon dilemme.

Au reste, je ne prétends pas que la question soit résolue dans un sens ou dans l'autre, et je souhaiterais de tout mon cœur que cette disposition de la loi, que quelques-uns cherchent entre les lignes, se trouvât dans la loi. La question est aussi importante que douteuse.

Quand, en 1871, on a demandé au gouvernement de rétablir le Synode, il aurait dû agir avec une prudence extrême, dans une situation aussi difficile. Il aurait dû consulter les Eglises. Il a préféré s'en référer à des vœux antérieurs que de rendre, par une loi, l'existence au Synode.

M. DE RICHEMOND. — Les archives du ministère des cultes sont pleines des consultations envoyées par les Consistoires sur le sujet du rétablissement des Synodes.

M. LARNAC. — On s'en est référé au passé, et en 1852 l'exposé des motifs dit que l'Eglise a été consultée.

M. DHOMBRES. — C'est un mensonge.

*Une voix à gauche :* A l'ordre !

(Cette interruption donne lieu à quelques explications entre MM. Larnac et Dhombres, le premier demandant le retrait de cette expression s'appliquant à M. Fortoul, ministre français honorable et bien intentionné.)

M. le modérateur dit que le rappel à l'ordre d'un membre appartient à lui seul, et clôt l'incident.

M. LARNAC. — Je continue. Les vœux déposés aux

archives s'appliquent à bien d'autres choses qu'au rétablissement des Synodes. On dit que les Eglises n'ont pas été consultées; à un point de vue on n'a pas, en effet, consulté l'Eglise, et le décret de 1852 a fait une apparition inopinée.

Par une chance malheureuse, trois fois le gouvernement s'occupe de cette Eglise, dont la liberté est l'essence même, et trois fois il porte atteinte à ses libertés. On rend le décret de 1871 en visant une loi qui ne fait pas mention du Synode général.

Ou le décret de 1871 ne change rien à la législation, alors il est inutile. Ou il innove, et alors là où l'on trouve un décret, il fallait une loi.

On nous demande pourquoi nous ne nous sommes pas pourvus devant le conseil d'Etat? C'eût été mal reconnaître les bonnes intentions du gouvernement que de l'attaquer. Puis, à quoi bon attaquer un décret qui n'est qu'une pure mesure administrative convoquant une commission consultative?

(L'orateur entre dans les détails techniques sur la marche des affaires au conseil d'Etat; ces détails montrent l'inutilité du pourvoi en ce qui concerne la présente assemblée.)

En convoquant le Synode, M. Thiers a-t-il cru le convoquer avec toutes les attributions des anciens Synodes généraux? C'est ce que nous disait hier l'honorable M. Guizot, en nous racontant ses entretiens avec M. le Président de la République. Plus ces déclarations étaient graves et importantes, plus elles auraient dû trouver place dans l'exposé des motifs du document officiel. Si le décret a une portée absolue, si l'assemblée n'est pas seulement un corps consulta-



tif, c'est l'indépendance absolue en matière religieuse, c'est le pouvoir de distinguer les conditions religieuses de l'électorat des conditions civiles.

Malgré l'embarras que j'éprouve à ne pas partager l'avis de MM. Thiers et Guizot, je dirai que, dans mon opinion, c'est une illusion de croire que l'indépendance absolue en matière religieuse peut coexister avec l'union de l'Eglise et de l'Etat.

M. Guizot disait hier que cette union était chose excellente. Soit; mais alors ne parlons pas d'indépendance religieuse absolue; ou bien alors prononcez entre l'union et l'indépendance, et, pour favoriser celle-ci, séparez l'Eglise de l'Etat; laissez toute la liberté aux associations religieuses quelconques. Si vous voulez concilier l'union à l'Etat avec la liberté absolue de l'Eglise, vous allez au-devant de conflits sans cesse renaissants. Est-ce qu'il n'y a pas une foule de points sur lesquels la loi religieuse et la loi civile sont en contact et peuvent se heurter?

*Une voix.* — Citez-en.

M. LARNAC. — Eh bien! je suppose un homme coupable qui se repent: l'Eglise le reçoit dans son sein, lui donne le droit de vote, mais aux yeux de la loi civile, s'il est coupable de certains délits, il ne peut voter. (*Exclamations.*)

*Une voix.* — C'est une confusion entre deux votes différents! Qu'est-ce que cela prouve?

M. LARNAC. — D'ailleurs, qu'est-ce que l'indépendance que l'on tient d'un décret? Ce décret peut être rapporté, peut être suivi d'un autre qui le modifie, qui l'annule. Il fallait une loi. Dans la forme, le décret n'est pas légal.

Quelle est la pensée du gouvernement? La circulaire nous l'apprend. On fera une enquête, on consultera l'Eglise; elle dira quels sont ses vœux, et on verra à l'entendre.

L'orateur cite la lettre de M. le pasteur Martin-Paschoud, publiée dans plusieurs journaux, par laquelle M. Martin-Paschoud, après avoir refusé de prendre part aux délibérations du Synode comme le jugeant illégal, s'est ravisé, quand il lui a été démontré que cette assemblée était purement consultative et accidentelle.

Ainsi donc, l'Etat n'a voulu convoquer qu'une assemblée consultative, appelée à donner son avis. Il y a plus : tout le monde est d'accord sur le mode vicieux de groupement.

M. Guizot a dit : « Je ne crains pas le libéralisme ; mais je redoute l'individualisme ; l'individu s'agite et porte le trouble dans l'union, dans l'unité paisible et prospère de l'Eglise. » Cette théorie me paraît contraire au principe protestant qui est essentiellement individualiste et égalitaire. C'est la crainte de l'individualisme et de son ressort d'indépendance, qui a allumé les bûchers de Philippe II, qui a écrasé les Cévennes sous les missions bottées de Louis XIV. (*Exclamations.*)

Contraire au principe protestant, cette théorie l'est aussi à la loi civile protestante, qui, aux termes du décret de 1852, admet le droit de l'individu dans l'Eglise.

Dans le mode de groupement adopté, il y a un vice radical qui a été reconnu par plusieurs de nos collègues de la droite. M. Vaurigaud, dans le dépôt

des plaintes d'un Consistoire non représenté, M. Raoul de Cazenove, dans une lettre qui a été publiée, ont reconnu que les délégués à ce Synode ne représentaient pas la population protestante d'une manière suffisamment équitable.

Le nombre des pasteurs est proportionnel au nombre des paroisses ; rien de mieux, si les Synodes provinciaux étaient le Synode général. Mais les suffrages des électeurs ne se portent pas sur les délégués directement, et un Consistoire de 30,000 âmes n'a pas droit à plus de délégués qu'un Consistoire de 400.

Il résulte de quelques chiffres que l'on nous a rappelés, que 160,000 protestants n'ont pas de représentants directs. Nous sommes donc entachés d'un vice d'origine ; nous ne pouvons pas nous dire les représentants de l'Eglise réformée de France.

Si des représentants incontestés de cette Eglise avaient à s'occuper de ce grand problème de la définition de la foi de l'Eglise, que vous vous dites aptes à résoudre, ils se recueilleraient, ils prieraient, avant de passer à d'aussi graves délibérations ; et nous, représentants inexacts, détenteurs d'un mandat invalidé, nous irions toucher à ces questions brûlantes d'où peut sortir la vie ou la mort de notre Eglise, le schisme peut-être ! Nous, une réunion de délégués, délégués de délégués ! Ce n'est pas possible. Nous avons le droit, nous avons le devoir de vous avertir pendant que vous êtes sur le bord d'un abîme où vous allez rouler, sans avoir pu faire vos réserves.

Ainsi donc, si vous vous dites Synode général, des difficultés très-graves se présentent. Si vous vous tenez pour une assemblée consultative, tout se sim-

plifie ; le décret n'institue qu'une commission de vœux. D'une part, une thèse irritante, discutable, discutée ; de l'autre, une thèse légale, qui coupe court aux orages.

N'aurions-nous rien à faire dans ces conditions ? N'est-ce donc rien que de préparer une loi électorale, de donner notre avis sur cette grave question, de nous voir, nous connaître, nous consulter, faire des professions de foi, sans qu'elles puissent être imposées ? N'est-ce pas là une grande tâche ? Travailler de concert à l'union, à la conciliation, est-ce donc ne rien faire ?

Si l'assemblée ne partage pas cet avis, ceux de ses membres qui ont décidé qu'elle était seulement consultative, continueront à assister à ses délibérations, discuteront pied à pied les questions successives, et, si de ces discussions sortaient des conséquences très-graves, ils auraient au moins dégagé leur responsabilité vis-à-vis de leurs mandants et de l'Eglise ; ils seraient dégagés de tout remords, même de tous regrets, et laisseraient peser sur leurs contradicteurs la responsabilité de leurs actes. (*Applaudissements à gauche.*)

M. METTETAL. — Je veux me borner à invoquer quelques documents utiles à la discussion. Sur l'incident Fortoul, l'exposé ministériel constate *faussement* (l'honorabilité du ministre est hors de cause), que les Eglises ont été consultées. M. Larnac n'a pu produire un seul *avis* donné par une Eglise, sur la question traitée. M. Dhombres a eu raison de nier l'assertion de l'honorable orateur.

M. Larnac s'applique à infirmer la compétence, la validité du Synode. Il présume que l'intention de

M. le président de la République n'a été que de convoquer une assemblée consultative. Les faits démentent cette assertion : non-seulement les termes mêmes du décret qui rétablit quoi ? le Synode général, mais encore les circonstances officielles. Rappelez-vous les démarches du Consistoire de Paris, celles de certaines députations priant le président de restreindre les droits du Synode. Le gouvernement a répondu que c'était là l'affaire du Synode, que c'était à lui d'étendre ou de limiter son mandat.

Quand le ministre a répondu à M. le pasteur Martin-Paschoud, il a été au-devant de difficultés possibles. Il a dit que, si une portion de l'Eglise réformée ne veut pas du Synode et se sépare, il accordera la même protection aux diverses fractions de l'Eglise, qu'à l'Eglise restant unie. En réalité, le gouvernement a entendu instituer un véritable Synode.

M. Larnac invoque comme un argument fondamental le silence de la loi. Je conteste ce silence. Que dit la loi de l'an X ? Elle vise la discipline (articles 4 et 5), qui fait du Synode général le véritable corps législatif de l'Eglise réformée. Or, la discipline a pour but principal de constituer le Synode général et une organisation ecclésiastique roulant tout entière sur le Synode général, et vous prétendez que la loi de l'an X a gardé le silence ! Cela n'est pas exact.

Rappelez-vous les phases successives qu'a traversées la question du rétablissement des Synodes ; rappelez-vous les membres du conseil d'Etat, fatigués de nos difficultés à résoudre, comprenant et avertissant les ministres que ce refus des Synodes était un véritable déni de justice.

Le fait que M. de Belbœuf a formulé l'avis motivé que l'on sait contre l'arrêté d'un ministre qui avait tout fait pour faire maintenir cet arrêté, est un fait considérable. Cet honorable magistrat n'a fait que traduire l'opinion du conseil d'Etat ; la décision fut cassée, par égard pour le ministre, non au fond, mais pour incompétence ; mais elle fut cassée.

Je rappellerai également qu'une commission fut nommée par le ministre E. Ollivier, qui devait s'occuper de la reconstitution de notre organisation synodale, et faire droit aux réclamations dont l'Eglise n'a cessé d'obséder le gouvernement, surtout depuis le décret de 1852, qui a été surpris à la bonne foi de M. Fortoul, à qui on a su persuader qu'il ferait de la popularité en puisant dans le projet de loi organique de 1848, et qui a bâti, sans droit, un décret qui attente aux libertés et aux droits de nos Eglises. On ne l'eût pas souffert, si cette époque de 1852 n'eût été une époque de crise (*Très-bien à droite.*)

La commission Ollivier, formée de jurisconsultes distingués, MM. Vuillefroy, Reverchon, Hamilles, par l'organe de son rapporteur, M. Hamilles, directeur de l'administration des cultes, a conclu à la parfaite validité de nos Synodes, au droit qu'avaient nos Eglises à leur rétablissement.

L'assemblée préparatoire, en mai 1848, délégation d'hommes très-respectables et appartenant à toutes les tendances, a étudié un projet complet de loi électorale, et conclut en faveur du rétablissement des Synodes. (L'orateur cite de nombreux passages du compte rendu des travaux de cette assemblée, ainsi que d'une brochure de Portalis, d'où il conclut que la

légalité du Synode général est pour lui hors de doute.)

Restent ses attributions. — On les conteste au nom du mode de l'élection qui a été suivi. Il est fort difficile de construire un système électoral parfait avec nos conditions de dissémination.

Il y a deux systèmes : le premier, celui de l'ancienne discipline, remis en vigueur par le décret de 1871 ; — le deuxième consisterait à faire table rase de l'ancienne organisation de l'Eglise, à la considérer comme une multitude incohérente, et à tailler arithmétiquement dans cette foule des circonscriptions arbitraires. Je crois que ce dernier système n'est ni libéral, ni moral, ni équitable. Ce système ne tient aucun compte de la paroisse, de la diversité des intérêts des Eglises, et remplit moins bien le but que les anciens systèmes électoraux.

En 1848, on adopte un système plus simple, plus équitable ; on descend jusqu'à la section ou paroisse, comme unité ; la délégation ne va pas plus loin. Mais le décret de 1871, tenant compte à la fois de la population et de l'Eglise, à l'unité de l'Eglise ajoute le nombre des pasteurs, ce nombre étant le signe de la population.

L'ancienne discipline n'a jamais accepté deux Consistoires pour une seule Eglise. C'est un fait qui ne s'est jamais produit, malgré ce qu'on a voulu déduire de l'organisation imposée par Portalis, qui ne connaissait pas si bien notre discipline et notre organisation qu'on serait tenté de le croire. Portalis d'ailleurs reconnut que le gouvernement n'avait jamais entendu attenter aux droits et usages consacrés par la disci-



plaine, en ce qui concernait la prééminence des Eglises ou des pasteurs.

On doit tirer de tout ce qui précède la conclusion que jamais la loi de l'an X n'a eu l'intention de constituer rien de nouveau. Elle a trouvé les protestants dispersés et a cherché un mode de groupement aussi satisfaisant que possible.

M. CORBIÈRE, de Montpellier. — Je ne veux que faire connaître à l'assemblée une pièce importante, dont je ferai suivre la communication de quelques considérations de simple bon sens.

Je ne me plains pas que la discussion ait déraillé ; je l'ai suivie avec un charme et un attrait infinis à travers tous ses épisodes divers ; mais il faut voir les faits et les arguments tels qu'ils sont et se placer en face d'eux.

On a dit que le premier consul n'avait pas voulu mettre les Synodes généraux dans la loi de l'an X. Il faut se placer dans la situation où étaient nos Eglises à cette époque.

L'orateur lit des fragments d'une lettre de Marc-Auguste Pictet, l'un des cinq inspecteurs généraux de l'Empire en 1805. Il résulte de cette lettre que, dans l'opinion de cet homme éminent, la confession de foi était tombée en désuétude, que peu de protestants connaissaient les conditions de leur organisation antérieure, et qu'il faisait des vœux pour que ce fâcheux état de choses cessât dans l'Eglise à laquelle il appartenait. — (*Plusieurs voix* : A la question !) J'ai lu cette lettre, parce qu'elle nous fait connaître la situation de nos Eglises, lorsqu'elles ont passé sous le régime de la loi de 1802.

L'orateur se place ensuite en présence du décret du 29 novembre 1871. Nous a-t-on présenté, dans ce décret, un Synode consultatif, définitif? Tel est le débat. S'il nous est imposé, l'Etat a suivi la règle despotique qui a donné naissance à la loi de l'an X, au décret de 1852. Or, cela n'est pas : le gouvernement n'a pas voulu nous *imposer* une chose, mais s'est montré disposé à nous la *donner*. Il est entendu que le gouvernement ne veut pas dicter sa volonté en matière religieuse. Notre Eglise ne l'eût pas supporté. Il nous laisse la plénitude des droits qu'il nous reconnaît. Mais si, dans l'exercice de ces droits, il voit quelque chose de dangereux, il met son veto et dit : « Je ne traite pas avec vous. »

Il s'agit donc d'une transaction : elle n'est pas conclue, donc l'institution du Synode n'est pas définitive, et il est impossible de considérer cette assemblée comme occupant la même place que nos anciens Synodes. Quel est le fait réel? Le ministre nous offre le Synode. (*Un membre.* — Nous l'avons!) Il faudrait agir de telle sorte que nous présentions au ministre quelque chose d'acceptable, base de la transaction à intervenir. Il faut arriver à faire abroger la loi de l'an X; nous y travaillerons de concert, et, si nos délibérations répondent aux aspirations de l'Eglise, elle nous reconnaîtra pour ses vrais représentants. (*Aux voix! aux voix!*)

M. JALABERT expose qu'à la déclaration des quarante-deux, il a substitué une proposition à discuter immédiatement. Cette discussion doit se terminer par un ordre du jour motivé. Il en proposera un incessamment.

M. BABUT. — Je citerai à mon tour une lettre de M. Pictet, adressée à M. le pasteur Frossard père, dans laquelle ce professeur proteste contre les erreurs de M. Gasc ; donc M. Pictet n'ignorait pas, au point où on l'a dit, la doctrine de notre Eglise.

Dans la discussion générale où je rentre, je veux examiner la part de vérité contenue dans les idées et opinions opposées.

Loin de penser que sur la question de la part plus large à faire dans la représentation synodale aux Eglises plus nombreuses il n'y ait rien à faire ni à dire, ni à espérer, je pense au contraire qu'on pourra trouver un mode quelconque de représentation des minorités. Dire que la représentation de 1871 est perfectible, c'est reconnaître qu'elle n'est pas parfaite. Très-délicate en politique, cette question l'est plus encore en matière religieuse. Si les auteurs de la déclaration avaient fait valoir seulement ces raisons, j'aurais acquiescé en une certaine mesure à leurs avis. C'est là mon sentiment personnel.

Mais il n'en est pas ainsi. M. Jalabert avait parlé d'une proposition ; nous sommes en face d'une déclaration. Vos paroles sont empreintes d'un haut degré de modération et de convenance, le dépôt de votre déclaration est un acte violent, un acte révolutionnaire. Le Synode est de fait le gouvernement réel de l'Eglise réformée.

Si le gouvernement avait voulu réunir une assemblée officieuse, il ne l'eût pas désignée sous le nom officiel de Synode général. L'Etat a visé, en quelque sorte, les demandes nombreuses que lui ont adressées les Consistoires pour le rétablissement du régime sy-

nodal. Ce qui le prouve, c'est la lettre du ministre, plusieurs fois citée : « Si vous ne pouvez vous entendre pour vivre ensemble, je reconnaitrai deux Eglises. »

Nous sommes donc convoqués exprès pour délibérer sur cette question de foi, dont vous prétendez nous interdire la discussion, et les élections ont été faites dans nos Eglises en vue du Synode général.

Si les opposants n'avaient fait qu'exprimer leurs réserves sur le mode d'élection du Synode, s'ils avaient discuté sur la limite de ses attributions, je les aurais compris, mais qu'ils me permettent de leur dire : « Vous ne vous en êtes pas tenus là, vous avez rédigé une déclaration, et cette déclaration, j'ai la douleur de le dire, est un acte violent et révolutionnaire. (*Dénégations à gauche.*) Vous le niez, et pourtant qu'avez-vous dit : que si le Synode faisait telle ou telle chose, vous protestiez d'avance contre l'autorité de ses décisions. Or, vous ne pouvez nier que le Synode ne soit actuellement l'autorité suprême dans l'Eglise, et vous ne le reconnaissez pas.

Permettez-moi une comparaison. La France a maintenant une Assemblée nationale; on a, de divers côtés, soulevé des objections contre la manière dont elle a été nommée, on a discuté les limites de son mandat. C'est exactement ce qui se passe au sujet de notre Synode. Mais personne n'a songé à déclarer qu'il n'accepterait pas ce que ferait cette Assemblée, car ç'aurait été là un langage factieux. Vous accusez les autres de vouloir un schisme et ce schisme c'est vous qui le faites, c'est vous qui déchi-

rez l'Eglise (*Vifs applaudissements à droite*). Vous récusez l'autorité du Synode, en sorte que, lors même qu'il ferait une œuvre excellente selon vous, lors même qu'il aurait une solution pacifique, ses décisions resteraient sans valeur.

Que l'on vienne à s'entendre sur certaines garanties, à la rigueur acceptables par la grande majorité de l'assemblée, si vous refusez d'y souscrire, nous n'aurons rien fait, l'ordre ne sera pas rétabli dans l'Eglise.

Votre conclusion dépasse vos prémices : vous supposez que la proportionnalité n'existe pas, ou est insuffisante telle qu'elle existe. Est-il juste de voir, dans cette insuffisance relative, un caractère de nullité qui frappe le Synode d'incapacité ?

On peut comparer le Synode, avec ses défauts d'origine, au Parlement anglais, bien autrement entaché de ces défauts, ce qui n'empêche pas cette illustre assemblée de faire de bonnes lois et de grandes choses acceptées par tous ses ressortissants. Signalez ces anomalies, ces inégalités, nous y remédierons ensemble.

Voilà en vérité un étrange spectacle : l'Etat nous demande qui nous sommes ; il nous offre la liberté ; il ne peut pas se mêler de nos affaires ; il reconnaît l'Eglise souveraine au point de vue religieux ; sur ses instances, l'Etat rend à l'Eglise les institutions de nos pères ; et voici, ce sont des membres mêmes de ce Synode, qui disent à l'Etat : « Prenez garde, ne nous rendez pas trop de libertés, ne nous attribuez pas ce qui ne nous appartient pas, de crainte que nous n'en abusions. »

M. PENCHINAT déclare que lui et ses amis ne se reconnaissent pas dans ce langage et dans ce résumé de leurs opinions.

M. BABUT. — Je regrette de n'avoir pas mieux rendu ce que j'ai compris.

Examinons maintenant la question de proportionnalité. Je crois à certaines exagérations et illusions. On a parlé de Consistoires de trois à quatre cents âmes. Où les voit-on ?

*Un membre.* — Brest !

M. VAURIGAUD. — Je conteste l'affirmation.

M. BABUT. — J'insiste sur ce point que le Synode est moins la représentation exacte des Eglises, que celle des deux tendances qui se les partagent. Un grand nombre de délégués ont été choisis par des Eglises auxquelles ils sont étrangers ; je les félicite de cette marque de confiance qu'ils ont reçue. Je pourrais citer divers calculs, entre autres une liste publiée par l'*Avenir*, d'Agen, des diverses consistoriales orthodoxes et libérales, chaque Eglise étant censée suivre le drapeau de son Consistoire.

Cette liste se résume en 317,402 orthodoxes et 256,850 libéraux.

A propos des élections des professeurs, les deux tendances se sont comptées encore, la même proportion se retrouve :

En effet, en 1856, M. Bonifas obtient 57 voix, M. Goy, 33, M. Viguié, 8 (sans l'Alsace).

En 1865, M. Sabatier obtient 54 voix, M. Goy, 32 (sans l'Alsace).

Si on prend l'ensemble de la population, et qu'on fasse ressortir les moyennes orthodoxes et libérales,

on arrive sensiblement aux mêmes chiffres proportionnels.

De plus, je crois que la proportion de la minorité est plus forte au sein du Synode, qu'elle ne l'est au sein des Eglises. Ce que nos contradicteurs entendent par *Eglise*, c'est la population civile protestante. (*Voix à gauche* : Oui ! oui ! ) Merci de cette affirmation catégorique. Or, ce n'est pas là du tout notre avis. C'est une chose anormale, qui a été imposée à l'Eglise par le décret de 1852, sans tenir compte des résolutions de 1848. Nous n'admettons pas le suffrage universel absolu en matière d'élections religieuses. Nous ne pouvons admettre que le scrutin ecclésiastique soit ouvert à des hommes immoraux, vicieux, athées, incrédules, à tout le moins indifférents aux questions religieuses, et n'importe de quel côté se portera leur vote, je déclare ce vote également fâcheux, également indigne. Supposez pour un instant que les électeurs aient abandonné toute religion : croyez-vous que nous considérerions de telles élections comme la voix même de l'Eglise ? Jamais ! (*Très-bien ! très-bien !*) Il faut tenir compte des vœux des deux tendances.

Pour examiner avec fruit les conditions morales et religieuses de l'électorat, il faut savoir ce que l'Eglise croit ; il faut savoir quelle est la foi de l'Eglise réformée.

M. PÉCAUT. — C'est la vôtre, la nôtre, celle de tous.

M. BABUT. — Supposons que nous soyons tous d'accord ; supposez même un Synode que vous auriez régulièrement constitué ; je crois pouvoir affirmer, sauf démenti, que vous lui contesteriez toute autorité en



matière de doctrine. Voyez plutôt la déclaration du Consistoire de Lyon, dont vous vous êtes approprié les termes : il y est dit que le premier droit du fidèle et du pasteur est de ne relever que de lui-même pour sa foi. Cette déclaration infirme d'avance toute décision d'un Synode en matière religieuse.

M. CLAMAGERAN pose en fait que la question a été réservée. — Plusieurs signataires déclarent qu'ils ne se sont pas approprié toutes les déclarations du Consistoire de Lyon.

M. BABUT. — Rappelez-vous les souvenirs du Jubilé de 1859, il y a treize ans; nous n'avions pas lieu de penser que la convocation d'un Synode général serait accueillie avec défaveur, avec des récriminations.

On a fait valoir un grand argument contre la validité du Synode, à savoir ses conséquences possibles. Des paroles émues ont été prononcées; on a agité devant nous un fantôme; et je regrette qu'on ait fait entrer ces considérations dans le débat. Il s'agit de savoir si l'assemblée, purement consultative, n'a aucune autorité; si elle délibère valablement, les conséquences sont dans les mains de Dieu d'abord, du Synode ensuite. (*Applaudissements à droite.*)

Je ne toucherai pas à cette question du schisme; je voudrais me contenter de développer les conséquences du rapport que j'entrevois entre le dépôt de la déclaration des quarante-deux et de la déclaration de la confession de foi.

M. JALABERT déclarant qu'il n'y avait aucun rapport, M. Babut renonce aux développements dans lesquels il se proposait d'entrer à ce sujet.

La clôture de la discussion est demandée.

M. DE CLAUSSONNE demande que l'on fasse connaître les ordres du jour motivés.

M. JALABERT dit que le sien sera déposé après la clôture prononcée, mais il offre d'en donner lecture dès à présent.

La clôture de la discussion générale est mise aux voix et prononcée.

Sur la proposition de M. Paris, l'assemblée décide que la discussion est réservée sur les ordres du jour motivés.

La parole est à M. Jalabert pour la lecture de son ordre du jour.

Proposition de M. Jalabert :

« L'assemblée, appelée à se prononcer sur son caractère et sur ses attributions, reconnaît que les bases électorales adoptées pour sa convocation ne peuvent donner la certitude que toutes les tendances du protestantisme français soient représentées dans son sein en raison de leur importance relative.

« Mais, sous cette réserve, elle se considère dans ses différentes fractions comme étant auprès du gouvernement l'organe autorisé des besoins, des vœux et des sentiments des différentes parties de l'Eglise; — et comme appelée, à l'égard des communautés protestantes, à faire une œuvre d'union et de pacification sous les inspirations de Jésus-Christ, chef de l'Eglise invisible, dans la communion duquel elle veut travailler à l'avancement du règne de Dieu en toute vérité et charité. »

Ordre du jour de M. Pernessin :

« Considérant que le présent Synode général a été convoqué, et s'est réuni aux termes des lois et dé-

crets qui ont réglé le régime de l'Eglise réformée de France depuis son rétablissement ;

« Considérant que la convocation et l'élection audit Synode général reconnaissent et consacrent les libertés et l'autonomie de l'Eglise réformée de France en matière religieuse ;

« Considérant que les élections au présent Synode général ont été faites en pleine liberté avec le concours de toutes les autorités religieuses appelées à y prendre part, et que le droit de l'Eglise réformée de France à modifier, s'il y a lieu, son régime intérieur religieux, notamment son système électoral, quant à ses Synodes futurs, reste entier et pleinement réservé, passe à l'ordre du jour. »

J. Nougulier, Vaurigaud, Besançon, Delmas  
père, de Preissac, Laurens, Em. Frossard,  
L. d'Ounous, Cambefort, Pernessin,  
Sohier, Capillery, F. Faure.

Les honorables déposants se réservent d'expliquer et d'appuyer les termes de leur ordre du jour respectif.

La séance est levée.

## SIXIÈME SÉANCE

MERCREDI 12 JUIN

La séance s'ouvre à une heure et demie. Prière de M. le pasteur Vernes.

M. Kairn, modérateur du dernier Synode de l'Eglise presbytérienne-unie d'Ecosse, lit à la tribune un discours en français dans lequel il rappelle les relations étroites et séculaires qui existent entre l'Eglise presbytérienne de son pays et l'Eglise réformée de France. Le modérateur remercie M. Kairn et le prie d'être l'interprète auprès de l'Eglise qu'il représente des sentiments fraternels du Synode.

La lecture du procès-verbal donne lieu à quelques rectifications. M. Babut dit que M. Jalabert a, par erreur, attribué à la consistoriale de Brest une population de six à sept cents âmes; elle en renferme au moins douze cents.

La parole est donnée à M. Jalabert pour soutenir son ordre du jour, lu à la fin de la séance précédente.

M. JALABERT. — Je suis obligé, Messieurs, de reconnaître, au moment où je vous apporte cet ordre du jour, que ma conviction personnelle n'a été en rien modifiée par les débats auxquels nous avons assisté. J'estime que ces débats étaient nécessaires.

On a cherché vainement à me mettre en contradiction avec moi-même. J'affirme sur l'honneur que si la majorité était différente, j'aurais tenu le même langage, et fait valoir les mêmes arguments. On m'a dit : « Vous ne voulez donc pas de la liberté que le gouvernement vous offre? » J'accepte la liberté, et selon moi un libéral, c'est celui qui veut la liberté des autres; mais la liberté pour être vraie doit s'exercer dans des conditions de justice; or j'estime que ces conditions n'existent pas ici. Tout le monde concède que le mode d'élection au Synode est insuffisant; par conséquent, j'ai le droit de dire qu'il ne peut pas nous donner la certitude d'une représentation fidèle : je ne vais pas plus loin, je n'attaque pas l'autorité de cette assemblée. On nous dit que l'Etat ne pouvait faire autrement, qu'il a cédé à des nécessités, mais j'affirme qu'on a voulu ces nécessités. (*Interruptions à droite et vives protestations.*) J'ai dit et je répète que vous avez créé des nécessités volontaires. (*Nouvelles protestations.*) Eh! ne savons-nous pas quels sont ceux qui ont provoqué le Synode? (*Protestations et interruption prolongée.*) Nous ne sommes pas une représentation fidèle des Eglises. Si le schisme se produisait, pourriez-vous répondre qu'il se produira dans la proportion de quarante-sept à soixante et un? Vous réclamez les pouvoirs d'un Synode général. Tout Synode avait le droit d'exclure. Vous sentez-vous ce droit? Est-ce que le ministre vous l'a reconnu? Nullement. Il a seulement dit qu'en cas de rupture, la minorité aurait à sa protection les mêmes titres que la majorité. Est-ce que, si notre Eglise ne voulait plus du Synode, si elle pré-

ferait un autre régime, l'Etat aurait le droit de le lui imposer? Pour moi, je suis partisan du régime synodal, mais il faut alors que le Synode soit vraiment la représentation de l'Eglise. On dit que nous rabaissons cette assemblée en en faisant une assemblée consultative. Mais n'est-ce rien que de travailler ensemble à l'union de l'Eglise? La paix est le premier des biens. Nous avons à panser nos plaies, à nous rapprocher, à nous comprendre. N'est-ce rien que cela? Dieu m'est témoin que je cherche tout ce qui unit, que j'évite tout ce qui divise; j'ai une passion, celle de nous unir tous, sous l'inspiration de Jésus-Christ dans la communion de qui je veux vivre et je veux mourir. Je vous demande d'affirmer avec moi ces sentiments. (*Applaudissements.*)

M. Bois. — Ai-je besoin de dire que c'est avec émotion que j'ai entendu les dernières paroles de M. Jalabert? Ses sentiments, nous les partageons tous.

Nous voulons faire l'œuvre de Jésus-Christ, travailler à l'union. Et c'est précisément parce que ces sentiments sont les nôtres que nous regrettons de les voir précédés d'un ordre du jour que nous ne pouvons accepter, car on nous met ainsi dans une position étrange : nous aurons l'air, en repoussant l'ordre du jour, de repousser les sentiments, les désirs qui remplissent nos cœurs tout aussi bien que les vôtres.

J'ajouterai qu'il m'est pénible de me trouver en opposition avec un homme que je respecte, que je voudrais voir marcher avec nous, parce que je crois qu'au fond il nous appartient; mais, qu'il me permette de le lui dire, sans vouloir le blesser, son ordre du jour

manque de netteté, de franchise, il ne dit rien sur plusieurs des points que cette longue discussion a mis dans la plus vive lumière. Je vais essayer de le montrer.

1° Nous avons discuté tout au long sur la *légalité* de ce Synode qui était ici si vivement combattue. Pourquoi votre ordre du jour n'en dit-il rien ? En l'écoutant, je croyais que vous aviez abandonné le terrain de l'illégalité du Synode, et, tout heureux, j'en prenais acte, mais voici que notre honorable collègue en expliquant sa pensée l'aggrave, voici qu'il affirme que loin d'obéir à la loi, on a créé des nécessités légales. Eh bien ! je ne suis pas jurisconsulte, mais il vaut mieux quelquefois n'être pas un homme du métier, on y voit plus clair ; je vous demande : Que devait faire le gouvernement ?

Ah ! je l'avoue, s'il ne voulait réunir qu'une assemblée consultative, il n'avait nul besoin de s'en tenir aux vieux textes, mais du moment qu'il voulait un Synode, il devait suivre un mode d'élection indiqué par la loi. Vous-même ne l'avez-vous pas clairement reconnu en 1848, ne l'avez-vous pas imprimé ? M. Jalabert a indiqué un autre mode électoral, fondé uniquement sur le chiffre de la population, mais ce mode-là qui aurait été révolutionnaire, n'était indiqué nulle part. M. Thiers disait l'autre jour à la Chambre : Je ne fais pas de coup d'Etat ; je n'ai pas les qualités nécessaires pour cela. » Eh bien ! remercions le gouvernement d'avoir refusé de faire ici un coup d'Etat, d'avoir scrupuleusement respecté la légalité. Pour moi, si je suis surpris d'une chose, c'est de le voir attaqué pour cela par des jurisconsultes. (*Rires et applaudissements.*)



2<sup>e</sup> Mon second motif pour ne pas voter votre ordre du jour est celui-ci : Vous dites : « Cette assemblée n'ayant pas la certitude que les diverses nuances du protestantisme français soient représentées dans son sein... » Il vous faut donc, pour qu'une assemblée quelconque exerce son mandat, qu'elle ait la certitude que les diverses nuances de la pensée d'un pays, d'une Eglise y soient représentées selon leur importance. Eh bien ! je vous défie d'avoir jamais cette certitude.

Quelle est l'assemblée qui n'ait une minorité, et quelle est la minorité qui n'affirmera qu'elle seule exprime les vrais vœux du pays ? Vous rendez impossible tout gouvernement, car comment s'assurer de la représentation des nuances ? Supposons même que vous ayez été élus au suffrage universel. Est-ce que cela vous satisferait ? Et les minorités, qu'en feriez-vous ? Où seraient-elles représentées ? C'est pourtant là une grave question en matière de conscience religieuse. Donc, comme jamais vous n'atteindrez cet idéal, jamais vous n'aurez de gouvernement.

L'Etat, comme on vous l'a dit, a cherché à concilier, avec la légalité, la proportionnalité, il a fait ce qui lui était possible.

3<sup>e</sup> Je remarque ensuite que votre ordre du jour se contredit lui-même de la manière la plus flagrante.

D'une part vous avez la conscience de n'être pas la représentation exacte du protestantisme, d'autre part vous vous appelez l'*organe autorisé* des besoins, des vœux, etc. Il faut choisir, si vous êtes un organe autorisé, c'est que vous avez le sentiment de la solidité de votre mandat, sinon, vous n'êtes pas un organe autorisé.

Remarquez ensuite l'expression étrange, équivoque que vous employez. « Cette assemblée, avez-vous écrit, est auprès du gouvernement, *dans les diverses fractions qui la composent*, l'organe autorisé. » Qu'avez-vous voulu dire par là ? Permettez-moi de faire l'exégèse de ces mots, « les diverses fractions, » puisque je suis exégète. (*On rit.*)

Voulez-vous dire que chaque fraction de cette assemblée est auprès du gouvernement l'organe des besoins, des vœux ? Etrange situation ! Que répondra le gouvernement quand vous arriverez avec cinq ou six fractions exprimant leurs besoins, leurs vœux ? A qui voulez-vous qu'il entende ? Si cette assemblée a le droit de parler, c'est par sa majorité et seulement par sa majorité.

Ceci m'amène à une réflexion. Vous avez dit avec éloquence que le mot de liberté ne suffisait pas, qu'il fallait les garanties de la liberté. Eh bien, je m'empare de cette pensée et je vous dis : « Vous qui voulez que cette assemblée devienne purement consultative, où trouverez-vous les garanties de sa liberté ? » Vous formulerez des avis, et rien que des avis, mais qui décidera ? Le gouvernement.

C'est donc lui qui sera le maître ! Quoi ! le plus simple Conseil presbytéral règle, ordonne et décide. Quoi ! chacun de nos Consistoires prend des décisions. Et nous, nous ne pourrions rien régler, rien ordonner, rien décider. Nous donnerons des avis, donc l'Etat fera ce qu'il lui plaira. Eh bien, encore une fois, que faites-vous de nos libertés ? (*Longs applaudissements à droite.*)

Vous n'avez cessé de nous dire que tant que nous

sommes unis à l'Etat nous n'avons pas toutes nos libertés. Vous avez prononcé le nom de séparation de l'Eglise et de l'Etat (*A gauche : Oui ! oui !*) Eh bien, moi aussi je suis pour la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et beaucoup d'entre nous le sont également. (*Applaudissements au centre et dans une partie de la droite.*) Mais, cette séparation dont vous parlez tant, qui est-ce qui en a parlé le premier ? Qui est-ce qui depuis trente ans la réalise ? Ceux que vous appelez des orthodoxes. (*Longs applaudissements.*) Tandis que vous la reléguez dans les brouillards de l'avenir, eux ils ont accepté, ils pratiquent ce régime. (*Voix à gauche : Pratiquez-le, vous aussi.*) Je l'accepterai quand l'Etat nous le donnera, mais d'ici là, il y a une chose que je ferai, c'est dans nos relations avec l'Etat de maintenir énergiquement les libertés, l'autonomie de l'Eglise.

M. GUIZOT. — Très-bien !

M. BOIS. — Non, je n'irai pas donner à Son Excellence le ministre des cultes des avis, et encore des avis, en lui demandant de résoudre les questions qui nous partagent.

Vous n'avez cessé, et M. Larnac en particulier, de nous rappeler que partout nous rencontrons l'Etat devant nous, qu'il nous fallait prendre garde, que nous ne pouvions être assemblée souveraine..... Eh bien, Messieurs, dans nos anciens Synodes, il y avait un personnage qui tenait lui aussi ce langage, qui répétait sans cesse : « Prenez garde ! l'Etat est là. Vous n'êtes pas une assemblée souveraine. » C'était... le commissaire du roi. (*Longs applaudissements.*) Oui, c'était lui ; mais en face de lui, le Synode

humilié, souvent ulcéré, défendait par la bouche de son modérateur l'indépendance et la dignité de l'Eglise. (*Nouveaux applaudissements.*) Ne sentez-vous pas que, par votre attitude, vous affaiblissez cette dignité? Pour moi, si j'étais minorité, je tiendrais le même langage, car ce qu'il y a de plus essentiel ce n'est pas que le Synode adopte telle ou telle décision, c'est qu'il existe, c'est qu'il soit libre, et je respecterais cette liberté même quand ses décisions ne me conviendraient pas. Affaiblir son autorité, c'est invalider toute son œuvre.

Vous voulez qu'il fasse une loi électorale! Quoi de plus grave qu'une loi électorale? Or, quelle autorité aura votre loi, si d'avance vous déclarez que vous n'êtes presque rien? Pour ma part je crois que ce Synode représente vraiment l'Eglise. (*Dénégations à gauche.*) Vous le niez..... Eh bien! nommiez-moi une Eglise, une seule, qui nie le surnaturel comme le font quelques-uns d'entre vous. Je crois que cette assemblée a le droit et le devoir de dire quelle est la foi de l'Eglise.

Nous le ferons dignement, dans un grand esprit de largeur. Nous ne voulons violenter aucune conscience, nous n'avons nulle idée d'excommunier personne, nous ne voulons point faire appel au bras séculier. Qu'on ne nous oppose plus ces fantômes! Mais nous exprimerons notre foi. Croyez-vous que nous ayons cherché la responsabilité qui nous incombe? Croyez-vous que ce soit avec joie que nous exercions ce redoutable mandat? Croyez-vous qu'il ne nous serait pas facile de nous y soustraire? Ah! vous parlez du respect des consciences. Est-ce que ce ne

sont pas nos consciences qui nous obligent de faire ici notre devoir ? Accordez-nous ce respect que vous réclamez pour vous-mêmes. Laissez-nous exprimer la foi qui est dans nos cœurs. Si ce Synode restait impuissant, silencieux, ce serait à désespérer de l'avenir ; il doit avoir le pouvoir d'accomplir son œuvre, et avec l'aide de Dieu il l'accomplira. (*Longs applaudissements à droite et au centre.*)

La clôture est demandée.

M. PAUL GAUFRES parle contre la clôture, elle n'est pas prononcée. — La séance est suspendue pendant dix minutes.

A quatre heures et demie on rentre en séance.

M. DE CLAUSSONNE a la parole. — Sans méconnaître l'importance des questions préjudicielles, mon opinion personnelle est qu'il me semble difficile de voter l'ordre du jour de M. Pernessin, aussi bien que celui de M. Jalabert.

Les arguments qu'on a mis en avant (ordre du jour Pernessin) pour établir que les Synodes généraux sont en *puissance* dans les lois, peuvent être fort ingénieux, mais certainement ils ne sont point exacts. Depuis soixante-dix ans, nos protestants sont convaincus qu'ils n'ont pas les Synodes généraux dont jouissaient leurs pères, et quand on affirme que notre réunion est une assemblée synodale investie d'une autorité absolue en matière religieuse, on oublie que nous ne sommes ici que par la souveraine gracieuseté de M. Thiers.

Quant à l'ordre du jour de M. Jalabert, il peut être fondé lorsqu'il relève le défaut de proportionnalité dans la représentation ; mais il renferme un blâme

contre ceux qui nous ont donné le Synode, blâme que je ne puis approuver, car le gouvernement me paraît avoir fait de son mieux, étant données les lois sur la matière; si on eût procédé ainsi que l'indique M. Jalabert, nos populations protestantes auraient été surprises d'un procédé qui n'est ni dans nos usages ni dans nos lois.

Et d'ailleurs, si M. Jalabert estime que la mise en pratique de son système ne changerait pas sensiblement les proportions des deux tendances représentées au Synode, est-il bien utile, presque uniquement pour le plaisir de faire de l'art pour l'art, de nous renvoyer pour nous voir revenir quelque temps après? Si au contraire M. Jalabert pense que le résultat de nouvelles élections pour le Synode établirait un grand écart entre les proportions de nos deux tendances religieuses, telles qu'elles sont actuellement représentées, il devrait, comme en 1848, demander la convocation d'une autre assemblée, nommée d'après le procédé de son choix. Or, il ne va pas jusque-là.

Il eût mieux valu accepter le Synode comme un bienfait réel et protester simplement contre les imperfections qu'on a signalées comme entachant l'exactitude et la fidélité de la représentation. Avec ce Synode tel qu'il nous a été donné, nous devons chercher à faire le plus de bien possible. La gauche ne peut que se réjouir d'une réunion qui est par elle-même une nouvelle liberté, qui nous permet de nous entretenir ensemble sur les points qui nous préoccupent; et il n'est pas bien nécessaire qu'il réclame maintenant notre séparation d'avec l'Etat qui, tout bien examiné,

s'est généralement montré bienveillant pour nous et n'a pas contrarié la marche de nos idées.

Que, de leur côté, les membres de la droite de cette assemblée ne cherchent pas à transformer cette nouvelle liberté en instrument de domination ; que ce Synode d'où peuvent également sortir la guerre ou la paix, devienne un puissant moyen d'apaisement et de concorde dans notre Eglise congrégationaliste, depuis si longtemps en possession de ses libertés, qu'elle ne voudra pas y laisser porter de sérieuses atteintes. J'ai confiance que notre Synode tiendra à honneur de bien mériter de notre Eglise et du gouvernement, et j'en ai pour garants les nobles pensées de patriotisme, les chaleureux appels à la concorde et à l'esprit de charité chrétienne, que j'ai entendus aujourd'hui. (*Très-bien.*)

M. VIGUÉ renonce à la parole pour mettre immédiatement en pratique les exhortations à la concorde que vient de prononcer l'honorable M. de Clausonne.

M. PÉCAUT approuve cette manière de voir, et demande que la séance soit suspendue pendant quelques minutes, afin que ses amis et lui puissent se concerter sur les décisions à prendre, en vue de tenir compte de l'appel à l'union de M. de Clausonne.

La séance est reprise après dix minutes de suspension.

M. VIGUÉ propose l'ordre du jour suivant : « L'assemblée, prenant acte des réserves faites par un certain nombre de ses membres sur le caractère et les attributions du Synode, passe à l'ordre du jour. »

M. MALLET. — En acceptant l'ordre du jour qu'on



vient de lire, nous invalidons à l'avance les délibérations du Synode. Maintenons-le sur le terrain de l'autorité où nous l'avons placé.

M. PENCHINAT. — Deux ordres du jour ont été déposés; rien ne s'oppose à ce qu'on se rallie à un troisième qui se présente avec un caractère de conciliation.

M. MALLET. On ne peut voter sur un ordre du jour qui n'a pas été préalablement discuté.

M. le modérateur propose de voter sur l'ordre du jour de M. Pernessin.

M. ET. COQUEREL. — M. Jalabert, dans un but de paix et de conciliation, a retiré son ordre du jour par déférence pour l'assemblée, et il semble que, par cela même qu'il se rallie à celui de M. Viguié, ce dernier ordre du jour devrait être considéré comme substitué à celui de M. Jalabert.

M. GUIZOT. — Règle générale, on vote sur les ordres du jour d'après la date de leur dépôt. La date est la même pour les ordres du jour de MM. Jalabert et Pernessin. L'ordre du jour de M. Jalabert étant retiré, nous n'avons plus en face de nous que celui de M. Pernessin.

L'assemblée s'étant ralliée à l'observation de M. Guizot, M. Pernessin donne lecture de son ordre du jour, sur lequel M. le modérateur appelle l'assemblée à se prononcer par un vote par assis et levé.

Le résultat du vote donne 61 voix pour l'adoption, et pour le rejet 45 ou 46, suivant que l'on accepte le compte de l'un ou de l'autre des secrétaires qui ont relevé les votes.

M. VIGUIÉ demande le vote par appel nominal;

mais on lui fait observer que sa proposition arrive trop tard.

M. JALABERT désire savoir si on opposera le vote qui vient d'avoir lieu comme une fin de non-recevoir dans le cas où l'examen de la valeur relative des systèmes congrégationaliste et presbytérien synodal serait porté devant l'assemblée.

L'assemblée déclare que le vote sur l'ordre du jour de M. Pernessin ne préjuge en aucune façon la solution de la question posée par M. Jalabert.

La séance est levée.

## SEPTIÈME SÉANCE

JEUDI 13 JUIN

La séance est ouverte à une heure et quart. Prière de M. le pasteur Rabaud. M. le modérateur donne lecture d'une adresse de l'Eglise nationale d'Ecosse, et invite le rév. Robertson, ministre de l'Evangile à Edimbourg, délégué par cette Eglise, à prendre la parole.

Malgré la difficulté qu'il éprouve à s'exprimer dans une langue qui lui est peu familière, une pensée lui rend pleine confiance, celle qu'ayant tous ici comme chrétiens la même patrie, c'est devant des compatriotes et des concitoyens qu'il est appelé à parler. (*Très-bien.*)

Il est heureux et fier de représenter l'Eglise d'Ecosse devant le Synode de l'Eglise nationale de France, qui, par la vigueur qu'elle a déployée dans l'œuvre de Dieu, par les attaques qu'elle a soutenues et les victoires qu'elle a remportées, justifie si bien son antique devise « *Flagror, non consumor.* » Que Dieu exauce nos prières, ajoute-t-il, et que ses bénédictions descendent sur l'Eglise de France et sur la nation entière, car personne ne peut douter que la vraie grandeur d'une nation dépend moins de la sagesse de son gouvernement et de la force de ses armées

que de la pureté et de la fidélité de son Eglise. L'orateur esquisse ensuite à grands traits l'histoire de l'Ecosse, et met en lumière l'influence que l'Evangile y a exercée. La France, ajoute-t-il, est le centre de la lumière intellectuelle; qu'elle devienne le centre de la lumière spirituelle, et que, se levant de la poussière mondaine et plaçant ses pieds sur le roc, elle fasse monter vers Dieu son cantique de louange. Alors grande sera la joie dans l'Eglise universelle, et à ce spectacle imposant les plus faibles reprendront courage. Je sais, ajoute l'orateur en terminant, que des sujets bien graves vont faire l'objet de vos discussions, et la bienséance m'interdit d'y faire allusion. Mais une chose m'était permise, et cette chose je l'ai faite, j'ai prié.

Que le Seigneur veuille entendre mes prières et que par son Esprit il dirige vos délibérations, et encourage vos âmes ! (*Applaudissements.*)

M. le modérateur remercie le rév. Robertson, au nom de l'assemblée, du témoignage de sympathie fraternelle qu'il vient de lui donner.

Il fait ensuite connaître à l'assemblée que le rév. M. Grandgilard, du presbytère de Chilicoth, est délégué par l'assemblée générale de l'Eglise presbytérienne des Etats-Unis auprès du Synode. Cette communication faite, on donne lecture du procès-verbal de la dernière séance.

M. le modérateur fait remarquer que lorsqu'un vote a lieu par assis et levé, on ne mentionne jamais les chiffres, et qu'il conviendra à l'avenir de suivre cette règle.

M. JALABERT demande que, lorsqu'on aura à voter

sur des questions importantes, on adopte un mode de votation qui laisse à chacun la responsabilité de ses opinions, et que le vote ait lieu au moyen de bulletins blancs et bleus portant les noms des membres de l'assemblée. Cette proposition est renvoyée aux questeurs et à la commission administrative.

Le procès-verbal est adopté.

M. VERNES D'ARLANDES fait connaître à l'assemblée que la commission administrative a reconnu la nécessité de nommer un archiviste, et propose d'appeler à ces fonctions M. Charles Frossard.

L'assemblée consultée ratifie ce choix.

L'ordre du jour appelle l'examen de la proposition de M. Et. Coquerel et de quelques-uns de ses collègues, ainsi conçue :

« Les soussignés,

« Considérant que les membres du Synode ont été élus par vingt et un collègues électoraux, dits Synodes particuliers, qui avaient été nommés eux-mêmes par les Consistoires ;

« Que la composition actuelle des Consistoires résulte des deux derniers renouvellements triennaux ;

« Prient le Synode de demander à l'administration des cultes de dresser et de lui communiquer un tableau indiquant le nombre des électeurs inscrits, celui des votants et celui des voix obtenues, lors des élections de 1868 et 1871, dans toutes les paroisses de l'Eglise réformée de France. »

Antoine Carénou, Paul de Magnin,  
J. Causse, Gaufres (M.-J.), E. Coquerel,  
G.-J. Clamageran, Colani,  
Gardies.

M. ET. COQUEREL fait remarquer qu'il ne s'agit que d'une simple demande de renseignements. Il importe aux membres du Synode et à l'Eglise de connaître la composition du corps électoral. Ces renseignements, le ministère seul peut les fournir : de là nécessité de s'adresser à lui. La question est tellement simple qu'il ne peut prévoir d'objections.

M. MALLET n'est pas d'avis de donner suite à la proposition. Le ministre serait en droit de supposer que le Synode attache une grande importance à connaître, d'un côté, le chiffre de la population protestante, de l'autre, le nombre des vrais membres de l'Eglise. Dans les Eglises dont les conseils presbytéraux sont évangéliques (*A gauche* : Dites : orthodoxes), les protestants qui ne remplissent pas les conditions religieuses ne sont pas sollicités à se faire inscrire ; aussi n'a-t-on qu'un nombre restreint d'électeurs. Dans les Eglises libérales, on inscrit souvent d'office tous les protestants de trente ans. Aussi, les documents statistiques en main, ne pourrait-on savoir d'une façon exacte quel est le nombre des protestants de chaque Eglise, et quel est celui de ses membres réels.

M. COLANI ne veut pas suivre M. Mallet sur le terrain où il s'est placé. Quand on aura les documents que l'on demande, chacun en tirera les conclusions qu'il jugera convenables. M. Colani reconnaît que ces renseignements ne seront pas strictement exacts, mais ajoute qu'il vaut mieux une demi-lumière que les ténèbres.

M. le modérateur fait remarquer que le Synode, sans intervenir directement, pourrait se borner à recommander la demande.

M. SOHIER demande l'ordre du jour pur et simple.

M. BABUT ne croit pas qu'aucun membre du Synode se refuse à la lumière, et regarderait comme très-fâcheux un vote négatif sur la question. Il présente la proposition suivante : « Que le Synode charge son président de faire auprès du ministre des cultes, s'il y a lieu, les demandes nécessaires pour que ceux de ses membres qui croient avoir besoin de telles ou telles pièces pour leurs recherches statistiques ou historiques, en obtiennent communication. »

M. METTETAL déclare qu'il ne s'oppose pas à la demande dont il s'agit, mais il désire qu'il soit bien entendu que les documents demandés ne peuvent infirmer en rien l'autorité du Synode. Il rappelle que la loi interdit les inscriptions d'office, et exige la spontanéité des électeurs ; que dans un très-grand nombre de Conseils presbytéraux on inscrit les électeurs d'office sur les listes électorales, et qu'il en est tout autrement dans les Eglises où il n'y a pas de dissentiment religieux. Il en résulte que, dans les Eglises comme celle de la Confession d'Augsbourg à Paris, sur 30,000 membres il y a quelques centaines d'électeurs, tandis que dans d'autres Eglises, comme l'Eglise réformée de Paris, par exemple, il y en a trois ou quatre mille. L'orateur cite également l'exemple de Marseille, où il y a très-peu d'électeurs. Il termine en disant que les documents que l'on demande sont loin d'être concluants, et qu'il est impossible d'en tirer aucune conséquence sérieuse au point de vue de la proportionnalité.

M. JALABERT a de la peine à comprendre que, dans un Synode qui va s'occuper d'une loi électorale, on



refuse de demander les documents que le ministre seul possède, et présente la proposition suivante :

« Le Synode charge M. le modérateur de demander à M. le ministre des cultes tous les documents relatifs aux circonscriptions consistoriales ou paroissiales, à leur population et au nombre des électeurs et des votants dans les dernières élections de 1868 et 1871. »

M. BREYTON manifeste le désir que l'on demande également le résultat du dernier recensement.

M. JALABERT accepte cette addition.

M. PELET émet l'avis qu'il conviendrait que chaque pasteur fit le recensement de sa paroisse et l'adressât au modérateur du Synode.

M. BABUT retire sa proposition et se rallie à celle de M. Jalabert. Cette dernière est adoptée.

L'ordre du jour appelle la discussion de la déclaration de foi déposée par M. Bois.

Avant que la discussion ne soit ouverte, M. GAUFRES (Jules) demande la parole, et lit la déclaration suivante : « Appelés à représenter au Synode général un grand nombre de nos frères, nous leur devons de déclarer dans cette assemblée ce que nous voulons et ce que nous sommes.

« Nous appartenons à la partie libérale de l'Eglise réformée de France.

« Fidèles à ces principes, nous usons de la liberté commune à tous ses enfants d'être chrétiens selon nos persuasions intérieures sous notre seule responsabilité.

« La foi qui nous unit à Dieu étant le bien suprême, la règle de notre vie et de nos résolutions, ne dépend

que de Dieu seul. Nulle volonté humaine, isolée ou collective, ne peut dominer nos consciences, nous dicter des devoirs ou des pensées dont nous avons seuls à répondre.

« En nous transmettant l'héritage de cette liberté, nos grands réformateurs nous ont enseigné à chercher dans les saintes Ecritures la pure connaissance de l'Evangile. Nulle part, en effet, Dieu ne parle à l'homme un langage plus distinct, plus majestueux et plus doux ; nulle part nous n'apprenons à connaître des hommes de foi et de dévouement comme les prophètes d'Israël ou les apôtres de Jésus-Christ ; nulle part n'apparaît plus rayonnante l'image de cette première société chrétienne, dont les membres, remplis de l'esprit de Christ, ne formaient qu'un cœur et qu'une âme ; nulle part, enfin, ne se révèle avec un tel éclat de sainteté ce Fils de l'Homme, que la voix de tous ses disciples a proclamé Fils de Dieu et Sauveur des âmes.

« Mais ce n'est pas pour nous seuls que brille la lumière de l'Evangile. C'est pour tous les frères dont Dieu nous a entourés. Nous leur devons et voulons leur donner, conformément à nos meilleures traditions, l'exemple de la piété austère, de l'énergie morale, des vertus domestiques, du dévouement au bien de tous et du zèle pour le progrès moral qui dérive du christianisme et y ramène : obligation d'autant plus sacrée que les maux de notre patrie appellent en ce moment tous les efforts et tous les sacrifices. Pour rendre ce dévouement plus efficace, et pour conserver l'esprit d'union si souvent invoqué par nos pères, nous désirons continuer à ne former qu'une

société religieuse avec nos frères réformés, et s'il est possible, avec ceux de la confession d'Augsbourg que nos désastres ont laissés de ce côté de la frontière.

« Assez de divisions et de schismes ont affligé l'Eglise, qui ne devait être qu'un seul troupeau sous la conduite d'un seul pasteur. Mais l'union protestante n'exclut pas des diversités, même graves, entre des frères ou des groupes de frères, et en effet de telles diversités existent entre nous. Il n'est pas à craindre toutefois qu'elles compromettent l'unité d'une Eglise où le même chemin conduit les fidèles à la même vérité, où, sous les auspices de la même liberté, ils puisent tous à la même source de lumière : la Bible, y trouvent le même Maître : Jésus-Christ ; le même père : Dieu qui les appelle à une même espérance : la vie éternelle, et à une même vocation morale : l'affranchissement du péché, la perfection de la charité et de la justice. »

*Suivent les signatures :*

Gaufres, Viguié, Clamageran, Fr. Corbière, Pintard, Colani, Carénou, Fontanès, Grotz, Steeg, Basile Rives, A. Coquerel, Alf. Gardie, Penchinat, Causse, Gibault, Lombard, Martin-Paschoud, Paul de Magnin, Maroger, Félix Pécaut, Paris, Planchon, Denfert, Et. Coquerel, de Marichard, Gely de Costelongue, Gache, Mourgues.

M. CAMILLE RABAUD donne également lecture d'une autre déclaration ainsi conçue :

« Membres de l'Eglise chrétienne réformée de France, et délégués au Synode général, nous éprouvons le besoin de rendre compte à nos collègues et à nos coreligionnaires de nos principes de foi et de liberté.

« Nous sommes membres de cette Eglise « bâtie « sur le seul fondement qui puisse être posé, Jésus-Christ » (1 Cor. III, 11); et, comme Simon Pierre, nous disons de cœur à Jésus : « Tu es le Christ, le « fils du Dieu vivant » (Matth. XVI, 16). Nous rendons grâces à Dieu de ce « qu'il a tellement aimé « le monde qu'il a donné son Fils unique, afin que « quiconque croit en Lui ne périsse point, mais qu'il « ait la vie éternelle » (Jean III, 16).

« Nous avons puisé cette foi directement dans l'Evangile, et nous voulons, selon l'ordre du Seigneur, « sonder les Ecritures qui nous rendent témoignage de Lui » (Jean V, 39). C'est un droit naturel et sacré; c'est la méthode que nous ont apprise nos illustres réformateurs.

« En vertu de ce principe et de cette règle, nous voulons, conformément au précepte de l'Apôtre, « rechercher la justice, la foi, la charité et la paix avec ceux qui invoquent le Seigneur d'un cœur pur » (2 Tim. II, 22). Nous désirons, en particulier, ne constituer qu'une seule société religieuse avec ceux de la Confession d'Augsbourg que nos désastres ont laissés de ce côté de la frontière.

« Nous sommes prêts à coopérer dans le Synode à toutes les mesures qui pourront être proposées pour le véritable bien de l'Eglise; mais nous répudions formellement toute pensée de schisme. Notre ligne

de conduite sera celle que nous trace saint Paul : « Je vous prie de vous conduire d'une manière digne de votre vocation, avec toute sorte de douceur et d'humilité, avec un esprit patient, vous supportant les uns les autres avec charité, ayant soin de conserver l'unité de l'esprit par le lien de la paix » (Ephés., IV, 1 à 3).

*Signatures* : Ph. Corbière, Camille Lamarche, Camille Rabaud, Edouard Sayous, Gache, J. Cambon, Julien Larnac, A.-L. Montandon, G. de Clausonne, Auguste Maroger, Rivet, Borel, Pelon, Jalabert, Alfred Gardie, Ath. Coquerel fils, E. Gachon, Viguié, Martin-Paschoud.

La parole est donnée à M. Bois pour développer sa proposition déposée avant les deux autres, et ainsi conçue :

« Les soussignés ont l'honneur de proposer au Synode l'adoption de la présente déclaration de foi :

« Au moment où elle reprend la suite de ses Synodes, interrompus depuis tant d'années, l'Eglise réformée de France éprouve, avant toutes choses, le besoin de rendre grâces à Dieu, et de témoigner son amour à Jésus-Christ, son divin Chef, qui l'a soutenue et consolée durant le cours de ses épreuves.

« Elle déclare qu'elle reste fidèle aux principes de foi et de liberté sur lesquels elle a été fondée.

« Avec ses pères et ses martyrs dans la Confession de la Rochelle, avec toutes les Eglises de la Réformation dans leurs symboles, elle proclame *l'autorité souveraine des saintes Ecritures en matière de foi*,

— et le salut par la foi en Jésus-Christ, Fils unique de Dieu, mort pour nos offenses et ressuscité pour notre justification.

« Elle conserve donc et elle maintient, à la base de son enseignement, de son culte et de sa discipline, les grands faits chrétiens représentés dans ses solennités religieuses et exprimés dans ses liturgies, notamment dans la confession des péchés, dans le symbole des apôtres, et dans la liturgie de la sainte Cène. »

Breyton, Mallet, Bois, Roberty, Paul Juillerat, Vaurigaud, Delmas, Laurens, Th. Vernes.

M. Bois. — C'est avec une bien grande émotion que j'occupe de nouveau cette tribune; nous avons eu jusqu'ici des débats animés, mais nous touchons à la question des questions, à celle d'où dépendent, selon moi, la vie de nos âmes, la dignité de nos consciences, et l'existence même de notre Eglise. C'est notre devoir de l'aborder avec la plus grande franchise et la plus grande modération. Je ne ferai point une démonstration, je me bornerai à un exposé aussi clair que possible des raisons qui nous amènent à vous proposer cette déclaration de foi.

Tout d'abord, nous croyons qu'il n'y a pas d'Eglise sans une foi commune. On ne naît pas chrétien, on le devient. L'Eglise est la patrie des âmes; on ne lui appartient pas par l'effet d'un simple accident de naissance; l'Eglise réformée en particulier a toujours demandé de ses catéchumènes un engagement solennel. Certes, l'union est notre ardent désir à tous, je dirai même que nous en avons la passion; mais il ne peut pas y avoir d'union sans une foi commune, je

ne dis pas une foi uniforme, mais l'acceptation de certaines vérités; si vous mettez ensemble dans le même cadre des âmes animées de convictions diamétralement opposées, vous les condamnez à la discorde la plus douloureuse parce qu'elle les atteint dans ce qu'il y a de plus délicat.

Nous estimons en second lieu que cette foi, l'Eglise doit l'affirmer; le silence ne lui est pas permis; il faut que l'on sache sur quels principes elle est fondée. Qu'est-ce donc quand cette Eglise a été comme la nôtre longtemps condamnée au silence, et quand pour la première fois en ce siècle elle a le droit de parler!

Ce n'est pas que nous ayons la prétention d'affirmer tout ce que ce Synode aura à dire à l'Eglise et au monde, mais nous avons du moins une parole à adresser à nos frères, car ils s'attendent à nous; ce n'est pas non plus que nous prétendions affirmer toute notre foi, et en rédiger la confession systématique, mais il y a un minimum qui doit être affirmé; M. Thiers a parlé des libertés nécessaires. Or il y a aussi des affirmations nécessaires. Nous n'avons d'ailleurs rien à innover, nous avons à exprimer ce que croit cette Eglise; il ne s'agit pas de copier le passé, de reproduire cette Confession de foi de la Rochelle, si belle pourtant et si calomniée et où à côté des idées du seizième siècle, se trouvent tant de passages d'une admirable largeur. Avec elle nous affirmons les deux grands principes sur lesquels repose le protestantisme: l'autorité des Ecritures et le salut par la foi en Jésus-Christ; nous affirmons les faits chrétiens qui pénètrent toutes nos liturgies, qui



sont rappelés par nos sacrements et acceptés par le peuple protestant.

Nous ne prétendons point être infaillibles dans l'exposition de notre foi; nous ne faisons à aucun titre l'œuvre d'un concile; ce qu'un Synode fait, un autre Synode peut l'améliorer.

Eh bien! au moment d'accomplir notre œuvre, il faut bien le reconnaître, nous qui avons tous du sang huguenot dans les veines et qui nous sentons unis par tant de liens, nous nous trouvons en face d'un fait qu'il est impossible d'éluder.

Voici longtemps qu'on parle de deux tendances. Hélas! ce ne sont plus des tendances, ce sont des points de vue diamétralement opposés. Jugez-en vous-mêmes; d'un côté, une révélation surnaturelle, de l'autre une simple manifestation de la conscience humaine; d'un côté, Jésus-Christ, fils unique de Dieu, parfaitement saint, maître infaillible de la vérité religieuse, qui est mort pour nous sauver et qui est ressuscité; de l'autre Jésus de Nazareth, c'est-à-dire, un homme, le meilleur de tous si vous voulez, mais qui a partagé les idées et même les erreurs de son temps, qui a eu ses faiblesses et ses égarements, qui est mort, bien mort et resté dans le tombeau... De bonne foi, peut-on parler simplement ici de deux tendances? Non! il faut le dire avec les initiateurs de ce mouvement nouveau, ce n'est pas une nuance qu'ils ont trouvée, c'est une révolution qu'ils ont accomplie; ils en ont la conscience, ils l'ont souvent dit avec enthousiasme, ils ont fondé, je ne dis pas une Eglise, mais une religion nouvelle, et, chose prodigieuse, jusqu'ici inconnue, une religion sans

dogme, sans surnaturel, sans prière, j'entends sans prière à laquelle Dieu réponde, car je n'appelle pas de ce nom ce qui ne serait qu'un simple exercice de l'âme se repliant sur elle-même... C'est donc une religion nouvelle qu'on nous apporte, et la question qui nous occupe peut se résumer ainsi : l'Eglise réformée de France veut-elle changer de religion (*Vive approbation à droite et au centre; longs applaudissements*), ou bien veut-elle donner droit de cité à la religion nouvelle avec faculté de remplacer l'autre ? Eh bien ! nous tous qui voyons dans le christianisme non pas le plus sublime effort de la conscience humaine, mais une révélation divine, nous nous croyons obligés de dire au nom de cette Eglise qu'elle entend conserver et confesser sa foi.

En terminant, je ferai deux observations. Dans notre déclaration de foi nous nous sommes exprimés ainsi : « L'Eglise maintient à la base de son enseignement... les grands faits chrétiens exprimés dans ses liturgies, notamment dans le Symbole des apôtres. » Or, il y a dans le Symbole deux expressions : « la descente aux enfers » et « la résurrection de la chair, » sur lesquelles on connaît assez, après toutes les explications loyales qui en ont été données, notre véritable opinion. Je demande qu'on ne vienne pas recommencer sur ces points une lutte qui serait une vraie logomachie.

En second lieu, on me demande si notre profession de foi doit devenir obligatoire. Je prie qu'on veuille bien remettre cette question à plus tard. (*Protestations à gauche.*)

M. COLANI. — Les deux questions se tiennent.

M. Bois. — Pardon ! moi qui vous parle, je n'ai pas encore sur la question de l'obligation une opinion arrêtée. Aujourd'hui, ce qu'il s'agit de traiter, c'est la question de savoir si cette Eglise veut exprimer sa foi ; c'est sur ce point unique que je vous demande de concentrer le débat. (*Vive approbation à droite.*)

La séance est suspendue pendant un quart d'heure.

A la reprise, la parole est donnée à M. Pécaut.

M. PÉCAUT lit le discours suivant :

Messieurs, rendons-nous au moins cette mutuelle justice que nous sommes venus ici, les uns et les autres, avec une même préoccupation : celle de défendre notre patrie religieuse et de la conserver à nos enfants. Tous, nous revendiquons avec une égale sincérité et une égale ardeur notre place au foyer de la famille protestante. Il me semble qu'il y a là une pensée propre à adoucir bien des amertumes. C'est en effet un spectacle assez rare de nos jours que de voir des hommes indépendants et sérieux accourir de loin pour l'amour d'une même patrie spirituelle. Mais quelle est, Messieurs, notre mission ?

Et tout d'abord, quel est notre titre ? A mon avis, rien de plus facile que de le dire. Nous ne sommes pas des Pères, mais de simples députés. Nous ne sommes pas un concile en miniature, investi d'un minimum d'infailibilité, mais un Synode protestant. Nous n'avons pas charge de formuler infailliblement des traditions infaillibles ou les doctrines d'un clergé supérieur au peuple laïque. Nous ne sommes pas davantage les organes d'une Eglise idéale, distincte de l'Eglise contemporaine. Non, nous ne sommes appelés qu'à exprimer les sentiments dominants du

peuple réformé qui nous a élus. Nous représentons, il est vrai, une tradition, mais telle que l'interprète l'esprit public de l'Eglise actuelle.

C'est assez dire que notre caractère, par cela seul qu'il est représentatif et populaire, est essentiellement religieux et non théologique. Veuillez observer, Messieurs, qu'il y a dans nos divers mandats un trait commun. A étudier sans esprit de parti les dispositions vraies de la généralité de nos coreligionnaires, vous trouverez, si je ne me trompe, que nous avons tous été élus, non pour faire triompher un système ou une tendance dogmatique, soit orthodoxe, soit libérale, mais avant tout pour maintenir l'Eglise chrétienne réformée. L'immense majorité des protestants n'est émue d'aucune passion dogmatique, dans un sens ni dans l'autre; elle veut une seule chose : que l'Eglise chrétienne protestante ne périsse pas, et que l'unité, ou, si vous aimez mieux, l'union soit sauvée.

Il y a parmi nous des doctrines et des partis divers. Il s'est produit, comme dans toute société active, pensante et sincère, des idées extrêmes et des idées moyennes; il y a des hommes qui confinent à la théologie du seizième siècle, d'autres qui, au bout opposé, donnent la main à la libre pensée; beaucoup, dans l'intervalle, qui essayent de se tenir à égale distance de ce qu'ils regardent comme un double excès. A l'égard de ces tendances diverses, chacun a ses sympathies et ses antipathies, selon son éducation et son caractère, selon l'espèce de culture intellectuelle qu'il a reçue. Mais le peuple protestant, j'en atteste la loyauté de ceux qui le voient de près, ne veut à aucun prix l'exclusion directe ou indirecte des

hommes, des familles qui, librement et à la vue de tous, adhèrent à l'Eglise protestante. S'il dit de quelques-uns : « Ils s'aventurent bien loin ! » de quelques autres : « Ils sont bien arriérés, » il ne dit d'aucun : « Séparons-le de notre communion. » Non, il ne le dit pas ; il ne le pense pas ; il ne le comprendrait pas. Toute mesure qui, d'une façon plus ou moins détournée, retrancherait de l'Eglise des hommes qui s'y rattachent par la naissance et de leur libre volonté, déposerait dans l'esprit général la pire des semences : le découragement et l'incrédulité.

La société protestante, en France, se défie des nouveautés radicales, mais elle ne se défie pas moins du zèle théologique, et elle a horreur de l'esprit de secte. Avant tout, je le répète, elle veut vivre, et elle sent avec certitude que le démembrement serait la mort.

Une mort inévitable, Messieurs ; vous en demeurerez d'accord si vous voulez bien y réfléchir d'un point de vue tout pratique. Le protestantisme, en France, même complet ou à peu près intact, a déjà grand'peine à vivre. Ce n'est pas sa faute, mais la faute du petit nombre. Sans doute une société spirituelle ne se passe pas d'idées et de foi ; mais ces idées et cette foi ne suffisent pas à lui assurer une existence régulière ; il faut de plus un nombre d'adhérents assez grand pour l'exercice de certaines fonctions normales. Elle a besoin d'un public assez nombreux pour entretenir un sérieux mouvement d'esprit avec ses pôles opposés, pour susciter des orateurs et des écrivains, des hommes de pensée et des hommes d'action : sinon il arrive, comme cela apparaît déjà chez nous, que le vase, trop exigü, éclate sous la

pression des forces intérieures. Mais il y a une nécessité plus impérieuse encore que celle-là, et d'un ordre positif : c'est le recrutement permanent au moyen des mariages. Or, Messieurs, consultez, non pas les délégués de nos grandes agglomérations ou des principales villes, trop portés à l'illusion optimiste, mais ceux de nos petites ou moyennes communautés isolées, les plus nombreuses de toutes ; ils vous diront que nous perdons chaque jour du terrain, soit par la dispersion croissante des fidèles qui, à la seconde génération, se laissent absorber pour la plupart dans l'immense flot catholique, soit surtout par la difficulté des mariages.

Or, si, réunis en un, nous avons tant de peine à vivre, que ferons-nous divisés ? La réponse n'est point douteuse. Les noyaux de ralliement venant à s'affaiblir, le mouvement de désagrégation s'accélère. Journaux, revues, livres de dévotion ou de science, éducation, mariages, tout ce qui entretient une société régulière, tout cela devient difficile et souvent impossible.

Il y a parmi nous, je le sais, des hommes qui ne s'arrêtent pas à des considérations de cette nature. Ils n'ont souci que des principes et du maintien de ce qu'ils tiennent pour la vérité divine. J'honore leurs scrupules, mais il me sera permis d'affirmer que le peuple protestant ne les éprouve pas au même degré. Il est plus sensible aux conséquences pratiques, plus frappé du danger que présenteraient certaines résolutions. Dominé par l'instinct de vivre, il souhaite qu'il n'y ait au Synode ni vainqueurs ni vaincus. Le rôle qu'il nous prescrit est un rôle conservateur.

Je dis : Conservateur, ce qui ne signifie pas seulement, j'ai hâte de l'ajouter, un rôle de transaction vulgaire, de prudence, de temporisation. Certes, ces qualités ont leur prix, leur grand prix dans le gouvernement des Eglises. Mais nous sommes, j'en conviens, autre chose qu'un corps administratif : nous représentons des intérêts spirituels. Aussi appartient-il à un Synode moderne de s'inspirer dans toutes ses délibérations du double sentiment qui pénètre l'âme de notre Eglise à une bien autre profondeur que les doctrines les plus anciennes :

D'abord, le sentiment religieux chrétien, par lequel nous nous rattachons tous à quelque degré à la personne et à l'enseignement du chef révééré de l'Eglise et à la tradition primitive ; ensuite le sentiment protestant, qui nous distingue des autres Eglises chrétiennes.

Le premier qui, sous des traductions dogmatiques très-diverses, nous porte au repentir, à la piété filiale envers Dieu, à la vie selon l'esprit, dans la communion avec Jésus et avec l'Eglise universelle.

Le second, qui, sous des formes également diverses, revendique pour chaque fidèle, au nom de ses rapports personnels et directs avec Dieu, la pleine autonomie morale, le gouvernement de son esprit et de sa conscience, l'indépendance à l'égard de toute autorité, la libre interprétation des Ecritures sacrées elles-mêmes.

Tels sont les deux éléments que l'on trouvera réunis, plus ou moins développés, en toute âme protestante : l'esprit religieux chrétien et l'esprit critique à l'égard des Eglises, des doctrines, des livres,



des miracles. Notre Eglise actuelle, si on la prend dans la réalité, dans les sentiments réels de la généralité de ses membres, n'est pas plus orthodoxe qu'anti-orthodoxe. Elle est chrétienne et protestante, dans l'acception large, religieuse, morale, de ces mots.

Sur ce terrain ample et fécond, où il y a place pour tous les bons vouloirs, pour toutes les activités, pour des propagandes diverses, l'union ecclésiastique est possible entre nous, une union sincère, fraternelle, vivante. A une condition, c'est que nous respections mutuellement notre liberté. Et cette condition en suppose une autre, c'est que nous ayons assez de foi pour exposer nos idées particulières à l'épreuve d'un régime de cohabitation et de tolérance réciproque.

Je comprends donc très-bien qu'un synode, je veux dire la majorité d'un synode, non content d'exprimer en termes généraux ce qu'il y a de commun entre nous, entreprenne de formuler la foi sous forme historique ou sous forme dogmatique. Je n'y vois point d'inconvénients ; et il peut y avoir en des essais de cette nature plus d'un avantage : pourvu toutefois que ce symbole, même réduit, ne soit pas obligatoire et permanent : pourvu qu'il ne lie personne ; pourvu qu'il emprunte toute son autorité à sa valeur intrinsèque, à son attrait propre ou à l'ascendant inséparable d'un acte de majorité ; pourvu qu'il soit un témoignage respectable et non une chaîne de servitude. Mais ce qu'on ne comprendrait pas, c'est que de nos jours un Synode protestant national, représentant un état de l'esprit public, tel que nous le connaissons, état mêlé chez nos adversaires de foi et

d'incertitude, d'aspirations véhémentes, de pieux souvenirs et de doutes graves, recommençât au petit pied l'œuvre où ont échoué les conciles et les synodes; qu'il se flattât de fixer les colonnes d'Hercule de la foi si souvent déplacées; qu'il tînt pour non avenu l'immense et sincère travail intellectuel et moral qui s'accomplit dans les âmes; qu'à l'instar du concile du Vatican, il votât à la pluralité d'un quart ou d'un dixième tels dogmes ou tels miracles, et qu'il décidât que cette foi de la majorité est la foi de l'universalité; c'est enfin qu'en imposant à tous ce petit *Credo*, sous peine d'exclusion, il ôtât le droit de bourgeoisie à des minorités franchement attachées à l'Eglise chrétienne.

Quelles objections, je le demande, peut-on faire à un régime de paix, de respect mutuel? Ce n'est pas une nouveauté révolutionnaire que nous proposons, c'est le maintien et la régularisation de l'état actuel, qui dure depuis le commencement du siècle. Je n'y vois qu'une objection sérieuse : c'est qu'en associant les tendances diverses, le régime de la cohabitation paralyse le développement normal des unes et des autres.

C'est là, en effet, une opinion ardemment soutenue d'un certain côté; et moi-même, s'il m'est permis de le dire en passant, j'y ai autrefois incliné. Il me semblait que le rapprochement, au sein même d'une Eglise, de deux manières de voir aussi différentes, par exemple, que le christianisme supranaturaliste et le christianisme théiste, était difficile au point d'être impossible. Le parti orthodoxe se chargera peut-être de confirmer cette crainte; mais il semble

que plus de réflexion et plus d'expérience conduisent à comprendre autrement le caractère essentiel, la vraie fonction des sociétés religieuses.

Elles apparaissent, surtout les Eglises nationales, non pas comme des Eglises théologiques, ni comme des sectes étroites de *professants* ou de *saints*; encore moins comme des institutions surnaturelles destinées à transmettre des sacrements merveilleux; mais plutôt comme une patrie religieuse où l'on peut communier de cœur et d'action avec beaucoup de personnes dont on ne partage pas les doctrines; où les diversités intellectuelles viennent en quelque manière se fondre dans la communauté du sentiment religieux et de l'effort moral; où l'homme de science peut, sans rien perdre de sa sainte indépendance, se retremper dans le commerce des plus naïfs croyants; où le présent et le passé se rapprochent, se pénètrent, se fécondent l'un l'autre. Et c'est pourquoi je voudrais ces sociétés aussi larges, aussi hospitalières que possible. Que d'autres donc considèrent l'Eglise comme une alliance dogmatique scellée à une tradition immuable: je respecte cette manière de voir, tout en la jugeant disparate avec le principe du protestantisme et l'état réel des communautés protestantes. — Mais j'aime mieux voir dans l'Eglise une société religieuse et pratique, animée sans doute par une tradition intérieure continue, — qui elle-même se rattache à un nom immortel, à de grands souvenirs, à une illustre histoire, à des livres révévés, — mais ouverte à l'esprit d'examen et de réforme, indulgente par conséquent aux dissentiments de doctrine.

Je dirai donc aux orthodoxes : Vous voulez une Eglise croyante ! Mais si votre foi est sincère (et qui en doute ?) qu'avez-vous à perdre, que n'avez-vous pas à gagner au régime de la cohabitation ? Vous avez, c'est entendu, toute liberté de proclamer votre foi, ici ou ailleurs, individuellement ou collectivement ! Vous en avez déjà usé, comme nous en avons usé nous-mêmes. Si votre doctrine est la vraie, quel plus grand mal avez-vous à redouter pour elle que celui de la séparation, c'est-à-dire de l'isolement ? Que ne devez-vous pas faire, vous, hommes de foi, hommes de Dieu, hommes de Christ, pour maintenir les communications ouvertes entre vous et nous ? Vous savez bien, et vous nous rendrez volontiers cette justice, que nous n'avons pas de parti pris contre vos raisons, contre vos exemples, ni surtout contre votre charité ! Toute parole vraiment religieuse qui émane de vous, nous l'accueillons ; vos penseurs, vos pasteurs, vos moralistes, nous les faisons nôtres. Nous ne demandons, pour vous suivre, sur un point ou sur plusieurs, qu'une chose : c'est que vous soyez plus religieux, plus chrétiens, en un mot plus vrais que nous ne le sommes nous-mêmes. Voudriez-vous donc être les maîtres à moindre prix ?

Observez, je vous prie, ce qui s'est passé en Europe, en France surtout, depuis la première moitié du dix-septième siècle. Une fois la séparation consommée entre les catholiques et les protestants, nos pères n'ont plus prêché qu'à des convertis. Mis au ban par le formulaire de Trente, enfermés dans leur propre enceinte, ils ont perdu toute action sur le vaste monde catholique. En vain ils ont excellé dans la contro-

verse, l'histoire, l'éloquence, l'exégèse, la critique, et, ce qui vaut mieux, dans leur type distinct de vertu chrétienne, tout cela a été non avvenu pour la moitié de la chrétienté. Nulle occasion de nous aborder, nul moyen régulier de nous influencer mutuellement. Nous avons vécu dans la même cité aussi étrangers à la vie morale les uns des autres que si nous eussions appartenu à deux âges différents de l'histoire.

Le pont une fois levé entre nous, il ne s'est plus abaissé.

Voilà une situation dont je n'ai, pour ma part, jamais cessé d'être affecté. J'étais trop pénétré de l'excellence de notre principe pour ne pas déplorer l'impuissance où nous sommes réduits d'atteindre les masses catholiques; elles sont restées, à bien des égards, figées au seizième siècle, tandis que nous avons marché en avant : comment nous parler, comment nous entendre à travers cet immense intervalle? Et, d'autre part, s'ils avaient quelque chose à apprendre de nous, et, je crois, le meilleur, nous avions aussi à apprendre d'eux; l'esprit individualiste pouvait profiter au contact de l'esprit de catholicité. Mais cette séparation, qui fut inévitable dans une période où tous les partis ignoraient les propriétés merveilleuses de la liberté, je ne m'en consolerais pas aujourd'hui à l'égard de mes frères protestants. Mon idéal n'est pas un état de fractionnement où chaque diversité, pour mieux se déployer, donnerait naissance à une secte. Nous sommes nécessaires les uns aux autres, et plus nous nous pénétrons, mieux cela vaudra. J'estime que vous avez besoin de nous : en tout cas, nous ne faisons aucune difficulté de dire

que nous avons besoin de vous. Vous mettez en relief des choses, des souvenirs, des aspirations dont vous seriez coupables de nous séparer. En rompant le lien qui nous unit, vous trahiriez votre propre cause et votre premier devoir ; car vous renoncerez à agir directement et de plein droit sur nous.

Se séparer, Messieurs, ne demande qu'un mot, un moment ; se rapprocher, se réunir, demande des siècles. Se séparer est facile et a toutes les apparences de la force ; rester unis, sans se confondre, garder le type commun sans perdre sa physionomie propre, continuer la vie commune, sans aliéner sa vie distincte, voilà la vraie difficulté et c'est le signe de la vraie force. Toute séparation est commode en supprimant les froissements quotidiens et la contradiction ; mais elle recèle, si elle n'est absolument inévitable, une cause latente de stérilité.

En quoi, je le demande encore, votre confession obligatoire servira-t-elle les intérêts de la foi et de la piété ? En supposant que vous entraîniez la majorité des fidèles (ce qui ne serait pas plus glorieux pour eux ni pour vous que ne l'est aujourd'hui pour l'Eglise catholique l'universelle docilité au concile du Vatican), qu'auriez-vous gagné ? De vous débarrasser des radicaux ? Mais avez-vous bien songé, Messieurs, qui vous écartiez sous cette étiquette désobligeante ? Non pas assurément la foule des indifférents, des frivoles (ils vous concéderont plus de dogmes que vous n'en voulez), mais une partie des plus consciencieux, des plus sincères d'entre vos frères, de ces hommes qui font la force, la réserve morale d'une société. Et non pas seulement un petit nombre d'ecclésiastiques témé-

raires, bien qu'en vérité l'entreprise soit hardie de faire croire à l'Eglise que tels et tels pasteurs ou théologiens, dont je n'ai pas à prononcer ici les noms, mais qui sont connus partout où il y a des protestants, ne sont ni protestants ni chrétiens. Mais vous excluriez avec eux, vous le savez bien, en chaque Eglise, même dans la plus petite, des laïques sérieux, dévoués à la famille protestante, chair de votre chair et os de vos os, honorables entre tous, et pour quel crime? Pour avoir pensé un peu plus que les autres ou un peu autrement, c'est-à-dire pour avoir pris au sérieux leur foi.

Mais enfin, qu'arrivera-t-il après cela? Je ne parle pas du spectacle scandaleux des libéraux et des orthodoxes acharnés à se disputer partout, non les grandes masses catholiques indifférentes, mais l'élite de nos pauvres petites communautés, faisant le siège des familles et ne pouvant, sous peine de mourir, renoncer à cette odieuse concurrence. En supprimant les radicaux, auriez-vous supprimé les causes naturelles qui, dans le monde entier, dans toutes les Eglises protestantes, ont produit un mouvement théologique ou philosophique encore inachevé? Aurez-vous levé les doutes de vos jeunes ministres, mis à l'aise vos propres consciences, éclairci les questions débattues concernant l'autorité des saintes Ecritures, l'histoire de Jésus, l'enseignement apostolique, avancé l'étude des questions morales cachées au fond des premières? Vous n'aurez fait que troubler d'une main grossière et violente la crise de transformation qui s'accomplit partout. — Mais je veux que vous ayez rétabli, pour un moment, dans l'Eglise,



ce que vous appelez l'ordre. Les uns, le grand nombre, souscrivent à tout ce qu'il vous plaira de leur inspirer; les autres se rangent pour laisser passer vos prétentions excessives; et, sans faire éclat, ils délaissent l'Eglise. Vous voilà maîtres chez vous et tranquilles. Nous vous estimons assez pour vous prédire que le désaccord ne tardera pas à renaître dans votre giron sous l'aiguillon divin de la sincérité. Mais vous aurez l'occasion de vous convaincre que si une grande Eglise, gouvernée avec sagesse, peut supporter des luttes intérieures fécondes, une Eglise réduite, et sans cesse assiégée par le flot d'une majorité hostile, ne peut s'y livrer sans courir de grands périls. Vous reconnaîtrez aussi tout ce que l'unité obligatoire coûte de cruels sacrifices à la dignité individuelle. Ce minimum de foi décrétée portera une atteinte irréparable à la virilité du caractère et de l'intelligence de votre jeune clergé. Il se pliera tout doucement et de longue main à vos vues, moins par libre choix et par conviction que par nécessité de position. Vous aurez des prêtres, non des hommes libres.

C'est l'histoire de tous les temps.

La fragile barrière que vous tentez d'élever, ne sera pas longtemps un obstacle. On ne la brisera pas; on passera à côté. Vos fils traiteront votre credo diplomatique ainsi qu'on a traité les anciens, — c'est-à-dire comme une formule usée, susceptible de sens divers et de réserves mentales. Il serait sans exemple et vraiment nouveau que l'œuvre du présent Synode échappât au sort du Symbole apostolique, du Symbole d'Athanase, des Confessions de la Rochelle et d'Aug-

bourg ou à celui des trente-neuf articles que souscrit de nos jours le clergé anglican. Vous aurez voulu sauver la foi par une mesure de haute police ; sans le vouloir, vous recueillerez le mensonge.

Mais quel autre moyen, direz-vous, de ne point pactiser avec des erreurs funestes et de les arrêter sur le seuil de l'Eglise ? Quel autre ? Ne le connaissez-vous pas ? Redoubler de vérité, de raison, de piété, d'activité. En deux mots, si voulez faire œuvre vraie, il vous est interdit d'imposer de votre chef à l'Eglise contemporaine des doctrines qui, de notoriété générale, dépassent le réel état d'esprit d'un très-grand nombre d'entre eux. Mais vous êtes libres, vous êtes même tenus d'exercer sur eux le légitime ascendant de votre foi et de votre vie morale. C'est la seule méthode protestante ; hors de là, tout est fiction et violence.

Messieurs, on vous a souvent dit, on vous dira encore que de nos jours la lutte est engagée entre le panthéisme et le Dieu vivant, entre le naturalisme et le Dieu personnel révélé en Jésus-Christ, et que vous avez à prendre parti. Je ne nie pas, Messieurs, l'opportunité et la gravité de ce débat ; mais, de bonne foi, est-ce bien là une question qui s'agite entre nous ? En tout cas, vous échappe-t-il que le mal dont l'Eglise souffre doit être cherché bien au-dessous de la zone superficielle des doctrines ? Ce qui manque le plus à nos contemporains, à nos coreligionnaires, aux libéraux non moins qu'aux orthodoxes, c'est le sens profond des choses, ce sont « ces raisons du cœur que la raison ne comprend pas. » Tous, tant que nous sommes, conservateurs ou radicaux, en affir-

mant ou en niant, nous faisons d'ordinaire œuvre purement intellectuelle, par suite œuvre morte : nous ne faisons pas œuvre religieuse et féconde. Aussi nous est-il rarement donné d'allumer le feu sacré, soit dans le pays, soit dans l'Eglise, soit dans nos familles mêmes. Nous savons mal parler la langue de « ces choses, que l'œil n'a point vues, que l'oreille n'a point entendues. » Notre activité s'épuise en doctrines et en coups d'autorité, en critiques et en raisonnements, en travaux mécaniques de comités : l'étincelle intérieure nous manque. Est-ce le moment, ô mes frères, quand tout nous convie à confondre nos cœurs dans un acte de profonde pénitence et nos volontés dans un puissant effort de renouvellement moral, est-ce le moment de nous excommunier au moyen d'un symbole doctrinal, historique ou liturgique ? Osez-vous bien tenter de sauver la religion autrement qu'en approfondissant les sources religieuses ?

Pour moi, Messieurs, si vous me pardonnez d'exprimer en peu de mots un sentiment intime, je ne me résigne pas à voir se disloquer, s'user et peu à peu tomber en poussière ce puissant appareil de l'éducation protestante qui, en France, comme ailleurs, aujourd'hui comme autrefois, excelle à produire des hommes. Nous devons tous à cette éducation le peu que nous valons. Si elle devait disparaître de notre cher pays au moment où il en a le plus besoin, si nous devions laisser morceler le vieux foyer de nos pères au lieu de l'approprier à des besoins nouveaux, comme des frères ennemis qui ne savent pas vivre ensemble sur leur patrimoine héréditaire, nos enfants

en porteraient infailliblement la peine. Perdus au milieu d'habitudes d'esprit à demi ultramontaines, livrés à tous les périls d'un isolement croissant qui est déjà douloureusement ressenti en mille endroits, ils nous reprocheraient un jour amèrement de n'avoir pas fait les derniers efforts pour sauver l'intégrité de la famille protestante ; vous auriez détruit du même coup par votre zèle imprévoyant et notre cité spirituelle et l'une des seules influences morales constituées qui subsistent encore en France. (*Applaudissements à gauche.*)

M. DE CLAUSONNE. — Il me semble qu'avant de continuer la discussion, il y a une question préalable à résoudre. M. Bois a déposé une déclaration de foi que beaucoup dans cette assemblée signeront volontiers, mais il s'agit de savoir si ce sera une foi obligatoire. Il est évident que si vous dites : C'est la foi de notre Eglise, plus tard, vous aurez le droit d'exiger qu'on lui donne son adhésion.

*A gauche.* — C'est évident !

M. BOIS. — Je ne puis pas répondre à la question. Je déclare simplement que, sur le point de l'obligation, ma conviction n'est pas formée. Tout ce que je puis dire, c'est que nous n'avons voulu tendre un piège à personne ; il nous paraît seulement impossible que notre Eglise, en son premier Synode, n'exprime pas sa foi.

M. GUIZOT. — Il ne faut pas mêler deux questions qui doivent rester divisées : une question de principe, et la question des conséquences de ce principe. Aujourd'hui, nous voulons simplement affirmer la foi de l'Eglise.

M. PENCHINAT. — Il y a des questions de forme qui emportent les questions de fond. Il y a là une habileté de tactique. (*Vives protestations à droite et au centre.*) Je dis qu'il y a là une question d'honnêteté (*nouvelles protestations*); je dis d'honnêteté pour moi, je ne veux blesser personne. Je demande qu'on discute la question de savoir si cette confession sera obligatoire. (*Oui! oui! à gauche.*)

M. GUIZOT. — Messieurs, toute discussion serait impossible si l'on pouvait incriminer les intentions de ses adversaires, parler de tactique et mettre en suspicion leur honnêteté. Les deux questions doivent être divisées. (*Oui, oui! Non, non!*)

M. ROBERTY. — Messieurs, la meilleure preuve que ces questions peuvent être divisées, c'est que moi, qui accepte la profession de foi de M. Bois, je suis tout à fait opposé à l'idée de la rendre obligatoire.

Je suis monté à cette tribune pour combattre le discours de M. Pécaut. Il sait assez l'estime que nous lui portons tous, mais ce discours si élevé, que démontre-t-il? Que, suivant M. Pécaut, les Eglises reposent sur des sentiments et non sur des idées. Or là est son erreur. Sans doute la religion est un sentiment. Celui qui n'aime pas n'est pas un chrétien, mais le sentiment est produit par certaines idées, dont il est inséparable, avec lesquelles il vit ou il meurt. Est-ce que lorsque nous aimons un être quelconque, l'idée que nous nous faisons de cet être est indifférente? Il faut aimer Dieu, mais est-il indifférent que Dieu soit une pure abstraction, ou qu'il soit un Dieu qui se révèle, qui s'appelle le Père céleste, qui nous a aimé le premier? Il faut aimer Jésus. Mais

l'aimerons-nous de la même manière, si nous voyons en lui un être faillible, qui a partagé les erreurs, les étroitesse de son temps, ou si nous voyons en lui le Fils de Dieu, s'abaissant jusqu'à nous et mourant pour nous racheter ? Mais si Jésus n'est qu'un homme pécheur, je me demande quels droits il peut avoir à notre amour.

Quoi ! c'est un homme faillible et pécheur qui me demande de l'aimer plus que ce que j'ai de plus cher au monde, de tout lui sacrifier !

N'est-ce pas là du fanatisme ? Puis-je respecter celui qui me tient un semblable langage ? Il faut aimer, mais le cœur a besoin de connaître celui qu'il aime. Nous ne pouvons à cet égard rester dans le vague. Or, si je suis arrivé à la conviction que Jésus-Christ est mon Sauveur, comment puis-je prier avec celui qui rabaisse cette sainte figure et qui la calomnie ? Le sentiment est donc inséparable d'une certaine doctrine, et en déclarant la doctrine indifférente, c'est la source même des émotions les plus profondes que vous tarissez. Oni, on vous l'a dit avec éloquence, la France a besoin de l'Évangile et c'est pour cela qu'il faut conserver l'Évangile, c'est pour cela que notre Eglise doit dire ce qu'elle croit, ce qu'elle veut.

S'ensuit-il que nous devions exclure personne ? Nullement. On n'est pas uni seulement par les doctrines. Il y a des liens de souvenirs, d'éducation, et nous ne voulons point repousser des hommes dont la vie peut à tant d'égards nous servir de modèle. Mais il faut que l'Eglise affirme sa foi, il le faut à cause de la condition même de notre malheureux pays.

Pour éclairer les ténèbres qui le couvrent, M. Pécaut ne veut faire lever sur lui que des nébuleuses; il lui faut la clarté du soleil, c'est-à-dire la révélation du Dieu vivant. (*Applaudissements.*)

La suite de la discussion est renvoyée à demain.



## HUITIÈME SÉANCE

VENDREDI 14 JUIN

La séance est ouverte à une heure et demie. Prière de M. le pasteur Breyton.

Après l'adoption du procès-verbal, M. le pasteur Grotz présente, au nom de la commission des vœux, le rapport sur les vœux adressés au Synode, relativement à une confession de foi. Ce rapport établit diverses catégories.

1° Eglises, ou plutôt Consistoires ou Conseils presbytéraux, qui se sont prononcés contre toute confession de foi : 22 Consistoires ou Conseils presbytéraux, savoir :

Lyon, Royan, Vaux, Cozes, Saint-Sulpice, Saujon, Saint-Georges, Meschers, Sommières, Gensac, Havre, Niort, Vialas, Nîmes, Uzès, Montauban, Montpellier, Valleraugue, Florac, Lusignan, Condé-sur-Noireau, Saint-Martial;

Trois Synodes de circonscription : Saint-Maixent, Tonneins, Montpellier ;

Deux conférences de pasteurs : Lozère et Tarn ;

Enfin, deux Consistoires, Lasalle et Anduze, font des vœux d'union ; et celui de Saint-Voy demande au Synode de s'occuper le moins possible de dogmatique.

2° Pour la déclaration de foi non imposée :

Trois Consistoires : Salies, Saint-Hippolyte, Saint-Germain-de-Calberte.

3° Pour une confession de foi édictée par le Synode dans des conditions diverses, 42 Consistoires ou Conseils presbytéraux :

Belloc, le Caylar, Négrepelisse, Montcarret, Cherbourg, Montivilliers, Bolbec, Luneray, Nantes, Cresserons, Orléans, Osse, Mauvezin, Lamotte-Sainte-Heraye, les Vans, Chey, Bayonne, Sauveterre, Ganges, Treminis, Orthez, le Vigan, Celles, Melle, Saint-Sauvant, la Tremblade, Jarnac, Nérac, le Mas-d'Azil, Rouen, Paris, Caen, Puylaurens, Saint-Antonin, Sainte-Foy, Bordeaux, Toulouse, Codognan;

Six Synodes de circonscription : Nantes, Crèst, Alais, Rouen, Bordeaux, Toulouse.

4° Pour une confession de foi obligatoire à divers degrés, douze Eglises : La Mure, Jailleu, Saint-Quentin, Caen, Vallon, Saint-Antoine-la-Forêt, Codognan, Vauvert, Saint-Sébastien, Mens, Grenoble.

5° Sept Consistoires et le Synode de la septième circonscription (Bordeaux) ont formulé des vœux particuliers relatifs à des confessions de foi ou à des formulaires de consécration. Ce sont les Consistoires de Saint-Antonin-la-Forêt, Saint-Quentin, Dijon, les Vans, le Caylar, Nérac.

M. CAMBEFORT réclame contre l'omission d'un vœu analogue du Synode de Lyon (vingtième circonscription), et donne lecture du texte de ce vœu relatif à la promulgation d'une confession de foi par le Synode général.

M. ROBERTY explique que le dépôt des vœux de ce Synode n'a pas été fait.

M. CAMBEFORT demande qu'il soit constaté au procès-verbal que ce n'est point par la faute des délégués de ce Synode que ces documents n'ont point été envoyés; mais que, sans vouloir blâmer un absent, la faute doit en être imputée au président du Synode de Lyon, qui, en négligeant d'envoyer à qui de droit les procès-verbaux d'élection, a mis ses collègues délégués au Synode général dans une fausse position.

M. LAURENS rappelle, au nom de la commission des vœux, que des questions très-importantes sont traitées dans ces « cahiers » des Eglises, et demande au Synode de vouloir bien nommer des commissions spéciales pour s'en occuper.

Sur l'observation de M. JALABERT, qui démontre en quelques mots la connexité de la plupart de ces questions, organisation ecclésiastique, loi électorale, modification des circonscriptions, etc., l'assemblée décide que les bureaux se réuniront demain, à midi et demi, pour nommer une commission composée de trois membres par bureau, qui se distribuera le travail dans les meilleures conditions pour la prompte expédition des affaires.

M. ABT a la parole. Il ne peut oublier qu'il est le seul Alsacien de naissance, qui représente au Synode les cinq Consistoires réformés de cette province violemment séparée de la patrie commune. (*Très-bien.*) Il se dit Français de cœur comme ses concitoyens d'Alsace, et il s'excuse de son accent et d'une émotion facile à comprendre. Il a jeté les yeux sur une liste imprimée par un journal, où certaines étiquettes sont accolées aux noms des délégués synodaux. Son étiquette à lui, c'est orthodoxe modéré. Or, il siège à

droite, c'est par accident, il n'y avait plus de place ailleurs. (*On rit.*) Mais il tient à dire que, très-large de cœur, il est très-étroit de conscience. Il est foncièrement évangélique, piétiste, si l'on veut ; mais il n'aime pas ces qualifications d'orthodoxes et de libéraux, appliquées soit à lui, soit aux autres. Il cite le vœu du Consistoire de Besançon, formulé par lui, deux fois renouvelé avant et après le Synode de Lyon et à l'unanimité, d'une confession de foi large, scripturaire, placée à la base de l'Eglise réformée, mais non dogmatique, ni exclusive. C'est là sa conviction, son sentiment, son vœu.

L'ordre du jour est demandé.

M. GAUFRÈS (Jules). — En déposant la déclaration signée par trente membres de cette assemblée, j'aurais voulu donner quelques explications sur l'influence que, selon moi, cette déclaration devait avoir sur la discussion. Nous n'avions nullement l'intention de l'imposer à qui que ce soit ; nous ne faisons que la proposer à votre adhésion, et nous désirions demander si le document proposé par M. Bois n'avait pas d'autre signification. Dans le cas où ceux d'entre nos frères qui ont signé la proposition de M. Bois, auraient été dans des sentiments analogues et n'eussent pas voulu rendre obligatoire l'adhésion qu'on nous demande, nous aurions reconnu avec sympathie celles de nos convictions qui se trouvent exprimées dans le document émané de nos amis de la droite, ceux-ci reconnaissant dans le nôtre quelques-unes de leurs convictions, et nous n'aurions parlé ici que de ce qui nous rapproche et nous unit.

Si, au contraire, il est dans l'intention de quelques-

uns de rendre obligatoire la profession de foi qu'on nous propose, comme nous n'en approuvons pas tous les articles, nous aurons à faire nos réserves, à critiquer certains points, à insister sur ce qui nous sépare.

Si donc, nous avions pu nous rencontrer dans cette assemblée sur le terrain d'une affectueuse réciprocité, j'aurais eu l'honneur de proposer un ordre du jour constatant « que le Synode reconnaît la foi actuelle de l'Eglise réformée de France dans la diversité des déclarations qui ont été lues et déposées. » J'avoue que c'eût été là un fait étrange, nouveau, qui ne s'est jamais vu dans l'histoire des Synodes. Mais ce fait aurait répondu à une situation anormale, si l'on veut, créée par deux causes :

1° L'absence de toute direction officielle des esprits dans l'Eglise réformée depuis plus de deux cents ans. Depuis les derniers Synodes, nous marchons librement où nous pousse notre conscience. Personne ne nous a dirigés, ne nous dirige. Quelle conséquence en tirer ? Celle-ci : tous les pasteurs qui m'écoutent se sont voués au saint ministère, se sont consacrés à prêcher l'Evangile selon leur conscience et non selon tel formulaire humain. Il se peut que certains se trouvent dans la nécessité de renoncer à leur vocation ; si cette nécessité est reconnue, si la liberté doit cesser, la liberté laissée a été un mal.

2° Le second fait est la crise moderne, par où j'entends la substitution graduelle de l'esprit laïque à l'esprit théologique, de l'esprit scientifique à l'esprit autoritaire. On étudie aujourd'hui les faits en eux-mêmes sans tenir compte de l'*a priori* ; supposez un ballon qui s'élève ; il y a trois siècles, on eût vu

là l'effet d'une cause surnaturelle, aujourd'hui on cherchera tout simplement la cause naturelle de ce phénomène. De là chez beaucoup d'esprits une tendance que je ne veux point juger, mais qui les pousse à nier en toute chose le surnaturel.

Ceux qui sont engagés dans cette voie y sont encouragés par deux considérations : la première c'est la spiritualité de l'enseignement de l'Eglise réformée : nous expliquons tous dans un sens spirituel les textes tels que *hoc est corpus meum* ou *tu es Petrus* ; la seconde, c'est la spiritualité de l'enseignement de Jésus-Christ qui oppose le sens religieux des choses aux réalités littérales de l'ancienne loi.

Eh bien ! on se demande pourquoi on n'interpréterait point spirituellement aussi beaucoup de faits que d'autres tiennent réellement pour vrais. Ne serait-il pas juste de consigner dans deux documents différents émanant du Synode cette double interprétation qui partage nos esprits ?

Vous voulez affirmer ce que vous appelez la foi de l'Eglise : ce ne sera que la foi de la majorité ; vous créez ainsi une abstraction, une fiction, quelque chose qui rappelle ce qu'on appelait en politique le pays légal. Que dirait-on si une des fractions de l'Assemblée nationale se déclarait seule *la France* ? Que serait-il arrivé si, au lendemain de nos désastres un seul des partis politiques eût voulu sauver la patrie, malade comme l'est notre Eglise aujourd'hui ? On a sagement fait d'accepter le concours de tous dans le pacte de Bordeaux. On ferait bien d'accepter aussi chez nous le concours de tous pour un autre pacte salutaire à l'Eglise. Il est vrai que plusieurs d'entre vous nous

disent qu'ils ne veulent pas rendre cette foi obligatoire ; qu'importe ? Du moment que vous aurez déclaré qu'elle est la foi de l'Eglise nous serons chez vous et non plus chez nous ; un autre Synode arrivera qui nous dira de partir. Cette façon de procéder n'est point fraternelle, et vous prétendez accomplir cet acte avec une faible majorité ! Mais, en politique, quand il faut changer une constitution, on exige non pas seulement la majorité, mais les trois quarts ou les deux tiers des voix. Pourquoi vous, hommes religieux, n'auriez-vous pas la même justice ? Supposons que vous arriviez à nous mettre dehors, vous vous consclerez de cette perte en disant : Nous avons gardé le surnaturel. — Oui, mais vous ne l'aurez gardé que par l'injustice, qu'en substituant à la conscience naturelle une conscience artificielle. En imposant aux consciences votre *credo*, ou vous fausserez les consciences ou vous nous forcerez de vous quitter. (*Approbation à gauche.*)

M. DHOMBRES. — Je ne traiterai point ici, Messieurs, la question encore réservée du caractère obligatoire de la profession de foi ; mais que M. Gaufrès se rassure, nous voulons concilier la vérité avec la charité, nous consulterons notre cœur tout en obéissant non pas à notre conscience artificielle, mais à notre conscience naturelle et chrétienne. (*Très-bien, à droite.*)

M. Gaufrès nous a rappelé que depuis plus de deux cents ans nous n'avions plus de direction religieuse : cela est vrai pour notre Eglise, et c'est de là que résulte le désordre intolérable auquel nous sommes appelés à remédier.



Il nous a rappelé le courant scientifique de ce siècle ; il aurait pu ajouter que ce courant est devenu peu à peu positif et matérialiste, et que c'est précisément parce qu'il nie les réalités surnaturelles que c'est notre devoir de les affirmer.

Le surnaturel est ébranlé, nous voulons l'affermir. Nous ne prenons pas, et vous le savez bien, le merveilleux pour le surnaturel : nous ne confondons pas l'ascension d'un aérostat avec l'ascension de Jésus-Christ, une curieuse expérience sur la galvanisation d'un cadavre avec la résurrection de notre Sauveur. Nous croyons au vrai surnaturel ; au faux, pas plus que vous.

On nous a dit que le protestantisme spiritualisait certains faits ; cela est vrai, mais spiritualiser ce n'est pas vaporiser ; or, quand on explique un fait de manière à faire disparaître ce fait, cela ne s'appelle plus le spiritualiser. M. Gaufrès nous a dit que notre majorité est douteuse, j'affirme qu'il se trompe ; je ne craindrai pas de faire appel à l'Eglise et de lui demander si ce qu'elle a toujours célébré dans ses sacrements et proclamé dans ses liturgies n'est pas sa foi.

On est revenu à la comparaison entre ce Synode et l'Assemblée de Versailles, on nous a dit : Pour changer une constitution, il faut les deux tiers des voix, mais l'analogie est trompeuse ; quand il s'agit non pas de changer notre constitution, mais de reconnaître quelle est notre foi, quel que soit notre nombre, nous pouvons déclarer ce que nous croyons être la vérité.

On nous a dit : avec vos points déterminés d'a-

vance, vous allez tuer l'esprit de recherche. Oui, si nous avons fait de la théologie, si nous vous apportons des formules spéculatives; non, si nous rappelons quels sont les faits constitutifs du christianisme, car, sur ces faits, vous pouvez exercer vos recherches, vous livrer au travail de votre pensée.

Ces observations faites, j'en viens à la question générale :

A côté de la déclaration de foi de M. Bois, on nous a apporté deux déclarations de principes que l'on nous demande d'adopter, l'une émanant de la gauche, l'autre du centre gauche. Je veux montrer comment la première me paraît être un abandon de la foi et comment la seconde me paraît insuffisante. La première ne dit rien des deux principes constitutifs du protestantisme : l'autorité des Ecritures et le salut par la foi.

Elle considère les Ecritures comme un livre sublime, mais entre ce livre et les autres productions de la pensée humaine, elle ne voit qu'une différence de degré, et ceci me rappelle que l'un de vous s'est demandé si le temps ne viendrait pas où sur nos chaires on verrait à côté de la Bible les écrits de Socrate, de Cicéron et de Sénèque. Rien ne s'y opposerait dans votre système.

Quant au salut par la foi en Jésus-Christ, je n'ai pas besoin de dire qu'il disparaît si Jésus est un homme, le meilleur des hommes, mais un homme qui n'a représenté que ses idées, et qui a eu ses erreurs. Je ne poursuis pas l'examen de ces théories. Or ce sont ces deux tendances si diamétralement opposées dont M. Pécaut veut, selon son expression, jus-

tifier la cohabitation..... Ah ! Monsieur Pécaut, permettez-moi de vous le dire, quand je vous ai vu d'un ton si calme, si serein, porter atteinte aux convictions les plus chères de mon âme, il me semblait voir un sage détruisant d'une main sûre et sans émotion la maison de nos pères. Eh bien ! cette cohabitation dont vous nous parlez me paraît un non-sens. Entrons dans les réalités. Nous sommes à l'école du dimanche : voici devant nous les enfants. Que voulez-vous que nous leur disions ? Leur parlerons-nous de l'idylle de Bethléem, de ce Jésus qui eut ses égarements et ses faiblesses ? L'oserez-vous ? Vous nous parlez sans cesse de votre liberté, mais jamais vous ne parlez de la liberté de l'Eglise, et qu'est-ce qui la sauvegardera si l'Eglise devient la propriété du pasteur, et s'il peut à son gré, sans relever de personne, jeter dans les plus jeunes âmes tous les doutes qui remplissent la sienne ? Votre Eglise deviendrait une haute école de scepticisme où l'on enseignerait le pour et le contre comme les sophistes de la décadence. (*Vive approbation à droite.*)

Vous nous avez reproché de vouloir une séparation que vous avez appelée commode. Commode ! ah ! vous savez bien ce qu'elle nous coûtera, mais certes elle vaudrait mieux qu'une union de cette espèce. Pour justifier la cohabitation dont vous parlez, vous avez invoqué des arguments tout utilitaires ; vous avez parlé du nombre, vous avez dit qu'il y avait péril à être minorité, vous avez insinué que nos pères auraient eu plus d'influence sur leur pays, s'ils étaient restés dans l'Eglise romaine. Je m'étonne de vous voir si étrangement audacieux quand il s'agit

d'attaquer les croyances, et si étrangement timides quand il s'agit de réaliser vos convictions en fondant une Eglise. (*Applaudissements prolongés à droite.*) Quoi ! vous portez sur nos croyances une main destructrice, et que faites-vous pour ce grand public matérialiste qui vous entoure et dont vous avez su trouver les sympathies ? C'est là qu'il faudrait exercer votre zèle et vous savez bien que lorsque vous pourriez ramener ces hommes à croire en Dieu et à la vie future, nous serions les premiers à nous en réjouir.

Quant à la seconde déclaration, où se trouvent des expressions bibliques et des termes qui nous intéressent, elle n'affirme résolûment aucun des faits chrétiens ; il est impossible de savoir par exemple si ceux qui la signent acceptent la résurrection de Jésus-Christ. Voilà pourquoi à ces deux manifestes nous opposons notre déclaration de foi : ce n'est point un formulaire, c'est l'exposé le plus simple de ce que croient les plus humbles, les plus ignorants de nos frères, de ce que nous croyons, de ce que nous prêchons nous-mêmes, de ce que vous répétez chaque dimanche quand vous lisez nos liturgies. C'est la foi du passé dans ses traits essentiels, et c'est la foi de l'avenir, car si le christianisme doit triompher du monde, c'est en restant la révélation de Dieu. (*Applaudissements à droite.*)

M. ATH. COQUEREL (1). — Messieurs, j'ai la ferme volonté de maintenir le débat à la hauteur où M. Pécaut l'a placé, c'est-à-dire en conservant ce qu'un

(1) Nous reproduisons ce discours tel qu'il a été rédigé par son auteur. Voir à ce sujet ce que nous disons dans notre préface.

étranger appelait hier à cette tribune cette *bien-séance chrétienne*, qui a régné jusqu'ici dans nos discussions.

J'ai l'intention de ne froisser aucune susceptibilité, et je désavoue à l'avance toute parole qui pourrait blesser qui que ce soit d'entre vous.

Cependant, vous ne vous attendez pas à ce que je ne dise ici que des choses qui plaisent également à tous les membres de cette assemblée ; recherchant ensemble la vérité, nous sommes ici pour nous parler à cœur ouvert et pour nous dire franchement le fond de notre pensée. Etes-vous disposés à m'écouter dans cet esprit ? (*Oui ! oui ! parlez !*)

Tout d'abord, je prononcerai un mot qui m'est douloureux à dire, mais que vous pourrez d'autant mieux entendre que je ne l'adresse pas à une seule fraction de cette assemblée, mais à toutes et à moi-même.

Il y a un an, nous avons tous éprouvé une douleur et une indignation inexprimables quand nous avons vu la guerre civile armer des Français contre des Français, en face de l'étranger campé sur une grande partie de notre territoire.

Prenons garde que cette année ce ne soit l'Eglise réformée qui offre un spectacle analogue, et qui vienne, au sein de la patrie éprouvée par d'affreux désastres, présenter au monde le scandaleux tableau des dissensions intérieures en face de l'ennemi extérieur.

Nous avons en effet, nous protestants, pour adversaire le catholicisme, qui jamais ne fut plus hardi à s'affirmer et dont jamais les prêtres n'ont été plus

puissants qu'aujourd'hui, s'élevant, quand il leur plaît, au-dessus de la loi elle-même, et faisant peser sur toutes les consciences la pensée et la volonté d'un seul homme, d'un monarque absolu des esprits.

Un autre ennemi, pire encore, c'est l'athéisme, l'athéisme se produisant avec une énergie de négation qu'il n'a jamais affichée à ce point; l'athéisme de la rue, l'athéisme pénétrant tous les rangs de la société, l'athéisme à tous les âges.

J'ai rencontré récemment un athée de dix ans. Au moment de l'entrée des troupes dans Paris, cet enfant, orphelin de père et de mère, et dont la sœur, son seul soutien, avait disparu, arrêta sur le quai le premier officier qu'il vit passer, et lui demanda un asile. Conduit dans un orphelinat dont je m'occupe, il y assista le soir, avec une vive surprise, au culte de famille. Entendant qu'on parlait de Dieu, qu'on priait Dieu, il dit aussitôt à son voisin : « Tu crois qu'il y a un Dieu ! Il n'y en a pas. » On l'entoura des soins affectueux, délicats, maternels qu'on donnerait à un enfant malade, et aujourd'hui, grâce au ciel, il assiste avec un recueillement de plus en plus marqué au culte de famille, dont il s'étonnait naguère : il sait qu'il y a un Dieu, et il le prie.

Voilà, Messieurs, où en est aujourd'hui notre plus grand ennemi, l'athéisme des carrefours, l'athéisme de l'enfance.

Entre l'athéisme et le catholicisme s'agite la foule, les masses flottantes, qui n'ont jamais été ni si nombreuses, ni si angoissées.

Ces milliers d'âmes réprouvent l'athéisme, qui mutile la nature humaine dans ce qu'elle a de meil-

leur et de plus élevé ; mais elles ne peuvent croire au dogme de l'infailibilité papale et de l'Immaculée Conception ; elles réprouvent le catholicisme à cause de l'énormité de ses entreprises contre la liberté humaine et à cause du scandale des *soumissions de conscience* dont nous avons été témoins. On prouve surabondamment que le pape n'est pas infailible ; et, le jour où il a déclaré sa propre infailibilité, on soumet sa conscience à ce qu'on avait soi-même démontré faux.

Soumettre les consciences ! les plier au joug d'un homme est chose qui nous scandalise souverainement. Ces termes ne sont pas protestants. Nous sommes tous d'accord sur ce point. Ni nous libéraux, ni même vous orthodoxes, nous n'accepterions jamais un pareil joug. (*Assentiment général.*)

Aussi, lorsqu'on viendrait vous demander d'affirmer et d'imposer à autrui ce que vous savez faux, vous vous y refuseriez tous. On vous demanderait de nous imposer ce mot du Symbole dit des apôtres : « il est descendu aux enfers ; » que vous répondriez : « Nous savons le contraire, nous le savons de lui-même, qui, sur la croix, au moment de mourir, donnait à une âme repentante un rendez-vous suprême, non dans l'enfer, mais au ciel. » Si on voulait vous faire admettre ce que vous savez faux, ni talent, ni génie, ni gloire, ni autorité au monde ne triompherait de vous. Vous mériteriez l'éloge si noble que faisait naguère des protestants M. Guizot, et qui est si digne du petit-fils d'un pasteur du désert. Comme il l'a dit : « Vous êtes essentiellement résistants ; on ne vous a pas domptés. »



Voyez cependant quelle situation on nous fait ici. On nous a lu votre déclaration de foi; nous l'avons écoutée tous dans un silence respectueux, et quand M. Bois l'a expliquée, nous avons attendu à chaque mot de son discours qu'il voulût bien nous dire quel caractère vous donnez à ce document. S'il est seulement ce que sont les deux autres déclarations qu'on vous a lues et que j'ai signées, s'il est l'expression de votre foi, je le respecte profondément. Si ce n'est que votre drapeau, si c'est (j'emploie à dessein un mot ancien et mystique dont vous serez satisfaits) l'étendard de la croix tel que vous croyez devoir le déployer, je le salue, non pas à genoux, car je ne l'accepte pas pour le mien, mais debout, comme le symbole de la foi d'une partie de mes frères, et, peut-être, quoiqu'il soit permis d'en douter, de la majorité. Si, au contraire, cette confession de foi est, non un drapeau, mais un glaive tiré du fourreau pour trancher dans le vif et couper en deux notre Eglise, la situation est tout autre. Nous vous avons demandé ce qu'il en est, et vous avez tranquillement répondu : « Nous ne savons ; nous ne sommes pas d'accord là-dessus ; on s'en occupe !... » En attendant, l'épée de Damoclès demeure suspendue sur nos têtes, et l'on nous demande de délibérer tranquillement ! En d'autres termes, pour vous faire comprendre sans vous blesser la situation intolérable que vous nous faites, vous n'êtes pas, j'y consens, des ennemis qui veulent nous frapper ; vous êtes des chirurgiens qui déclarent que notre mère vénérée et bien-aimée, l'Eglise, est malade ; qu'elle est en danger, que des amputations sont peut-être devenues indispensables ; que vous allez

peut-être couper, brûler, trancher plusieurs de ses membres. Vous apportez devant elle, devant nous ses fils, l'appareil nécessaire, les instruments de ces opérations projetées ; puis vous nous dites : soyez calmes, on ne sait encore si on s'en servira ; causons d'autre chose. (*On rit.*)

Cela est-il possible, et pouvez-vous l'exiger de nous ? Essayons cependant. Je disais à l'instant que tous, et même les plus orthodoxes, nous refusons de soumettre aux hommes nos consciences qui n'appartiennent qu'à Dieu. On le sait, et on nous en tient compte. Cette masse flottante, dont je parlais, nous en estime davantage. Pourquoi donc ne vient-elle pas à nous ? Il est vrai que tous les ans, quelques personnes sortent de ses rangs et passent dans les nôtres. Il est vrai, je vous rends ce témoignage, et vous pouvez me le rendre et le rendre à mes amis, il est vrai que tous les ans quelques familles passent au protestantisme, soit en se joignant aux orthodoxes, soit en prenant place parmi les libéraux. Les faits, les chiffres, les noms (et il en est de très-connus) seraient faciles à produire. Mais pourquoi n'entamons-nous pas plus puissamment cette multitude ?

Je vais vous en donner deux raisons qui me frappent.

D'abord, un homme, un parti, une Eglise, n'ont qu'une certaine somme de forces, de vie, de temps à dépenser. Nous ne faisons pas ce que nous devrions pour notre pays si douloureusement éprouvé ; nous n'avons pas assez de forces vitales à mettre au service de Dieu et des hommes, parce que nous dépensons trop de notre énergie, de notre cœur, dans nos misérables querelles. (*Approbaton sur tous les bancs.*)

Et voici une autre cause du peu de bien que nous faisons.

Nous ne savons pas, comme le charpentier de Nazareth, toucher la multitude ; nous n'avons pas en nous la grande fibre populaire.

Rappelez-vous comment, sur les bords du lac de Galilée, il traînait après lui les foules avides de l'entendre. Et quand la multitude rassemblée se pressait autour de lui, il était, rappelez-vous le mot de l'Évangile, ému de compassion en la regardant, et il voyait en elle des brebis qui n'ont pas de berger. Ah ! si nous avions pour la foule cette compassion si tendre et si haute, cette pitié sans mépris, cet immense amour, nous saurions lui parler sa langue, nous saurions gagner les âmes, et elles accourraient de toutes parts pour nous demander le pain de vie.

M. Guizot, avec toute l'autorité de son grand talent, nous a donné un conseil. Il faut être libéral, a-t-il dit, et il a réclamé ce titre pour lui-même. Je suis toujours heureux de voir que ce nom de libéral est si beau, que nos adversaires eux-mêmes y prétendent. Mais il a ajouté aussitôt : il ne faut pas être radical.

A ce conseil permettez-moi de répondre par un autre, en employant un mot qui d'ailleurs n'a rien de désobligeant pour personne, un terme philosophique qui a désigné un groupe d'hommes influents et honorables quoique, à mes yeux, ils fussent dans l'erreur : Messieurs, si vous voulez servir notre pays et notre Eglise, ne soyez pas des doctrinaires. (*Murmures à droite.*)

M. GUIZOT. J'attendais ce mot. (*On rit.*)

M. COQUEREL. Je ne veux pas répliquer : *Habemus*

*confitentem*. Je me réjouis seulement de ce que la pensée de M. Guizot réponde si exactement à la mienne.

Qu'est-ce qu'un doctrinaire ? C'est un esprit philosophique qui juge tout d'après un système préconçu et invariable, qui fait de la théorie à outrance, et gouverne d'après des abstractions sans assez tenir compte des faits.

Rien n'est moins populaire en France que le doctrinarisme. Le tort grave de cette méthode systématique, c'est qu'en s'occupant des théories plus que des faits, elle ne peut manquer tôt ou tard de se heurter contre la réalité. Un proverbe anglais prétend que rien n'est obstiné comme un fait. J'ajoute : rien, excepté le doctrinarisme. Mais quand il se choque contre les faits, il s'y brise. Car les faits, c'est le réel, c'est la vie, c'est la force des choses, c'est la volonté de Dieu, et contre les faits la théorie n'a jamais prévalu. Le doctrinarisme ne tenant pas compte des faits mène aux abîmes, et pour nous, aujourd'hui, l'abîme béant, c'est le schisme. (*Rumeurs à droite.*)

Messieurs, vous vous récriez : je ne parle ici de l'erreur des doctrinaires qu'à propos des affaires de notre Eglise. Si je voulais faire de l'histoire, il y aurait bien plus à dire. (*Assentiment de divers côtés.*)

Or, il est trois faits dont je vous supplie de tenir compte.

D'abord notre *existence* :

Vous prétendez voter une confession de foi que vous déclarez l'expression de la foi de l'Eglise réformée de France. Mais, cette confession, nous ne pouvons

l'adopter comme symbole de notre foi et cependant nous sommes dans l'Église. Il est vrai que vous nous déniez le droit d'y être. Vous me rappelez certain curé de Normandie que j'ai connu et qui disait un jour en chaire. « Catholique veut dire universel ; donc tout le monde est catholique ; il n'y a pas de protestants, ou, s'il y en a, il ne devrait pas y en avoir. » (*Hilarité prolongée.*)

Vous nous dites : « Il n'y a qu'une foi dans l'Eglise réformée de France, c'est la foi orthodoxe. Quant au parti libéral, il n'existe pas, ou, s'il existe, il ne devrait pas exister. » (*Mouvements et rires.*)

Messieurs, nous existons et vous ne pouvez pas faire que nous n'existions pas.

Il y a toujours eu des libéraux dans l'Eglise. Vous citerai-je les noms de Rabaud Saint-Etienne, qui réorganisa l'Eglise réformée de Paris en 1787 ; de Jean Fabre, le forçat pour la foi, l'*honnête criminel* ; des savants pasteurs Daillé et Blondel ; d'Amirault et de l'Ecole scientifique de Saumur ; de l'illustre érudit Casaubon ; du jurisconsulte Charles du Moulin, et enfin du plus éclairé des réformateurs, Zwingli ? Ces hommes, dont nous sommes tous fiers, ont été les hétérodoxes de leur temps (*Dénégations*) ; les Synodes d'alors ne les ont pas exclus.

Je sais ce que vous me répondrez : « Plût au ciel, me direz-vous, que vos hérésies ne fussent pas plus graves que les leurs ! » Je réponds que l'hérésie du moment paraît toujours la plus grave : ce que vous nous dites, on le leur a dit et vos successeurs le rediront aux nôtres.

Il y a toujours eu deux courants d'idées dans l'E-

glise. Il y a toujours eu une gauche et une droite. (*Interruptions à droite.*) Et de même que les hétérodoxes des temps passés paraissent au moins excusables aux orthodoxes d'aujourd'hui, de même au siècle prochain on dira d'hommes tels que MM. Pécaut et Gaufrès qu'on sentait dans leurs discours une sève chaleureuse, une grande élévation de piété. (*Assentiment.*)

*A droite.* — Nous ne contestons pas leur piété.

M. COQUEREL. — C'est parce qu'on la conteste que j'ai insisté. Je ne puis naturellement vous convier à cette époque pour vérifier le fait, mais j'ai la conviction qu'il s'accomplira.

J'affirme que depuis soixante-dix ans, que notre Eglise a été réorganisée, nous y avons toujours conservé notre place.

Nous avons donc un passé dans l'Eglise, une tradition. Pour moi, j'ai été baptisé par un pasteur libéral; élevé comme libéral, j'ai été reçu membre de l'Eglise comme libéral et comme libéral aussi j'ai été consacré au saint ministère par 68 pasteurs dont quelques-uns orthodoxes, et j'ai pris un seul engagement : prêcher l'Evangile selon ma conscience.

L'orthodoxie est une étrangère pour moi. Je ne l'ai pas abandonnée : je ne l'ai jamais connue. Le libéralisme, voilà ma tradition. Et de même que j'ai entendu avec une profonde émotion M. Guizot proclamer à cette tribune qu'il est de vieille race huguenote et descendant des pasteurs du désert, de même je suis fier d'être par un côté de ma famille de vieille souche huguenote et, en outre, de vieille race libérale.

En 1806, à Rouen, un membre du Consistoire

publia des écrits contre le dogme de la Trinité. Le Consistoire s'en émut, et le blâma. Il envoya aussitôt sa démission pour rester libre. On la lui rendit, dans une lettre officielle que j'ai publiée, et où l'on reconnaissait sa liberté et son droit. C'était mon arrière-grand-oncle, et je l'ai connu dans l'extrême vieillesse. Je puis presque dire que j'étais libéral avant de naître ; mon droit dans ma propre famille est plus vieux que moi.

Après le fait de notre existence, il en est un second dont je vous demande de tenir compte : notre foi.

On a mille fois prédit que le libéralisme se détruira lui-même. On a dit : « tant de négations accumulées le tueront. » Messieurs, vous êtes obligés de reconnaître que nous sommes croyants. Oui, nous croyons. Oui, je crois autant que vous, non pas les mêmes choses peut-être ; non pas sans doute une aussi longue liste de dogmes, mais certainement avec une foi aussi intense, aussi vivante que la vôtre.

On nous a attribué, Messieurs, je ne sais quelle religion sans prière : je le déclare solennellement ici, c'est nous méconnaître !

Vous avez cru que pour être rationalistes, on n'a ni zèle, ni charité. Nos œuvres subsistent à côté des vôtres, ont traversé les mêmes crises et sont loin d'être moins florissantes.

Enfin, vous nous opposez l'uniformité de votre foi ; et nous nous honorons de croire à la loi de la diversité. Dieu la veut.

On nous a déclaré qu'il ne s'agit plus ici de deux tendances divergentes mais de deux croyances radi-



calement opposées. C'est une assertion plausible, tant qu'on ne met en face l'un de l'autre que les deux extrêmes ; mais c'est là un procédé artificiel toujours possible en toute assemblée et toujours fallacieux. Il n'y a pas seulement deux opinions extrêmes ; il existe entre les deux une série d'opinions graduées, qui remplissent, sans solution de continuité, l'intervalle tout entier ou, comme disait Pascal, tout l'entre-deux.

Vous n'êtes pas plus d'accord que nous. Vous le savez bien. La diversité, c'est la loi de la vie, la loi de la durée, la loi du progrès. Dieu, je le répète, la veut et c'est en vain que Pie IX et le catholicisme, en vain que vous-mêmes et ce Synode tenteraient de s'y opposer.

Les préceptes mêmes de Jésus-Christ vous imposent cette diversité, en vous interdisant tout triage. Ne vous souviendrait-il plus de la parabole du grand filet, de la parabole du bon grain et de l'ivraie ?

Eh bien ! ce que vous voulez faire, c'est précisément un triage des membres de l'Eglise, de l'ivraie et du bon grain. Jésus ne vous prescrit-il pas d'attendre au jour de la moisson, qu'il remet à la fin du monde ?

Alors Dieu enverra ses moissonneurs, et ces moissonneurs, est-il dit, seront les anges.

Vous êtes, sans doute, de très-pieux orthodoxes, mais vous ne prétendez pas être des anges. (*On rit.*)

La variété est dans l'Evangile. Le Nouveau Testament nous en fournit des preuves nombreuses.

Si vous voulez l'uniformité, imitez Rome, bien plus habile que vous à maintenir l'unité ; interdisez les livres saints au peuple. Tout au moins arrachez

de l'Évangile l'épître aux Galates, qui nous apprend que Paul a *résisté* à Pierre *en face*, parce qu'il *méritait d'être repris*; et cela, sur la plus grosse question qu'on pût traiter alors : pour devenir chrétien, pour être sauvé, faut-il accepter le mosaïsme? le christianisme est-il une secte juive?

Otez du Nouveau Testament ou saint Paul, ou saint Jacques, car l'un dit que ce qui sauve, c'est la foi, non les œuvres, et l'autre, que ce sont les œuvres, non la foi; ce que chacun prouve par les mêmes exemples. (*Protestations à droite.*)

Je cherche à quelle doctrine vous tenez le plus, comme la plus précise et la plus nettement définie. Est-ce la divinité de Jésus-Christ? L'Évangile en donne trois théories distinctes; la plus ancienne, c'est qu'il fut divin et plein de Dieu depuis son baptême, l'esprit de Dieu étant alors descendu sur lui pour toujours. La seconde, enseignée par saint Matthieu et saint Luc seuls, c'est que le Saint-Esprit fut son père; ni saint Marc, ni saint Paul, ni l'Évangile et les épîtres de Jean n'en offrent la moindre trace. En revanche, certaines épîtres de Paul et l'Évangile de Jean le déclarent préexistant, divin de toute éternité, ayant créé le monde, le Verbe incarné.

Le dogme de la résurrection de Jésus est-il plus important encore? Le Nouveau Testament en offre deux conceptions fort différentes, l'une dans les Évangiles, l'autre chez saint Paul, qui attachait à ce fait la plus haute importance, mais qui le comprenait tout autrement que les évangélistes. (*Dénégations à droite.*)

Je rends grâces à Dieu de cette riche diversité que je trouve dans l'Écriture, et qui, loin d'être un tort, est à mes yeux une gloire et une puissance.

La diversité est de droit divin ; c'est l'ordre. Pour nous les libéraux, notre tâche est de représenter le principe de la liberté de conscience en France, dans la variété indispensable des doctrines. Aussi donnons-nous ce que nous réclamons. Je suis fier d'en citer pour exemple le Consistoire et le Synode particulier de Nîmes, qui m'ont envoyé ici. Le Consistoire de Nîmes a toujours eu une forte majorité libérale, mais il donne généreusement à la petite minorité orthodoxe deux pasteurs. Et il ne choisit pas des orthodoxes insignifiants ou douteux. Jugez-en par le mérite et les opinions de M. Babut, que vous avez entendu inaugurer le Synode par un sermon sur les pharisiens disant à Jésus : « Ton témoignage n'est pas véritable. »

M. BABUT déclare n'être pas *strictement* orthodoxe et n'avoir pas appliqué aux libéraux ce mot de pharisiens.

M. COQUEREL l'en félicite. Il continue :

Un troisième fait reste à signaler, et je vous prie encore de le reconnaître : notre nombre.

On n'a cessé de nous dire ici que le parti libéral est représenté en trop grand nombre au Synode. J'affirme le contraire. Et, tenez, je vais, non vous proposer, mais vous indiquer un moyen très-sûr de vous rendre compte de l'état des esprits dans notre Eglise.

Appelons nos électeurs à faire un nouveau choix de délégués, et j'affirme, maintenant que la question

de schisme est posée, et l'épée de Damoclès suspendue sur la tête de l'Eglise, j'affirme qu'elle enverra ici, pour empêcher le schisme, une forte majorité libérale. (*Dénégations à droite.*)

Et savez-vous pourquoi? Parce que l'Eglise ne veut pas du schisme.

L'Eglise en effet, Messieurs, aime son unité, cette unité qui n'est possible que dans la diversité. Elle respecte sa tradition; elle se sent relativement peu nombreuse en face de ses ennemis, qui attendent avec impatience nos désunions pour se réjouir de notre décadence prochaine.

Messieurs, si contre la volonté de l'Eglise, vous pronciez le schisme, savez-vous par qui, dès l'abord, vous seriez approuvés et félicités? Par les catholiques et le clergé. (*Rumeurs.*)

Oui, Messieurs, par les catholiques, qui vous approuveraient de proclamer votre attachement au principe de l'autorité. (*Rumeurs et dénégations.*)

Vous le niez?... J'écrirais sur cette tribune l'article qui paraîtra le lendemain du schisme dans des journaux comme l'*Univers*, pour vous louer...

*A gauche.* — C'est très-vrai!

M. COQUEREL. — Et à bon droit, car vous auriez fait là un acte de demi-catholicisme.

De plus, Messieurs, l'Eglise ne veut pas de schisme, à cause des déchirements impossibles au sein des petites Eglises.

Vous pourriez couper en deux quelques grandes Eglises, mais non les plus petites, qui sont très-pauvres, qui n'ont qu'un pasteur et un temple. Et celles-là sont le plus grand nombre.

Aussi, en protestant contre la pensée du schisme, nous sommes ici, mes amis et moi, les organes, non-seulement de la totalité des Eglises libérales, mais d'un nombre considérable d'Eglises orthodoxes. (*Oui ! Non !*)

On nous a proposé une séparation à l'amiable. Messieurs, le divorce n'existe pas en France ; mais, s'il existait, il faudrait, pour l'obtenir, le consentement des deux parties. Or, vous n'aurez jamais le nôtre : Ne comptez pas sur nous pour vous aider dans cette entreprise. Il ne vous restera donc qu'un seul parti à prendre : ou renoncer au schisme, ou nous persécuter, nous chasser ! (*Sensation.*)

Je ne veux pas terminer ce discours sur un mot aussi douloureux. Vous vous appellerez, Messieurs, quel est notre devoir vis-à-vis de notre siècle. Vous vous appellerez la patrie blessée au cœur ; vous vous appellerez les Prussiens, vous vous appellerez la Commune, l'Eglise romaine. (*Rumeurs.*)

Dieu vous convie à régénérer la France, Dieu vous convie tous par ma voix, quelque peu digne qu'elle soit d'un si grand honneur, à faire la conquête spirituelle de notre patrie. Zwingle a dit : *Christiani hominis est non de dogmati magnificè loqui, sed cum Deo, ardua semper et magna facere.* « Le devoir du chrétien n'est pas de parler superbement de dogme, mais de travailler toujours avec Dieu à des choses difficiles et grandes. »

Or, elle est grande et difficile l'œuvre qui consiste à régénérer, à libéraliser, à rendre chrétienne la France : et vous êtes petits et faibles pour l'accomplir. Mais vous êtes plus nombreux que les pre-

miers chrétiens dans la chambre haute de Jérusalem. Si nous avions le feu sacré comme ils l'avaient, nous pourrions être, nous serions le peu de levain qui fait fermenter toute la pâte. (*Vif assentiment à gauche.*)

M. BASTIE, *modérateur du Synode* (M. Louis Vernes, vice-président, occupe le fauteuil). — Je suis peu habitué aux luttes et à l'improvisation de la tribune; je demande l'attention bienveillante de l'assemblée et je m'efforcerai ici comme dans mes fonctions de président, de ne pas sortir de mon rôle de modérateur. (*Parlez! parlez!*)

Quel est le point central du débat, quelle est la pensée qui pèse sur nos cœurs à tous? C'est celle-ci : Pouvons-nous rester unis? (*Très-bien! Voilà la question.*) M. Pécaut s'est fait, au milieu de nous, le défenseur, je ne dirai pas d'une nouvelle religion, mais d'une nouvelle conception de la société religieuse. Je trouve dans le journal le *Temps* un article anonyme qui résume si bien la pensée de M. Pécaut, que je lui demande la permission de le citer. (*On rit*; l'explication de ces rires est dans le fait que M. Pécaut est l'auteur du compte rendu du Synode qui paraît dans le *Temps*.) Selon cet article, le principe d'union d'une société religieuse doit être cherché, non dans les croyances, mais dans une communauté d'aspirations, de souvenirs et d'idées morales. Je dis que cette idée nouvelle est chimérique. Elle est opposée à la nature même de notre être. Est-ce que nos sentiments ne sont pas déterminés par nos idées? Est-ce que nos facultés n'agissent pas l'une sur l'autre? Comment voulez-

vous donc avoir les mêmes sentiments avec des croyances religieuses radicalement contradictoires ? Un pasteur libéral m'écrivait : « Vos doctrines sont antihumanitaires et antichrétiennes, mais nous sommes de la même religion. » Je lui ai répondu : « Votre erreur est grande ; si vous tenez mes doctrines pour ce que vous dites, vous ne pouvez pas me tendre la main d'association. » Non, Messieurs, ce principe supérieur d'union est un non-sens. Je ne connais aucun exemple d'une société qui se soit formée et qui ait vécu sans avoir des vues communes. En revanche, je connais le plus bel exemple d'union que la terre ait jamais vu : celui de l'Eglise primitive. Ils n'étaient qu'un cœur et qu'une âme. Mais aussi ils persévéraient tous dans la doctrine des apôtres ; les païens eux-mêmes rendaient témoignage au principe de leur union ; ils l'attribuaient à la doctrine de leur maître. « Les insensés, disait d'eux Lucien, leur législateur leur a persuadé qu'ils étaient tous frères ! » La charité inouïe qui excite l'admiration du monde antique venait d'une persuasion commune de la foi à une même vérité.

Autrefois et jusqu'à aujourd'hui, comment définissait-on une religion ? C'était « un ensemble de croyances et de pratiques ; » vous avez changé tout cela. Le côté objectif de la religion n'existe plus pour vous, il n'y a plus que le sentiment individuel.

J'ai été surpris tout à l'heure d'une assertion de M. Coquerel. Il s'est mis à défendre devant nous le droit et la nécessité des diversités. Mais, grand Dieu ! qui le nie au milieu de nous ? Est-ce que nous voulons enfermer les esprits dans le même moule ? Est-ce



que vous ne conservez pas votre droit d'appréciation ? On dirait que nous voulons arrêter la science. On semble nous confondre avec ces partisans de l'autorité à qui Victor Hugo disait, dans son langage incisif et pittoresque : « Si le cerveau de l'humanité était ouvert devant vous comme un livre, vous y feriez des ratures. » Eh ! Messieurs, ces ratures pourraient n'être pas toujours regrettables ; mais nous ne reconnaissons à personne le droit de les faire. Ceux qui se chargeraient de ce soin pourraient ressembler un peu trop à ces moines du moyen âge qui effaçaient sur les parchemins les chefs-d'œuvre de l'antiquité classique pour y substituer leurs niaiseries. Ne parlez donc pas de la liberté de la pensée. Personne, vous le savez bien, ne veut l'entraver ici. Que l'on étudie, que l'on affirme ce qu'on voudra dans le monde, mais de grâce qu'on ne vienne pas soutenir le pour et le contre dans l'Eglise. (*Très-bien !*)

Sans doute, dans l'Eglise même, il y a place pour différentes conceptions théologiques. Ainsi, tout à l'heure, vous parliez de deux idées de la résurrection, mais est-ce que vous prétendez que saint Paul ne fut pas d'accord avec les apôtres sur le fait matériel de la résurrection ? (*Dénégations à gauche.*) Relisez donc le chapitre XV de la I<sup>re</sup> Epître aux Corinthiens, relisez-en les premiers versets. Quand saint Paul déclare que Jésus a été *enseveli* et qu'il est ressuscité *le troisième jour*, ne parle-t-il pas de son corps ? Serait-ce l'esprit de Jésus qui serait resté enseveli pendant deux jours dans le tombeau ?

Eh ! Messieurs, si Christ n'était pas ressuscité des morts, nous ne serions pas ici. (*Très-bien.*) Vous con-

fondez l'idée avec le sentiment quand vous nous rapprochez d'être exclusifs. Le sentiment a beau être fraternel, les idées s'excluent. Il est dit que la charité croit tout, qu'elle supporte tout. S'ensuit-il que nous devions accepter les plus monstrueuses erreurs?

Vous avez parlé de catastrophes politiques qu'on n'a pas su éviter et vous nous avez fait entrevoir des conséquences religieuses non moins funestes. L'analogie est trompeuse. Il y a des situations politiques où l'on ne sait s'il faut résister ou s'il faut céder. Rien n'est plus difficile que de décider jusqu'à quel point les concessions peuvent être poussées; le génie même peut s'y tromper. Je n'ai pas à justifier l'homme d'Etat illustre qui siège parmi nous; je n'ai j'amaïs partagé ses vues politiques. Lorsque M. Guizot était au pouvoir, j'étais, moi chétif, dans l'opposition. Mais, il s'agit ici de tout autre chose.

Dans les questions religieuses, il n'est nul besoin d'être un homme de génie pour savoir s'il faut ou non céder. Le plus humble, le plus ignorant peut savoir quelle est la vérité qu'il ne lui est pas permis de sacrifier. Il n'y a qu'un seul fondement qui puisse être posé, dit saint Paul. Voulez-vous bâtir sur ce fondement? Nous serons avec vous. Hélas! parmi ceux qui sont unanimes à bâtir sur ce fondement que de diversités, que de conflits douloureux! Mais que sera-ce si le fondement lui-même n'existe plus! On nous dit : « Il y a de la diversité partout. » Je le nie. Si je crois que Jésus-Christ est ressuscité, je ne puis admettre qu'on vienne dans la même chaire dire qu'il n'est pas ressuscité.

M. Pécaut nous a dit que l'union est possible et

désirable. Il semble regretter que nos pères aient quitté l'Eglise romaine. (*M. Pécaut fait un signe de dénégation.*) Pardon ! je vous ai fort bien entendu ; vous avez dit que si nos pères ne s'étaient pas séparés, ils auraient agi plus réellement sur la France. Est-ce vrai ? Est-ce que tous les historiens ne reconnaissent pas que la Réforme a exercé sur l'Eglise catholique même une profonde influence ? Pour moi, je crois que nous gagnerions tous à nous séparer. Est-ce que l'Angleterre ne doit pas sa vie religieuse à la rivalité de ses Eglises ? Est-ce que M. de Rémusat n'a pas montré que sans le méthodisme l'Eglise anglicane s'endormait dans l'indifférence ? En France, est-ce que nos frères dissidents ne nous ont pas fait du bien ? Pourquoi redouter cette émulation ? Nous y gagnerions, j'ose l'affirmer, la paix et la liberté. Actuellement notre Eglise est une école de scepticisme. Nos paysans ne savent plus à qui entendre. Un pasteur dit ceci, un autre le contraire, comment voulez-vous que nos troupeaux sachent ce qu'enseigne leur Eglise ?

Trouvez-vous l'état actuel satisfaisant ? Non ; l'Eglise est profondément troublée ; il s'agit de lui donner la paix, la tranquillité, la liberté. La liberté, Messieurs ! Vous vous qualifiez comme ses représentants par excellence. Et vous ne vous apercevez pas que vous lui portez une atteinte mortelle en blessant la conscience religieuse des masses protestantes ! Vous prétendez prêcher suivant vos opinions personnelles sans tenir compte des croyances générales de l'Eglise. Eh bien ! Messieurs, souffrez que je le dise : vous n'en avez pas le droit. Non : vous n'avez pas le droit de tromper l'attente du fidèle qui, en venant dans

nos temples, croit y trouver l'enseignement dont il a été nourri, la vérité religieuse que supposent tous les actes de notre culte. Vous n'avez pas le droit d'offrir aux âmes altérées de justice, de paix, de consolation, au lieu des sources qui jaillissent jusque dans la vie éternelle, des citernes crevassées qui ne contiennent point d'eau. Vous n'avez pas le droit de laisser ignorer aux consciences oppressées par le péché, qu'un grand sacrifice a été accompli pour en ôter le fardeau. Vous n'avez pas le droit d'étendre le voile épais de vos doutes entre les âmes qui cherchent l'espérance et les magnifiques perspectives que le Sauveur dévoile aux yeux de la foi. Ne vous y trompez pas. C'est au nom de la liberté, de la liberté des consciences que je repousse vos théories. Je demande formellement que les âmes ne soient pas opprimées et qu'on leur donne la certitude de trouver dans notre Eglise la satisfaction de leurs besoins.

Pour atteindre ce but, il ne faut pas donner aux fidèles des enseignements raffinés. Notre culte est déjà trop dépouillé de ce qui attire les masses, trop sévère, trop difficile à comprendre pour des intelligences bornées, ignorantes, et vous iriez leur proposer un christianisme quintessencié, des aspirations vers l'idéal, l'idéal qu'elles ne conçoivent même pas ! Venez nous accuser après cela de ne pas tenir compte de la réalité !

On me dit : Qu'allez-vous faire de votre profession de foi ? Je réponds sans hésiter : Nous dirons : c'est la foi de l'Eglise, car c'est celle qu'elle enseigne dans ses sacrements et dans ses liturgies que vous récitez tous. Si vous ne la partagez plus, vos consciences

seules vous diront ce que vous avez à faire. Soyez tranquilles. Nous ne sommes pas de ceux qui en appellent au bras séculier; nous n'appellerons pas les gendarmes. (*Rires à gauche.*) Vous, riez Messieurs! et vous avez raison, je ne connais pas un seul exemple d'un pasteur libéral qui ait été destitué de force. En revanche, je connais un pasteur qui en a appelé aux gendarmes pour prendre possession de sa chaire dans une église qui ne voulait pas de lui; ce pasteur n'était pas un orthodoxe. (*Applaudissements à droite.*) Vous obéirez, Messieurs, à votre conscience, mais vous ne nous empêcherez pas d'obéir à la nôtre. Or, la nôtre nous ordonne de confesser notre foi au Fils de Dieu. Il a dit lui-même : « Celui qui me confessa devant les hommes, je le confesserai devant mon Père qui est aux cieux. » (*Applaudissements à droite.*)

La suite de la discussion est renvoyée au lendemain.

## NEUVIÈME SÉANCE

SAMEDI 15 JUIN

La séance s'ouvre à une heure. Prière de M. le pasteur Babut.

On dépose sur le bureau la liste des membres de la commission d'organisation, chargée de recueillir, d'examiner tous les vœux relatifs à la constitution de l'Eglise et de préparer une nouvelle loi organique.

Elle est composée comme suit :

MM. Louis Vernes, de Clausonne, Laurens, Bois, Lamarche, Mettetal, Breyton, Mallet, Grotz, Vernes d'Arlandes, Jalabert, Couderc, Vaurigaud, Steeg, de Seynes, Montandon, Cambefort, Seignobos, Frossard (Emilien), Rabaud, Faure.

Le procès-verbal est lu et adopté.

M. BABUT, qui a été touché des paroles prononcées à la dernière séance par M. Abt, sur l'Alsace, où il est né, invite le Synode à adresser à nos frères alsaciens, que de douloureuses circonstances ont séparés de nous, des salutations et des sympathies. L'assemblée approuve le sentiment de M. Babut.

M. le pasteur GRANDGILARD est présenté à l'assemblée par M. le modérateur, et monte à la tribune pour y apporter les salutations de l'Eglise presbytérienne des Etats-Unis; il félicite le Synode de sa réunion. Il est

né Français, il descend de ces vieux réformés qui furent persécutés, exilés. La société religieuse à laquelle il appartient a été fondée par des Anglais, des Hollandais et par quelques-uns de ces proscrits français qui allèrent chercher en Amérique la liberté de servir Dieu selon leur conscience. Son Eglise est fondée sur les mêmes principes et pratique les mêmes formes de culte que l'Eglise réformée de France. « Que Dieu soit avec vous, dit-il, et qu'il bénisse vos travaux pour votre patrie, et pour le monde entier, qui vous regarde. »

M. le modérateur remercie M. Grandgilard et le prie de présenter à l'Eglise presbytérienne des Etats-Unis l'expression des sympathies fraternelles des membres du Synode.

L'assemblée passe ensuite à son ordre du jour.

M. CLAMAGERAN. — Messieurs, au point où le débat est parvenu, la question se trouve parfaitement précisée. Comme le disait M. le modérateur, avec une franchise à laquelle je rends hommage, il y a en présence, non pas deux religions, mais deux conceptions différentes de la société religieuse : d'une part le régime des confessions de foi obligatoires, faites au nom de l'Eglise et liant tous ses membres ; d'autre part, le régime des confessions de foi spontanées, individuelles ou collectives, mais ne s'imposant jamais à personne ; et d'une part un principe d'autorité qui a pour conséquence la séparation ou l'exclusion ; d'autre part, un principe de liberté qui est en même temps un principe de rapprochement et d'union.

Ces principes, je me hâte de le dire, ne sont absolus ni d'un côté, ni de l'autre. Vous ne voulez pas la



séparation à outrance, vous tolérez des divergences, même graves, en dehors de ce que vous appelez les points fondamentaux, et nous, nous ne demandons pas une liberté quelconque, nous voulons la liberté d'être chrétiens à notre manière, nous prétendons formuler personnellement notre christianisme, en un mot, nous réclamons la liberté protestante : rien de plus, rien de moins. Mais le principe de l'autorité dogmatique prédomine chez vous, et chez nous le principe libéral. Vous subordonnez l'union des fidèles à l'unité de croyance, et nous, l'unité des croyances à l'union des fidèles.

On pourrait caractériser cette double conception en disant que, pour les orthodoxes, la foi de l'Eglise est un *à priori*, pour les libéraux une résultante. Ni pour les uns, ni pour les autres, le christianisme n'est quelque chose d'indéfinissable, où l'on puisse trouver tout ce qu'on veut. Seulement, nous croyons, nous libéraux, qu'il n'appartient pas à la majorité de tracer à l'avance le cercle où peut se mouvoir l'idée chrétienne. Selon nous, ce qui est essentiellement chrétien, ce qui est essentiellement protestant, c'est ce qui est cru, ce qui est senti, ce qui est admis par l'universalité de ceux qui se disent chrétiens protestants. Tel serait, à coup sûr, le point de vue d'un historien impartial qui voudrait décrire l'état actuel du protestantisme, et nos adversaires eux-mêmes se plaçaient hier à ce point de vue, quand ils reconnaissaient la légitimité et l'utilité des diverses communions chrétiennes.

Il reste maintenant à voir quel est, des deux systèmes en présence, le plus favorable au développe-

ment de la vie religieuse, le plus salulaire pour les âmes, le plus propre à assurer la paix et le plus conforme aux intérêts des Eglises réformées de France.

On a traité avec quelque dédain le système libéral. On admet qu'il ne manque pas d'élévation, qu'il a quelque chose de noble et d'attrayant; mais c'est, dit-on, une pure chimère, une utopie, un rêve. Ma réponse sera bien simple : cette prétendue chimère a existé en fait et elle existe encore sous nos yeux. Genève a aboli toute confession de foi en 1725. Voilà donc près de cent cinquante ans qu'elle vit sous le régime de la liberté dogmatique. (*Interruption.*)

*Une voix.* — L'Eglise de Genève a à sa base une déclaration de foi!

M. CLAMAGERAN. — A-t-elle cessé depuis lors d'être un des foyers principaux de la vie religieuse en Europe, la capitale du protestantisme de langue française, la Rome des réformés? Non, elle est restée digne de son passé, et aujourd'hui encore c'est dans son sein qu'une partie notable de notre jeunesse se prépare au saint ministère.

Notre propre Eglise nous fournit un second exemple. La confession de foi de la Rochelle est tombée depuis longtemps en désuétude. Elle n'a pas été remplacée. Le régime libéral n'étant pas consacré d'une manière expresse par la loi, quelques Consistoires ont pu s'arroger l'autorité dogmatique. D'autres, au contraire, ont respecté les consciences et fait place aux minorités. A Paris, quinze cents électeurs représentant une population de quinze à vingt mille âmes, sont privés des temples et des pasteurs auxquels ils ont droit, par l'intolérance

d'une majorité orthodoxe; mais, à Nîmes, cette grande métropole des huguenots, et partout où les libéraux l'emportent, le système que nos adversaires traitent de chimérique est appliqué sincèrement, loyalement. Il ne dépend pas de nous que l'application de nos principes se généralise davantage. Telle qu'elle est, bien que partielle et incomplète, elle a un tel caractère de réalité, que nos adversaires la dénoncent comme un état insupportable de désordre et d'anarchie.

Un dernier fait que je désire signaler à l'attention du Synode d'une manière particulière est celui-ci : le régime libéral se retrouve à l'origine même de la Réforme. La Réforme a commencé à se répandre en France en 1521, et notre première confession de foi ne date que de 1559. Entre ces deux dates, il y a un espace de trente-huit années pendant lesquelles le protestantisme grandit. Il grandit malgré les persécutions les plus atroces, et il envahit si bien la société, qu'il semble un moment que la France tout entière va devenir protestante. Son influence se fait sentir partout : d'abord parmi les artisans, puis au sein de la bourgeoisie, et enfin elle pénètre la noblesse, elle ébranle le clergé.

Cette influence est visible aux Etats généraux d'Orléans en 1560 et 1561. Animés de l'esprit nouveau, les nobles demandaient alors ce qui passe aujourd'hui encore pour une doctrine révolutionnaire, ce qui apparaît à bien des gens comme une utopie dangereuse : l'instruction gratuite et obligatoire.

Ces progrès merveilleux, dont le souvenir nous émeut à présent plus que jamais, se sont accomplis,

ne l'oublions pas, en l'absence de toute confession de foi, en l'absence de toute autorité dogmatique. (*Dénégations à droite.*)

*Une voix.* — C'est une grande erreur !

M. CLAMAGERAN. — Si l'on veut se rendre compte de l'état des esprits à cette époque, il ne faut consulter ni les historiens catholiques, ni les historiens calvinistes, mais des observateurs sagaces, désintéressés des querelles théologiques.

Les dépêches secrètes des ambassadeurs vénitiens, publiées il y a une trentaine d'années, sont, sous ce rapport, des documents précieux. Elles ont été écrites par des hommes politiques d'une haute capacité, s'efforçant de renseigner aussi exactement que possible ce terrible Conseil des Dix qui veillait aux destinées de la République vénitienne et qui cherchait sans cesse de quel côté il pourrait se ménager des alliances. Une de ces dépêches, après avoir montré l'importance croissante des réformés, résume ainsi leurs doctrines : « Il tutto sta in due punti di che  
« fanno professione tutti gli autori di nuove dottrine :  
« uno è d'insegnare la verità dell' Evangelio, volendo  
« ognuno interpretarlo ; l'altro di predicare la libertà  
« christiana. » Le tout consiste en deux points sur lesquels s'accordent tous les auteurs des nouvelles doctrines : l'un est d'enseigner la vérité de l'Évangile, chacun se réservant de l'interpréter à sa manière ; l'autre de prêcher la liberté chrétienne (1).

Vous le voyez, Messieurs, la devise de l'Union

(1) Dépêche de l'ambassadeur Michel Suriano. (*Collection des documents inédits sur l'Histoire de France.*)

protestante libérale qu'on a trouvée si vague, dont nos adversaires se sont tant moqués, est plus ancienne qu'on ne l'a cru.

*A gauche.* — Très-bien !

M. CLAMAGERAN. — Nos pères de 1521 à 1538 ont eu pour cri de ralliement, comme nous qui sommes restés fidèles non à la lettre mais à l'esprit de leurs croyances, l'Évangile et la liberté.

Qu'entendait-on par « la vérité de l'Évangile ? » Bien des choses, sans doute ; mais ce qui attirait les masses, on peut l'affirmer, ce n'était pas l'élément miraculeux, car, sous ce rapport, le catholicisme leur donnait pleine satisfaction ; c'était le fond même de la religion ; on se précipitait vers l'Évangile pour y puiser ces vérités sublimes que le prophète de Nazareth révélait à ses disciples, ces paroles d'amour, cette morale divine que renferment les paraboles et le sermon sur la montagne.

En 1559, on rédige la première confession de foi. Au bout de quelques années, elle devient publique, elle prend un caractère officiel et obligatoire. Et alors tout change de face. Au dehors et au dedans, les progrès de la Réforme sont arrêtés. Un historien qui ne vous sera pas suspect, M. de Félice, constate que vers 1570, les protestants « avaient bien perdu de la foi naïve et fervente, de la conduite austère et sainte des premières années. En se subordonnant à l'esprit de parti, la religion s'était abaissée ; on tenait davantage peut-être à sa secte, on appartenait moins au christianisme. »

D'où vient cette décadence, d'où vient ce brusque temps d'arrêt ? La guerre civile ne suffit pas pour

l'expliquer. Il y a une cause plus vraie, plus profonde. La Réformation, par les confessions de foi, s'était fermé les portes du siècle. Les idées nouvelles s'étaient pour ainsi dire figées dans une formule rigide. Des dogmes sombres et absolus, tels que celui de la prédestination, tenaient à distance les esprits généreux, les cœurs honnêtes que la simplicité de l'Évangile aurait gagnés. Avec une énergie égale à celle que nos pères ont déployée, et avec des aspirations plus larges, le protestantisme aurait réalisé la conquête spirituelle de la France. Je ne pardonne pas, je l'avoue, aux confessions de foi de nous avoir ainsi dérobé l'avenir. C'est pour ce motif surtout que je les déteste. Le génie fort, mais étroit, de Calvin, a fait de la Réforme une sorte de forteresse; il n'en a pas fait une puissance expansive et féconde.

Je n'ai pas épuisé mes griefs contre les confessions de foi. Non-seulement elles rétrécissent le champ de la vérité, mais elles ne servent même pas à écarter l'erreur. Au contraire, elles l'appellent et l'abritent. Elles sont comme des tentes où l'esprit se repose, et ce repos est funeste. Les exemples abondent. J'en citerai deux qui me paraissent décisifs.

Vous savez que le philosophe anglais Hobbes a été tout à la fois le théoricien le plus inflexible de l'autorité absolue et le plus logique, le plus radical des écrivains matérialistes. Eh bien! ce Hobbes (né en 1588 et mort en 1679), se trouvant malade à l'âge de soixante et onze ans, après avoir publié ses principaux ouvrages, reçut les sacrements selon le rite de l'Eglise anglicane. Il avait donc adhéré à la confession des trente-neuf articles, confession de foi

très-orthodoxe, et il trouvait moyen d'allier le matérialisme à l'orthodoxie. Ce que faisait le maître, les disciples le firent à leur tour. La cour de Charles II, le Stuart restauré, était remplie de matérialistes qui se posaient en défenseurs de la foi de l'Eglise, soutenaient le trône et l'autel et persécutaient les puritains. Le *hobbism*, nous dit Macaulay, faisait partie intégrante du caractère du gentilhomme à la mode.

L'Allemagne nous offre un exemple plus curieux encore. Il ne s'agit pas ici d'une confession de foi impuissante en face de l'hypocrisie, recouvrant de son manteau l'immoralité grossière; il s'agit d'une confession de foi abritant des erreurs monstrueuses, mais sincères. Je veux parler de l'hégélianisme. Que la doctrine hégélienne ait pu, par certains côtés, séduire des esprits élevés, qu'elle ne mérite pas d'être confondue avec les tristes théories qui mettent l'homme au rang des brutes, je m'empresse de le reconnaître. Il n'est pas moins vrai que cette doctrine, niant la personnalité divine et la personnalité humaine, justifiant comme bons tous les faits accomplis, divinisant en quelque sorte le succès, portait de graves atteintes à la morale et à la religion. Le terrible mot de M. de Bismark : la force prime le droit, ce mot, qui fait reculer de plusieurs siècles la civilisation humaine, est sorti des entrailles mêmes du panthéisme germanique. Or, Hegel se prétendait orthodoxe, et la plupart de ses disciples ont eu la même prétention. Ni la confession de foi d'Augsbourg, ni aucune autre, ne les ont jamais gênés.

Les formules dogmatiques ne préservent pas les âmes du mensonge et de l'erreur. Elles les endor-



ment. Elles étouffent la personnalité religieuse. Logiquement elles dérivent du catholicisme et y ramènent. Elles sont contraires à la véritable méthode protestante.

Cette méthode, quelle est-elle? C'est le libre examen appliqué à l'Évangile. Il ne s'agit pas d'aligner des dogmes comme le font les catholiques, et quelquefois les philosophes, puis de les signer et de les réciter. Il s'agit de tout autre chose. Il s'agit d'ouvrir un livre que nous considérons tous comme la source principale de la vérité religieuse, — je dis la source principale car on ne conteste pas que Dieu se révèle autre part que dans la Bible; il se révèle dans la nature, dans l'histoire, dans la conscience.

Ce livre est souvent obscur, inégal, confus, mais il s'en échappe des traits de vive lumière. En le lisant, chacun cherche à s'assimiler la nourriture spirituelle dont il a besoin; toutes les facultés se tendent pour discerner et saisir la vérité; la raison, l'imagination, le cœur, la conscience, s'exaltent et se confondent dans une même aspiration. On n'y trouve pas un code tout préparé, un *Credo* fait à l'avance. On y trouve des paraboles, des discours, des faits qui tour à tour vous étonnent, vous émeuvent, vous ravissent, vous troublent ou vous rassèrent. Il faut choisir, ne fût-ce que pour distinguer les choses essentielles des choses secondaires; il faut réfléchir, se replier sur soi-même, se recueillir, en un mot examiner. De là une foi personnelle, intime, qui est nôtre, parce qu'elle est le fruit de notre travail, qui est vivante et vivifiante, parce qu'elle est libre. Je ne veux pas d'une interprétation banale que me dic-

tent vos professions de foi, je veux mon interprétation à moi, celle que j'ai puisée moi-même dans mon for intérieur, sous l'œil de Dieu. Je ne veux pas d'intermédiaire factice, je veux me mettre en contact direct avec l'Evangile et par l'Evangile avec la personne du Christ. Tel doit être le langage du vrai protestant, telle est la méthode protestante qui répugne, par sa nature même, à toute espèce d'autorité dogmatique.

Et puis, de deux choses l'une : votre profession de foi sera variable ou invariable. Vous n'oserez pas la déclarer invariable, car ce serait proclamer votre infailibilité. Vous direz, comme M. de Gasparin en 1848 : « Un Synode la formulera d'une manière, un autre d'une manière différente ; ces expressions successives de la vérité répondront aux besoins de l'époque. » Mais alors je me demande comment elle pourra être changée, sans que la loyauté des membres de l'Eglise soit atteinte ; car enfin, si on veut la changer, c'est qu'on n'y croit plus ; et comment, si on n'y croit plus, a-t-on pu rester dans l'Eglise ? Entre l'adhésion nouvelle et l'adhésion ancienne, il s'écoulera toujours un certain intervalle marqué par une foi chancelante, par une incrédulité latente, c'est-à-dire par une sorte d'hypocrisie. Le progrès se fera quand même, je le sais bien, parce qu'il est inévitable et providentiel ; mais il se fera comme au sein de l'Eglise anglicane, sous le couvert de vieilles formules qu'on répétera du bout des lèvres sans y croire. Mieux vaut, à tous les points de vue, le progrès réalisé par les professions de foi facultatives et libres.

Vous voulez agir sur les âmes, propager vos idées, imprégner de vos croyances l'esprit des masses, vous avez raison. Et nous aussi, nous le voulons. Ce que nous ne voulons pas, c'est que, pour une œuvre pareille, on recoure à l'autorité. Il faut agir par voie de persuasion, et par cette voie seule. Il faut que les professions de foi, individuelles ou collectives, n'aient d'autre force que la force inhérente à la vérité. Autrement vous courberez les consciences, et en les courbant, vous les dégraderez. Oh ! il est bien facile de courber les hommes. « Le premier imbécile venu, disait Cavour, peut gouverner avec l'état de siège. » Ce qui est vrai en politique est vrai, à plus forte raison, en matière religieuse. Au nom de l'Évangile, au nom de la conscience humaine, au nom du Christ qui n'a jamais eu d'autre prestige que la sainteté de sa vie et le charme de sa parole, je proteste contre les procédés autoritaires mis au service de la religion, je proteste contre toute doctrine imposée sous peine d'exclusion. (*Vive approbation à gauche.*)

L'autorité dogmatique, remarquez-le bien, est un dissolvant pour le protestantisme. Le catholicisme, du haut de son infaillibilité, ne cherche pas à exclure ; il veut au contraire retenir ceux qui sont nés dans son sein. Il leur demande une soumission aveugle, et par la soumission, il aboutit à l'unité, unité misérable, car la soumission n'est pas la foi ; unité mensongère, car elle est faussée dans sa source, mais cependant imposante et redoutable.

Chez nous, au contraire, les dissidences ne peuvent être supprimées. Si elles ne sont pas tolérées, elles enfantent les sectes, les sectes contre lesquelles saint

Paul s'élève avec tant d'énergie et une si haute raison, selon nous; car elles rétrécissent les esprits, elles les compriment dans les étroites limites d'une petite chapelle. Bien loin de se diviser, il faut s'unir pour se pénétrer mutuellement. Si l'on se divise, où s'arrêtera-t-on sur cette pente funeste du schisme? On se bornera d'abord à exclure les radicaux de l'extrême gauche; mais ceux-ci une fois exclus, la gauche et le centre seront à découvert; les membres les plus modérés seront menacés à leur tour, et notre pauvre Eglise réformée ira se rapetissant sans cesse, se dispersant, se subdivisant à l'infini, jusqu'à ce qu'elle tombe en poussière, ou qu'elle se rassemble de nouveau; et alors que de temps perdu, que de forces gaspillées en vain, quel déploiement inutile de police, d'inquisition, de mesures vexatoires et odieuses, que de luttes et de souffrances pour retourner au point de départ, c'est-à-dire à la liberté dans l'union!

On nous dit que nous sacrifions l'unité de la foi à l'union des fidèles, et qu'il n'y a pas d'Eglise sans une foi commune. Non, il n'y a pas d'Eglise sans une foi commune; mais à travers les diversités qui sont naturelles, qui sont nécessaires, qui sont légitimes, il y a un mouvement des esprits qui les porte, par l'effet seul de la libre discussion, sur des points où ils se rencontrent. L'esprit humain tend à l'unité dans les hauteurs.

Est-il vrai que les conceptions religieuses, à mesure qu'elles se spiritualisent, perdent de leur empire sur les masses? Est-il vrai qu'elles deviennent inaccessibles au peuple des campagnes? Non, elles peuvent toujours être traduites dans un langage simple et po-

pulaire. Et pour nous autres protestants, cette traduction est bien facile, car nous la trouvons dans l'Évangile. Ce sont les paroles mêmes du Christ qui nous la donnent.

Que de controverses théologiques ont été soulevées par la question de la justification ! Dès le premier siècle de l'ère chrétienne, Paul et Jacques sont en opposition sur ce point. A l'époque de la Réforme, la lutte recommence et se prolonge jusqu'à nos jours. Sommes-nous justifiés par la foi ou par les œuvres ? Que faut-il entendre par la foi, que faut-il entendre par les œuvres ? Ce sont là des problèmes délicats, et les intelligences les plus ouvertes, les plus fermes, peuvent hésiter entre les solutions diverses qu'on propose. Mais il y a un point de vue supérieur qui concilie les dissentiments, qui écarte les subtilités de la dogmatique, qui nous transporte au centre même et sur les plus hautes cimes de la religion. Au début du Sermon sur la montagne, Jésus dit : « Heureux ceux qui ont faim et soif de la justice, car ils seront rassasiés. » Et plus loin : « Heureux ceux qui ont le cœur pur, car ils verront Dieu. » Quelle simplicité dans ces paroles et quelle profondeur ! Les âmes naïves peuvent les comprendre, et les plus grands génies se complaisent à les méditer. On a qualifié ironiquement les doctrines libérales en les appelant quintessenciées. Mais il me semble que la quintessence suprême de la religion, elle est là. Ce n'est pas nous qui avons inventé ces choses sublimes et touchantes, si éthérées en apparence, en réalité si pleines de séve. Les « béatitudes » de l'Évangile nous saisissent et nous consolent. Elles nous rapprochent aussi les uns

des autres, malgré nos divergences, parce qu'elles nous élèvent. (*Sensation.*)

Ah ! si on s'appliquait moins à chercher ce qui divise que ce qui unit, comme on verrait diminuer les écarts, que de prétendus abîmes se combleraient ! Je prends, par exemple, le dogme de la résurrection du Christ. « Nous croyons, disait il y a quelques jours M. Bois, que le Christ est ressuscité, qu'il est monté au ciel ; vous, vous croyez qu'il est resté dans le tombeau. Comment pouvons-nous entrer en communion avec vous ? Vous appartenez à une Eglise qui n'a rien de commun avec la nôtre. » Je réponds qu'il y aurait, en effet, un abîme entre les orthodoxes et nous, si nous disions que le Christ est resté dans le tombeau ; nous serions alors non des chrétiens, mais des matérialistes. Telle n'est point notre pensée. Nous affirmons comme vous que le Christ a vaincu la mort, qu'il est monté dans une sphère supérieure de l'existence, qu'il vit éternellement au sein de Dieu. Ce que nous rejetons, c'est la résurrection corporelle, la résurrection en chair et en os. Vous vous appuyez sur un fait matériel, et nous sur un fait spirituel. Voilà toute la différence. Nous arrivons par des voies qui ne sont pas vôtres à une affirmation qui nous est commune.

On insiste et on prétend que notre foi est purement philosophique, purement rationnelle. On nous demande à quoi nous sert le Christ pour démontrer l'immortalité. Eh bien ! ici encore nous sommes chrétiens, chrétiens à notre manière, mais profondément chrétiens. Nous ne dédaignons pas la raison, nous pensons qu'il ne faut dédaigner aucune des

facultés que Dieu a données à l'homme. Nous croyons à la vie future par raison, mais nous y croyons plus vivement par l'Évangile. Le Christ nous révèle l'homme dans toute sa grandeur morale, l'homme sanctifié par le dévouement, par l'amour, par le sacrifice. Par lui, nous sentons ce qu'il y a de divin en nous. Excités par son exemple, pénétrés de son esprit, nous comprenons que nous aussi nous avons une vocation céleste, et à certains moments, quand les passions vulgaires se taisent, quand la voix de la conscience se fait entendre claire et nette, quand elle s'impose à nous, nous éprouvons une sorte de rénovation intérieure qui nous pousse vers le bien ; nous sommes prêts alors à suivre celui qu'un grand apôtre a appelé notre frère aîné, nous ne désespérons pas de lui ressembler, je dirais presque de l'égaliser. L'idée du mal, l'idée de la mort disparaît en présence de l'être humain transfiguré. Le Christ nous communique la confiance en Dieu, il nous donne le relèvement, il nous ouvre la vie éternelle.

En dehors de toute formule dogmatique, il y a des principes vitaux qui subsistent et se développent sous l'influence de l'Évangile par la puissance irrésistible qui est en eux, par leur harmonie secrète avec les aspirations de l'âme humaine. Ils n'ont pas besoin d'être édictés par une autorité quelconque. Ils s'imposent d'eux-mêmes. On les déshonorerait en les fixant sur les pages d'une confession de foi obligatoire.

Je n'ajoute plus qu'un mot, Messieurs. A vrai dire une confession de foi est un manque de foi. (*Très-bien ! à gauche.*) Oui, c'est un manque de foi, car si on



croyait au triomphe de la vérité par la persuasion, on ne craindrait pas ses adversaires, on ne chercherait pas à les exclure. On saurait que, tôt ou tard, sans violence, sans proscription, sans mesure réglementaire, qui puissent froisser qui que ce soit, l'erreur se dissipera et la vraie doctrine prendra sa place. Nous sommes plus fiers que vous, et si nous tenons à rester avec vous dans l'Eglise que nos pères nous ont transmise, c'est que nous sommes bien convaincus du succès final de nos idées. Le soin avec lequel vous cherchez à nous écarter trahit en vous une défaillance. Cette défaillance, hélas ! compromet, plus que toutes les hérésies possibles et imaginables, la cause de la religion. On n'est que trop disposé à confondre la religion avec l'autorité. Ce qu'il importe de mettre en lumière, c'est que les croyances religieuses peuvent et doivent braver la libre critique, la libre recherche, la libre discussion ; c'est que la religion et la liberté sont au fond une seule et même chose. L'avenir du protestantisme réside, selon moi, dans l'union de ces deux principes. Affirmer cette union avec une sainte audace, la réaliser avec énergie, tel est notre devoir, tel est aussi le vœu, j'en ai la ferme assurance, de notre peuple protestant, qui a horreur du schisme et qui entend garder intacte, au sein de l'Eglise réformée, la foi spontanée, la foi personnelle, la foi libre, seule digne des esprits émancipés et des cœurs généreux. (*Applaudissements prolongés à gauche.*)

M. VAURIGAUD. — Parmi les paroles de l'honorable M. Clamageran, il en est une que j'accepte tout entière, même dans ce qu'elle a d'humiliant pour nous, c'est celle dans laquelle il reproche aux

croissants de ne pas avoir assez de courage (*Très-bien !*) ; il est une autre partie de son discours qui m'a, je l'avoue, douloureusement froissé, c'est ce qu'il nous a dit sur Calvin.

Eh quoi ! Messieurs, faut-il que ce soient uniquement des étrangers qui louent Calvin dans cette enceinte ? Tous ces jours nous les avons entendus, ceux d'Ecosse comme ceux d'Amérique et d'Angleterre ; tous ils exprimaient leur profonde admiration, leur vive reconnaissance pour le réformateur qui les a affranchis, et c'est ici, dans l'Eglise même qu'il a fondée, c'est parmi nous, ses descendants selon l'esprit, c'est là seulement qu'on vient juger sévèrement son œuvre ! Serait-il donc vrai qu'il faille lui appliquer cette parole que nul n'est prophète dans son pays ? (*Vive approbation à droite.*)

J'en viens à la question et je me ferai un devoir de ne rien affirmer qui ne puisse s'appuyer sur des preuves. Combien nous en avons entendu de ces affirmations sans fondement ! On vient par exemple, pour nous montrer ce qui a fait le réforme, d'en appeler à qui ? à des étrangers, à des Vénitiens. Mais étaient-ils bons juges en pareille matière ? Est-ce sur leur appréciation que nous devons fonder la nôtre ? Je ne le pense pas.

Assurément si l'esprit pouvait gagner les causes, nos adversaires triompheraient. M. Coquerel en a montré beaucoup. Je ne dirai pas à M. Coquerel qu'il a de l'esprit comme un ange, car il a eu soin de nous dire que nous n'étions pas des anges, et vous savez en même temps avec quelle énergie il a déclaré qu'à aucun prix il ne voulait se séparer de nous (*Hilarité*

*prolongée*); mais je lui dirai qu'en combattant ce qu'il appelle notre tendance à l'uniformité, il a enfoncé une porte ouverte; car jamais les orthodoxes n'ont demandé, ni souhaité l'uniformité. La diversité est la loi de la vie, dit-on; cela n'est pas nouveau; Ad. Monod le disait souvent. La vraie maxime est celle-ci: « *In necessariis unitas, in dubiis libertas, in omnibus caritas.* »

On confond encore protestantisme et Eglise réformée. En présence de la parole de Dieu, tout protestant se sent libre et n'admet aucune autorité étrangère. Et quand on parle d'autorité imposée, évidemment on se trompe. Voici les faits: Vous cherchez en toute liberté ce qu'il y a dans la Bible, et vous y trouvez telle ou telle doctrine; de leur côté, d'autres en font autant. Après cela, si l'on se rapproche, et que l'on se trouve d'accord, on met en commun ses croyances, et telle est la véritable origine des confessions de foi. (*Très-bien! à droite.*) L'Eglise réformée est l'ensemble et l'union de ceux qui ont trouvé la même foi au même Sauveur. Nos pères firent une confession de foi à la lumière des bûchers; cette circonstance n'est-elle pas la preuve de leur sincérité et de leur liberté? Ce qui se fit dans chaque communauté particulière se fit aussi pour le corps des Eglises qui se rapprochèrent et arrêtèrent en commun leur symbole. Les Synodes furent par là le lien de ces Eglises; ils n'eurent pas d'autre rôle.

D'une part, c'est un droit inaliénable que d'appliquer le libre examen à la sainte Ecriture; d'autre part, c'est le rapprochement des âmes ayant trouvé

les mêmes croyances qui constitue l'origine libre et naturelle des confessions de foi. Mais une assemblée de croyants doit être une assemblée de témoins : « J'ai cru, c'est pourquoi j'ai parlé, » disait saint Paul ; aujourd'hui on voudrait changer tout cela.

M. Clamageran a parlé d'une époque où la foi était puissante mais sans formule. Les faits ne confirment pas cette assertion. Avant 1559, les écrits de Calvin et de Luther exerçaient une grande influence sur les protestants français qui, sans s'être concertés, avaient pourtant les mêmes croyances.

Je pense que l'on commet une méprise quand on prétend qu'une Eglise ne peut pas avoir une confession de foi variable. Il faut distinguer la *vérité* et son *expression*. La vérité ne change pas ; mais la connaissance peut se modifier. Ainsi, le fait de la misère de l'homme est constaté et reconnu ; mais on ne l'a pas exprimé de la même manière dans tous les temps. La confession de foi de la Rochelle, pour laquelle je ne saurais trop exprimer mon admiration, nous a transmis pour le fond la foi dans ce qu'elle a d'éternel ; l'expression est peut-être défectueuse, et rien ne s'oppose à ce qu'elle soit modifiée. Mais le fond de la pensée demeure et doit être conservé. Ainsi, les faits restent pendant que la formule change. Certes, il faut reconnaître que la confession de la Rochelle est trop théologique dans sa forme ; Calvin poussa trop loin la logique ; mais le fond demeure.

On a dit que ce symbole est abandonné depuis deux siècles. Cela n'est pas exact. Dans un Colloque réuni dans les Cévennes, en 1802, on le lut et on l'écouta debout.

Mais il y a plus. Rabaut Paumier raconte les tentatives de certains Synodes, qui voulaient unir les protestants de l'Europe entière sur la base des dogmes fondamentaux ; on aurait fait des sacrifices sur les points secondaires. On avait été plus loin, selon le même auteur, et l'on s'était flatté de faire du Symbole des apôtres un terrain commun sur lequel les protestants et les catholiques se seraient donné la main.

M. Pécaut croit que la coexistence des tendances opposées dans les mêmes cadres ecclésiastiques est possible et même nécessaire. S'il s'agissait des mêmes faits appréciés diversement, je partagerais cet avis. Mais il n'y a plus de divergence d'appréciations quand le fait lui-même est supprimé.

M. Coquerel cherche volontiers dans notre histoire des ancêtres au libéralisme ; en réalité, il n'y en a point. Daillé, Amirault et tant d'autres étaient libéraux sans doute, mais non pas comme ceux d'aujourd'hui ; et ceux-ci ne peuvent pas se réclamer de ceux-là. On a cité Casaubon ; mais si Casaubon n'était pas un rigide calviniste, il n'en est pas moins vrai qu'il s'est dit anglican, qu'il est mort anglican, et cela est significatif.

Pour en revenir à M. Pécaut, l'union, dans le sens où il l'entend, est impossible. M. Pécaut a posé des principes dont la conséquence rigoureuse serait la condamnation du protestantisme ; car les protestants, ces principes admis, n'auraient pas dû se séparer du catholicisme.

M. PÉCAUT. — Je proteste et je demande qu'on ne dénature pas ma pensée ni mes paroles.

M. VAURIGAUD. — Je resterai, pour ne point provo-

quer les réclamations, dans le domaine de l'hypothèse, et j'ajoute qu'étant données les opinions qui ont été soutenues, il faudrait blâmer ceux d'entre nos pères qui, pour conserver leur foi, ont quitté la France.

M. PHIL. CORBIÈRE. — Et la persécution ?

M. VAURIGAUD. — Ils avaient un moyen d'y échapper. On veut que notre Eglise renonce à sa foi traditionnelle, pour admettre dans son sein et y légitimer le mélange de toutes les tendances. Si elle le faisait, elle se renierait elle-même ; car, jusqu'en 1805, la confession de foi de la Rochelle était lue dans les chaires de nos temples.

Mais ce point de vue, pense-t-on, serait conforme à la loi du progrès. En êtes-vous sûrs ? Pour moi, je veux le progrès sans doute, mais non pas le progrès comme on l'entend, et qui aboutit à une sorte de déisme assaisonné d'expressions chrétiennes ; il faut admettre le progrès en tant qu'il respecte la vérité. Le vrai progrès est celui de la sainteté ; tout autre doit être tenu pour suspect. L'Eglise ne doit pas, par égard pour ce qu'on nomme la civilisation, abandonner sa foi.

L'alternative est pressante : ou conserver la foi en en améliorant l'expression, ou la changer dans le fond et dans la forme. Dans la déclaration de foi qui a été lue par M. le professeur Bois, on a voulu maintenir sans formules la foi de l'Eglise réformée. « Il n'y a pas d'Eglise qui n'ait ses doctrines particulières, » écrivait M. le pasteur Martin-Paschoud ; et il ajoutait : « Toute Eglise a le pouvoir de proclamer ses doctrines, chacune à sa manière. » Il n'y a pas

plus d'Eglise sans doctrines que de corps sans âme.

Si on nous demande ce que nous voulons faire de notre foi, nous répondrons : Rien ; sinon la professer. Ceux qui ne la partagent pas jugeront dans leur conscience s'ils doivent demeurer dans une Eglise, dont ils n'acceptent pas les principes. (*Murmures à gauche ; applaudissements à droite.*)

Après ce discours, la séance reste suspendue pendant vingt minutes. Quand elle est reprise, la parole est donnée à *M. Gachon*.

M. GACHON. — Je n'examinerai pas en détail la déclaration de foi proposée par M. Bois et quelques-uns de ses amis. Je veux plutôt examiner le caractère essentiel, et certains points de cette déclaration.

Je lui reproche d'abord de se placer sur un terrain historique qui n'est pas le véritable. Elle se donne comme l'expression de la pensée de l'Eglise se retrouvant elle-même après des siècles de souffrance. Telle n'est point la situation réelle. On méconnaît ce fait important que, pendant soixante-dix années, l'Eglise a pensé, agi, s'est appartenue enfin. Les auteurs de ce manifeste ont oublié le travail de cette longue période ; ils auraient dû en tenir compte et se placer en face d'un passé qui ne peut plus revenir, et d'un présent qui a son caractère et sa vie propres. Au lieu de cela, ils se sont mis en présence d'un passé qu'ils n'acceptent d'ailleurs que sous bénéfice d'inventaire, et d'un présent qu'ils méconnaissent ; ils sont ainsi dupes d'une illusion.

En second lieu, leur déclaration de foi est vague. On peut différer sur le principe de ces symboles ; il en est qui les tiennent pour des brandons de discorde.



Mais le principe admis, dès qu'on l'applique, la déclaration doit être claire, précise, complète. Telle est la confession de foi de la Rochelle, que je juge, mais que j'admire profondément. Ce document forme un tout logique et vivant; l'ensemble détermine et éclaire le sens et la portée de chaque article. Aujourd'hui on nous met en présence d'un projet sans cohésion.

On dira sans doute qu'on n'a pas voulu faire un corps de doctrines organiques; mais on aurait dû avoir cette ambition-là. Quand on a la prétention de dire ce qu'est l'Eglise et de lui tracer ses limites, il faut être clair. La déclaration prête par là à l'équivoque, car elle permet à des hommes qui n'ont pas la même méthode et n'admettent pas les mêmes résultats de s'unir sur un terrain commun.

Que l'on prenne d'ailleurs la déclaration pour ce qu'elle se donne. On n'a pas voulu marquer les limites en dehors desquelles on n'est pas chrétien. Il est évident que ce qui fait le chrétien ce sont les dispositions morales. Le Discours sur la montagne n'a pas d'autre signification, et l'on pourrait ajouter, conformément à la parabole du bon grain et de l'ivraie, que nul n'a le droit de se faire le juge de l'état d'âme du prochain.

Mais le but des signataires est de marquer la différence entre deux tendances que l'on tient pour contradictoires. On aurait pu pour cela relever d'autres points sur lesquels le désaccord se produit également. Or, je reproche à la déclaration d'avoir encore ici méconnu la réalité des choses. Elle aura pour effet de laisser croire qu'il y a dans l'Eglise une ligne de

démarcation absolue entre les deux tendances. Il n'en est pas ainsi. Entre la négation et l'affirmation catégoriques, il y a en effet des intermédiaires : de l'extrême droite à l'extrême gauche, il n'y a point de solution de continuité.

Que l'on prenne, si l'on veut, les doctrines que l'on tient pour les plus vitales. Aujourd'hui, on parle de l'autorité des Ecritures en matière religieuse ; mais jadis on ne distinguait pas, l'autorité était tenue pour absolue, et nos pères étaient plus logiques, car ils se rappelaient combien il est difficile de distinguer la morale de la religion, et combien tout tient à tout. Votre point de vue admet des nuances. Qu'il s'agisse encore du surnaturel. Quant à moi, je repousse le surnaturel tel qu'on l'entend vulgairement. J'admets ce que j'appelle le vrai surnaturel, Dieu, le Père, plein de miséricorde, libre, agissant par sa grâce et son esprit, c'est-à-dire le monde spirituel et moral. Mais ce que je rejette, c'est le miracle.

Or, sur le terrain du surnaturel, l'opposition n'est pas aussi tranchée qu'on paraît le croire. Beaucoup de pasteurs de la droite n'admettent pas tous les miracles de l'Ancien Testament ; plusieurs font même un triage dans ceux du Nouveau. Dans tel livre orthodoxe, le miracle du statère est sacrifié, et le savant auteur de ce livre, tout en croyant au fait matériel de la résurrection de Jésus, ne se fait pas illusion sur les difficultés que ce fait soulève. Ainsi, qui que nous soyons, nous avons la même origine ; nous sommes imbus des mêmes traditions, et nous avons des traits semblables. Si ce n'était l'ardeur de nos luttes, notre fraternité serait visible à tous les yeux.

Je pourrais parler au nom du jeune clergé libéral, et affirmer qu'entre la génération nouvelle et celle qui la précède, il y a des liens de filialité, que l'une marche dans la voie que l'autre lui a ouverte; je pourrais citer tel professeur orthodoxe duquel j'ai appris à vénérer des hommes tels que Schleiermacher, qui n'approuveraient pas la déclaration de foi que je dois combattre.

D'ailleurs, quel spectacle avons-nous sous les yeux? Celui de tendances très-diverses parmi les membres de cette assemblée, et ces tendances sont une image de celles qui existent dans l'Eglise tout entière. Il aurait fallu que la déclaration de foi proposée, qui peut amener une rupture violente, fût assez compréhensive pour abriter toutes ces tendances. Il y a des Eglises considérables qui ne pourraient pas trouver place dans les étroites limites que l'on veut tracer; élargies, ces limites auraient l'avantage de ne blesser personne, de respecter la réalité, elles auraient suffi à distinguer nettement le protestantisme du catholicisme.

Quand on allègue qu'on ne peut faire coexister les contraires dans les mêmes cadres, on prend les apparences pour la réalité. Au fond il est des doctrines qui sont communes à tous et sur le terrain desquelles on pourrait s'unir : nous croyons tous en Dieu, à sa miséricorde, à la vie éternelle; nous pouvons tous nous édifier par les mêmes cantiques, la lecture de la Bible, la prière. En dépit de toutes les divergences, il y a donc un fonds commun de croyances et d'habitudes religieuses, qui peut suffire à la vie des âmes et de l'Eglise.

On disait tout à l'heure qu'on laissait aux libéraux le soin de juger s'ils pourraient rester pasteurs d'une Eglise dont ils n'auraient pas les croyances. On se place ici sur un terrain illusoire. Les pasteurs libéraux sont à la tête d'Eglises qui sont heureuses de les avoir; et aussi longtemps que ces Eglises leur diront : « vous êtes nos pasteurs, » ils le demeureront, quoi qu'on puisse dire. (*Très-bien ! à gauche.*)

Je pense qu'avec le fonds religieux et moral qui est commun à toutes les tendances, il n'y a pas lieu de s'alarmer de certaines diversités, et que ces diversités mêmes, il ne faut pas les exagérer. Au reste, si on voulait les faire disparaître, ce ne sont pas les moyens empiriques qu'il faudrait mettre en œuvre, mais les moyens moraux, car notre mal est moral. On peut attendre beaucoup des recherches scientifiques, du sérieux des consciences, et même de la réunion et des débats du Synode, car un loyal échange d'idées en amène la pondération.

Je terminerai en citant le mot du sage Gamaliel : « Si cette œuvre est des hommes, elle périra d'elle-même ; mais si elle est de Dieu, vous ne pouvez la détruire. » (*Applaudissements à gauche.*)

La séance est levée.

## DIXIÈME SÉANCE

LUNDI 17 JUIN.

La séance est ouverte à une heure et demie.  
Prière de M. le pasteur Sohier.

Le procès-verbal est adopté.

La discussion continue sur la déclaration de foi présentée par M. Bois.

M. PERNESSIN. — C'est en qualité de laïque que je prends ici la parole ; voici vingt-cinq ans que je suis dans le commerce ; je n'ai pas la prétention de faire un discours. Dans les tragédies grecques vous vous souvenez qu'il y a un chœur exprimant les pensées du peuple et qui est particulièrement ennuyeux pour les élèves de nos lycées. C'est ce rôle ingrat, mais honorable, que je viens remplir ici. (*On rit.*)

Je dois d'abord rectifier une erreur. M. Clamageran a prétendu que l'Eglise de Genève n'avait pas de profession de foi. Or, l'Eglise de Genève admet l'inspiration et l'autorité des saintes Ecritures et y voit la seule règle infaillible de la vérité religieuse. C'est la base même sur laquelle elle repose.

Je dois ensuite vous dire que notre déclaration de foi étant une œuvre de bonne foi, nous ne voulons rien y laisser subsister d'équivoque. En adoptant le *Symbole des apôtres*, nous avons soin de faire res-

sortir le sens clair, évangélique, dans lequel nous interprétons les deux expressions : *résurrection de la chair* et *descendu aux enfers* ; si le Synode voulait expliquer ces mots en remplaçant *chair* par *corps* et *enfers* par *tombeau*, je crois qu'il exprimerait notre conviction à tous.

Quant à moi, je partage les croyances de la droite de cette assemblée et je dirai à nos frères qui ont signé le manifeste de la gauche, qu'ils sont des néo-chrétiens et des néo-protestants. Il est évident à mes yeux que leur christianisme n'est pas celui de l'Eglise primitive. Toute la prédication de saint Paul se réduit au témoignage rendu à Jésus-Christ « livré pour nos offenses et ressuscité pour notre justification. » C'est cette foi qui a soutenu les martyrs des premiers siècles et ceux de la Réformation.

Vous dites que la religion c'est le sentiment, mais combien d'hommes en dehors de nos croyances qui ont des sentiments chrétiens et qui font des œuvres chrétiennes ! Il y en a dans la franc-maçonnerie, parmi les spirites et les adeptes d'autres cultes.

En conclurez-vous qu'il faille laisser monter dans vos chaires un homme qui mettrait le triangle maçonnique à la place de la croix ou qui ferait parler des tables ? Vous êtes des néo-protestants. Jusqu'en 1864, on appelait protestant un homme qui exerçait son libre examen sous l'autorité des saintes Ecritures ; certes ce n'était pas la science qui manquait à nos pères. Aujourd'hui vous avez substitué la raison individuelle à l'autorité de la Bible ; vous êtes des néo-protestants. Vous avez le droit de l'être, mais en créant une nouvelle Eglise ; lancez sur l'Océan votre

navire, mais sachez que nous ne voulons en être ni les passagers ni les pilotes ; nous resterons dans la barque des apôtres, car c'est elle qui triomphera des tempêtes. Notre foi, c'est celle du peuple protestant ; on a parlé de notre faible majorité ; j'affirme sans craindre d'être démenti que plus de quatre-vingts d'entre nous sur cent huit croient ce que nous proclamons dans notre déclaration ; seulement plusieurs d'entre eux craignent de nous désunir, mais au fond du cœur ils le croient ; tous les pasteurs le croient, car c'est le fond de nos liturgies, et comment les réciteraient-ils s'ils n'y croyaient pas ! Comment auraient-ils la prétention de relever la conscience publique s'ils ne respectaient pas leur propre conscience ? (*Applaudissements à droite.*) Qu'on me cite l'exemple d'un troupeau qui ait protesté contre les liturgies ! Le peuple est avec nous. Pour vous, Messieurs, vous formez un brillant état-major, mais vous me rappelez ce colonel espagnol qui tout récemment marchait sur Madrid d'un pas triomphant et qui, en se retournant, s'aperçoit que son régiment l'a laissé seul. (*Rires.*) Quoi ! nous affirmons tous notre foi politique, et nous n'affirmerions pas notre foi religieuse ! Supposons qu'à Marseille certains hommes viennent me demander de former avec eux une association politique. Je commencerais par leur demander quel est leur programme ; s'ils me répondaient : « Oh ! nous voulons relever l'instinct politique, nous avons de hautes aspirations, nous poursuivons l'idéal, » je leur répondrais : Tout cela est fort bon, mais êtes-vous pour la monarchie ou pour la république ? Si vous êtes républicains, je suis des vôtres, mais encore



faut-il nous entendre. Comment voulez-vous fonder la république? Par la libre discussion, par le vote ou par la violence? Sur tous ces points il me faudrait des réponses précises. Eh bien, en religion il en est de même, et je ne vois pas pourquoi l'Eglise serait la seule association qui ne saurait ni ce qu'elle veut, ni où elle va.

On a dit que les confessions de foi immobilisaient les Eglises, qu'elles figeaient leur vie; d'après M. Clamageran ce serait Calvin qui aurait fait avorter l'œuvre de la Réformation.

Ah! qu'il relise cette grande vie que le zèle de Dieu dévorait, qu'il relise ses lettres ardentes adressées aux confesseurs et aux martyrs! Non, qu'on ne vienne plus soutenir au milieu de nous de pareilles assertions.

On nous a dit : « Etes-vous sûrs d'exprimer la vérité tout entière? Vous allez lier les générations qui vous suivront. » Mais quand avons-nous prétendu être infaillibles? Nous confessons la foi évangélique; si nous nous trompons, un autre Synode plus éclairé corrigera nos erreurs.

On nous a dit : « En déterminant la foi, vous allez rendre vos jeunes pasteurs hypocrites. » Faut-il donc accuser d'hypocrisie les pasteurs des grandes Eglises qui ont des confessions de foi? Eh bien, pour moi, je l'avoue, je serais heureux d'arrêter sur le seuil de l'Eglise ceux qui ne partagent pas sa foi, de leur faire comprendre que le ministère est une vocation et non pas une carrière; mieux vaudrait pour eux, s'ils ne croient pas, s'occuper d'épicerie ou de drainage.

On nous a dit : « Vous allez faire un schisme. » Je

n'en sais rien, mais si ce mal arrivait, la faute en serait non pas à nous, mais à ceux qui ont démoli les croyances de notre Eglise. Oui, je le crois, il vaudrait mieux que la séparation se fît ; si elle a lieu, la minorité aura tous ses droits reconnus par le gouvernement. Je serai le premier à les défendre.

M. Coquerel nous a placés en face des jugements du monde, il nous a dit : « Craignez les jugements des catholiques, craignez ceux-ci, craignez ceux-là. » Pour moi, je lui réponds : « Craignons Dieu et n'ayons pas d'autre crainte. » (*Très-bien !*)

Je crois que nos rapports seront plus faciles quand nous serons séparés. C'est ce qui arrive à la suite d'un mariage malheureux ; lorsqu'on s'est quitté, on oublie ses défauts mutuels, pour ne se rappeler plus que ses qualités. Nous y gagnerions tous de pouvoir agir en toute liberté, de pouvoir évangéliser les foules sans user nos forces dans des luttes intestines. Je crois que le temps est venu de sortir du temple et de la sacristie et de parler une langue que les foules comprennent.

M. Coquerel nous a dit que les discours théologiques ne convertissaient pas ; j'en tombe d'accord avec lui, mais qu'il le sache bien, le langage de son école ne convertit pas non plus. Ce n'est pas en parlant d'aspirations, d'idéal indéfini, d'effluves divines qu'on réveille les consciences. J'ai entendu un sermon de Pâques divisé en trois points : 1° Résurrection des nations ; 2° résurrection des idées ; 3° résurrection de la nature au printemps. Ce n'est pas là ce qui convertit les âmes. (*Rires et applaudissements.*)

Nous n'agissons sur les masses qu'en leur présentant le vrai Christ ; voilà pourquoi je vote avec mes frères de la droite, moi qui à l'Assemblée nationale irais m'asseoir sur les bancs de la gauche. Ne nous y trompons pas, ce qui fait la force du catholicisme, c'est que, au milieu de toutes ses erreurs, il a conservé Jésus-Christ ; Jésus-Christ, dans cette Eglise, c'est surtout le crucifix, mais combien d'hommes qui, lorsque la mort arrive, sont heureux de baiser l'image de Celui qui est mort pour eux ! L'heure est solennelle, je vous supplie de vous mettre en face de votre tâche ; délibérez pendant le jour, priez pendant la nuit. Nous ne sommes pas venus ici pour apprendre par quel art subtil on réunit les contradictoires, on mêle l'eau et le feu, nous y sommes venus pour rendre témoignage à la vérité qui nous sauve. Que sommes-nous ? Des mourants qui auront bientôt leur compte à rendre. Les gladiateurs antiques quand ils descendaient dans le cirque, s'écriaient : « *Ave Cæsar, morituri te salutant !* » Eh bien, dans cette occasion où Dieu nous appelle à un si grand devoir, dirigeons vers le Chef crucifié de l'Eglise nos regards et nos cœurs et disons-lui : « *Te, Jesu, morituri salutant.* » ( *Vifs applaudissements à droite.* )

M. VIGUÉ. — Nous avons tous ici, Messieurs, les plus graves préoccupations, et dans ce débat je veux avant tout dégager ma responsabilité. Je vous demande votre bienveillante attention ; j'oserai dire que j'y ai quelques droits, car depuis vingt ans je vis au milieu de nos grandes agglomérations protestantes du Midi, je connais leurs idées, leurs aspirations, leurs vœux ; je réagirai d'ailleurs contre tous

les entraînements oratoires afin de ne point passionner la discussion.

Je rends hommage aux intentions de la majorité de cette assemblée. Non, ce n'est pas de gaieté de cœur que vous avez soulevé cette question redoutable, et je m'efforce de comprendre vos douloureuses préoccupations.

Que voulez-vous faire ? Une épuration dans l'Eglise. (*Dénégations à droite.*) C'est là ce que vous voulez faire. Eh bien ! laissez-moi vous le dire, vous avez tort. Vous vous substituez à la nature des choses. L'Eglise est un organisme vivant. Or, il est dans la nature de tout corps organisé d'expulser avec le temps tous les éléments qui lui sont étrangers. Laissez le temps agir et ce travail se fera de lui-même. Est-ce qu'il ne s'est pas accompli en nous tous ? Ne sommes-nous pas dans un moment de crise ? N'avons-nous pas traversé des heures où nous nous demandions si nous devions rester dans l'Eglise ou la quitter ? Eh bien ! il y en a qui, à l'issue de cette crise, sont sortis de l'Eglise ; ils l'ont fait le sachant et le voulant, ils se sont exclus eux-mêmes.

Nous, nous sommes restés, et je ne m'abaisserai pas à dire que ce n'est pas par intérêt. Parmi ceux qui restent avec nous, il y en a dont les idées, parfois aventureuses, nous font de la peine, et contre lesquels nous avons à réagir. Je citerai un seul nom qui a été plusieurs fois prononcé, celui de M. Pécaut que j'appelle mon ami, mieux que cela mon frère dans le sentiment du péché, dans l'obéissance au devoir, dans la recherche de l'idéal chrétien. Eh bien ! vous semblez nous dire : « Sacrifiez cet homme

(*Dénégations à droite*) et nous vous laisserons tranquilles. » Nous ne pouvons accepter ce conseil. En frappant M. Pécaut vous me frappez moi-même. (*Approbation à gauche.*)

Vous faites donc une œuvre inutile, et j'ajoute que vous faites une œuvre dangereuse. Vous avez dit qu'il y a ici deux religions. C'est une erreur qui vous mènera plus loin que vous ne pensez. Il n'y a en réalité ici que deux tendances dans la même religion. Vous avez parlé des deux principes constitutifs du protestantisme, l'autorité des Ecritures et le salut par la foi. Or, pouvez-vous dire que le parti libéral les méconnaisse? Il les accepte comme vous, en les expliquant. Parmi vous il y a des théopneustes stricts. Je le sais, mais à côté, il y a des hommes qui pensent que la Bible *renferme* la parole de Dieu; c'est là ce que nous croyons nous-mêmes. La différence n'est donc que dans le degré. Il n'y a pas là deux religions.

Même remarque pour la justification par la foi. Quoi! n'est-ce pas le principe même du spiritualisme, du subjectivisme? Au lieu de placer le salut en dehors de l'homme dans les œuvres, les cérémonies, les pratiques, on le place dans son âme, et on fait de lui le juge de son propre état.

Eh bien! à mon avis, la réforme n'a qu'un principe qui est celui-ci : la conscience individuelle saisissant Jésus-Christ. Or, quelque paradoxal que cela semble, j'ose affirmer que ce principe individuel s'accuse tout spécialement dans les confessions de foi. En voulez-vous la preuve? Dans notre réforme française il y a eu jusqu'à trente-trois confessions de

foi, sans compter les *consensus*. Cela veut dire que chacun sentait comme individu le besoin d'exprimer sa foi. Donc, si ce Synode avait publié deux ou trois professions de foi diverses et simultanées, il serait resté fidèle à l'esprit protestant.

J'en viens à la confession de foi de la Rochelle et j'y retrouve affirmé ce droit de la conscience individuelle. En effet, cette confession proclame l'autorité des saintes Ecritures, mais sur quoi la fait-elle reposer? Sur le témoignage de la conscience. (*Dénégations à droite* : Il y a autre chose! Lisez l'article.) Si j'avais le loisir je montrerais que toute notre théologie a été déterminée par là, que Dieu a été conçu surtout comme l'idéal moral, suprême expression de notre conscience subjective. Donc, à cet égard encore, nous sommes fidèles aux traditions de nos pères, et nous ne représentons pas une autre religion. Eh quoi! aimer, croire, suivre Jésus-Christ, n'est-ce pas être chrétien?

Nous sommes de la même Eglise : une Eglise c'est une famille, or nous avons les mêmes souvenirs dans le passé, la même espérance vers l'avenir, le même chemin à suivre entre le catholicisme et l'incrédulité. Vous voulez nier cette unité en nous séparant par la profession de foi que vous voulez nous imposer. Je dis nous imposer, car à moins que vous la déclariez non obligatoire, elle nous sera imposée, et cela par un coup de majorité, par une majorité qu'un déplacement de six voix suffirait à changer. (*Très-bien! à gauche.*) Vous ne pouvez pas user de cette majorité. Ne dites pas que c'est votre droit, car il faudrait vous rappeler cet adage des

Romains « *Summum jus, summa injuria*, » et la parole du Maître : « Si votre justice ne dépasse celle des scribes et des pharisiens, vous n'entrerez pas dans le royaume des cieux. » Pour nous nous n'immolerons jamais notre liberté aux pieds d'une majorité.

Permettez-moi de vous adresser un dernier appel au nom de la modération et de la justice. Ah ! si nous pouvions changer nos cœurs et non pas seulement notre dogmatique, comme le rapprochement serait facile ! Notre excellent modérateur nous a dit que le schisme serait une bonne chose. Pour moi, je pense avec M. Thiers, lorsqu'il parlait de notre Synode, que les schismes ne servent qu'au triomphe des doctrines irréligieuses. M. Bastie a ajouté : « C'est pour cela que nous sommes venus ici. » Eh bien, nous, nous sommes venus pour autre chose, nous sommes venus faire une œuvre d'union. Quelle tristesse ce serait que de rapporter à nos mandataires la nouvelle que l'Eglise s'est déchirée, quelle impossibilité d'ailleurs de réaliser ce déchirement ! Je vous supplie de vous épargner à vous-mêmes ces tristesses, ces regrets, ces remords. (*Applaudissements à gauche.*)

M. E. FROSSARD père. — Ce n'est pas sans une grande appréhension que je monte à cette tribune dont l'accès est devenu redoutable après les discours éloquents qui feront de cette session du Synode l'une des grandes pages de notre histoire. Je n'ai point de prétention à l'éloquence ; je veux simplement rendre témoignage à ma foi. Je dessers une des plus petites de nos Eglises, placée aux avant-postes du



côté de l'Espagne. Elle m'a envoyé ici en disant : « Allez et confessez la vérité. » Cette Eglise se rattache à notre grande Consistoriale du Béarn ; nous sommes là dans un vieux pays protestant. Eh bien ! le Synode de cette province nous a chargés de confesser les grandes vérités de la foi.

On nous a accusés de ne pas vouloir la liberté. Je proteste contre cette accusation. Jamais nous n'avons accepté qu'on violentât les consciences. Nous avons défendu les droits des autres, et c'est l'alliance évangélique qui est intervenue en Suède en faveur de la liberté des catholiques. On a dit que l'orthodoxie produisait la torpeur, l'immobilité. Est-ce vrai ? Qui est-ce qui a fondé nos œuvres religieuses, qui est-ce qui les a soutenues ? Faites une statistique de nos œuvres protestantes ; nous ne la redouterons pas.

Dans le Béarn, nous vivions en paix, nous entretenions les rapports les plus affectueux avec nos frères dissidents, lorsque tout à coup on est venu au milieu de nous attaquer les miracles et prêcher ouvertement ce qu'on appelle le théisme chrétien. Nos troupeaux se sont émus. Je ne crains pas de vous le dire : si vous ne proclamez pas la foi de l'Eglise, des milliers d'âmes nous abandonneront, et ce seront les plus pieuses, les plus fidèles, les plus dévouées aux intérêts de notre Eglise. Elles iront chercher ailleurs un abri ; jamais elles ne comprendront qu'un Synode hésite à dire ce qu'a toujours cru l'Eglise ; elles pensent que ne pas affirmer la foi revient au fond à la nier. (*Approbatton à droite.*)

La séance est suspendue pendant un quart d'heure,

A la reprise de la discussion, M. Bastie, modérateur, proteste contre une assertion de M. Viguié. Jamais M. Bastie n'a dit en parlant du schisme : « C'est pour cela que nous sommes venus ici ; » je suis venu ici, dit-il, pour affirmer la foi de l'Eglise ; je laisse à Dieu les conséquences, et je prends pour maxime l'antique parole : « Fais ce que dois, advienne que pourra. » (*Applaudissements à droite.*)

M. FONTANÈS. — Messieurs, en montant à cette tribune, je suis poursuivi par un mot de La Bruyère : « Nous arrivons trop tard ; depuis six mille ans que le monde existe, tout a été dit. » Depuis six jours que cette discussion est engagée, je crains bien que tout n'ait été dit. Mais dans les circonstances solennelles où se trouve l'Eglise réformée, les discours sont des actes, et chacun de nous est jaloux de porter son drapeau au feu.

En entrant dans ce débat, j'ai à cœur, Messieurs, de protester contre l'emploi qu'on a fait, dans un intérêt de polémique, du nom et de l'autorité de Samuel Vincent.

Samuel Vincent, étudiant quelle était la meilleure organisation de l'Eglise, s'est déclaré pour le système synodal de préférence au gouvernement aristocratique et au système congrégationaliste. Il aimait, dans cette forme de gouvernement, cette publicité, ces débats contradictoires, ce jugement par les pairs, qui sont les garanties de la justice et de l'indépendance des individus. Il se plaisait à voir dans les Synodes un lien efficace entre les diverses Eglises, un moyen d'échapper aux dangers de l'isolement ; il honorait dans le Synode une haute magistrature qui exciterait,

encouragerait les individus, réprimerait les excès locaux et favoriserait, par une sage émulation, le développement de la vie religieuse. Mais il a déclaré en termes très-explicites, qui ne laissent place à aucune ambiguïté, que si les Synodes s'occupaient jamais à *bâtir des déterminations dogmatiques et à condamner à droite et à gauche pour des opinions spéculatives* ils seraient *beaucoup plus nuisibles qu'utiles*, et que s'ils devaient *chercher la religion dans de vains formulaires*, et non *dans la vie religieuse*, il *souhaitait qu'il n'y en eût jamais*. Ainsi, la délibération du Consistoire de Nîmes, qu'on a tant raillée, n'était que l'expression fidèle de la pensée constante de Vincent.

Sa définition de l'Eglise, « *l'association de ceux qui ont la même foi* » n'est pas plus favorable à ceux qui cherchent à enfermer l'Eglise dans les limites d'une dogmatique précise. Le sens qu'il attribue au mot *foi* ne laisse aucune hésitation sur ses principes. La foi, selon lui, n'est pas un acte de l'intelligence, une adhésion à une doctrine; tout au contraire, la foi est pour lui un acte de sentiment et de volonté; c'est l'abandon joyeux de l'âme à la vérité, à l'Evangile, à la volonté et à l'amour de Dieu. Cherchez dans ses écrits, toutes les doctrines qui vous sont chères brillent par leur absence. Ni l'objet, ni la nature de la foi ne sont les mêmes pour lui et pour vous.

Il était si ennemi de toutes ces confessions de foi, qu'il appelait des *papes de papier*, il était si jaloux de la liberté, de la spontanéité de la vie religieuse, qu'il n'admettait même pas que, pour prévenir les disputes

et les personnalités, pour conserver la paix dans le culte, on établit des règlements écrits, bientôt transformés en instruments de tyrannie et de persécution; il voulait qu'on se contentât de conventions *orales* et *négatives*.

Il n'est pas possible, Messieurs, de nous opposer les vues de Samuel Vincent, et de nous écraser par des citations isolées de ses œuvres. C'est lui qui nous a donné notre devise et notre drapeau : *Le fond du protestantisme, c'est l'Evangile; sa forme, c'est la liberté d'examen.*

Et s'il n'avait pas été enlevé avant l'heure, si la Providence lui avait accordé une verte vieillesse, il siégerait au milieu de nous, et il serait le chef acclamé de la gauche. (*A gauche : Très-bien !*)

M. FONTANÈS. — Après avoir tenté de nous mettre en contradiction avec celui dont nous poursuivons l'œuvre et qui attirera l'attention du public français sur le grand mouvement théologique dont l'Allemagne a eu l'initiative dans ce siècle, on a essayé de nous séparer de nos commettants et de faire supposer que nous ne représentons pas leurs sentiments. Si ces assertions n'étaient qu'une habileté de discussion, je les négligerais; mais peut-être la religion de quelques-uns a-t-elle été surprise et c'est un devoir pour nous de l'éclairer.

J'affirme que nous avons été choisis et envoyés au Synode parce que nous représentons fidèlement le point de vue de nos électeurs et de nos paroissiens; et les nuances qui peuvent se produire entre nous, comme entre personnes qui pratiquent sérieusement l'examen, et n'acceptent pas des résultats fixés d'a-

vance, ces nuances ne les empêchent pas de reconnaître droit de cité dans l'Eglise à nos idées. Vous accorderez, Messieurs, qu'on a crié assez souvent « au loup » pour que les troupeaux eussent pu fuir depuis longtemps, s'ils avaient jugé que ce cri d'alarme fût justifié.

Je suis de ceux, plus nombreux qu'on ne pense, qui ont cessé de lire le *Credo*.

Pourquoi l'ai-je fait ? Est-ce une preuve de cette omnipotence pastorale que vous nous reprochez ? Pas le moins du monde. Je l'ai fait par déférence pour mes auditeurs, sur une pétition de plus de 250 hommes qui suivent mes prédications. Dans cette circonstance, j'ai agi d'après les principes que développait l'autre jour l'évêque Temple, à propos de la lecture du symbole d'Athanase, qui agite dans ce moment l'Eglise anglicane. Les fidèles, disait cet évêque, se réunissent dans les lieux de culte pour adorer, pour s'unir à Dieu ; et pour savoir si l'usage d'un *Credo* doit être continué ou suspendu, la vraie pierre de touche ne peut être que celle-ci : Cette lecture contribue-t-elle à l'édification des fidèles ? Si la lecture d'un *Credo* n'édifie pas, ou n'édifie qu'une infime minorité ; si, à cause de certaines formes de langage qui ne sont pas accessibles à toutes les intelligences et qui n'appartiennent pas au langage de la Bible, ce *Credo* ne peut être compris qu'avec des explications qui équivalent à une élimination, il est plus sage de renoncer à l'emploi de ce *Credo*.

Je passe à l'examen de la déclaration de foi qui nous est proposée. Je serai très-bref.

Je lui reproche, en premier lieu, de ne pas être

*nette* : si elle était adoptée, elle serait un nid à procès théologiques. La pompe des expressions : *autorité souveraine des Ecritures en matière de foi*, ne réussit pas à cacher votre embarras et vos dissidences. Entre vous il y a ce que vous appelez des abîmes. Vous n'avez pas pu déclarer que la Bible était la parole de Dieu, vous n'avez pas pu confesser d'un même cœur le dogme décisif de la théopneustie. Cette affirmation aurait coupé court à toutes les controverses et vous aurait dispensés de toute autre formule. C'était la confession de foi la plus simple et la plus pleine. Mais dès que vous êtes forcés par l'évidence de faire des distinctions dans la Bible, vous retombez dans le vague. Il peut être permis à ceux que vous accusez de sentimentalité, d'indéterminisme, de manquer de précision ; mais vous, qui prétendez définir, poser des barrières, prendre des précautions contre les écarts de la pensée et de la recherche personnelle, vous, qui voulez constituer un tribunal, établir une règle, du moins devez-vous parler net. Et si nous nous apercevons que plusieurs d'entre vous acceptent ces mots retentissants : *autorité souveraine des Ecritures en matière de foi*, tout en repoussant, comme une pieuse erreur du premier siècle, la croyance à la Parousie, pour ne pas citer d'autres articles de foi, nous sommes bien justifiés à soutenir que votre règle n'est pas claire et qu'avec moins de scrupules nous pourrions accepter cette formule en nous réservant, comme vous, d'éliminer tout ce qui nous paraît ou théologique ou simplement historique.

N'étant pas nette, claire, votre déclaration n'est pas *populaire*. Elle est trop habilement conçue et

rédigée pour saisir les intelligences simples. On voit bien que des théologiens, et fort habiles, ont passé par là. Ce n'est pas en procédant ainsi que vous vengerez nos Eglises protestantes du reproche que leur a adressé le docteur Doellinger, d'être des Eglises de docteurs.

Du reste, je m'en rapporte, sur ce point, à une excellente critique d'un journal qui ne vous est pas suspect, l'*Eglise nouvelle*, et qui relève avec beaucoup de sens l'embarras du simple fidèle renvoyé à la méditation de toutes les liturgies que vous visez pour découvrir le fond et la règle de sa foi et de son Eglise.

Le dirai-je? je m'étonne de votre enthousiasme subit pour nos liturgies.

Hier encore, vous les dénonciez à la conscience de l'Eglise, comme entachées de pélagianisme, d'arianisme. Vous les accusiez d'infidélité et vous aviez raison, car les doctrines orthodoxes en ont été effacées et décolorées pour laisser la place à une inspiration socinienne. La subordination du Fils au Père y est accusée d'une manière qui ne peut pas se concilier avec le dogme de la divinité éternelle de Jésus; et la liturgie du mariage ne craint pas d'inviter l'homme à *mériter* l'amour de Dieu. Aussi ne pouvons-nous voir dans cette faveur nouvelle de ces liturgies, naguère suspectes, qu'un mouvement habile pour mettre vos adversaires dans l'embarras; elles ne sont pas votre véritable drapeau.

Enfin, votre formule n'est pas *vivante*. Elle n'est pas sortie toute frémissante des entrailles de l'Eglise et elle n'exprime pas la sève et la joie de la foi reli-



gieuse. C'est une œuvre combinée, une transaction habile, efficace, pour atteindre certaines tendances qui vous blessent, mais elle ne porte pas en elle la chaleur et la fécondité de la vie. Toutes les parties tendres, aimantes de l'Évangile y sont laissées dans l'ombre. Elle peut bien être un poteau, une borne pour marquer la frontière et pour exclure ; elle ne satisfera jamais les âmes religieuses, elle ne nourrira pas ceux qui ont faim de vérité, de pardon, de vie nouvelle ; et si nous nous laissions aller à répondre à ces paroles qui nous accusaient de conduire les fidèles auprès des citernes crevassées, nous pourrions accuser votre déclaration de n'offrir à notre faim qu'une pierre au lieu de pain !

Mais je désire ne pas me borner à critiquer votre œuvre : je préfère affirmer les principes qui nous sont communs avec mes amis. Nous sommes *protestants*, nous protestons contre les erreurs de l'Eglise catholique. Or, selon moi, l'erreur capitale du catholicisme c'est sa *notion de l'Eglise*. D'un *moyen*, il a fait le *but* ; il a été infidèle au grand principe proclamé par le Maître dans sa polémique contre le pharisaïsme : *le sabbat a été fait pour l'homme et non pas l'homme pour le sabbat*. Comme sous tous les régimes despotiques et administratifs l'individu est sacrifié à l'institution, le fidèle semble n'avoir de mérite ni de raison d'être que l'Eglise. Elle a été divinisée, bien plus, *déifiée* ; elle est l'arche dans laquelle se réfugient tous ceux qui veulent échapper aux tempêtes et aux naufrages ; elle n'est plus une société, une association, un organisme qui, pour fonctionner, a besoin du concours de tous ses membres. L'Eglise s'est concentrée

et absorbée dans ses corps hiérarchiques et finalement dans son chef, dans le souverain pontife. Les fidèles ne sont plus, à la lettre, qu'un *troupeau*, dressé, mené, sans responsabilité : ils n'ont plus le droit, le devoir d'examiner, de chercher, ils n'ont qu'à se courber docilement, à obéir, et la houlette qui les conduit est devenue un sceptre qui les frappe et les meurtrit. Ainsi le principe païen, qui sacrifie l'individu à la collectivité, à l'Etat, a repris possession de l'Eglise chrétienne ; et le catholicisme contemporain est la démonstration par l'absurde de la folie du système de l'autorité en matière de foi. Il en a mis au jour toutes les conséquences.

Tout autre est le principe protestant. Nos réformateurs qui avaient *Dieu sensible à leur cœur*, dans la fierté et la joie de leur foi ont proclamé que le chrétien était *sacrificateur et roi*, qu'il communiait directement et sans intermédiaire avec Dieu, recevant de *l'esprit de Dieu, parlant à notre esprit*, l'assurance du pardon et les espérances éternelles. L'inspiration, les communications de Dieu ne sont pas réservées au corps sacerdotal, elles appartiennent à tout cœur pur ; dans sa conscience éclairée, pénétrée par l'esprit de Jésus, le chrétien cherche et trouve la loi vivante et intérieure, qui le conduit sans l'asservir à une autorité étrangère. Il est *prêtre*, offrant lui-même à Dieu son adoration et son obéissance ; il est *roi*, conservant avec un soin jaloux la souveraineté de sa conscience.

La réforme n'a pas eu toujours dans ses symboles, dans ses confessions de foi une doctrine bien favorable à la liberté de la conscience ; elle ne l'a pas toujours

respectée dans le conflit des opinions et des controverses ; mais elle a de fait affranchi l'individu de la tutelle de l'Eglise, de la société hiérarchique, elle lui a restitué ses droits en lui imposant le devoir de lire lui-même la Bible et d'y chercher l'assurance de son salut. En replaçant l'individu sous sa juridiction personnelle elle a proclamé l'indépendance et l'égalité de tous les chrétiens, au grand scandale de Bossuet, qui ne pouvait pas admettre qu'une vieille femme fût aussi apte qu'un évêque à comprendre la Bible.

En effet, cette égalité ne peut être acceptée que si les problèmes d'histoire et de théologie sont renvoyés aux hommes spéciaux et si le simple fidèle ne cherche dans la Bible que ce qui le touche, l'édifie, le nourrit, laissant tomber hors de ses prises tout ce qu'il ne peut s'assimiler, tout ce qu'il ne peut pas transformer en vie religieuse et morale.

Cette émancipation de l'individu, cette intervention de l'activité personnelle dans le soin de former la foi, entraîne des conséquences qui n'ont peut-être pas été entrevues par nos réformateurs, mais qui n'en sont pas moins réelles, inéluctables. L'Eglise, au nom de l'inspiration attribuée à ses représentants hiérarchiques, peut avoir la prétention d'embrasser la vérité tout entière et d'échapper à la faillibilité humaine ; elle est organisée, instituée pour cet office, pour préserver la vérité divine des atteintes humaines. Mais vous, protestants, qui confiez à chaque individu le devoir de saisir et de s'approprier la vérité qui le sauve, pouvez-vous attribuer à vos opinions personnelles, à celles d'une majorité, le caractère de l'*absolu* ? Qui peut se lever dans une assemblée protestante,

individu ou majorité, et s'écrier : J'ai toute la vérité ; hors de moi il n'y a que ténèbres et erreurs ? Vous du moins, Messieurs, vous ne l'avez pas fait, car non-seulement vous applaudissez aux progrès de la civilisation moderne qui reconnaît à l'hérétique le droit de cité dans l'Etat ; mais vous n'avez pas cru pouvoir accompagner votre déclaration de foi des anathèmes traditionnels contre les dissidents, vous n'avez pas suspendu sur leur tête la menace de la damnation. J'en loue votre charité ; je me réjouis de cet élargissement des cœurs ; mais je dois en tirer les conclusions légitimes.

Ce progrès, ce changement d'attitude à l'endroit de ceux qui s'éloignent de la foi de la majorité, ne peut s'expliquer que par le sentiment que la vérité proclamée n'est pas la vérité absolue et qu'elle n'a pas les caractères de l'évidence. Mais alors si vous reconnaissez que votre croyance ne possède pas la fixité, l'évidence de l'absolu, si vous reconnaissez qu'elle peut se compléter et se modifier, de quel droit l'imposer à l'Eglise, et vous exposer à produire un schisme, quand il suffirait de vous résigner à supporter des divergences, des contradictions, si vous voulez, pour conserver la paix ? Si vous ne revendiquez pas pour vos croyances l'absolu, force vous est d'avouer qu'elles sont limitées, corrigées, rectifiées, complétées par les croyances de vos frères ; et s'il n'y a plus d'abîme entre eux et vous, pourquoi leur imposer votre formule comme condition *sine qua non* de l'association ?

Les divergences, les oppositions sont inévitables sous le régime de la liberté sérieusement pratiquée ;

et Vinet a montré excellemment que plus la sincérité et la culture de la vie morale se développeront, plus l'uniformité deviendra un non-sens et une tyrannie. D'un homme à l'autre, la vérité n'est une que dans le sentiment qu'on en a ; mais il y aurait autant de formules que d'esprits, si le langage pouvait s'y prêter, si la finesse de la conception égalait dans chacun la délicatesse de l'impression ! Il ne faut donc pas s'effrayer de la diversité, et la combattre ; bien au contraire : il faut la favoriser, car elle est la condition et la preuve de l'ennoblissement des individus, de l'intensité de leur vie religieuse, de la sincérité de leur pensée.

L'ordre et la prospérité de l'Eglise ne sont pas assurés par le silence et l'effacement des diversités ; l'Eglise la plus prospère sera celle où chacun pensera par lui-même et conservera, dans l'expression de sa foi, sa nuance et son individualité.

Aristote a dit, en combattant les théories chimériques et despotiques de Platon qui voulait réduire toutes les individualités au même type : « La cité se fait non d'hommes semblables mais d'hommes différents. » Combien cela est-il plus vrai encore pour la cité religieuse, qui ne peut fleurir que par le respect des consciences et où toute mesure coercitive est un attentat à la majesté de l'être spirituel !

Cette revendication des droits de l'individualité chrétienne ne rencontrera pas parmi vous, Messieurs, de contradicteurs directs : mais vous nous reprocherez de sacrifier un des éléments du problème, de ne nous attacher qu'à un seul côté de la question et de ne pas tenir compte de l'intérêt social. Avec ces principes,

dites-vous, il n'y a plus d'association possible : l'individu doit rester isolé dans sa fierté jalouse.

Je ne conteste pas qu'il ne soit beaucoup plus facile de réunir les hommes sous la discipline de l'autorité. Seulement il est permis de se demander si cette méthode n'est pas appliquée avec assez d'éclat et de succès par l'Eglise catholique pour nous dispenser du souci de l'imiter ; et si nos origines, notre protestation ne nous imposent pas la tâche plus ardue et plus belle de faire la société religieuse par la liberté.

La nouveauté c'est de conserver l'unité en sauvegardant la liberté des intelligences. Recherchons, si vous le voulez bien, à quelles conditions le problème peut être résolu.

L'Eglise est une société religieuse chrétienne. La question donc qui s'impose à nous est bien celle-ci : Qu'est-ce que la religion, qu'est-ce que le christianisme ?

Maine de Biran, qui n'était pas un esprit sans discipline, a écrit quelque part : « La religion est un sentiment de l'âme plutôt qu'une croyance de l'esprit ; la croyance est subordonnée au sentiment. C'est le sentiment et non pas une croyance quelconque qui peut devenir un principe d'action pour le peuple comme pour les individus. C'est ce qu'on ne veut pas voir. »

Sans doute ce sentiment se traduira dans des actes et se précisera par la parole, il produira une morale, un culte, une théologie ; mais sous peine de méconnaître les origines, les sources de la religion, il n'est pas permis d'affirmer que les rites, les actes de dévotion ou les dogmes constituent la religion ; et il est

imprudent de confondre avec la réalité intérieure et primordiale l'expérience variable et éphémère de la foi.

Le dogme en effet, la doctrine théologique, ne peut avoir qu'un caractère dérivé et secondaire; il n'est pas nécessaire et universel; il ne se développe que dans les esprits cultivés, habitués à réfléchir sur leurs expériences intérieures, et il ne peut pas nous être proposé comme la condition de la vie religieuse. On ne peut contester que le dogme n'exerce une influence réelle, par un retour naturel, sur le sentiment religieux qu'il a la prétention d'exprimer, et la formule théologique n'est pas indifférente, bien s'en faut; la vie religieuse a souvent été contrariée, étouffée par une théologie excessive qui violentait les faits; mais le dogme n'a jamais enfanté la vie religieuse, il en est le fils.

Pour soutenir l'obligation d'une doctrine, d'une théologie, pour l'imposer à l'ensemble des fidèles, il faudrait établir qu'en dehors du dogme il n'y a pas de sentiment religieux, et que tous ceux qui souscrivent au dogme traditionnel sont des hommes de foi et de piété.

Je laisse de côté cette seconde thèse qui pourrait nous entraîner à une enquête délicate, dont les résultats seraient contestés et irritants; je me contente de rappeler ce mot de Lessing : « Quand vous avez enfermé dans une cage un dogue furieux, avez-vous dompté sa férocité? » Et quand vous aurez courbé les esprits sous le joug d'une même formule, quand vous aurez enfermé les électeurs, les prédicateurs dans les barrières de votre *Credo* écourté, les aurez-vous



armés pour la bataille de la vie, leur aurez-vous facilité ce perfectionnement moral sans *lequel nul ne saurait voir Dieu* ?

Je préfère vous demander si, l'histoire à la main, il est permis d'affirmer qu'au delà des frontières du dogme la vie religieuse s'éteint, s'évanouit. Les exemples abondent dans le passé et autour de nous, d'hérétiques, d'hommes honnis ou chassés par leur Eglise, mis au ban de la chrétienté, pour des opinions malsonnantes et qui offrent à notre admiration un caractère moral d'une beauté chrétienne, qu'on ne peut contester sans commettre le péché contre le Saint-Esprit. Je n'en veux citer qu'un exemple.

Le célèbre et pieux pasteur Robertson disait à une dame qui lui exprimait son étonnement, et j'ai presque dit son horreur, de trouver sur sa table la Vie et la Correspondance de Channing : « Je serais bien content si la moitié de ceux qui proclament les droits héréditaires du Fils de Dieu à l'adoration, se prosternaient devant sa grandeur morale avec l'amour et l'enthousiasme d'un Channing. Soyez persuadée que si nous sommes admis dans le ciel, nous y trouverons le docteur Channing décrivant autour de la lumière centrale un orbite incomparablement plus rapproché que le nôtre. »

Devant cette noble figure de Channing qui devient tous les jours plus populaire et plus vénérée sur le vieux continent, il est impossible de soutenir que le dogme de la divinité de Jésus est nécessaire pour éveiller dans les âmes un sentiment d'amour, de respect, d'enthousiasme pour le Fils de l'homme. Le dogme peut être une armure de combat pour pro-

téger notre pensée et repousser les assaillants ; il n'est pas la réalité même de la vie religieuse. Il sera, si vous le voulez, le rocher derrière lequel s'abrite la fleur délicate du sentiment religieux, mais il n'est pas la racine qui plonge dans le sol fécond et lui emprunte les sucés dont la plante se nourrit.

Le caractère et l'origine de la religion étant rappelés, nous ne faisons pas difficulté de reconnaître que la religion chrétienne, ou, pour prendre l'expression plus abstraite et plus commune, le christianisme, n'est pas une vague sentimentalité qui peut se rencontrer dans tous les siècles. Non, le sentiment religieux a reçu de Jésus une marque, une détermination particulière qui lui a donné une beauté et une force étrangères à toutes les autres religions. Nous nous accordons tous à protester contre l'Eglise qui tend à réduire le christianisme à une succession d'actes pieux, à une pratique ritualiste ; mais le christianisme n'est pas davantage une série de formules, de dogmes ; il est un nouvel état de l'âme humaine, dans ses relations avec Dieu ; et toutes les expressions dont le Maître s'est servi pour désigner son œuvre, *levain*, *souffle*, *feu*, *germe*, nous éloignent de l'idée d'une théologie toute faite pour nous rattacher à l'action d'un principe plus profond, plus intime.

Le professeur Scholten, de Leyde, a répondu d'une manière parfaitement nette à cette question, si tristement obscurcie par un respect superstitieux : Qu'est-ce que le christianisme ? « Si quelqu'un vous demandait si la philosophie de Socrate est le néoplatonisme ou la philosophie de Platon, ou bien une

apothéose de la personne de Socrate, que répondriez-vous? La philosophie de Socrate c'est la philosophie de Socrate. Eh bien, la religion chrétienne, comme l'a dit Lessing, n'est pas autre chose que la religion que Jésus a enseignée et qu'il a réalisée dans sa vie et par sa mort. »

Cette religion que Jésus a enseignée et qu'il a incarnée dans sa vie, dans son caractère, mon ami, M. Colani, la définissait l'autre jour « un sentiment de joyeuse confiance que l'homme, quoique pécheur, éprouve pour notre Père céleste. » Voilà ce qui fait le chrétien, le disciple de Jésus; et par conséquent, celui qui partage ce sentiment est membre de l'Eglise chrétienne; *il a l'esprit de Jésus et il lui appartient.*

Rappelez-vous, Messieurs, les conditions que le Maître lui-même a posées, dans le *Sermon sur la montagne*, pour entrer dans son royaume, pour s'associer à son œuvre et mériter d'être son disciple. Tandis que pour entrer dans une association industrielle il faut établir qu'on a des capitaux nécessaires, et que pour être admis dans une académie il faut posséder certains titres scientifiques, pour être membre du royaume de Dieu, pour s'associer à l'œuvre de Jésus, être reconnu son disciple, le Maître ne requiert pas de nous une certaine perfection, une certaine conformité doctrinale, il nous demande, non des titres de possession, mais un sentiment de pauvreté, des aspirations, des besoins, la faim et la soif de la justice, de la perfection; la douleur, la honte du mal; le dévouement et la joie du sacrifice.

Il ressort de ces *Béatitudes* que, dans la pensée de

Jésus, ceux-là sont ses disciples et forment sa compagnie, son Eglise, qui répondent à l'appel héroïque qu'il jette à l'humanité et qui veulent travailler en commun à devenir *parfaits comme notre Père qui est dans le ciel*.

Il ne vous suffit pas, je le sais, que l'accord soit fait sur l'enseignement de Jésus, sur le fond de l'Evangile, sur le but de la piété; vous ne pouvez pas admettre que la question reste ouverte sur la nature de Jésus, vous ne voulez pas permettre que le oui et le non, comme vous dites, soit enseigné sur ce point, et vous demandez que le Maître soit le Christ biblique.

Je n'insiste pas sur ce besoin inquiet d'avoir une doctrine arrêtée sur la personne du fondateur de notre religion, comme si son enseignement ne portait pas avec lui ses titres de divinité, ses marques intérieures de vérité. Je retrouve dans cette préoccupation une des faiblesses de notre esprit français toujours enclin au formalisme, prompt à juger les choses par le pavillon qui les couvre, au lieu de se donner la peine de les éprouver, de les juger en elles-mêmes et d'après leur vertu propre.

Mais est-il permis de parler d'un Christ biblique, comme si l'enseignement du Nouveau Testament était identique et uniforme? N'est-il pas constant qu'il y a au moins trois grandes solutions sur ce problème et que les différents auteurs du Nouveau Testament ont essayé des conceptions différentes pour expliquer la grandeur morale de Jésus et son rôle dans l'histoire? Depuis *l'homme approuvé de Dieu, le prophète puissant en paroles et en œuvres* du livre des

*Actes* et du troisième évangile, jusqu'au second Adam, à l'homme prototype et préexistant de saint Paul, jusqu'à la théorie du *Verbe* increé du quatrième évangile, sans parler de la Trinité dont le nom et la formule n'appartiennent pas à l'âge apostolique, n'y a-t-il pas une diversité manifeste, et ce Christ biblique, qu'on veut opposer aux opinions différentes qui se produisent au sein de nos Eglises, n'est-il pas une fiction protégée par l'ignorance ou par une lecture prévenue des textes ?

Le châtement de cette tendance dogmatique qui ne veut pas se contenter de l'enseignement de Jésus, c'est d'être forcée d'aller chercher dans les épîtres, dans l'œuvre des disciples et bien au delà dans le travail des théologiens byzantins, de quoi compléter et parachever l'Evangile. Vous êtes condamnés à trouver des lacunes dans le Sermon sur la montagne, dans les Paraboles ; et dans l'ardeur de la polémique, vous êtes bientôt conduits à soutenir qu'on ne trouve là qu'une sorte de judaïsme et que l'originalité chrétienne y fait défaut. Voilà où vous pousse cette fureur de dogmatisme. Les propres paroles de Jésus n'ont pas assez de chaleur et de lumière, si elles ne sont pas soutenues par l'auréole que les disciples ont mise au front du Maître, et nos docteurs exigent des hommes de ce temps la profession de doctrines, l'adhésion à des faits qu'ignoraient ces âmes naïves auxquelles le Sauveur communiquait l'assurance et la joie du pardon.

Pour soutenir votre théorie sur la personne du Christ, vous insistez sur les miracles que la tradition lui attribue, et vous déployez beaucoup de zèle pour

repousser les résultats de la critique. Hélas ! le jour où on discute les miracles, ils ont disparu. (*Vives protestations à droite.*) Le miracle est le fils de la foi. Toutes les fois qu'on entasse des arguments pour les défendre, on soulève des doutes, on ouvre une enquête et la bataille est perdue, car l'ennemi est déjà dans la place, et on ne réussit pas à l'en chasser.

Il y a trente ans déjà, une pieuse femme disait à son fils, en sortant d'un sermon où le prédicateur, d'une orthodoxie irréprochable, avait essayé de démontrer la réalité de la résurrection corporelle de Jésus : « Est-ce que notre Seigneur ne serait pas ressuscité, que M. X... s'est donné tant de peine pour le prouver ? » (*Rires à gauche.*)

Le défenseur du christianisme qui s'aventure sur ce terrain fait l'œuvre la plus périlleuse : il ébranle ce qu'il veut consolider. Au fond, tous ceux qui ont possédé la plénitude de la foi ne se sont pas arrêtés à discuter la réalité des faits matériels, symbole ou histoire, ils ont dégagé la pensée, l'esprit, la flamme religieuse ; ils ont brisé l'écorce pour savourer le fruit. Luther, qui ne marchandait pas le miraculeux, et qui croyait même à des miracles diaboliques, écrivait cependant à propos des miracles matériels ces paroles pleines d'un grand sens et d'une haute spiritualité : « Ils sont bien mesquins et presque puérils en face des vrais grands miracles spirituels que le Christ accomplit sans interruption dans la chrétienté ; ils étaient destinés, dans les premiers temps, aux païens pour les attirer, les amorcer, comme l'on offre aux enfants des pommes et des poires brillantes. » Voilà le langage

d'un croyant qui a le sentiment des réalités spirituelles, qui trouve dans son expérience intime les témoignages toujours renouvelés de l'action de Dieu, et qui n'est pas réduit, par stérilité religieuse, à chercher la main de Dieu dans le bouleversement du monde extérieur.

Cette inquiétude, cette surveillance jalouse à l'endroit du miracle est toujours un signe d'anguissement dans la vie religieuse, et la critique n'est suspecte qu'à ceux qui n'ont pas dans leur cœur le témoignage de l'Esprit-Saint.

Entre tous les faits de l'histoire de Jésus, il en est un plus éclatant que tous les autres, solennisé par une grande fête, et sur lequel la fondation de l'Eglise paraît reposer. Vous avez tous compris que je voulais parler de la résurrection.

Si la charité, *qui ne soupçonne pas le mal* et qui cherche à pénétrer honnêtement dans la pensée de nos contradicteurs, avait inspiré plus souvent nos controverses théologiques, nous n'aurions pas eu le triste spectacle de cette passion de dénoncer qui, pour remporter une victoire plus prompte et discréditer l'adversaire, ne se donnait pas la peine de comprendre son point de vue et le dénaturait. C'est ainsi qu'on n'a pas craint d'écrire, dans un journal religieux, que ceux d'entre nous qui n'admettaient pas la réalité de la résurrection matérielle, fêtaient, le jour de Pâques, le renouveau de la nature!

Le mot français *résurrection* peut éveiller dans l'esprit des images que le grec n'appelle pas. Αναστασις ne signifie pas que le corps réduit à l'état de cadavre reprend vie, se redresse hors du tombeau



et rentre dans la sphère de son activité, tel qu'il était avant de descendre dans la tombe. Ce mot grec signifie le passage, l'élévation à une vie supérieure : dans la pensée de saint Paul, la résurrection désigne la sortie du *Scheol*, de cet empire souterrain où étaient rassemblés tous les morts, et l'entrée dans le paradis, dans le ciel. Cette doctrine de saint Paul est l'application de la parole au bon larron : « Aujourd'hui tu seras en paradis avec moi ; » c'est un progrès sur la pensée juive, qui retenait dans le royaume des ombres tous les morts jusqu'au jour du jugement. Cette élévation de Jésus dans une économie supérieure n'est pas un privilège exclusif, personnel ; saint Paul enseigne que Christ est *les prémices de ceux qui meurent*, et j'ai entendu avec surprise un orateur préoccupé de grandir le Maître et de le distinguer de notre destin, affirmer que nous restions dans le tombeau en attendant le jour de la résurrection et du jugement universel. Je ne puis, je l'avoue, me contenter de cet avenir si voilé ; je tiens cette doctrine pour un reste de ce judaïsme si sobre sur les destinées éternelles de l'homme, et je déclare que ma conscience chrétienne est froissée, que mon cœur se serre quand je lis sur une tombe ces mots tout empreints d'un étrange matérialisme : « Ci-gît X..., dans l'attente de la résurrection. » Non, là, sous cette froide pierre, il n'y a qu'un organisme usé, inutile, mais l'esprit continue plus haut, plus près de Dieu, une vie qui ne dépend pas du corps terrestre. Dans nos deuils, pour apaiser la douleur des séparations, j'aime à répéter la parole du Christ sur la croix et à cher-

cher en Dieu ceux qui sont vivants, au lieu de concentrer nos regards sur l'empire des morts pour attendre avec angoisse que les corps sortent du tombeau.

Le passage qu'on aime à nous opposer, comme une réfutation écrasante, « si Christ n'est pas ressuscité notre foi est vaine, » n'est pas une démonstration de la réalité de la résurrection corporelle de Christ. *Si Christ n'est pas ressuscité*, c'est-à-dire s'il n'est pas sorti du Scheol, il n'y a pas de résurrection pour nous, il n'y a pas de félicité, de vie lumineuse et épanouie. (*Murmures et dénégations à droite.*) L'homme reste dans un état plus voisin du sommeil que de l'activité joyeuse, *notre foi est vaine*, nous sommes condamnés à ces mornes perspectives qui s'ouvraient devant le juif; nous ne pouvons nous consoler, nous réjouir par la contemplation d'une vie supérieure plus belle, où tout se transfigure et s'épanouit; nous restons enveloppés dans le froid et la brume de nos horizons fermés. Ce passage n'exprime au fond que la pensée formulée en d'autres termes par le même apôtre : « Si nous n'avions d'espérance en Christ que pour cette vie seulement, nous serions les plus misérables de tous les hommes. »

En résumé, nous affirmons la permanence, la perpétuité de la vie de l'esprit, de la vie personnelle, et notre dissentiment se réduit à ce seul et unique point : Quel a été le sort du cadavre de Jésus ? (*Murmures à droite.*) Evidemment il n'y a pas là un intérêt vital, et jamais on ne pourra persuader que le développement de la vie religieuse, que la foi de

l'individu et le salut de l'Eglise dépendent du sort que l'on attribue au cadavre du Crucifié.

Quand on prétend exprimer la foi de l'Eglise, d'une association où tous les membres sont appelés à une pensée indépendante et sincère, il est sage de se borner à ce qui est vraiment vital, de se placer au-dessus des dogmes qui passent et finissent, et de voir les choses sous le rayon de l'éternel; il est prudent de rechercher avant tout et de proposer à nos semblables les sentiments que nous souhaiterons posséder au jour où nous rendrons compte à Dieu de notre conduite. Nous présenterons-nous devant lui pour nous glorifier d'avoir maintenu la confession de foi ou la liturgie? Non, nous n'aurons qu'un seul sentiment dans le cœur : « Père, aie pitié de moi, qui suis pécheur. » Eh bien, n'accordons pas à des questions de critique historique ou de théologie une importance qui s'évanouit comme un mauvais rêve, sous la lumière plus éclatante des réalités éternelles.

Messieurs, si nous n'avions rien de commun avec vous, si nos affirmations étaient opposées et contradictoires comme le oui et le non, nous n'hésiterions pas à réclamer la séparation. Mais nous avons le sentiment que, sous des formules diverses, nous avons un fond commun et que chacun, dans les *vases de terre* de nos opinions, nous avons le parfum chrétien. Comme vous sentez et déclarez que vous êtes en communion avec les réformateurs, avec la confession de la Rochelle, parce que tout en abandonnant des formules qui ne peuvent plus se concilier avec l'état intellectuel de ce temps,

vous prétendez conserver l'esprit chrétien de ces grands témoins de la vérité, nous aussi, pratiquant la même méthode et séparant le bon grain, la parole de vie, de la balle qui s'envole, de vos doctrines éphémères, nous avons la conscience que la substance, la sève de notre piété est la même que la vôtre.

Vraiment, à entendre parfois la vivacité de la polémique, on croirait que nous ne poursuivons pas le même idéal. Messieurs, ne nous laissons pas entraîner à des excès de paroles. Comment ! Adorer le Dieu Esprit et Vérité, le Dieu Amour, notre Père céleste, le Père de l'Enfant prodigue, qui ne veut *pas la mort du pécheur, mais sa conversion et sa vie*, s'unir à lui par la confiance d'un fils pour son père, par l'obéissance, par la prière et par le perfectionnement constant ; s'inspirer, s'enthousiasmer des paroles, de l'exemple de Jésus, le proclamer notre chef, notre initiateur, notre sauveur ; éclairer, adoucir les douleurs de cette vie par l'espérance glorieuse de l'éternité, n'est-ce donc avoir rien de commun ? Est-ce avoir sacrifié tous les objets de la foi, de la vie religieuse ? Est-ce là se perdre dans un vague sentimentalisme ? N'y a-t-il pas dans ces principes, dans ces aspirations, dans cette foi un lien commun, vivant, durable ? N'est-ce pas l'*unité de l'esprit* que saint Paul revendiquait pour les Eglises de son temps ? Que voulez-vous communiquer de plus et de meilleur aux âmes ? Quand vous aurez persuadé les hommes de l'amour que le Père a eu pour nous, quand vous aurez allumé dans leur cœur l'amour pour leurs semblables, que vou-

lez-vous de plus pour en faire des hommes pieux, des chrétiens? Est-ce que les apôtres imposaient un *Credo* plus complet, plus précis aux foules que leur prédication attirait? Non; ils baptisaient, ils admettaient dans l'Eglise, qui? tous ceux qui proclamaient Jésus *le Christ, le Roi*. Certes, tous n'avaient pas des idées très-claires, très-exactes sur le sens et la portée de cette royauté. Plusieurs la comprenaient d'une manière bien charnelle et étouffaient la royauté spirituelle du Fils de l'homme sous la couronne d'un roi d'Israël et d'un rival du César romain. N'importe, ils s'attachaient à Jésus, et ils n'ont pas été repoussés pour ces espérances trop terrestres, parce qu'un instinct divin avertissait les apôtres que l'amour pour Jésus transformerait ces âmes et les purifierait progressivement de toutes leurs erreurs sur son caractère et sa mission. Et le Maître lui-même, quand il a réhabilité son disciple, quand il l'a sacré en quelque sorte apôtre, pasteur des âmes, lui a-t-il demandé une adhésion complète à un *Credo* dogmatique ou à tous les accidents de sa vie? *Simon, fils de Jona, m'aimes-tu?* Voilà la seule question de Jésus pour conférer à son disciple tombé l'apostolat! Pourquoi demanderions-nous autre chose à ceux qui veulent former la Société chrétienne, l'Eglise?

Ces conditions morales, spirituelles, nécessaires, pour faire partie de la Société chrétienne, vous pouvez, vous devez les proclamer, les rappeler sur le seuil de l'Eglise à ceux qui veulent entrer; mais vous ne pouvez pas établir d'une manière officielle, positive, que tel individu les remplit : vous avez

renoncé à la discipline des mœurs et vous vous en rapportez à la conscience de l'individu. Eh bien, soyez conséquents, et puisque vous ne voulez plus dresser un tribunal pour y faire comparaître tous ceux qui sont coupables de violations grossières de la loi morale ou suspects de mondanité, reconnaissez que les temps sont changés, que le fidèle est devenu majeur, et ne tentez pas de courber et d'asservir les intelligences, car vous courriez le risque de devenir les complices de l'abaissement moral, en ouvrant plus volontiers l'Eglise aux cœurs lâches et aux consciences faciles qu'à ceux qui n'ont pas les opinions de la majorité. Calvin, du moins, ne connaissait pas ces accommodements : l'homme tout entier lui appartenait, pensée et conduite; et si le législateur de Genève ne s'inclinait pas devant la responsabilité et la souveraineté de l'individu, il ne trahissait pas les intérêts de sainteté, et il poursuivait les désordres moraux avec autant de rigueur que l'hérésie. Mais nous qui ne pouvons plus ouvrir des enquêtes sur la conduite des fidèles et qui ne pouvons pas prendre en main la direction de leur conduite, prenons garde de favoriser les mœurs relâchées de notre temps, en brisant un des ressorts de la vie morale, l'indépendance et l'ardeur de la recherche personnelle. L'hérésie qui nous menace, croyez-le, c'est celle qui condamne l'intelligence au jeûne, aux macérations et débride les appétits; et l'alliance la plus funeste à la religion serait celle des sophistes frivoles qui sacrifient volontiers la fierté de la vie de l'esprit à un dogmatisme étroit et indulgent dans la pratique aux instincts inférieurs.

Ne vous hâtez pas, Messieurs, d'affirmer que cette unité morale ne suffit pas. C'est elle qui a constitué ces Eglises primitives, le berceau de notre vie religieuse. Ces Eglises portaient dans leur sein bien des différences et des oppositions; les controverses y étaient ardentes, la lutte entre le parti judéo-chrétien et les pauliniens n'était pas moins passionnée que les controverses de nos jours et l'opposition des idées, des points de vue, était tout aussi radicale; mais le tact des apôtres et leur grand cœur surent préserver ces jeunes communautés de déchirements funestes, et sans imposer silence aux discussions, sans sacrifier la vérité, sans engager l'avenir par des décisions irrévocables, ils maintinrent l'union, laissant au temps le soin de pacifier et de réconcilier ces oppositions de tendances. Bien des Eglises de notre temps sont fidèles à cette tradition de support et de foi, et elles n'en sont pas moins prospères. L'Eglise du canton de Zurich a sanctionné l'usage de liturgies différentes, les unes inspirées par les croyances supranaturalistes, les autres débarrassées de l'élément surnaturel; l'Eglise de Hollande, fidèle à son principe d'indépendance et de liberté, considère les liturgies comme un cadre du culte public, et n'impose pas même une formule identique pour l'administration du baptême; enfin l'Eglise anglicane, qui se relève de son affaïssement et reprend en Angleterre la tête du mouvement religieux, renferme dans son sein les nuances les plus tranchées, depuis ces ritualistes qui touchent au catholicisme et à la messe, jusqu'à ces nobles esprits qui, par leurs « *Essays*, » ont ou-



vert des voies nouvelles à la pensée de leurs contemporains. Il n'est donc pas permis d'appliquer aux Eglises, qui laissent les différentes tendances théologiques se produire librement, la prophétie : « Tout royaume divisé doit périr. » Non, l'agent le plus efficace de la dissolution des Eglises, croyez-le, ce n'est pas la liberté théologique avec ses excès et ses imprudences, c'est bien plutôt ce marasme intellectuel qui se développe sous le règne d'un *Credo* imposé pour réduire toutes les dissidences et mettre un frein à la pensée !

A cette liberté théologique que nous revendiquons pour les Eglises protestantes, on fait souvent une objection qui embarrasse certains esprits : « Votre Eglise est une Babel où toutes les opinions, ou toutes les langues se font entendre, et vous ne pouvez pas répondre à tous ceux qui vous demandent : Que croit votre Eglise ? » J'insiste d'abord, Messieurs, sur cette observation que la question suppose une notion de l'Eglise qui n'est pas correcte. L'Eglise n'est pas une société qui puisse exister et vivre en dehors des membres qui constituent et expriment son état réel ; l'Eglise protestante n'est et ne peut être que ce que la font à chaque moment de la durée les membres qui la composent ; elle n'est pas un cadre formé dans lequel sont comprimés un certain nombre d'individus ; elle est un organisme, dont la santé et les fonctions dépendent de l'état des différents membres.

De plus, ne l'oublions pas, l'Eglise n'est pas une école de théologie, une académie, un lieu où l'on façonne les intelligences, où l'on fabrique des ma-

nières de penser; elle poursuit un but moral religieux, qui lui imprime son vrai caractère et marque sa mission. L'Eglise est l'association de ceux qui veulent adorer Dieu qui est perfection, et s'élever à sa ressemblance; et son excellence consiste à faire agir ensemble des personnes qui pensent différemment. Nos symboles et nos confessions de foi appellent l'Eglise l'assemblée des *saints, des fidèles, des rachetés, la compagnie des fidèles*, la société des âmes qui cherchent la paix, la joie du pardon par la même méthode; et chercher la marque distinctive du fidèle, du membre de l'Eglise dans la signature mise au bas d'un résumé doctrinal, ce n'est ni évangélique ni protestant.

A la place de cette question : « Que croit votre Eglise? » demandez-nous : « Quel est le lien social entre tous ceux qui composent votre Eglise? » et la réponse sera aisée. Tout ceux qui font partie de notre Eglise ont le même désir de s'unir à Dieu notre Père céleste par la même méthode de vie morale, et ils s'inspirent des paroles et de l'exemple de Jésus, celui qui a exprimé et réalisé, sous la forme la plus parfaite, la religion de l'esprit, de l'amour.

C'est en vain, Messieurs, que vous essayez de creuser des abîmes, d'opposer doctrines à doctrines, de soutenir qu'elles sont opposées et contraires comme le jour et la nuit, nous sommes plus un que divers, nous avons un même esprit. Eloignons-nous par la pensée de cette arène théologique où nous prenons pour des montagnes des nuages de poussière que soulève l'ardeur de la lutte : écoutez

ce que disent ou pensent ceux qui ne sont pas engagés directement dans le débat, et qui jugent sur une vue d'ensemble, par une sorte d'intuition.

Malgré vos avances, les représentants les plus illustres du principe d'autorité nous enveloppent tous dans la même réprobation. Le père Lacordaire s'écriait dans la chaire de Notre-Dame que « le protestantisme n'était pas une *hérésie ordinaire, qu'il ne niait pas un dogme particulier, mais l'autorité même* ; » et Joseph de Maistre avant lui avait écrit que le *dogme insensé et fondamental du protestantisme c'était le jugement particulier*. Vous pouvez, en conférant à ce Synode une autorité doctrinale, commettre une inconséquence, mais tant que vous confierez le soin de lire et d'interpréter la Bible à la conscience du fidèle, vous serez des hérétiques dangereux pour la cour de Rome.

D'autre part, le peuple protestant, dans nos vieilles Eglises du Midi, là où les populations sont trop nombreuses, trop concentrées, pour être dominées par une coterie, le peuple protestant ne comprend pas ces transactions avec le principe de la Réforme, et il ne voit que des trahisons dans ces tentatives de réduire les dissidences d'opinion par des coups d'autorité. Jamais vous ne lui persuaderez qu'il y a dans notre Eglise deux religions en lutte. N'étant pas théologien, il n'entre pas dans le détail des controverses dogmatiques, il prend son bien partout où il le trouve, il accourt en foule auprès de prédicateurs de nuances bien opposées et il sait trouver dans ces prédications, qu'on dit contradictoires, l'édification et la flamme de la vie spirituelle.

Conservons cet esprit et ne déchirons pas notre Eglise sous prétexte de fidélité à une doctrine particulière : ne cédon pas à cette faiblesse des caractères irritables qui, sous le coup des blessures ou des difficultés de la vie, exagèrent, enveniment les griefs qu'ils peuvent faire valoir contre leurs associés. Transportons-nous par la pensée à quelques années en avant, et quand le bruit de nos controverses se sera évanoui, comme celui des luttes du passé sur la grâce, la prédestination ou la Cène, nous verrons fleurir cette paix et cette unité que nous sommes tentés dans notre impatience de déclarer impossible.

Il y a vingt-cinq ans on entendait les mêmes plaintes; on prétendait qu'il n'y avait rien de commun entre les hommes de ce temps, qu'ils n'étaient réunis que par leur lien avec l'Etat; et voici que ces hommes qu'on mettait au ban de l'Eglise, on est pris aujourd'hui pour eux d'un respect rétrospectif; vous vous plaisez à parer les tombeaux de nos pères qui dans les jours de leur ministère actif étaient attaqués, dénoncés comme trahissant l'Evangile, et dont nous avons recueilli au foyer de la famille les saintes douleurs. Vous déclarez hautement qu'avec eux vous feriez l'Eglise. Il est vrai, vous venez prendre place dans leur campement; vous vous contentez du côté historique du Symbole des apôtres dont vous attaquiez il y a quelques années la sécheresse, l'aridité religieuse; c'est une preuve éclatante du progrès des esprits et ce devrait être une invitation au support et à la patience.

Mais en vous engageant sur le terrain où ils vous

avaient proposé l'union, vous apportez un esprit qu'ils condamnaient, le besoin d'expulser, de retrancher et d'immobiliser. Aussi, malgré les conclusions différentes auxquelles nous avons été conduits sur certains points par les derniers travaux de la science, nous nous sentons en pleine communion avec eux, car jamais ils ne nous ont dit : « Tu t'arrêteras là, à cette borne que j'ai élevée. » Avec la fermeté du protestant et l'ambition d'un père, ils nous ont inspiré le désir de continuer leur œuvre et de faire mieux qu'eux. Oui, nous sommes en communion avec eux parce que nous avons bâti sur le fondement qu'ils nous avaient désigné, la conscience chrétienne.

Messieurs, si vous voulez décréter la foi, établir le système préventif, élever l'Eglise au-dessus des fidèles qui la composent, si vous voulez faire de l'autorité, prendre vos sûretés contre la science, vous êtes devancés par le concile du Vatican; et vous ne pourrez pas donner à votre Eglise la majesté et le grand air des ruines de Rome. Ce qui est nouveau, original, ce qui peut être bienfaisant au milieu de cette génération, c'est une Eglise large, humaine, qui supporte toutes les divergences, qui a foi dans la vérité, dans *l'esprit de Dieu parlant à l'esprit de l'homme*. Si vous voulez avoir votre jour, offrir un asile à l'humanité fatiguée de ce christianisme rituel ou dogmatique qui lui semble un obstacle à la civilisation, faites l'Eglise de la liberté, de l'amour, l'Eglise qui unit, qui rapproche au lieu de diviser. La France est détachée des croyances catholiques, mais elle n'est pas affranchie

de la méthode catholique; donnez-lui une grande leçon de largeur et de support; guérissez-la, par votre respect de la conscience, de cette passion de l'absolu qui déchaîne un fanatisme sauvage sur les ruines mêmes des Eglises. Voilà quelle est la mission de notre Eglise : ils n'en est pas de plus belle. Ne repoussons personne. Ne mutilons pas ce qui existe et prenons pour devise ce mot de Zwingle : « *Credo unam esse Ecclesiam eorum qui eundem habent spiritum per quem certi redduntur quod veri filii familiæ dei sunt.* » Je crois que tous ceux-là forment une seule Eglise, qui ont le même esprit, qui sont assurés d'être les vrais fils de la famille de Dieu. » (*Applaudissements prolongés à gauche.*)

M. DELMAS fils. — Je remarque en commençant que nous sommes en présence de trois déclarations de foi ou de principe; donc, chacun a senti que nous ne pouvions pas garder le silence; et je me réjouis de cet aveu. Une Eglise qui ressuscite, c'est comme un enfant qui naît. Il faut qu'elle pousse un cri. M. Clamageran nous a dit que le grand mal du seizième siècle, c'étaient les confessions de foi; vraiment je ne m'en étais jamais douté. A l'entendre, elles sont comme un lacet qui étrangle les Eglises. Nous le croirons quand il nous aura expliqué la vie de ces grandes Eglises si ferventes de l'Ecosse, de la Suisse, de la Hollande, des Etats-Unis, sous ce régime prétendu mortel des confessions de foi. Comment donc se fait-il que le lacet ne les ait point étranglées?

Au reste, parmi les trois déclarations qui sont devant nous, il n'y en a qu'une seule qui nous de-

mande notre adhésion ; c'est de celle-là seule que je veux m'occuper. On lui reproche de ne pas être assez dogmatique. En effet, elle dit simplement ceci : « Jésus-Christ, fils unique de Dieu, mort pour nos offenses, ressuscité pour notre justification ; » on pouvait espérer qu'une déclaration aussi simple nous réunirait tous. Vous lui reprochez de n'être pas assez explicite. Que serait-ce donc si nous avions dit davantage ? Je vous entends alors nous accusant de vouloir tout dogmatiser, de vouloir tout préciser ; aujourd'hui nous n'avons pas assez dit.

On prétend que cette déclaration n'est pas assez populaire. Je vous demande : « Qu'est-ce qui sera populaire ? » Croyez-vous, par exemple, que ce sera le fragment de discours sur la résurrection que vous venez de nous faire entendre, vos théories sur la vie supérieure en Dieu ? (*Rires et approbation à droite.*)

Notre déclaration vise le Symbole. Qu'y a-t-il de plus populaire que le Symbole ? Qu'est-il après tout si ce n'est le résumé le plus simple de la vie et de l'œuvre de Jésus-Christ ?

On nous a demandé quel usage nous voulions faire de cette déclaration. Je réponds sans hésiter : « Je ne l'imposerai pas à chaque fidèle, mais je demanderai à quiconque veut enseigner dans l'Eglise d'accepter la charte de l'Eglise. »

Est-ce que dans une nation un fonctionnaire n'accepte pas la constitution ? Est-ce que dans une armée le soldat ne prête pas serment à son drapeau ? Eh bien, nous sommes l'Eglise militante, et chacun de nous doit adhérer à la foi de cette Eglise. On parle d'oppression, mais qui est-ce qui vous force d'entrer



dans l'Eglise? Si vous ne partagez plus sa foi, allez dans une autre Eglise fondée sur vos principes.

Je prétends que vous attendez à notre liberté. En effet, vous voulez que nous consacrons le *statu quo*, en nous empêchant de rien faire pour en sortir. Vous nous empêchez de dire ce que nous croyons être la vérité. Et on se demande s'il y a une vérité quelque après certains discours que nous avons entendus. Que nous a-t-on dit? Qu'il y a une série de nuances imperceptibles d'un point à un autre, mais jamais on ne nous a dit clairement : « Ceci est vrai, et ceci est faux. » On a parlé de Hegel, mais quelle est votre méthode, si ce n'est la sienne? Vous aussi, vous nous renvoyez au *devenir* éternel : jamais vous ne nous dites ce qui est. Chacun poursuit son idéal; d'après votre théorie, la conscience est adéquate au Saint-Esprit, chacun de nous est un fragment du Saint-Esprit. Hegel est le premier qui a donné l'exemple de violenter les mots pour leur faire dire ce qu'ils n'ont jamais signifié. Eh bien! si Hegel avait frappé à la porte de votre Eglise, au nom de quoi l'auriez-vous repoussé?

*A gauche.* — Hegel était orthodoxe.

M. DELMAS fils. — Oui, il était orthodoxe en jouant sur les mots; il nous aurait trompés, et nous n'y pouvions rien; mais, s'il s'était démasqué, vous auriez été, vous, forcés de le recevoir, car il vous aurait dit : « Je suis chrétien, » et il l'était au même titre que vous.

Vous voilà forcés de donner accès à tout le monde; votre Eglise n'a plus de porte, elle n'a pas même de muraille, c'est un carrefour où l'on va, où l'on

vient, où l'on entre, d'où l'on sort; je ne sais plus ce que c'est. (*Vive approbation à droite.*)

Soutiendrez-vous que le pasteur a le droit de tout dire? Non, car ici le bon sens serait contre vous; mais si vous placez une limite quelconque, de quel droit m'empêcherez-vous de fixer la mienne? Vous avez dit : « Il faudra enseigner le Dieu personnel. » Donc, vous vous limitez, j'en prends acte.

Quelle est pour vous l'autorité du pasteur? La sienne, il n'en a pas d'autre. Il prêche en son nom, voilà tout. Aucun mandat supérieur ne le couvre. Devant lui, l'Eglise est un composé de *membra disjecta*. Vous inventez un nouveau catholicisme composé de tous ceux qui ont des sentiments religieux, mais n'y en a-t-il pas dans tous les partis, dans toutes les Eglises, dans tous les systèmes? Au fond, pour vous, l'Eglise c'est l'humanité. Cette acception de l'Eglise fait violence au bon sens.

Vous voulez nous imposer le *statu quo*. Je proteste contre le *statu quo*. Il ne peut plus durer. Jamais on n'acceptera une association fondée sur la juxtaposition des contraires, et tout ne vous avertit-il pas que la position est devenue cruelle, insupportable, qu'il faut absolument y porter remède?

Je proteste contre le *statu quo* au nom du sens moral; je ne peux approuver cet état que vous prétendez sanctionner. C'est pour moi un devoir de conscience; je veux sauver ma responsabilité.

Il est immoral de nous imposer la solidarité d'idées que nous tenons pour antichrétiennes et que nous répudions.

Je proteste contre le *statu quo* au nom de la liberté

des Eglises, qui est absolument sacrifiée au bon plaisir du pasteur, car de fait nos troupeaux seraient au pouvoir, d'après votre système, d'autant de papes qu'il y a de pasteurs. Chaque pasteur peut si cela lui plaît attaquer les convictions les plus sacrées, les plus chères aux consciences, et vous osez parler de la liberté des Eglises obligées d'accepter tout cela dans le silence et dans l'impuissance!

On nous a dit : « Vous êtes des doctrinaires, car vous méconnaissiez les faits. » Nous méconnaissions les faits! Est-ce que ces faits ne sont pas évidents? Est-ce que la guerre n'est pas partout, au sein des troupeaux, du haut des chaires où l'on nie aujourd'hui ce qu'on affirmait hier? Trouvez-vous que ce soit là un spectacle édifiant? Vous nous avez dit : « Prenez garde! on nous écoute, on nous observe, que dira-t-on de nous s'il y a schisme? » Tout d'abord, je ne m'inquiète pas de ce qu'on dira; je veux aller droit mon chemin. Et ensuite, vous croyez que le catholicisme ne triomphera pas, s'il voit que nous sommes incapables de sortir de notre impuissance, incapables de rien affirmer! Et l'athéisme pour lequel on a tant de ménagements, vous croyez que vous allez vous le rendre favorable en maintenant le *statu quo*? Et je m'attriste ici en me rappelant qu'on a laissé tomber des paroles dédaigneuses sur des frères dissidents qui sont après tout nos frères, et qu'on songe à ne pas blesser les libres penseurs, ces « illustres amis » qui sont après tout des athées!

Au fond, quand je cherche à vous réunir sous un nom collectif, je ne puis caractériser votre tendance que par le mot d'indétermination; vous êtes le grand

parti des *indéterminés* (*Rires*), et ceci me rappelle ce que j'ai entendu dire par un pasteur qui avait nié la résurrection de Jésus dans un sermon ; appelé à s'expliquer là-dessus devant son Consistoire, qui avait l'audace de réclamer au nom de la foi de l'Eglise, il répondit : « Je ne m'explique pas, vous n'avez pas le droit de m'interroger. Que dis-je ? Je n'ai pas le droit de m'interroger moi-même. » J'ai entendu cette réponse. (*Rire prolongé.*)

Avec un pareil système, vous êtes condamnés à la plus radicale impuissance. Vous pourrez occuper l'attention publique, vous pourrez intéresser, car le talent intéresse, mais je vous défie de faire œuvre qui dure. Vous êtes condamnés à l'avortement.

Ah ! vous vous dites menacés de notre épée ! Mais nous, nous sommes transpercés de la vôtre, et nous ne nous défendrons pas ?

Vous dites encore que votre position est difficile. Et nous, sommes-nous donc sur des roses ? Je vous déclare que le *statu quo* ne peut plus durer. Je le déclare au nom de toute une partie du jeune clergé, qui nous a dit : « Il faut à tout prix sortir de cette situation. Aidez-nous donc à en sortir. » Certes, c'est une grande preuve de la vitalité du protestantisme qu'il ait pu subsister dans des conditions qui auraient été mortelles pour toute autre société. Mais il ne faut plus compter que cela puisse durer. Nous sommes liés, nous ne sommes plus unis. Voilà la vérité, et je suis heureux de l'avoir affirmée, pour le repos de ma conscience et le soulagement de mon esprit. (*Applaudissements prolongés à droite.*)

La séance est levée.

## ONZIÈME SÉANCE

MARDI 18 JUIN

La séance est ouverte à une heure et demie. Prière de M. le pasteur Laforge.

M. le modérateur donne lecture d'une lettre de M. le pasteur Fisch, secrétaire de la commission synodale de l'union des Eglises évangéliques de France, déléguant M. le pasteur Bersier auprès du Synode. Une autre lettre accrédite auprès de cette assemblée quatre délégués du Synode de l'Eglise presbytérienne d'Angleterre.

Le procès-verbal est adopté.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur la déclaration de foi.

M. COLANI. Messieurs, un membre de la droite rappelant, il y a peu de jours, que le principe de la séparation des Eglises et de l'Etat a eu pour premier défenseur, en France, Alexandre Vinet, rendait à ce noble penseur un hommage auquel je me suis associé du fond du cœur. J'ai beaucoup appris d'Alexandre Vinet ; il a, pour ainsi dire, présidé à la première émancipation de ma pensée, et si, depuis bien longtemps, je ne suis plus de son école, son nom vénéré me paraît toujours former un trait d'union entre la

gauche et une partie de la droite de cette assemblée. Laissez-moi donc vous citer un des derniers mots qu'il ait écrits. De son lit de douleur, qui devait être son lit de mort, il suivait avec anxiété les travaux d'un autre Synode, celui de l'Eglise libre du canton de Vaud, qui essayait d'organiser cette société naissante sur la base d'une confession de foi. Vinet était partisan des confessions de foi, mais il les voulait religieuses, pleines de saveur, et voyant qu'on se jetait dans la théologie, il avertissait ses frères qu'il n'y a de bonne confession de foi que celle qui « découle spontanément des lèvres de l'enfant, du vieillard, du mourant. » Cette parole, je me l'approprie, et je vous dis : Jamais la confession de foi qu'on vous propose ne découlera des lèvres de l'enfant, du vieillard, du mourant. Elle n'est faite ni par le peuple ni pour le peuple ; elle est faite par des théologiens et dirigée contre des théologiens. De là ce caractère de sécheresse que l'un de ses auteurs a été forcé de lui reconnaître : on n'y sent pas circuler la sève religieuse.

Si votre profession de foi ne se présentait que comme exprimant vos croyances individuelles, je n'ajouterais pas un mot, je descendrais de la tribune après y avoir donné en ces termes mon impression générale et je regarderais comme une profanation de disséquer ce document phrase après phrase, pour en faire ressortir les défauts. Mais ce document, vous prétendez le faire décréter par le Synode comme foi de l'Eglise ; de ce qui est votre foi parfaitement libre, vous prétendez faire une loi pour vos frères ; vous voulez nous l'imposer. Je ne sais

pas au juste, il est vrai, quel degré d'obligation vous lui reconnaîtrez, car vous avez refusé de vous expliquer à cet égard, peut-être parce que vous n'êtes pas d'accord entre vous. Mais ce que je sais, c'est que vous dites, dans cette déclaration même, que vous la mettez à la *base de l'enseignement et de la discipline de l'Eglise*, ce qui paraît fort peu rassurant, si ce n'est pour maintenant, du moins pour plus tard. Ce que je sais, c'est que vous espérez que notre conscience, à défaut d'autre tribunal, nous fera l'application de cette nouvelle loi et nous ordonnera de sortir de l'Eglise réformée de France. Vous voulez nous imposer cette confession de foi ; dès lors, elle m'appartient. J'ai le droit et le devoir de l'analyser, d'en peser chaque phrase, chaque mot, chaque syllabe, de la critiquer sans pitié, d'en faire voir à cette tribune les défauts, les lacunes, les obscurités et les contradictions.

Je le ferai avec gravité, — le sujet l'exige. Je le ferai avec une franchise absolue, — je me le dois à moi-même. Il est surtout un défaut que je chercherai à éviter, le péché particulier aux théologiens, aux pasteurs, la subtilité. Dieu merci, je ne suis plus pasteur. (*Murmures.*)

Votre confession de foi se compose de quatre paragraphes :

Dans le premier, vous rendez grâces à Dieu et vous témoignez de votre amour pour Jésus-Christ ; ce sont là des sentiments que nous éprouvons au même degré, vous et nous. Sans doute nous avons à faire des réserves sur l'élément dogmatique que vous avez ajouté à l'expression de ces sentiments, et j'y reviendrai tout à l'heure.



Dans le deuxième paragraphe, vous affirmez « les principes de foi et de liberté » sur lesquels notre Eglise a été fondée. Très-bien. La liberté ! vous nous en avez tant parlé, Messieurs, vous nous avez tant dit que vous êtes les plus libéraux des hommes, que nous ne saurions en douter. Peut-être, toutefois, ne définissons-nous pas la liberté tout à fait de la même manière, car il m'a semblé que tous vos orateurs la font consister dans le droit à l'émigration : on est tellement libre dans votre Eglise, qu'on peut à tout moment en sortir et vous céder la place. C'est quelque chose, mais, pour nous, ce n'est pas assez. Laissez-moi vous le dire, ce principe de liberté, si vague, que vous mettez en tête de votre confession de foi, me rappelle un peu trop les grands et immortels principes de 89 inscrits au frontispice des constitutions impériales et qui, dit-on, n'ont jamais gêné l'empereur, ni ses ministres, ni ses agents. (*Rires à gauche.*)

Vos troisième et quatrième paragraphes contiennent ce qu'il y a d'essentiel dans votre confession de foi. Par le troisième vous vous posez en héritiers de la foi du seizième siècle, et dans le quatrième vous affirmez les grands faits chrétiens qui, d'après vous, constituent l'Evangile. Laissez-moi examiner ces deux points.

« Avec nos pères, dites-vous, et nos martyrs, dans la confession de la Rochelle, avec toutes les Eglises de la Réformation dans leurs divers symboles, nous proclamons l'autorité souveraine des saintes Ecritures en matière de foi ; et le salut par la foi en Jésus-Christ, fils unique de Dieu, mort pour

nos offenses et ressuscité pour notre justification. »

Vous vous dites donc les descendants directs et légitimes de nos pères. Si cette prétention est fondée, la maison est à vous, à vous exclusivement, pensez-vous, et nous, que vous traitez d'enfants illégitimes, nous n'avons qu'à nous en aller. Mais cette prétention est-elle fondée? Avez-vous bien la même croyance que les Pères et martyrs de la Réforme? Vous rattachez-vous véritablement à la confession de la Rochelle?

Toute la doctrine des réformateurs a pour base la grande métaphysique qui se trouve déjà en germe chez saint Paul et chez saint Jean et qui a été formulée en termes très-précis par les conciles œcuméniques, à partir du quatrième siècle. Elle se résume dans le dogme de la trinité et dans celui de la divinité ou, pour mieux dire, de l'incarnation de Jésus-Christ, vrai Dieu et vrai homme en une seule personne. Si les réformateurs attachaient une importance suprême à ces dogmes, c'est d'abord qu'ils y croyaient; leur pensée tout entière y était jetée comme dans un moule, et ils ne pouvaient pas plus se représenter le christianisme sans ces deux dogmes que nous ne pouvons le séparer de la foi en un Père céleste. Ajoutez que leur adversaire, le catholicisme, pour les décrier et les flétrir, les accusait de n'y pas croire sincèrement. Plus ils étaient ainsi calomniés, plus ils mettaient d'énergie à affirmer leur foi à ces dogmes métaphysiques. Eh! Messieurs, c'est là ce qui fit condamner Servet au bûcher : il fallait démontrer à l'Europe, par un acte, qu'on était aussi bon chrétien à Genève qu'à Rome. Pour nos Pères et nos martyrs, comme du reste pour toute

la grande tradition chrétienne, le dogme des dogmes c'est la divinité de Jésus-Christ; entendons-nous : sa divinité absolue, car il n'y a pas de divinité relative, l'incarnation de la deuxième personne de la trinité.

Qu'avez-vous fait de ce dogme des dogmes dans votre nouvelle confession de foi ? La trinité ? — mais vous ne parlez pas une seule fois du Saint-Esprit, non, pas une seule fois ! La divinité de Jésus-Christ ? — Vous lui donnez le titre excessivement vague de « Fils unique de Dieu, » titre sous lequel chacun peut entendre ce que bon lui semble et qui n'a jamais embarrassé un hérétique. Je ne sais vraiment si vous ne niez pas implicitement sa divinité dans la première phrase de votre déclaration. « L'Eglise réformée de France, dites-vous, éprouve le besoin de rendre grâce à *Dieu* — et de témoigner son amour à *Jésus-Christ*. » Donc, vous séparez, comme étant deux êtres différents, Dieu et Jésus-Christ ; d'où il résulte qu'à vos yeux Jésus-Christ n'est pas Dieu. Messieurs, ne voulant pas mériter le reproche de subtilité, je ne sais trop si je dois insister sur une phrase qui peut fort bien avoir trahi votre pensée. Remarquez pourtant ce qui suit : « ... Jésus-Christ, divin chef de l'Eglise, *qui l'a soutenue et consolée durant le cours de ses épreuves*. » Si ces mots ont un sens, ils signifient que vous distinguez l'action du Christ glorifié de l'action de Dieu. Or, cela n'est certes ni religieux ni orthodoxe ; pour l'orthodoxe, les deux actions se confondent dans celle du Saint-Esprit, qui émane du Père et du Fils. En définitive, dans toute cette phrase, vous déniez à Jésus-Christ

la nature divine, mais vous lui attribuez des fonctions divines; ou je ne m'y connais pas, ou c'est ce qu'on appelle du socinianisme. Encore une fois, je ne voudrais pas faire dire aux mots plus que vous n'y avez mis. Je constate seulement que cette phrase est fort malheureuse, pour des théologiens qui se disent orthodoxes; si elle a été écrite sans réflexion, elle prouve chez son auteur des habitudes de pensée qui ne font pas de lui précisément un disciple de Calvin.

Du reste, il n'importe. Ce qui est certain, en tout cas, c'est que nulle part vous n'affirmez la divinité du Christ. Quelques-uns d'entre vous y croient pourtant, je le sais, et un membre de la droite, un seul, exprimait hier sa foi en termes parfaitement clairs. Je me demande comment ceux qui y croient et pour qui, par conséquent, ce dogme est la base même du christianisme, peuvent adhérer à ce pâle manifeste. Il y a là quelque chose qui m'inquiète. Pourquoi ne vous levez-vous pas en rendant hautement témoignage à la vérité? Nos pères ne comprendraient rien à votre abstention sur un point d'une importance aussi capitale. Pourquoi ce silence? On nous a dit que cette confession de foi est le *minimum* de la foi qu'on exige de nous; ce *minimum* serait-il en même temps un *maximum*, le maximum des points sur lesquels la droite et le centre droit ont pu tomber d'accord? Votre largeur dont vous nous avez tant parlé ne serait-elle que l'impuissance d'une coalition? (*Murmures.*) Expliquez-le comme vous voudrez, vous ne proclamez ni la divinité du Christ ni la trinité; donc vous n'êtes pas les héritiers de nos pères.

Sur ce fondement, que vous avez supprimé, nos pères avaient construit le dogme du salut par la foi. Vous déclarez le conserver. Mais l'entendez-vous comme l'Eglise du seizième siècle? Il ne suffit pas d'employer les mêmes mots, il faut encore que ces mots recouvrent les mêmes idées.

Et d'abord qu'entendez-vous par le salut? Etes-vous pour la définition catholique ou pour la définition protestante? Elles diffèrent énormément. Le catholicisme fait consister le salut en ceci qu'on mérite le ciel et qu'on obtient une place dans le paradis. Pour le protestantisme, le salut est un fait moral, intérieur, la paix de l'âme. Laissez-moi vous citer les premières lignes du catéchisme de Calvin, le plus grand théologien qui ait jamais existé. (*A droite : Ah ! ah !*) Oui, Messieurs, le plus grand de tous, auprès duquel nous, théologiens du dix-neuvième siècle, nous nous sentons bien petits. Calvin débute par affirmer que le souverain bien, donc le salut, consiste dans la connaissance et le culte de Dieu, ou, comme nous dirions, dans la religion, et cette religion il la définit ainsi : « Que nous ayons toute notre fiance en Dieu et que, quoique nous n'en soyons pas dignes, nous soyons certains qu'il nous aime et nous veut être père et sauveur. » Cette « fiance, » cette certitude, voilà le salut. L'autre jour, Messieurs, répondant à une interpellation de M. Guizot, je vous donnai ma définition, à moi, de la religion et du salut tel que je le conçois : « la joyeuse assurance avec laquelle l'homme, quoique pécheur, se sait l'enfant de Dieu. » Cette parole vous a fort étonnés, si ce n'est pas

scandalisés. Comme elle ne fait que reproduire la définition de Calvin, je dois conclure de votre étonnement que vous n'êtes pas habitués à envisager le salut au même point de vue que nos pères.

Cette joyeuse assurance n'est possible, disaient nos pères, que parce que Jésus-Christ a expié nos péchés sur la croix. Il n'est pas besoin de vous rappeler que telle n'est pas notre manière de voir, à nous, membres de la gauche, qui ne prétendons pas du tout avoir hérité de la dogmatique du seizième siècle. Mais est-ce votre manière de voir, à vous, les auteurs de la déclaration, qui avez précisément cette prétention ? Vous dites que Jésus-Christ est mort pour nos offenses. Expression bien vague ! Dans un certain sens je pourrais l'admettre, moi aussi, car il me paraît certain que la contemplation du Crucifié a donné la paix à beaucoup de consciences oppressées, et je crois que Jésus avait compris que tel devait bien être l'effet produit par sa mort, sa mort volontaire. Mais entendez-vous, sous les mots dont vous vous servez, toute autre chose, je veux dire la mort expiatoire du Christ, sans laquelle Dieu n'aurait pu pardonner ? On me fait signe que c'est bien cela. En ce cas il faut le dire expressément et couper court à toute équivoque.

Vous continuez : ... « mort pour nos offenses et *ressuscité pour notre justification*. » Cette fois-ci, je vais peut-être vous étonner par un aveu qui coûte à mon amour-propre : je ne comprends pas, absolument pas ; et je puis bien ajouter, n'est-ce pas ? sans trop d'orgueil, que, si moi je ne comprends

pas, il est probable qu'une grande partie de nos électeurs ne comprendront pas davantage. Ce que signifie dans votre langage le mot « *justifié*, » je crois le savoir, quoique bien des pasteurs, même dans vos rangs, pussent être embarrassés de définir ce mot, qui n'est pas du tout français au sens où vous le prenez. Je comprends aussi ce que veut dire cette locution : « être justifié par la foi. » J'entends encore celle-ci : « justifié par la mort du Christ. » Mais « justifié par sa résurrection, » ou une résurrection qui a lieu « pour notre justification, » encore une fois, je ne comprends pas. On veut bien me faire remarquer que ces mots sont empruntés à saint Paul. Je ne l'ignore pas. Les épîtres de l'Apôtre me sont assez familières pour que j'ose affirmer qu'elles ne sont pas toujours fort claires. Il existe quelque part, dans l'épître aux Galates, un passage qui n'a rien de dogmatique, que personne, par conséquent, n'a grand intérêt à solliciter, à tirer à soi, et sur lequel un savant allemand comptait, il y a trente ans environ, trois cent vingt et une interprétations, je crois. Même en écrivant aux paysans de la Galatie, l'Apôtre n'était pas, vous le voyez, d'une limpidité parfaite. Il ne suffit donc pas de me renvoyer à son épître aux Romains, vrai traité de théologie, pour qu'aussitôt la lumière jaillisse sur les quatre mots que vous y avez copiés. Il se peut même que je comprenne le sens de ces mots, quand c'est Paul qui les prononce; mais comme l'ensemble de sa pensée diffère absolument de la vôtre, comme je ne retrouve chez vous aucune des prémices de ce qu'on peut appeler son



système, comme il entend par la justification tout autre chose que vous, c'est de vous que je réclame une explication. C'est vous qui la devez, et à moi et au peuple protestant, pour lequel vous parlez et dont vous n'avez certes pas le droit d'exprimer la foi en termes qu'il ne peut que répéter des lèvres sans y mettre aucun sens.

Mais je reviens à mon sujet, et pour en finir, je vous demande si vous vous représentez bien de la même manière que nos pères et martyrs, la part qui revient à l'homme dans l'œuvre du salut. La confession de la Rochelle, que je citerai toujours avec respect parce que plus que toute autre confession de foi elle est pénétrée d'un puissant souffle religieux, et qu'elle est marquée au coin d'un vigoureux esprit, la confession de la Rochelle est ici singulièrement nette. Elle ne nous parle pas seulement de la misère de l'homme, ainsi qu'on le faisait hier. Elle affirme que l'homme « a perdu toute intégrité sans avoir rien de reste; que sa volonté « est entièrement captive du péché, en sorte qu'il « n'a nulle liberté à bien; que de nature nous ne « pouvons avoir un seul bon mouvement, ni affection, « ni pensée. » Il en résulte que la part d'action de l'homme dans le salut est tout simplement nulle. Il ne peut même se repentir, et c'est Dieu qui fait tout; c'est Dieu qui choisit arbitrairement ceux à qui il lui plaît de donner la foi et avec la foi le salut, tandis que les autres il les laisse en leur corruption et condamnation, démontrant par les uns sa justice, et par les autres sa miséricorde. — Voilà la doctrine qui traverse et anime toute la confession

de la Rochelle; voilà la doctrine qui est indissolublement liée à la théologie de nos pères, si bien qu'on ne peut se séparer d'eux sur ce point sans abandonner toute leur dogmatique. Cette doctrine est-elle la vôtre? Non.

M. le professeur Bois me permettra de rappeler ici un article qu'il inséra dans le *Revue de Strasbourg*, dont j'étais le directeur. Messieurs, ce souvenir ne peut rien avoir de désobligeant pour M. Bois, car il n'eut à faire aucune espèce de concession pour écrire dans mon journal, qui était ouvert aux orthodoxes aussi bien qu'aux libéraux. Il y eut donc dans la *Revue de Strasbourg* une discussion sur les phénomènes de la volonté, que j'appellerais remarquable si je n'y avais pris part moi-même, et dans laquelle M. Bois défendit, avec talent et vivacité, la thèse du libre arbitre. A-t-il changé d'opinion? Je ne le crois pas. En tout cas, ses amis partagent encore cette manière de voir, car dans les petits livres, fort peu bienveillants, qu'on distribue au peuple pour lui faire peur des théologiens libéraux, on prétend que nous nions la liberté morale. Donc vous y croyez, donc vous professez une opinion diamétralement opposée à la doctrine maîtresse de nos pères, et, néanmoins, précisément pour ce dogme du salut, vous vous réclamez d'eux et de la confession de la Rochelle, qui vous condamne expressément!

Cela est étrange. Tenez, Messieurs, sur ce point je me sens beaucoup plus que vous en communauté de pensée avec cette confession de foi; car le libre arbitre, je ne puis y croire comme vous, et tout ce

que je vois dans ce monde m'impose l'idée d'une prédestination; seulement ces deux dogmes (je me hâte de l'ajouter), nous les modifions en faisant intervenir un troisième dogme, bien chrétien celui-ci : « Dieu est amour, » Dieu aime toutes ses créatures sans exception, et les prédestine toutes au bien, quelle que soit l'apparence du contraire. Là où nous modifions, vous niez, et vous n'en dites pas moins : nous sommes les héritiers de nos pères !

Après le salut par la foi, le protestantisme professe, comme doctrine fondamentale, qui le distingue du catholicisme, l'autorité de la Bible, en opposition à l'autorité de l'Eglise et de la tradition.

Ah ! cette fois-ci, oui, vous marchez sur les traces de nos pères d'un pas ferme, semble-t-il : « *Nous proclamons l'autorité souveraine des saintes Ecritures.* » L'autorité souveraine ! impossible de trouver une expression plus nette, plus catégorique, ne permettant aucune échappatoire. Voilà, pour le coup, une foi vigoureuse, bien rare en ce siècle de compromis et de juste milieu..... Seulement, comment ajoutez-vous cette restriction : « souveraine *en matière de foi* ? » Quoi, vous reconnaissez à la Bible une autorité illimitée — dans certaines limites ! Hé, Messieurs, un pouvoir n'est souverain qu'à la condition de n'être borné par aucun autre et de décider lui-même où s'arrête son action. Cela est élémentaire. Je n'ai jamais pu comprendre, pour ma part, que des catholiques exigent de leur Eglise, représentée par le pape, qu'elle se renferme dans le domaine spirituel du dogme et de la discipline ; l'Eglise catholique, se croyant infaillible, souveraine,

ne peut tolérer, sans suicide, qu'on vienne lui dire : Ton domaine s'arrête ici. Elle seule peut déterminer ce domaine, et les jansénistes, les gallicans, tous ceux qui proclament son autorité en la limitant, sont tout simplement des insurgés, qui, au fond, ne veulent pas que l'Eglise soit souveraine. Ainsi faites-vous, Messieurs, à l'égard des saintes Ecritures. Vous êtes les gallicans de la Bible. (*A gauche* : Très-bien !)

« En matière de foi ? » C'est vous, bien évidemment, et non la Bible, qui allez nous dire ce qui est de foi et ce qui n'en est pas. Où placerez-vous la limite ?

Pour le vieux croyant, et peut-être y en a-t-il encore un, la Bible tout entière est matière de foi, chaque mot étant inspiré de Dieu, de sorte qu'on ne peut sans impiété en retrancher, que dis-je ? en négliger la moindre syllabe. Vous n'en êtes plus là, cela est certain. Vous placez une limite quelque part ; mais où donc ? Entrons un peu dans le vif de la question.

Les indications que la Bible nous donne, dans la Genèse, sur la formation du globe terrestre, sont-elles matière de foi ? Non, dites-vous.

La Bible ne fait pas non plus autorité dans les questions d'astronomie ? Je vois vos gestes de dénégation. Fort bien, mais prenez-y garde, vous allez perdre l'idée d'un ciel localisé, séjour spécial de Dieu, qui occupe tant de place dans l'Ancien et le Nouveau Testament et qui se mêle à tant de doctrines fort importantes. Je ne vois pas trop, par exemple, ce qui vous restera de l'ascension de Jésus-Christ, une fois que vous aurez abandonné cette idée.

Et l'histoire ? Les renseignements que nous fournit la Bible sur les Babyloniens ou les Assyriens, ne sont pas assurément matière de foi. Vous y appliquerez sans scrupule les procédés de la critique historique. Vous allez plus loin, et l'on ne vous étonne ni ne vous scandalise, lorsqu'on signale des contradictions dans les récits bibliques ; il ne vous déplaît même pas qu'on en vienne à nier tel ou tel miracle, soit celui de Jonas, soit celui du stater. Très-fermes sur le miracle en général, sur le grand surnaturel, ainsi que vous l'appellez, vous vous montrez fort large relativement à la multitude des petits miracles, que chacun peut à son gré admettre ou rejeter. Mais ici encore, je vous dirai : Prenez-y garde ! cette limite est du dernier arbitraire. S'il m'est permis, malgré le témoignage de la Bible, de nier le miracle du stater, de quel droit m'interdirez-vous de nier celui de la naissance surnaturelle ou de la résurrection de Jésus ?

Au fond, vous voulez faire une part à la Bible, et une part à la critique, une part à l'esprit de vos pères et une part à l'esprit moderne, et ce partage vous le cachez sous cette formule aussi sonore que vague : l'autorité souveraine de l'Ecriture en matière de foi ! Sachez-le, cette formule est tellement élastique qu'elle nous abriterait, nous, aussi bien que vous, si nous voulions l'accepter. Celles de nos hardiesses qui vous irritent le plus, seraient toutes justifiées par cette réserve, « en matière de foi » : car jamais aucun de nous n'a porté atteinte à ce qu'il considère comme l'objet de la foi. Si donc nous n'acceptons pas votre formule, c'est que nous avons horreur de l'équivoque.

« Mais, direz-vous, la foi c'est le dogme : en matière de dogme l'Ecriture est souveraine, et nous courbons nos intelligences devant ses décisions. »

Permettez, cette réponse n'est pas aussi simple qu'il vous le semble. Je ne vous ferai pas remarquer qu'à votre point de vue il est impossible de séparer le dogme des faits, des « grands faits chrétiens, » pour parler avec vous. Je n'insisterai pas sur la nécessité, reconnue par vous, de distinguer dans ce dogme entre les articles essentiels et les points secondaires, ce qui vous amènera à établir des degrés dans l'autorité des enseignements dogmatiques de la Bible. Mais je vous pose cette question, qui est un dilemme : Pour établir une doctrine, suffira-t-il d'alléguer un seul passage de la Bible, ou bien, faudra-t-il arriver à concilier tous les enseignements des écrivains sacrés sur le dogme en question ? S'il faut concilier tous les passages, je vous déclare que c'est une œuvre au-dessus des forces des exégètes passés, présents et à venir, et je vous affirme que jamais vous n'arriverez à la moindre certitude en matière de dogme, ou, comme vous dites, en matière de foi. Si, au contraire, il suffit d'un seul passage, moi, avec mes hérésies et mes négations qui vous indignent, je me trouve à l'aise dans votre Eglise, je puis y enseigner librement, car ce ne sont pas les passages de la Bible qui viendront à me manquer pour couvrir chacune de mes paroles !

Et je vous pose un second dilemme, d'un sérieux redoutable : Qui interprétera la Bible, cette autorité souveraine ? Sera-ce l'Eglise ou sera-ce l'individu ?

Si c'est l'Eglise, il ne vous reste plus l'apparence même du protestantisme.

Si c'est l'individu, son interprétation participe de l'autorité souveraine de la Bible. Nul ne peut la condamner. Oh ! vous pouvez opposer votre interprétation à la sienne, assurément ; mais entre vous et lui il n'y a pas de juge, entendez bien ; pas de juge dans *votre* Eglise. Vous ne sentez donc pas que, dès que vous insérez dans votre confession de foi un article sur l'autorité de la Bible, tous les autres articles sont nuls et nonavenus ? Par l'étude de l'Ecriture, je suis amené à rejeter chacune des affirmations dont se compose votre *credo*, et vous me dites : Sors de notre Eglise ; on n'y peut rester qu'à condition d'arriver, par le libre examen appliqué à la Bible, aux mêmes résultats que nous. C'est ce que l'un de vous nous disait hier. — Eh bien, je vous réponds : Non, mille fois non ! Je reste dans votre Eglise, oui, dans l'Eglise réformée de France, constituée comme vous allez la constituer : j'y reste au même titre que vous, tout en niant chacun des articles de votre confession de foi, et j'y reste au nom même de cette confession de foi, puisqu'elle déclare se soumettre à l'autorité de l'Ecriture, librement interprétée. C'est l'anarchie ! vous récriez-vous. — C'est le protestantisme, vous répondrai-je, et vous n'y échapperez qu'en instituant un tribunal d'exégèse, promulguant l'interprétation officielle de la Bible. Essayez ! (*Très-bien ! à gauche.*)

Je pense avoir examiné suffisamment votre prétention d'être les fidèles continuateurs de nos pères et martyrs du seizième et du dix-septième siècle. Vous



croyez vaguement à une certaine divinité du Christ, et ils croyaient fermement à sa pleine déité. Vous enseignez la faiblesse de l'homme, et ils enseignaient son absolue impuissance. Le salut, vous le concevez comme le concevaient leurs adversaires, et, quant à la Bible, je serais tenté de supposer qu'ils vous auraient accusé, à leur point de vue, d'y croire infiniment peu. Comment, dès lors, pouvez-vous invoquer leur nom ? comment venez-vous nous dire qu'entre vous et eux il n'y a « qu'une différence de langage ? »

Ils parlaient, dites-vous, la langue du seizième siècle et nous parlons la langue du dix-neuvième siècle. Pure différence de style que cette continuelle contradiction entre vous et eux !

L'ouvrage de théologie le plus important qui soit sorti de vos rangs, en ces dernières années, c'est assurément le livre de M. Guizot. Si M. Guizot eût publié ses *Méditations* au dix-septième siècle, il n'aurait pas siégé comme il le fait sur les bancs du Synode, mais on l'y eût fait comparaître en accusé et on l'eût sévèrement condamné. Et s'il eût publié ses *Méditations* à Genève, du temps de Calvin..., je n'achève pas. (*Rires à gauche.*)

La vérité, Messieurs, c'est que ni vous ni nous, nous ne sommes les héritiers de la dogmatique de nos pères, vous, de la droite, pas plus que nous, de la gauche. Qu'est-ce à dire ? Nos pères ne sont-ils donc pas nos pères ? Ne sommes-nous donc pas leurs descendants selon l'esprit, comme nous sommes leurs descendants selon la chair ?

Messieurs, nos pères avaient élevé deux grands édifices. L'un était une école de théologie. Il s'est

écroulé, si bien qu'il n'en reste plus pierre sur pierre et que c'est en vain que vous y cherchez un abri pour votre pensée; ni vous ni nous ne pouvons y vivre. L'autre édifice élevé par nos pères, c'était une école de sanctification. Malgré bien des brèches et bien des ruines, celle-ci est debout; vous et nous nous y avons été élevés, nous y demeurons encore les uns et les autres, car ici nous sommes bien tous les héritiers de nos pères, et si le Synode comprenait sa vraie mission, au lieu de débattre à cette tribune des questions de théologie, nous nous mettrions tous, d'un commun accord et en rivalisant de zèle, à réparer les brèches de cette noble maison, à relever ses ruines, à rendre à notre peuple protestant ces mœurs austères, ce caractère de loyauté et d'indépendance, cette vigoureuse vie religieuse qui ont fait jadis sa grandeur et qui devraient faire aujourd'hui sa puissance et sa force. (*Applaudissements à gauche.*)

J'arrive à la seconde partie de la confession de foi qui nous est proposée : « L'Eglise réformée de France conserve et maintient les grands faits chrétiens représentés dans ses *sacrements*, célébrés dans ses *solennités* religieuses et exprimés dans ses *liturgies*, notamment dans la Confession des péchés, dans le Symbole des apôtres, et dans la liturgie de la sainte Cène. »

Il est impossible, je crois, de ne pas être frappé tout d'abord du vague de cette déclaration. Qu'est-ce que les grands faits chrétiens? Si je ne me trompe, vous entendez, sous ces termes ambigus, les miracles dont la personne de Jésus a été l'objet, d'après les récits du Nouveau Testament, et vous

n'y comprenez pas les actes surnaturels dont il serait l'auteur; les événements de sa vie où il est passif vous intéressent plus que ceux où il est actif. Les premiers constituent les grands faits chrétiens, les autres sont, je pense, les petits faits. Distinction bien subtile, bien étrange, bien peu respectueuse pour notre Maître.

Puis, où trouvons-nous la liste de ces grands miracles? Vous parlez des sacrements, mais la sainte Cène représente sa mort, qui n'est pas surnaturelle (puisqu'il était homme comme nous, sauf le péché), et le baptême ne représente même aucun fait évangélique. Vous nous renvoyez ensuite aux solennités religieuses : faut-il penser qu'en les énumérant on trouve précisément le compte des grands faits chrétiens que vous placez à la base de l'enseignement et de la discipline de notre Eglise? Ce serait la première fois dans une Eglise, et surtout dans une Eglise protestante, réformée, calviniste, qu'on eût accordé aux fêtes une pareille autorité normative. Enfin, vous nous adressez aux liturgies! — Ah! ici l'embarras redouble; chaque fait de l'histoire évangélique cité par hasard dans ce volume deviendra donc un article de foi, qu'il faudra croire si l'on ne veut être exclu de l'Eglise? Décidément je ne comprends pas. Non, je ne comprends pas pourquoi vous prenez cet immense détour des sacrements, des solennités religieuses, des liturgies, au lieu de nous dire nettement quels sont au juste les grands faits chrétiens.

Ce que je blâme bien plus encore que cette absence de netteté ou de franchise, c'est que vous

paraissiez exclure, des grands faits chrétiens, les faits intérieurs, moraux, à la fois humains et divins qui se passent en nous et qui nous transforment en créatures nouvelles. Ne sont-ce pas là les vrais faits chrétiens? L'apôtre Paul et nos réformateurs nous ont pourtant enseigné (et c'est là leur gloire) que la mort du Christ, ni sa résurrection n'ont aucune valeur si, en les méditant, nous ne mourons au monde pour ressusciter à Dieu. Les auteurs de la Confession de foi que je discute s'en tiennent, au contraire, aux faits extérieurs, visibles, matériels, comme s'ils n'étaient pas des enfants du protestantisme.

Mais entrons dans les détails et voyons ce qui nous sépare de vous.

Les sacrements? Messieurs, nous les aimons comme vous et autant que vous. Dans le baptême, nous voyons représentée cette grande idée : qu'il ne suffit pas à nos enfants de faire partie de l'humanité physique, animale, en quelque sorte, et que nous devons les faire entrer dans l'humanité spirituelle dont Jésus est l'initiateur, dans le royaume invisible qu'il est venu fonder sur la terre. Nous aussi, nous célébrons la sainte Cène. Peut-être, en méditant la mort de Jésus, plusieurs d'entre vous s'attachent-ils de préférence aux souffrances physiques et à ce sang versé qui, pensent-ils, les lave de toutes souillures; nous, nous allons méditer à Gethsémané plutôt qu'à Golgotha, et nous nous efforçons d'y apprendre de Jésus ce que c'est que le sacrifice entier de nos volontés et de nos désirs lorsque la voix de Dieu nous trace notre devoir. Voilà

la communion que nous recherchons, la communion avec l'esprit qui lui fait accepter la mort sur la croix.

Les solennités religieuses sont nos fêtes autant qu'elles sont vos fêtes à vous. Comment ne nous réjouissons-nous pas à Noël, en pensant que l'humanité a eu cet honneur de compter parmi ses enfants un être aussi pur que Jésus de Nazareth? C'est le jour où l'homme nous apparaît dans toute sa grandeur divine, c'est le jour où nous apprenons à respecter jusqu'à l'enfant au berceau, parce que, lui aussi, est de la noble race d'où est sorti le Christ, et il nous importe infiniment peu, je vous le déclare, que la naissance de ce Christ ait offert ou non je ne sais quel caractère surnaturel. Il est notre frère; cela nous suffit. Le vendredi saint, nous le célébrons comme nous célébrons la Cène. A Pâque (que son corps soit sorti ou non du tombeau) nous affirmons que Jésus est vivant, qu'il a triomphé de la mort, et dans ce triomphe nous voyons, comme vous, le gage de notre propre immortalité. (*Murmures et vives protestations à droite.*) Vous parlerai-je de la Pentecôte? Mais c'est tout spécialement notre fête à nous, la fête de l'esprit, et vous savez bien que vous nous accusez sans cesse de trop spiritualiser le christianisme. Ou bien prétendez-vous que nous n'avons pas le droit de célébrer la fête de l'Esprit-Saint si nous ne croyons pas que, un certain jour, les membres de l'Eglise de Jérusalem se sont mis à parler je ne sais combien de langues et de dialectes étrangers? En présentant son projet de confession de foi,

M. Bois a cité toutes les fêtes, sauf celle de l'Ascension. J'ignore pourquoi il l'a passée sous silence ; quant à moi, je vous défie d'exprimer, ce jour-là, en chaire, une autre pensée que celle-ci : Rechercher les choses qui sont en haut ! Eh bien, c'est précisément ce que prêchent nos pasteurs libéraux le jour de l'Ascension. — En résumé, ce qui constitue les solennités chrétiennes, ce n'est pas le fait matériel d'il y a dix-huit siècles, c'est l'idée qui se rattache à ce fait ou à ce récit. Cette idée seule importe, parce que seule elle édifie. Je ne puis dire avec quel serrement de cœur et avec quelle indignation j'entends parfois un prédicateur orthodoxe passer tout son temps, lors de ces solennités et en présence d'une multitude qui a soif de vie religieuse, à démontrer par un grand échafaudage d'arguments et d'érudition que le corps de Jésus est vraiment sorti du sépulcre ou que Jésus est véritablement né d'une vierge. Mais, je l'ajoute, je blâmerai bien plus sévèrement encore le prédicateur qui se permettrait ce jour-là d'attaquer la vérité historique de la naissance miraculeuse ou de la résurrection matérielle. On disait hier que le surnaturel constitue la religion ; je ne connais guère qu'une seule idée qui pût être aussi radicalement fausse, ce serait de dire que la religion consiste dans la négation du surnaturel. Ni l'un ni l'autre. La croyance au surnaturel est, selon nous, une erreur scientifique, très-grave chez un penseur, car elle établit un abîme entre sa science et sa religion et les fausse probablement toutes deux. Mais ce n'est pas directement une erreur religieuse, une

erreur qui (sauf pour l'homme de science) porte atteinte à la vie morale. En religion, en matière d'édification, la croyance au surnaturel et sa négation sont indifférentes. Le récit surnaturel qu'on rattache à nos solennités est donc lui aussi indifférent, il n'ajoute rien à leur signification religieuse et il n'en retranche rien.

Après les sacrements, après les fêtes de l'Eglise, votre confession de foi passe aux liturgies.

Que prétendez-vous dire? Que les liturgies énumèrent ce que vous appelez les grands faits chrétiens? Oui, çà et là en passant, mais, non pas d'une manière explicite, catégorique. car, vous ne l'ignorez pas, les quelques lignes très-vagues que la liturgie de Genève intercale pour chacune des fêtes, sont d'origine récente, et nos pères ne connaissaient ni les liturgies de Noël, ou du Vendredi saint, ou de l'Ascension, ni les fêtes en général. Pour les calvinistes, il n'y avait qu'une seule et unique fête, le dimanche, le jour de repos consacré par un ordre exprès de l'Ecriture. Le reste était du « papisme. » Vous ne pouvez donc nous renvoyer aux liturgies uniquement pour y constater les grands faits chrétiens. De fait, si ce n'est d'intention (j'ignore quelle est votre intention, vu que vous ne l'exprimez nulle part), de fait et vu l'ambiguïté extrême de ce texte, les liturgies seront désormais une confession de foi. On sera tenu de croire tout ce qui s'y trouve. Eh bien, Messieurs, il est difficile de proposer une mesure plus malheureuse. Qu'est-ce qu'une liturgie? Je lis en tête de mon exemplaire : « Liturgie, ou *Manière de célébrer le service divin.* » C'est donc



proprement un cadre, c'est l'indication de l'ordre qui doit être suivi dans le culte. Pour remplir ce cadre on y a ajouté des prières; et c'est dans ces prières, dans ces élans de l'âme, dans ces actes d'adoration que vous allez chercher vos formules dogmatiques! En priant on fera de l'exégèse, de la critique, — en un mot, — de la théologie! Messieurs, cela est mauvais, très-mauvais. Vous portez atteinte à la pudeur de l'âme religieuse.

Quelle est d'ailleurs cette liturgie que vous, les orthodoxes, vous, les « évangeliques, » ainsi que vous aimez à vous appeler, vous nous présentez comme l'expression de votre foi et de la foi de l'Eglise? C'est la liturgie généralement en usage, c'est celle de Genève, si décolorée, si pâle, si dépourvue de saveur chrétienne que les hommes du Réveil, vos pères, ne cessaient de protester contre elle. Elle a pour auteurs les pasteurs genevois du dix-huitième siècle. (*Réclamations.*) Oh! je le sais bien, ils avaient devant eux la liturgie du seizième siècle, et l'on reconnaît parfois dans celle-ci les phrases qui ont servi de thème à leurs variations; ils n'en sont pas moins les vrais auteurs de la liturgie que vous allez nous imposer comme profession de foi, oui, eux, les sociniens, les philosophes, pour mieux dire, les amis de Jean-Jacques Rousseau. Leur esprit y domine, une froide et pompeuse religion naturelle, s'accommodant de la croyance aux miracles, je vous l'accorde, et aboutissant quelquefois, mais assez rarement, à de courtes formules qui, vues de loin, ont un faux air d'orthodoxie. Voilà la liturgie que vous élevez à la dignité de confession de foi,

vous, Messieurs ! Est-ce bien possible ? Pourquoi ne pas avouer que cette liturgie ne répond pas plus à vos besoins religieux qu'aux nôtres, que vous ne l'aimez pas plus que nous ne l'aimons, et que souvent elle froisse vos convictions ? Quoi ! vous allez proclamer qu'elle exprime la foi de l'Eglise, — uniquement parce qu'elle contient des passages qui gênent les pasteurs libéraux !

Moi, je leur conseille de supprimer ou de modifier ces passages. C'est ce que vous-mêmes vous faites presque tous quand il vous plaît. C'est ce qu'Adolphe Monod faisait dans une très-large mesure, et il ne s'en cachait pas, et il avait raison. Jamais, d'ailleurs, ni cette liturgie de Genève, ni aucune autre, n'a été introduite officiellement dans l'Eglise ; elle y existe à l'état de coutume, sans titre légal. Nous avons la liberté en matière de liturgie ; nous l'avons toujours eue. Ainsi, en tête de la liturgie de 1692, que j'ai sous les yeux, je lis ces lignes : *Les jours ourriers, le ministre fait telle prière que bon lui semble... Pour les dimanches au matin, on use COMMUNÉMENT de la forme qui s'ensuit.*

Dans cette liturgie, vous citez spécialement la Confession des péchés, le Symbole des apôtres et la liturgie de la sainte Cène.

Pourquoi cette dernière ? Je l'ignore. Vraiment elle n'est pas orthodoxe. Il y est question des « avantages précieux » que nous procure « l'auguste sacrement » de la sainte Cène, et l'on nous conseille de chercher dans la méditation de la mort du Sauveur *des secours très-efficaces* pour combattre le

péché... Il est vrai qu'on y parle aussi de l'Agneau pascal, ce qui peut paraître ressembler à l'expiation, et que la prière finale se termine par une sorte de formule trinitaire. Est-ce pour cela que vous nous imposez tout particulièrement cette liturgie? Ce serait bien mesquin.

Quant à la Confession des péchés, elle est, à nos yeux, la plus belle prière qui, depuis l'Oraison dominicale, soit sortie des lèvres d'un homme. Je saisis cette occasion de remercier, en mon nom et au nom de la gauche entière, notre doyen d'âge, M. le pasteur Frossard, d'avoir ouvert ce premier Synode en récitant l'admirable Confession des péchés, à laquelle nous nous sommes associés du fond de nos cœurs. Nous aussi nous éprouvons le besoin de nous humilier profondément devant le Père céleste, de reconnaître notre imperfection et nos misères, et de le conjurer sans cesse de nous délivrer du mal qui est en nous. Que de fois nous en sommes accablés! Et combien il est vrai que « nous en éprouvons une vive douleur! » La Confession des péchés fait si bien partie de notre héritage, que jamais on ne pourra nous la ravir. Sans doute, cette misère, elle l'exprime dans un langage qui n'est pas le nôtre, dans un langage qui, d'ailleurs, a été maintes fois remanié. Elle nie le libre arbitre... Hé! vous qui affirmez le libre arbitre, vous la dites, comme nous, sans scrupule; pourquoi? parce que ce n'est pas dans une prière, et surtout dans une prière au souffle si puissant, qu'on va chercher sa dogmatique ou sa psychologie, n'est-il pas vrai? On prie, sans trop s'inquiéter des mots.

Arrivée à une certaine profondeur de sentiment, la prière se passe de paroles articulées ; pour me servir de l'expression de Paul, elle ne sait plus que s'écrier : Abba ! Père ! Père ! délivre !

Il reste le *Symbole des apôtres*, qui, je le crains bien, est, pour vous, Messieurs, la clef de voûte de votre Confession de foi. C'en est en même temps le point le plus faible. Je ne dis pas : légalement le plus faible ; je dis : moralement, religieusement.

Ne vous attendez pas, du reste, à des chicanes de ma part. Je n'irai pas vous accuser d'attribuer l'origine de ce Symbole aux douze apôtres. Je ne toucherai même pas à la « descente aux enfers, » ni à la « résurrection de la chair, » deux articles que vous-mêmes n'y voyez figurer qu'avec peine. M. Bois a promis que ces deux termes seraient interprétés officiellement par le Synode. J'ignore jusqu'à quel point M. Bois a pu s'engager ainsi au nom de la majorité ; mais si c'est là votre intention, souffrez que je vous donne un conseil parfaitement désintéressé : laissez le Symbole tel qu'il est ; quand on adopte par un vote solennel un document vieux de quinze siècles, on a mauvaise grâce de déclarer ensuite qu'on lui donne un sens nouveau.

« *Je crois, dites-vous, en Dieu le Père tout-puissant, créateur du ciel et de la terre.* » — Nous aussi, nous y croyons.

« *Et en Jésus-Christ, son fils unique, notre Seigneur, qui a été conçu du Saint-Esprit et qui est né de la Vierge Marie.* » — Nous ne le croyons pas. (Je parle en mon nom personnel, je parle aussi au nom de bien des membres de la gauche avec les-

quels je me sais en communion d'idées; mais nul n'a le droit d'attribuer mes négations au parti tout entier.) Nous ne le croyons pas. Il me serait facile de vous en donner plusieurs raisons; je préfère m'en tenir à une seule, la plus facile à comprendre, la plus accessible à toute intelligence. Nous avons pour nous le silence de l'apôtre Paul, qui aurait eu cent occasions d'en parler s'il avait connu et admis le fait de la naissance surnaturelle de Jésus, et qui nulle part n'y fait l'allusion la plus lointaine. Nous avons, en outre, pour nous le silence complet de deux évangiles. Vous avez pour vous le récit des deux autres évangiles, Matthieu et Luc; or, comme dans leur récit ils se contredisent de la manière la plus directe sur tous les points, sans exception, nous ne pouvons admettre leur témoignage. Messieurs, c'est au nom de la Bible librement étudiée, que nous rejetons cet article de votre Credo.

« *Il a souffert sous Ponce-Pilate; il a été crucifié; il est mort; il a été enseveli...* » L'un de vous disait hier que c'est là la biographie du Seigneur Jésus; étrange biographie où il n'y a pas une syllabe sur son enseignement incomparable, pas une syllabe sur son ineffable charité, mais où l'on trouve nécessaire de rappeler qu'il a été enseveli, c'est-à-dire, comme vous nous l'expliquiez, enveloppé dans un linceul... « *il a été enseveli; il est descendu aux enfers...* »

« *Le troisième jour, il est ressuscité des morts.* » Lui? Non. Son âme, son esprit, sa personnalité, lui, en un mot, n'avait pas à ressusciter des morts. Il n'a cessé d'être vivant. C'est de son corps que

vous voulez parler. Vous dites qu'il a repris vie, que le sang a recommencé à circuler; que ce corps, ranimé, s'est levé, a marché, parlé, mangé. Nous disons, nous, que ce corps est resté dans le tombeau. Vous vous appuyez sur les récits des quatre évangiles, tous d'une date fort éloignée de l'événement; nous avons pour nous le témoignage bien plus ancien de saint Paul, qui, sans doute, croyait fermement aux apparitions du Christ glorifié, mais qui attribue à ce premier des ressuscités, comme à ceux qui ressusciteront après lui, un corps d'une nature toute spirituelle, toute « pneumatique, » ainsi qu'il s'exprime (cela ne vous paraît peut-être pas fort clair? je ne fais que résumer les idées très-originales de l'Apôtre), un corps qui n'a absolument rien de commun avec le cadavre qui a été mis en terre. Celui-ci reste en terre et s'y décompose, dit-il : Paul ne croyait pas plus que nous à une résurrection charnelle, corporelle du Christ.

*Une voix.* — Est-il permis de parler ainsi dans une Eglise chrétienne?

M. COLANI. — Il est toujours permis, au sein de l'Eglise réformée de France, d'examiner ce qu'a écrit et pensé un apôtre. Donc, la souveraineté de l'Ecriture abrite et justifie la liberté dont j'use ici. Vous qui m'interrompez, vous avez, je n'en doute pas, étudié consciencieusement les Epîtres de saint Paul; moi aussi, qui prépare depuis des années un livre sur le grand apôtre des Gentils, je l'ai étudié. Assurément, je ne suis pas infallible, et il est certain que mon ouvrage contiendra maintes erreurs, mais entre votre interprétation et la mienne, — ne

l'oubliez pas, il n'existe point de juge dans l'Eglise protestante. M'appuyant donc sur un texte que je regarde comme parfaitement clair (1 Corinth. XV, 35 et suiv.), fort de mon droit d'interprète protestant, je nie ce que vous affirmez avec le Symbole; je nie que ce cadavre ait repris vie, qu'il se soit levé, qu'il ait marché, parlé, mangé.

Je continue : « *Il est monté au ciel*, » c'est-à-dire : son corps est monté au ciel. Au ciel? Que signifie ce mot? Vous ne l'entendez pas plus que moi. Sur quatre évangiles, du reste, trois ne savent absolument rien de cet événement, et l'apôtre Paul n'y fait pas davantage la plus légère allusion. Sans doute, Luc le raconte, il le raconte même deux fois : d'abord, à la fin de l'évangile qui porte son nom, puis en tête du livre des Actes. Chose curieuse, et qui montre combien peu les auteurs sacrés s'attachent à la lettre, se piquent d'exactitude, les deux récits de ce même historien se contredisent directement. L'Evangile place l'ascension au soir du dimanche de la résurrection, tandis que le livre des Actes la renvoie à quarante jours plus tard. Et ce témoin si peu sûr vous suffit pour affirmer un fait que vous ne pouvez même vous représenter!

Reprenons : « *Il est ressuscité des morts*, — corporellement. *Il est monté au ciel*, — corporellement. *Il s'est assis à la droite de Dieu le Père*, — corporellement. (Ne vous récriez pas! où laisseriez-vous donc son corps?) *De là il reviendra*, — corporellement; oui, corporellement, — *pour juger les vivants et les morts*. » Je le constate en passant, on n'aura le droit de se dire membre de votre Eglise que si



l'on croit au retour du Christ sur les nuées du ciel; cela est écrit.

« *Je crois au Saint-Esprit. Je crois la sainte Eglise universelle, la communion des saints, la rémission des péchés* (la rémission des péchés! enfin, dans un des derniers coins de votre Symbole, le fait capital du christianisme; enfin!) *la résurrection de la chair* (vous l'interprétez, c'est entendu), *et la vie éternelle. Amen.* »

Savez-vous ce que vous avez fait en donnant au Symbole des apôtres, dans votre lutte contre nous, cette importance capitale? — Vous avez tout ramené, que vous le vouliez ou non, à ces deux questions : 1° D'où est sorti le corps de Jésus-Christ? 2° Qu'est devenu ce corps après sa mort sur la croix? Par votre faute, le monde qui nous écoute va croire que ce sont ces problèmes byzantins qui se traitent entre vous et nous.

Vous avez trouvé commode d'amener le débat sur ce terrain, où nos négations pouvaient paraître aux yeux des faibles une profanation des choses sacrées. Mais, laissez-moi vous le dire, Messieurs, nous méritons, nous, les libéraux que la question fût posée autrement : nous méritons d'être exclus de l'Eglise pour une autre raison que la négation des faits miraculeux concernant le corps de Jésus. Nous le méritons, car nous sommes des hommes religieux.

Et vous aussi, Messieurs, vous méritiez autre chose que ce projet; vous vous calomniez quand vous allez proclamer devant la chrétienté que c'est là votre foi, ce qu'il y a de meilleur dans votre foi; non, cela n'est pas, je le dis hautement, vous valez infiniment mieux.

Du reste, vous ferez ce qu'il vous plaira; vous voterez cette confession à je ne sais quelle majorité, mais de votre décision nous en appelons à Jésus,— non pas au Christ glorifié, dont nous ne savons rien et à qui chacun fait dire ce qu'il veut; nous en appelons à ce Jésus qui a vécu sur la terre et que nous connaissons tous, car ses paroles et ses actes sont là devant nous. Il nous a dit : « Venez à moi vous qui êtes travaillés et chargés, » et nous sommes venus à lui, nos âmes étant travaillées et chargées, et nous avons trouvé son joug très-doux, car il ne nous a pas ordonné à nous, hommes de pensée, de poser des limites à notre raison, de reculer devant la recherche du vrai, d'accepter fût-ce un minimum de mystères. Il nous laisse entièrement libres.

Vous prétendez que nous ne l'aimons pas, que nous ne pouvons pas l'aimer, parce que nous ne lui décernons pas les mêmes titres que vous. Eh! il est un titre que nos cœurs lui décernent avec joie et d'un commun accord, et ce titre, le plus simple, le plus vrai de tous, il le refuse. « Non, dit-il, nul n'est bon, si ce n'est Dieu! » Je vous l'avoue, il y a des heures où nous nous révoltons contre cette parole, mais il l'a dite... Vous prétendez que nous ne pouvons croire au pardon, puisque nous ne croyons pas à l'expiation des péchés par la mort du Christ, et nous entendons le Maître dire, avant que son sang eût coulé : « Va en paix, tes péchés te sont pardonnés. » C'est là la théologie de Jésus; ce n'est pas la vôtre, vos murmures me le montrent assez, mais c'est celle que nous professons. Vous nous accusez enfin de n'être pas chrétiens, parce

que nous n'admettons pas ses miracles; or, Jésus n'accordait aucune valeur religieuse à ce que vous appelez le surnaturel; vous le savez, il a toujours refusé obstinément de faire un seul prodige qui sanctionnât sa parole et entraînât les convictions. « Cette génération perverse, disait-il, demande un miracle : il ne lui en sera point accordé. »

Nous en appelons aussi à nos pères du seizième et du dix-septième siècle. Certes, nous ne sommes pas les héritiers de leur dogmatique, mais c'étaient des hommes religieux et c'étaient des protestants. Or, dans votre déclaration de foi, il n'y a pas la moindre note religieuse et pas la moindre note protestante. Un catholique peut la signer.

*Une voix.* — Tant mieux!

M. COLANI. — Ce n'est pas ainsi que l'entendaient nos pères, et ce n'est pas ainsi que l'entend le peuple protestant de nos jours. Quel esprit a donc soufflé sur vous que vous n'ayez pas trouvé une parole pour vous distinguer nettement de l'éternel ennemi qui nous enveloppe et nous enlace? Quel est donc le mauvais génie qui a guidé ici la majorité? Vous êtes l'Eglise, c'est entendu; vous avez le pouvoir constituant, cela ne fait pas le moindre doute : ne l'avez-vous pas décidé à une majorité d'un septième? Je ne le conteste donc pas, mais je dis que ce peuple protestant que vous représentez sans qu'il ait même été instruit de votre existence, ce peuple protestant, il faudra pourtant qu'un jour ou l'autre, sous une forme ou sous une autre, vous lui donniez la parole.

Eh bien! nos vieilles populations huguenotes qui frémissent encore de l'appel adressé naguère, par le

chef vénéré de la droite, à l'Eglise protestante pour qu'elle s'associât à la croisade ultramontaine en faveur du pouvoir temporel du pape, que ressentiront-elles lorsqu'il faudra leur avouer que la nouvelle confession de l'Eglise n'a rien de protestant, qu'elle ne parle que de « liturgies, » de « symboles, » de « sacrements, » de « solennités religieuses ; » lorsqu'il faudra leur raconter que le président du premier Synode de l'Eglise réformée de France, au dix-neuvième siècle, a déclaré hautement à cette tribune « qu'il réclamera pour le culte de nombreux emprunts au catholicisme, par ce motif que le peuple protestant est incapable de comprendre la haute spiritualité du culte protestant ? » Prenez-y garde ! Notre peuple ne veut le schisme à aucun prix : — je le répète, en constatant que personne parmi vous ne proteste : notre peuple ne veut le schisme à aucun prix. Lui, qui a l'intelligence trop grossière pour saisir les nuances, il va vous accuser de le vouloir, et irrité de vous trouver si peu protestants, il va se tourner contre vous. Prenez-y garde ! Jusqu'ici il croit encore au surnaturel, faiblement, comme quelqu'un qui n'y a pas réfléchi ; vous allez mettre cette faible croyance aux prises avec sa double haine, si vigoureuse, du schisme et des tendances catholiques. En d'autres termes, vous, majorité orthodoxe, vous allez ruiner et détruire le surnaturel. Prenez-y garde ! Je vous entends : ce sont là des conseils empreints d'esprit politique et mondain, et vous n'obéissez, vous, qu'à votre conscience. Vous êtes des consciences, oui, Messieurs, mais vous êtes aussi un parti fortement organisé et très-habile. D'ailleurs, vous connaissez la pa-

role de Jésus : « Soyez prudents comme des serpents. » Ecoutez donc ce conseil.

Un mot maintenant sur notre position, à nous membres de la gauche.

Quand on aime son Eglise ainsi qu'une famille, on ne la quitte pas, on ne l'abandonne pas, on ne la déserte pas, alors même qu'elle se trompe. On travaille à la réformer ; on annonce la vérité dont on se croit le dépositaire, et on l'annonce d'une voix si importune qu'on force l'Eglise soit à écouter le novateur soit à le chasser. C'est ainsi qu'a agi Luther lorsqu'il se fit excommunier, c'est ainsi qu'ont agi les apôtres lorsqu'ils se sont fait renvoyer de la synagogue, et c'est ainsi que nous agirons. Nous ne nous en irons pas, nous ne nous tairons pas, il faudra nous chasser. Vous ne le pouvez, car, vous avez beau dire, vous n'êtes pas l'Eglise, vous n'avez ni assez d'autorité légale, ni assez d'autorité morale. Mais si un jour la véritable Eglise, le peuple protestant, nous disait : Taisez-vous ou sortez ; nous sortirions avec une grande tristesse, car de pareils déchirements sont toujours douloureux, mais aussi, écoutez-moi, avec un profond sentiment de délivrance, et je vous en dirai la raison : c'est que, l'orthodoxie, depuis plusieurs années, devient parmi nous de moins en moins religieuse. (*Protestations à droite ; applaudissements à gauche.*)

M. BASTIE. — Je réclame contre une des assertions de M. Colani. Il a prétendu que j'avais dit que nous devions beaucoup emprunter au catholicisme. Je n'ai parlé que des améliorations à introduire dans le culte, et nullement de la doctrine.

M. GUIZOT. — Au point où cette discussion est arrivée, il nous importe à tous de la dégager de tout ce qui n'y tient pas intimement, et de considérer la question en elle-même et en elle seule, dans sa simplicité comme dans sa grandeur. J'écarterai donc toute digression, toute allusion étrangère. Je m'abstiendrai même de toute polémique directe et personnelle. L'expérience m'a appris qu'il était plus court et plus efficace de s'appliquer à mettre en lumière les bonnes raisons en faveur de ce qu'on croit la bonne cause, qu'à combattre les raisons alléguées en faveur de la cause contraire. J'ai plus de goût à soutenir la vérité qu'à lutter contre l'erreur.

J'écarterai également un souvenir qui m'est personnel. On a essayé d'exciter, à mon égard, la méfiance des populations protestantes en prétendant que j'avais proposé une alliance du protestantisme et du catholicisme. Je n'ai jamais dit ni pensé rien de semblable. Je vois entre l'Eglise catholique et l'Eglise protestante des croyances fondamentales communes. Je regarde les catholiques sérieux et sincères comme de vrais chrétiens, car ils admettent les grands faits, les grands principes chrétiens. Je respecte leur foi et j'ai défendu leurs libertés. Je n'en suis pas moins un vrai et sérieux protestant. (*Très-bien !*) La Réforme du seizième siècle a ranimé la foi chrétienne et changé le gouvernement intérieur de l'Eglise chrétienne. Elle a semé le germe de la liberté religieuse, sans la pratiquer toujours elle-même. Je suis fidèle à la foi et à l'Eglise de mes pères, et j'honore toutes les croyances chrétiennes, en usant envers elles de la liberté de ma pensée

et de mon Eglise comme en respectant la leur.

Tout cela écarté, c'est sur le fond même et sur le fond seul de la question vraiment religieuse que je vous demande de concentrer toute votre attention.

Quand ce Synode s'est ouvert, quand je suis entré dans cette enceinte, quand j'ai vu la Bible ouverte en face de nous tous, au-dessus du siège de notre président, quand j'ai entendu donner à notre président le nom de *modérateur*, quand j'ai vu nos séances commencer par la prière et la lecture de l'Écriture sainte, je me suis senti en présence de tout notre passé, de la foi et des traditions de notre vieille Eglise. (*Très-bien !*) Sommes-nous venus ici pour former une société nouvelle, pour proclamer une foi nouvelle ? Je ne l'ai pas pensé un moment. J'ai senti que je rentrais, que nous rentrions tous dans l'héritage de nos pères, tout en faisant nous-mêmes des progrès dans les voies de la justice, de la liberté et de la charité chrétienne.

Quand nos débats ont commencé, quand j'ai entendu attaquer l'autorité des livres saints en matière religieuse, contester les grands faits chrétiens et nier toute autorité religieuse autre que celle de la pensée individuelle, c'est alors que ma surprise a commencé. On parle beaucoup de l'esprit d'association. Mais, Messieurs, toute association a ses causes et ses conditions : il n'y en a point sans une foi commune et un but commun. Regardez à l'ordre politique ; voici deux écoles en présence qui veulent toutes deux la prospérité matérielle de notre patrie ; l'une croit et veut l'atteindre par la liberté commerciale ; l'autre, par la protection de l'industrie nationale. L'idée vous



viendrait-elle jamais de leur demander de s'associer, de poursuivre ensemble leur but, en vertu de principes contraires ? Ce qui est vrai quand il s'agit d'intérêts matériels l'est encore bien plus dans la sphère des croyances religieuses. L'histoire du christianisme en est la démonstration évidente. A son origine, il y avait à Jérusalem diverses sociétés religieuses, les Pharisiens, les Sadducéens ; les apôtres tentèrent-ils de se rattacher à telle ou telle ? Ils s'associèrent entre eux, à leur divin fondateur et à leurs prosélytes. Celui d'entre eux qui avait l'esprit et le cœur le plus larges, saint Paul va Athènes ; une inscription *au Dieu inconnu* lui paraît une occasion de propager la foi chrétienne parmi les philosophes athéniens ; il entre en conversation avec eux, mais il leur parle de Jésus ressuscité des morts ; à ces mots, ils se moquent de lui, et l'association entre eux et lui devient, pour lui et pour eux, impossible. Pourquoi, au seizième siècle, les réformés ont-ils été naturellement conduits à se séparer des catholiques ? Parce que à côté de grandes croyances communes, il y en avait de très-différentes que les uns et les autres jugeaient essentielles et qui leur rendaient l'association religieuse impraticable. Une foi commune est le principe et la base de toute société religieuse, et ce principe a prévalu, s'est maintenu aux époques et dans les conditions sociales les plus diverses. Permettez-moi de vous rappeler un souvenir de ma jeunesse ; il y a soixante-cinq ans, j'allai visiter dans les Cévennes, au Pont-de-Montvert, un oncle de ma mère ; il était pasteur ; il n'y avait encore là point de temple ; on se réunissait au haut de la montagne, sur un plateau qu'on pouvait

appeler aussi le désert ; mon grand-oncle me demanda d'y faire, avant son sermon, la lecture de la Bible ; deux ou trois mille paysans étaient là réunis. Qu'est-ce qui les réunissait ? La foi à l'autorité des saintes Ecritures, foi point savante, mais vivante et lien de leur union. Ces jours derniers, quand notre honorable ami M. Babut prêchait à l'Oratoire, qui de vous n'a été frappé de la foule qui était accourue autour de sa chaire ? Ce n'était pas la science de quelques-uns, mais la foi commune à presque tous qui avait formé cette immense réunion. C'est le lien naturel et nécessaire de la société religieuse.

Quelque temps après que le Consulat nous eut donné des temples et la liberté de notre culte, quelques-uns de nos frères, n'y trouvant pas assez d'ardeur et d'édification chrétienne, formèrent des associations particulières et ouvrirent des chapelles. Parmi les chefs de ce pieux réveil chrétien, on a nommé un homme éminent par l'esprit comme par la piété, M. Vinet ; j'en pourrais nommer plusieurs autres, tous sincères et honorables, et je les honore. Mais beaucoup d'autres chrétiens, aussi sincères, sont restés dans l'Eglise nationale, et je crois qu'ils ont bien fait ; eux aussi, ils ont efficacement contribué à ranimer la foi et la piété chrétiennes. J'estime qu'à moins d'être persécuté, privé de sa liberté religieuse personnelle, on peut très-utilement rester dans le sein de l'Eglise nationale ; il faut savoir être en minorité et travailler à devenir majorité par le progrès de la foi et du zèle (*Très-bien !*) ; le contact et la discussion des idées sont un grand moyen de progrès dans la société religieuse comme dans la

société civile. Mais la minorité est-elle en droit d'interdire à la majorité d'élever son drapeau, de proclamer sa foi et de dire quelle est la foi de l'Eglise? Une Eglise n'a-t-elle plus dans son sein aucune autorité, est-elle condamnée à une anarchie déclarée et acceptée parce qu'il y a une majorité et une minorité? Un honorable membre du Synode, M. Viguié, nous a dit : « Pourquoi se presser de rétablir ainsi la foi et la règle? Pourquoi ne pas laisser agir le temps? L'Eglise est un organisme vivant qui finit par repousser les corps qui lui sont étrangers. » Je ne crois pas que l'homme puisse ni doive ainsi s'en remettre à la simple action de la nature. Au plus fort du régime de la Terreur, M. de Lacretelle aîné avait un frère que les Jacobins avaient mis en prison; on l'engageait à agir en sa faveur : il répondit : « J'attends la mise en liberté de mon frère du progrès des lumières. » (*On rit.*) Ni la charité chrétienne, ni l'expérience humaine ne commandent une telle inaction en présence du mal; l'action de l'homme lui-même y est nécessaire. Nous assistons, depuis assez longtemps déjà, à une nouvelle explosion d'ardeur antichrétienne. Le panthéisme, qui n'est qu'un matérialisme savamment déguisé, la critique historique dont je n'entends nullement restreindre la liberté scientifique n'ont pas droit d'entrer et de régner dans nos temples, et d'y mettre leurs négations à la place des grands faits qui sont l'objet de la foi et de la tradition chrétiennes.

M. COQUEREL.—Je demande la parole. (*Sensation.*)

M. GUIZOT.—La population chrétienne ne s'y trompe pas; elle ne considère pas comme chrétiens ceux qui

nient l'origine, l'action, la vie et la mort surnaturelles de Jésus-Christ. La guerre au surnaturel est la maladie morale de notre temps, guerre qui va plus loin et porte plus haut que ne le croient plusieurs de ceux-là même qui la font. J'ai entendu un savant illustre, un homme de génie dans les sciences mathématiques dire : « Dieu est une hypothèse dont je n'ai pas besoin. » C'est là qu'on arrive par la route dans laquelle trop d'esprits marchent aujourd'hui. Si je me permettais de dire ici tout ce que je pense, au fond, sur toutes ces questions, je trouverais le panthéisme et la critique historique de notre temps bien moins philosophiques et bien moins profonds que ne le croient leurs adeptes. Moi aussi, j'ai bu, comme d'autres, à la coupe de la science humaine, et plus que d'autres à la coupe de la puissance humaine; je connais et je respecte leurs droits; mais j'ai appris aussi à connaître leurs limites et leur insuffisance pour donner satisfaction aux besoins religieux de l'âme et de la société humaine. (*Très-bien!*) Ni les grands philosophes, ni les grands politiques n'ont manqué au monde; nul d'entre eux n'a fondé ni maintenu une religion; pas plus Socrate et Platon que César ou Marc-Aurèle.

Dieu seul, par l'action naturelle et surnaturelle qu'il exerce selon ses desseins sur les hommes, accomplit une telle œuvre. Nous vivons sous le regard de Dieu; Messieurs, il n'y a pas de science ni d'habileté qui puissent le tromper; il lit dans nos cœurs et sait quels sont ceux qui servent sa cause. La déclaration de foi proposée par M. Bois affirme les grands faits qui constituent le christianisme. En

la votant, nous défendons le christianisme, dans l'Eglise, contre ceux qui l'y attaquent. Je suis convaincu que c'est là notre droit et notre devoir. Si la proposition est votée, nous ne l'imposerons pas aux laïques, mais elle deviendra la base de l'enseignement officiel de l'Eglise. (*Ah ! ah ! et protestations à gauche.*) Quoi ! Messieurs, n'en feriez-vous pas autant si vous étiez à notre place ? (*Dénégations.*) Est-ce que la minorité n'est pas toujours tenue de respecter la majorité ? Quant aux difficultés de détail que l'on a soulevées, elles ne doivent pas nous arrêter ; rien n'est plus regrettable en toutes choses que de se laisser arrêter par des considérations secondaires, et parce qu'on veut pourvoir à des intérêts inférieurs, de perdre de vue les grands intérêts. (*Applaudissements à droite.*)

M. ATH. COQUEREL. — Je demande la parole pour un fait personnel. (*Rumeurs : Il n'y a point de fait personnel. On ne vous a pas nommé.*) Pardon, je n'ai pas été nommé, mais désigné. (*Nouvelles rumeurs : Est-ce que nous ne sommes pas tous désignés tous les jours ?*) Je demande à poser à M. Guizot une simple question : N'est-ce pas moi qu'il voulait désigner quand il a parlé de ceux qui tendaient la main aux erreurs antichrétiennes ?

M. GUIZOT. — Je ne vous ai pas désigné individuellement.

M. COQUEREL. — Suis-je un de ceux-là ?

M. GUIZOT. — Vous en êtes un selon moi.

M. COQUEREL, *s'élançant à la tribune.* — Je demande de nouveau la parole pour un fait personnel. (*Rumeur prolongée à droite et au centre.*)

M. PERNESSIN. — Quand M. Colani a dit que les

orthodoxes devenaient de moins en moins religieux, est-ce que cela ne nous blessait pas ? Est-ce que nous ne pourrions pas demander la parole pour un fait personnel ?

M. COQUEREL. — Messieurs... (*Violentes rumeurs.*)

*Plusieurs membres au président.* — Faites voter le Synode sur la demande de M. Coquerel.

Le modérateur demande au Synode s'il veut accorder la parole à M. Coquerel.

*Plusieurs voix.* — L'appel nominal !

Après une première épreuve douteuse, le Synode décide que M. Coquerel n'aura pas la parole. (*Vive agitation.*)

M. SAYOUS. — C'est une indignité !

M. CLAMAGERAN. — L'histoire jugera !

La séance est suspendue pendant un quart d'heure.

M. MONTANDON. — Le monde vit de contrastes. M. Guizot, dans son discours, a reconnu que la présence de la minorité nous était utile à tous. Nous avons besoin de nous frotter les uns contre les autres (*Sourires*), de nous emprunter des points de vue, et nous avons tous été émus, vivifiés par des paroles prononcées par des orateurs dont nous ne partageons pas les idées.

Nous ne sommes pas venus ici pour ne rien faire. Ce que nous avons à faire, c'est d'arriver à l'union. Nous ne voulons pas de schisme, nous ne ferons rien pour le schisme. Il faut l'union ; sans doute, tous les hommes ne peuvent pas s'unir ; il y a des conditions pour l'union.

Aussi une déclaration de principes est-elle indispensable. Tout le monde l'a senti, puisque de telles

déclarations sont sorties de toutes les parties de cette assemblée. M. Guizot a dit qu'il aimait les justes milieux. Je suis un homme du juste milieu; je désire travailler à la conciliation, à la paix.

Votre déclaration, celle de M. Bois, ne saurait être la déclaration de l'Eglise tout entière. Un mot sur sa teneur.

Il aurait mieux valu ne pas parler du Symbole des apôtres, vous êtes obligés de l'expliquer, de le modifier. Il est ce qu'il est. Quant à votre déclaration, M. Colani en a fait ressortir avec beaucoup de force les côtés défectueux, et je me joins à sa critique. Vous ne pouvez imposer votre déclaration comme étant la foi de l'Eglise. Que perdriez-vous à en changer le préambule et à dire que c'est là la foi du Synode, par où nous entendons tous sa majorité? (*Rumeurs à droite.*) N'est-ce pas là la situation vraie? Votre déclaration prendra alors un tout autre caractère. Je ne dis pas ce que nous ferons, mais il est évident que la question aura changé de face. Je ne suis pas alarmé comme tant d'autres de certaines idées, je crois à la puissance de l'Evangile; nous devons avoir une grande sympathie pour ceux qui sont dans l'erreur. Sans doute l'état de l'Eglise est triste, mais ce ne sont pas les questions de doctrines seules qui la troublent. Ainsi, à Paris, je représente une minorité sacrifiée, et je dis que nous ne sommes pas divisés seulement par la dogmatique. (*Rumeurs.*) Vous avez ici la majorité; n'abusez pas de la majorité. Changez votre préambule, ne parlez plus de foi de l'Eglise, et nous verrons ce que nous aurons à faire.



M. ABT. — Je ne ferai pas un discours, mais ayant quelque chose à dire, je le dirai. Mon esprit est assez large pour respecter toutes les convictions ; je m'incline profondément devant la conscience humaine, et je n'attenterai jamais à ses droits. Mais je n'ai pu me défendre d'une profonde impression de tristesse lorsque j'ai entendu M. Colani, mon maître d'autrefois, s'écrier : « Dieu merci ! je ne suis pas pasteur. »

Pour moi, je remercie Dieu de m'avoir appelé au saint ministère, à ce grand honneur, à ces fonctions supérieures à toutes les autres. (*Très-bien !*)

Avec la même franchise et la même sincérité, enfant terrible, si l'on veut, mais doux au fond, je dirai à M. le professeur Bois : Vous avez dit : « Nous sommes les chrétiens du dix-neuvième siècle. » — Non, nous ne sommes pas des chrétiens de tel ou tel siècle, mais nous sommes des chrétiens de vieille roche, dont la foi repose sur un élément immuable, savoir Jésus-Christ, éternellement le même, hier, aujourd'hui, toujours. On l'a trop oublié.

Hommes du dix-neuvième siècle, nous ne devons pas varier dans cette représentation adéquate du chef et du consommateur de notre foi, que nous aimons, auquel nous voulons ressembler. M. Ath. Coquerel nous a mis en face du catholicisme et de l'athéisme, et nous exhorte à leur présenter des idées larges, à leur communiquer la théorie de l'amour chrétien. Cela ne suffit pas ; il nous faut demeurer fidèles à Jésus ; alors nous serons forts, alors nous aurons une réelle influence. Qu'est-ce qui a fait la force des disciples ignorants de Jésus, après la Pentecôte ? la confession de Christ, le courage de leur foi. Le chrétien

doit être courageux, et dire hautement ce qu'il croit, ce qu'il pense.

Revenons-en au Symbole, que j'ai particulièrement étudié; j'affirme que, dans l'Eglise chrétienne tout entière, ce Symbole a été réclamé comme un minimum de foi, car toutes les doctrines essentielles du christianisme et les grands faits chrétiens y sont contenus. C'est l'expression la plus simple et la plus catégorique de l'Eglise chrétienne. C'était l'opinion du savant Rothe, qui disait que si le miracle n'existait pas, il faudrait l'inventer. Je pourrais citer divers théologiens allemands, divers d'opinion, et s'unissant sur le fondement du *Credo*.

Pour moi, j'accepte sans hésiter le fait même du miracle, quitte à en contrôler les expressions diverses par la critique. J'admets, avec M. Fontanès, que l'Eglise est une vaste cité, ouverte à tous, mais à la condition que cette cité sera gouvernée par des lois admises par tous, sans quoi l'anarchie y régnerait.

Les confessions de foi sont le recueil de ces lois. M. Viguié en a cité trente-trois; il y en a bien davantage; les huit volumes de Daniel en sont pleins. Je les ai toutes lues, et j'affirme que toutes, sans exception, ont à leur base le dogme du Dieu vivant et personnel, de Jésus son divin Fils et du Saint-Esprit.

Engagés sur des routes diverses, tous les orateurs de la gauche sont revenus à ces trois théologies : théologie du sentiment, théologie de la conscience, théologie où chacun se fait sa religion. La religion chrétienne peut-elle être fondée sur le sentiment? Non; rappelez-vous les paroles de Schleiermacher mourant et affirmant sa foi en notre Sauveur, mort

pour nos offenses, ressuscité pour notre justification. Mais ce grand théologien a affirmé l'existence de faits chrétiens existant en dehors de lui, en dehors de sa conscience. Ces faits se légitiment devant le sentiment et devant la conscience. C'est ce que nous voulons.

Y a-t-il quelque moyen de nous unir, de faire disparaître les préventions, les différences qui nous séparent ? Ce moyen, c'est l'unité, l'union, si vous le voulez, dans la foi et dans l'amour ; c'est en se rencontrant journellement, soir et matin, comme des enfants, dans un même esprit d'amour, de foi, de charité, aux pieds de la croix, de cette croix qui fait aujourd'hui encore la force du catholicisme, qui a fait et fera la notre, si nous voulons tous l'embrasser.

Une chose m'a impressionné péniblement. Dans la déclaration de foi en discussion, on a oublié le Saint-Esprit (*Réclamations : Lisez le Symbole !*) et c'est un grave oubli. Or, le Saint-Esprit nous convertit, nous amène au pied de la croix, nous régénère. Je citerai ma propre expérience et ces paroles de Rothe : « On pourra m'arracher le cœur, mais on n'arrachera jamais Jésus de mon cœur. » Le vrai chrétien sent Christ dans son cœur régénéré, et s'écrie avec vérité : « Ce n'est pas moi qui vis, c'est Christ qui vit en moi. »

Quelle plus grande, quelle plus concluante démonstration de la vérité de l'Évangile, que de se souvenir que l'on a été un vieil homme et de se sentir un homme nouveau ! Je suis très-large d'esprit, mais je suis étroit au point de vue de l'Évangile. (*Aux voix ! Concluez !*) Si nous ne croyons pas à la révélation

dans ses grands faits surnaturels, l'Evangile et Jésus-Christ lui-même ne sont plus que des vieilleries bonnes à reléguer dans la nécropole des religions disparues.

On a osé nous dire qu'en parlant ainsi de l'Evangile, nous parlions contre la liberté et contre l'indépendance. Ma conscience se révolte à cette accusation. Quoi ! le vrai chrétien n'est-il pas ce qu'il y a de plus libre ? Ne relève-t-il pas de sa seule conscience et de Dieu ? Le serviteur de Christ est le plus libre et le plus indépendant des hommes ; approchons-nous de Jésus, consacrons nos forces à son service, et nous ferons une œuvre qui durera et sera en bon exemple aussi bien aux catholiques qu'aux protestants. (*Très-bien ! à droite.*)

La clôture de la discussion générale est demandée.

Il est entendu que la discussion de la déclaration de M. Bois continuera en tout cas sur les articles séparés.

La séance est levée.

## DOUZIÈME SÉANCE

MERCREDI 19 JUIN.

La séance s'ouvre à une heure et demie. Prière de M. le pasteur Cambefort.

M. le modérateur communique à l'assemblée la lettre par laquelle le Synode de l'Eglise du canton de Neuchâtel (Suisse) exprime au Synode ses vœux pour l'Eglise réformée de France. M. le modérateur remercie l'Eglise de Neuchâtel de sa bienveillante sympathie.

Le procès-verbal est lu et adopté.

M. COLANI. — Je demande à faire deux remarques. En disant dans mon discours : « Je ne suis plus pasteur, Dieu merci ! » j'ai simplement voulu exprimer la satisfaction que j'éprouvais en me sentant délivré des luttes intimes et douloureuses dont j'étais tourmenté comme pasteur ; le fardeau du pastoral m'a paru trop lourd et je l'ai abandonné. Mais, de même qu'autrefois, je considère le ministère comme la plus noble et la plus digne des vocations.

En second lieu, j'ai eu l'air de vouloir blesser M. Guizot en disant que le peuple protestant l'avait vu avec amertume proposer une alliance entre le catholicisme et le protestantisme. Je faisais allusion à un livre publié par M. Guizot en 1861. Dans ce

livre, M. Guizot développe l'idée que l'existence du pouvoir temporel du pape est indissolublement liée à la liberté de l'Eglise catholique. M. Guizot estimait alors que le protestantisme avait une magnifique occasion de plaider la cause de la liberté religieuse du catholicisme, et l'y conviait. C'est là ce que j'ai appelé une proposition d'alliance. En rappelant ce fait, je prie l'assemblée de croire que je n'ai point voulu blesser M. Guizot, pour lequel je professe le plus profond respect. (*Très-bien !*)

M. GUIZOT. — Je demande à exposer en quelques mots ma véritable pensée sur ce sujet. En 1861, j'ai exprimé l'idée que l'indépendance spirituelle du pape était étroitement liée à son indépendance politique ; j'ai exprimé l'idée qu'un pape, soumis politiquement à un souverain étranger, serait placé dans des conditions défavorables à sa liberté. Des protestants très-sérieux, très-sincères, soit dans l'Eglise nationale, soit dans l'Eglise libre, s'étonnèrent alors de mon attitude. Rien n'est plus difficile en ce monde que de reconnaître les conditions légitimes de la liberté de ses adversaires.

M. CLAMAGERAN. — Et le droit des Romains ?

*A droite.* — N'interrompez pas !

M. GUIZOT. — M. Clamageran me parle des Romains ! Veut-il que nous remontions en arrière, au moment de l'établissement du christianisme ?

M. ETIENNE COQUEREL. — Il s'agit des Romains d'aujourd'hui !

*Murmures à droite.* — N'interrompez pas ! Ne vous laissez pas entraîner sur ce terrain. — A la question !

M. GUIZOT. — L'assemblée ne s'attend pas, sans

doute, à ce que je traite ici une question politique. (*Non ! non !*) Messieurs, je me résume. J'ai cru alors qu'il y aurait de l'honneur pour le protestantisme à défendre les libertés de l'Eglise catholique. Je le crois encore aujourd'hui.

La discussion recommence sur le sujet de la déclaration de foi proposée par M. Bois.

M. PARIS. — L'assemblée est évidemment fatiguée par ce débat prolongé. Il faut abréger nos réflexions ; cependant, je dois combattre la déclaration de M. Bois ; je lui reproche de prêter à l'équivoque, ce qui, aux yeux de cette assemblée, doit suffire à la condamner.

Elle parle de l'autorité souveraine des Ecritures en matière de foi. Qu'est-ce que cette restriction, « en matière de foi ? » Je ne comprends que deux systèmes logiques : ou la théopneustie absolue, ou la Bible soumise comme un autre livre à l'examen de chacun. Comment distinguer les matières de foi ? La Bible est moins un livre qu'une bibliothèque d'écrits publiés en divers temps. Attribuez-vous la même valeur à ces livres ? Evidemment non. Vous distinguez entre l'Ancien et le Nouveau Testament. Dans ces livres même, traitez-vous les faits historiques comme matière de foi ? De deux choses l'une, ou vous les couvrez de la sorte et alors vous les soustrayez au contrôle de la science, ou vous les examinez, et alors que devient votre autorité ? Je ne comprends pas le système bâtard que vous proposez.

D'ailleurs vous n'êtes pas d'accord sur l'autorité de l'Ecriture. Un savant professeur qui n'est pas ici et qui devrait y être, l'un des chefs de votre parti



(allusion à M. Pédézert, professeur à la Faculté de Montauban) a écrit ceci : « La parole de Dieu est dans la Bible; tout dans la Bible n'est pas parole de Dieu; certains mots, certains passages, certains livres même sont utiles, ils ne sont pas divins. » Est-ce qu'une semblable manière de parler ne l'aurait pas fait exclure d'une Eglise soumise à votre confession de foi?

M. Guizot a dit, et je l'en remercie, que vous ne songiez à exclure personne; cette concession est toutefois bien légère si votre profession de foi devient obligatoire. Vous ne voulez exclure personne, mais vous allez avoir une majorité qui finira par nous traiter de *parias*.

Pour nous, nous avons reçu pour mandat d'éviter à tout prix le schisme et nous vous résisterons. Je comprendrais que vous nous disiez « le moment est venu pour vous de sortir; » ce serait là un langage sincère; si vous ne le tenez pas, il vous est interdit de chercher plus tard à nous fermer la bouche.

Quand vous aurez voté votre déclaration, les Consistoires, les Conseils presbytéraux, les fidèles diront s'ils l'acceptent ou s'ils la repoussent. Pour moi, je la repousserai. Le peuple protestant sait que après tout vous avez été élus au quatrième degré (*Protestation, murmures prolongés*; le modérateur rappelle à l'orateur qu'il ne doit pas contester l'autorité du Synode); je dis que par suite de la nature de votre élection, vous ne pouvez songer à exclure personne; croyez-vous d'ailleurs que nous ne nous soyons pas souvent demandé si ce n'était pas notre devoir de sortir? Je l'ai cru un moment, mais après la perte

de l'Alsace et de la Lorraine, en nous voyant amoindris, j'ai cru que nous devions nous unir pour résister d'une part au catholicisme, de l'autre à l'athéisme. Oui, il faut nous unir, et c'est du côté gauche que viennent dans ce Synode toutes les offres, toutes les tentatives de conciliation. Vous faites une œuvre équivoque, une œuvre ténébreuse. (*Violents murmures*; le modérateur demande à l'orateur de retirer ce mot, il le retire.) L'Eglise jugera votre œuvre; pour moi, délégué par des Consistoires qui veulent l'union, je proteste contre le schisme. Oui, en face des Prussiens (*Exclamations. Cris de : Assez! assez!*), dans notre patrie épuisée, vous entrez dans une voie inextricable. (*Assez!*) — Comment, assez! Je dis que c'est le schisme, que l'Eglise n'en veut pas; pour nous, nous ne courberons pas la tête devant la majorité.

M. Bois. — Messieurs, il est un mot qui a retenti sans cesse à nos oreilles depuis que nous sommes assemblés, c'est celui de *schisme*; chaque jour vous prononcez ce cri terrible et menaçant. Quand nous avons traité du mandat de ce Synode, vous avez crié : Schisme! Quand nous avons défini son autorité : Schisme encore! En vérité il semble que ce mot doive tenir lieu de toutes les raisons et justifier toutes les prétentions. Si nous décidons telle ou telle chose, schisme! Si nous prétendons agir selon nos consciences, schisme! Si nous ne faisons pas ce que vous voulez, schisme! Toujours cette menace sur nos têtes. Cet argument me surprend quelque peu dans la bouche des hommes qui l'invoquent. Est-ce être libéral que de mettre l'union au-dessus de tout,

au-dessus de la liberté, au-dessus de la vérité même? Je croyais que le libéralisme consistait à faire le contraire, à vouloir tout d'abord fermement la liberté. Mettre l'unité au-dessus de tout, y rapporter tout, n'est-ce pas le principe même du catholicisme? Comment ne pas s'étonner de trouver un pareil argument sur les lèvres des protestants libéraux? (*Applaudissements à droite.*)

D'ailleurs, si nous avions à faire ici de la métaphysique, je pourrais vous demander quelle place vous faites à la liberté dans votre système. Dieu pour vous est tellement lié par la nature qu'il ne peut agir en dehors des lois où vous l'enfermez; impossible pour lui de s'en affranchir. Vous lui refusez toute action surnaturelle. Quelle idée vous faites-vous donc de sa liberté? Elle est absolument sacrifiée. (*Très-bien! à droite.*)

Et, pour entrer dans un autre domaine, je ne crains pas de vous demander quels sont ceux qui, dans le passé, ont toujours voulu mettre l'Eglise aux pieds de l'Etat, quels sont ceux qui nous proposent encore aujourd'hui... (*Interruptions à gauche.*)

M. JALABERT. — Vous passionnez le débat.

M. METTETAL, *s'adressant à la gauche*. — Vous n'avez cessé de nous dire que le gouvernement avait le dernier mot dans nos différends.

M. COLANI. — Je demande le parole.

LE MODÉRATEUR. — Pas d'interruption.

M. CLAMAGERAN. — Quoi! vous laissez M. Mettetal nous interpeller et vous ne nous laissez pas répondre?

Pendant plusieurs minutes, le tumulte est au com-

ble. Nous distinguons la voix de M. Clamageran, qui parle du 2 décembre, de l'Empire, etc., etc. Le président se couvre. Quand le bruit est calmé, la discussion est reprise.

M. Bois. — On a beaucoup trop agité devant nous l'épouvantail du schisme ; on a sans cesse eu à la bouche le mot de liberté, et je viens de dire ce qu'on faisait de nos libertés. Mais il y a une liberté, du moins que vous réclamez sans aucune restriction : c'est la liberté du clergé... protestant.

Le clergé, par l'organe du pasteur, peut tout dire et tout faire, il peut prêcher aujourd'hui le contraire de ce qu'il prêchait hier, il peut affirmer et nier, lire ou ne pas lire les liturgies, attaquer ou défendre la foi, il est souverain : devant lui, les familles, les Eglises restent muettes, désarmées, elles n'ont pas même le droit de protester. Eh bien ! qu'est-ce que cela, je vous le demande, si ce n'est l'omnipotence absolue du clergé, et la négation même du principe protestant ? (*Applaudissements à droite.*) Le contestez-vous ? Fixez-vous une limite quelconque à cette omnipotence ? Eh bien ! entre vous et nous ce sera alors une question de limite, mais cette limite, vous n'en avez rien dit jusqu'ici.

Je suis étonné d'ailleurs de cette insistance à nous représenter comme des schismatiques. Mais quels sont parmi nous ceux qui ont les premiers troublé, déchiré les Eglises ? Qui a attaqué la foi des fidèles, qui nous a jetés dans l'agitation sans trêve où nous nous trouvons ? Qu'est-ce que votre système si ce n'est la division à l'infini ? Est-il vrai que selon vous il y aura autant de doctrines que de pré dica-

teurs ; que Calvin, Socin, les panthéistes modernes pourront tour à tour être cités avec une égale approbation ? Et, si l'on se bornait à cette division dans l'enseignement ! Mais, au nom de quel principe l'empêcherez-vous de se traduire dans les actes du culte ? Vous baptisez au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, mais dans certaines Eglises étrangères, on a déjà commencé à baptiser au nom du Père seulement.

Ailleurs, on a mutilé la liturgie de la sainte Cène, on en retranche l'idée du sacrifice. C'est, dans le culte lui-même, la division à l'infini. Notre confession des péchés que vous avez louée en termes si magnifiques, vous savez bien qu'on la mutile à son tour... Eh bien ! que voulez-vous qu'éprouve un de nos frères appelé à quitter son lieu de naissance et qui entre dans un temple appartenant à son Eglise ? Qu'y retrouvera-t-il de ses souvenirs et de ses habitudes ? Où seront pour lui les liens qu'il considérerait comme sacrés ? Ces liens vous les aurez rompus, et pourtant vous avez sans cesse à la bouche le grand mot d'unité.

L'unité, dites-vous, doit être cherchée plus avant ; elle n'est pas dans les croyances ; elle est dans le sentiment religieux. Mais ne voyez-vous pas au contraire que c'est là, dans le sentiment intime, que naissent les conflits les plus cruels, les anxiétés les plus pénibles, les indignations les plus irrésistibles ? Voici une âme qui, à tort ou à raison, croit que le Christ est le Fils unique de Dieu, qui l'appelle son Sauveur ; l'on dit devant elle, l'on prêche ouvertement que le Christ n'est pas cela, qu'il est faillible et pécheur, qu'on a tort d'en faire une

idole, et vous croyez que son sentiment religieux ne sera pas blessé dans ses fibres les plus délicates? Mais c'est ce sentiment même qui souffrira, qui protestera, qui ne pourra plus se contenir. Et vous devez le comprendre, car enfin, nous ne serions plus des croyants, nous n'aimerions plus, si nous pouvions demeurer impassibles sous de pareilles attaques. Libre à vous de dire que ces conflits sont bons, qu'ils sont utiles. Nous ne le pensons pas.

Ah! si l'Eglise était une école, ce serait le lieu naturel de la dispute et du conflit des opinions; mais ce n'est pas pour disputer que nous y venons, c'est pour adorer, pour nous recueillir, pour nous édifier. Quand donc vous nous dites que l'unité doit être cherchée dans le sentiment, vous ne voyez pas que c'est dans le sentiment même que vous soulevez les plus douloureuses, les plus cruelles divisions.

Vous n'avez cessé de nous répéter qu'entre vous et nous il n'y a que des nuances, et nous vous avons entendu à cette tribune exposer une théorie d'après laquelle il n'y aurait en effet partout, d'un extrême à l'autre, que des degrés.

Un de mes amis me disait, au sortir d'une de nos séances : « Protagoras n'est pas mort, et nous l'avons entendu aujourd'hui. » (*Rire prolongé.*) Est-ce que toute vérité ne confine pas à une vérité moindre, et celle-ci à une erreur? Est-ce que le bien ne confine pas à un bien moindre? Est-ce que du vice à la vertu il n'y a pas une série d'imperceptibles nuances? Ne peut-on, à propos de tout, demander où commencent les limites? Eh bien! pour nous, il y a quelque chose qui s'appelle la vérité et quelque chose qui s'ap-

pelle l'erreur. Il nous est impossible d'accepter l'union des contraires. Si Jésus-Christ nous sauve, notre bonté naturelle est une erreur; si Jésus-Christ est un homme faillible, le contraire est une erreur. Si le christianisme est une révélation surnaturelle de Dieu, il n'est pas l'effort suprême de l'esprit humain. D'une de ces théories à l'autre, il n'y a pas des nuances graduées, il y a opposition... Nous croyons qu'une chose est vraie, et nous la proclamons telle parce que nous la croyons vraie. Qu'on ne dise pas qu'il s'agit ici de majorité ou de minorité. Ces questions de nombre n'ont rien à faire ici; quand nous serions minorité, nous parlerions comme nous avons parlé. (*Très-bien! très-bien!*)

Cela dit, je viens à notre déclaration de foi. Elle a été attaquée par M. Colani avec ce talent critique que je connaissais, que je redoutais d'avance; il a développé, dans cette œuvre, toute son habileté; je l'ai écouté avec la plus sérieuse attention. Eh bien! quel a été son procédé? Il a cherché à nous enfermer dans des solutions absolues. C'est la vieille méthode de *tout ou rien*. Soyez théopneustes ou dites que la Bible n'a aucune autorité. Affirmez la prédestination absolue ou niez la grâce. Méthode hautaine et commode mais qui se heurte à la réalité des choses; c'est qu'en effet les questions sont complexes et n'admettent pas ces solutions tranchantes et sommaires.

M. Colani a cherché à nous embarrasser à propos de l'autorité souveraine des Ecritures.

Eh! je sais bien, et nous savons tous qu'il y a bien des manières d'entendre le mode de leur inspiration, mais il y a pour nous un fait qui domine tout ce dé-



bat; nous affirmons qu'il y a une révélation surnaturelle de Dieu au sein de l'humanité, et que l'Écriture est le document inspiré de cette révélation. Est-ce équivoque? Cela l'est si peu que vous vous garderez bien de signer cette déclaration, car vous savez ce qu'elle emporte. (*Très-bien!*) Tous les livres de la Bible n'ont pas pour nous la même valeur. Le Lévitique ne fait pas autorité pour nous comme l'un des Évangiles. Pourquoi? parce qu'il y a un progrès dans l'Écriture, de l'Ancien au Nouveau Testament, progrès attesté par l'Écriture même, parce que l'Ancien Testament doit s'expliquer par le Nouveau. Ne me dites pas qu'en acceptant l'autorité de l'Écriture, je proscriis le libre examen. J'ai le droit de tout examiner; c'est l'examen même qui m'amène à m'incliner devant la parole divine, mais s'il me conduisait à un résultat contraire, je ne m'appellerais plus chrétien.

On nous cherche querelle parce que nous avons employé les termes les plus simples, les plus populaires. Nous avons parlé du « Fils unique de Dieu, mort pour nos offenses, ressuscité pour notre justification. » Ah! si nous avions voulu nous servir de la métaphysique chrétienne, quelles n'auraient pas été vos récriminations! Avec quelle vigueur et avec quelle justice vous nous auriez reproché de faire ici une œuvre de théologiens et de ne pas parler le langage du peuple! Les expressions dont nous nous sommes servis ont un sens assez clair et nous les avons assez expliquées pour que l'équivoque ne subsiste plus. Nous ne voulons pas dire plus ni moins que l'Écriture. *Le Christ est Fils unique de Dieu;*

nous affirmons par là sa divinité, sans vouloir entrer dans la question théologique de ses rapports avec le Père; *il est mort pour nos offenses*, nous affirmons par là que son sacrifice a une valeur vraiment rédemptrice; *il est ressuscité pour notre justification*. Ah! M. Colani trouve cette expression si obscure que lui-même ne la comprend pas; il a affirmé que le peuple ne la saisissait pas. Je lui demande pardon; elle a un sens si simple que des milliers d'âmes la répètent avec reconnaissance. Elle affirme simplement ceci : que la résurrection de Jésus-Christ est le sceau divin mis sur son œuvre rédemptrice, la preuve qu'il nous a réellement justifiés. (*Très-bien! très-bien!*)

On nous à attaqués à propos de cette expression : *les grands faits chrétiens*. Et pourtant, quelle autre devions-nous employer, puisque à aucun degré nous n'avons prétendu décréter des doctrines? On a dit : « Qu'est-ce qu'un fait chrétien? » La réponse est facile. La conversion d'une âme est un fait chrétien. Le salut d'une âme est un fait chrétien. L'exaucement d'une prière est un fait chrétien. Dans chacun de ces actes intérieurs, nous croyons que la liberté de Dieu agit en tenant compte de la liberté de l'homme. Mais à côté de ces faits intimes, il y a les grands faits constitutifs du christianisme, la résurrection de Jésus-Christ par exemple, mais nous y reviendrons dans un moment.

M. Colani a fait devant vous une exégèse fort sommaire du Symbole des apôtres. Jésus-Christ, selon lui, n'est pas né d'une Vierge; il affirme que les deux évangiles qui l'attestent n'ont pas de valeur historique. Pourquoi? Il n'a pas daigné nous le

dire. Son affirmation ne me suffit pas. Il a ajouté : « Saint Paul l'ignore. » Oh ! le mot commode ! Ainsi donc on ignore tout ce dont on ne parle pas. Quelles conséquences ne tireriez-vous pas d'une telle méthode ? Que de grands croyants qui n'ayant pas parlé de tel ou tel fait vont être accusés de l'avoir ignoré ! Saint Paul n'a pas mentionné ce fait, mais on peut dire que tout son système repose là-dessus.

Vous nous avez dit encore : « Saint Paul n'a pas cru à la résurrection corporelle de Jésus-Christ. » Et pourtant saint Paul dit en termes exprès que Jésus est ressuscité le troisième jour selon les Ecritures. (*Interruption à gauche* : Ce n'est pas dans le même sens !) Vous croyez m'embarrasser en affirmant que saint Paul n'entend pas cette résurrection dans le même sens que les évangélistes, et en effet il y a une différence, cette différence la voici : Selon les évangélistes, le Christ paraît depuis le jour de Pâques jusqu'à l'Ascension, dans son corps terrestre, qui porte encore les traces de la crucifixion ; selon saint Paul, le Christ apparaît encore après l'Ascension dans son corps déjà glorifié ; mais où est la contradiction ? Saint Paul enseigne que le corps de Jésus-Christ, en entrant dans le ciel, a été transformé.

M. ETIENNE COQUEREL. — Où prenez-vous cela ?

M. BOIS. — M. Coquerel me demande en souriant où je prends cela. Qu'il lise les Epîtres de saint Paul, en particulier la I<sup>re</sup> aux Thessal., chap. IV, v. 17, il y verra saint Paul appliquer aux fidèles ce qu'il a enseigné à cet égard sur Jésus-Christ. (*Très-bien ! à droite.*)

Mais, Messieurs, nous ne pouvons nous arrêter dans

ces questions de détail, quoiqu'on ait cherché à nous y égarer. Vous voyez à quoi se réduit cette prétendue contradiction dont on a fait tant de bruit. Et que M. Colani me permette de le lui dire. Vous savez avec quel accent il s'est raillé de nous, nous disant : « Votre Christ est entré dans le ciel *corporellement*, il y siège *corporellement*, il en reviendra *corporellement*; » et pourtant M. Colani nous a dit que l'âme ne peut pas subsister sans un corps. N'est-ce pas là sa pensée? Si Jésus-Christ existe encore, comme le croit M. Colani, car c'est dans ce sens seulement qu'il croit à sa résurrection, c'est-à-dire à sa permanence, Jésus-Christ existe avec un corps. Cela est évident. Nous voilà donc, après toutes vos railleries, ramenés par vous au *corporellement*? (*Très-bien! et rires prolongés à droite.*)

On nous a reproché de ne pas consacrer la grande métaphysique du seizième siècle. J'ai dit pourquoi nous ne voulions pas faire ici de métaphysique. Nous n'étions nullement appelés à dire tout ce que nous croyons, à faire l'exposition scientifique de notre foi. Tout ce que nous devions faire, c'était non pas de décréter, nous ne décrétons pas, mais simplement de constater la foi de notre Eglise. Eh bien! Messieurs, c'est ici une question de bonne foi. Je suppose que, dans trois siècles, un critique cherche à connaître quelle était au milieu du dix-neuvième siècle la foi de l'Eglise réformée : où la trouvera-t-il? Est-ce dans les sermons d'Adolphe Monod ou dans ceux de M. Colani? Evidemment non, car ces prédicateurs ne représentent que leur opinion. Cette foi, il ira la chercher dans les liturgies, dans la Con-

fession des péchés, dans le Symbole lu chaque dimanche. Eh bien ! c'est aussi là que nous l'avons cherchée et trouvée. Tel est le caractère de notre déclaration.

Et maintenant, il semble que pour avoir fait cela nous soyons des oppresseurs ; vous parlez de la situation qui vous est faite comme si elle était intolérable, et vous déclarez presque avec la fierté de martyrs que vous ne fléchirez pas sous la persécution. Vraiment je serais tenté de vous dire : « Réservez tout cet héroïsme pour de meilleures occasions ; » car enfin, en quoi votre situation a-t-elle changé ? Que dit notre déclaration, si ce n'est ce que disent les liturgies que vous récitez chaque dimanche sans que jamais jusqu'ici votre conscience protestât ? Non, Messieurs, nous ne vous chasserons pas, nous vous laisserons dire que l'homme a en lui toutes les forces nécessaires pour accomplir sa destinée, et déclarer le dimanche suivant qu'il est né dans la corruption et incapable par lui-même de faire le bien ; nous vous laisserons dire que Jésus est un homme pécheur et affirmer le dimanche suivant que Dieu nous sauve par la rédemption accomplie par son divin Fils, nous vous laisserons cet héroïsme-là, mais sachez-le bien, ce n'est pas avec cet héroïsme que vous parviendrez à régénérer la France. (*Sensation prolongée.*)

Eh ! Messieurs, vous nous avez dit l'autre jour, et nous vous avons écoutés sans vous interrompre, une chose que vous souffrirez que nous vous disions à notre tour : il y a une conscience artificielle bien différente de la conscience naturelle. La conscience naturelle

dit une chose et il arrive que du haut de la chaire on en dit une autre, et qu'on se justifie en se disant en soi-même : « N'ai-je pas la liberté du prédicateur ? »

Votre conscience, paraît-il, s'est accommodée de ce régime ; elle vous a laissés jusqu'ici tranquilles et sans reproche. Eh bien ! vous serez demain ce que vous étiez hier. Vous resterez à votre poste malgré notre oppression, car nous n'aurons fait qu'en appeler à vos consciences et vos consciences n'auront pas parlé. Non, Messieurs, vous ne partirez pas. (*Applaudissements prolongés à droite.*)

Laissons donc de côté tous ces grands mots de schisme et d'oppression. Nous sommes ici sur le terrain du droit, du devoir et de la justice. Vous resterez, puisque vous le pouvez ; pour nous, nous ferons notre devoir, nous affirmerons la foi de cette Eglise.

Au fond, la question qui nous sépare est celle-ci : Y a-t-il, oui ou non, une révélation surnaturelle de Dieu ? Il s'agit de savoir si le christianisme est cette révélation, et si l'Eglise réformée, qui a professé cette religion jusqu'ici, veut en changer. Il s'agit de savoir si Dieu nous a créés, nous a aimés, nous a sauvés en son Fils, et si, en admettant cela, on peut admettre en même temps le contraire.

Ce n'est pas là une question de majorité ou de minorité, c'est une question de foi et de vérité. Il en est parmi vous plusieurs qui partagent du fond du cœur ces convictions, mais qui craignent de les professer de peur de faire une œuvre qui divise. Je les supplie d'oublier les conséquences et de se mettre en face du devoir qui leur est imposé de Dieu. C'est à

Dieu qu'appartient l'avenir; aujourd'hui il s'agit d'affirmer que l'Eglise réformée a une foi religieuse et de la proclamer. (*Applaudissements prolongés à droite.*)

M. COLANI. — Je tiens à déclarer que toutes mes critiques sont restées debout. (*Exclamations.*)

*Plusieurs voix.* — La clôture !

M. RABAUD. — Messieurs, malgré votre fatigue, je ne crois pas que la clôture de ce débat doive être encore prononcée; je vous ai apporté, avec plusieurs de mes collègues, une déclaration qui affirme la foi chrétienne et la liberté de l'Eglise, cette déclaration a été attaquée avec violence, et je voudrais la défendre; j'appartiens au centre gauche et je crois que ce qui a été dit de la France en politique s'applique aussi à l'Eglise; l'Eglise réformée est centre gauche.

On nous a reproché de ne pas mentionner dans notre déclaration la mort et la résurrection de Jésus-Christ. Messieurs, quand on mérite la pierre on n'a pas le droit de la lancer aux autres; il y a des doctrines essentielles que la déclaration de M. Bois ne mentionne pas. Pourquoi? Parce que sur ces doctrines, la droite n'était pas d'accord. Quant à moi, je repousse votre déclaration, parce que je redoute que, dans l'avenir, elle ne devienne une arme de guerre, un instrument de destitution. Je la crois funeste aux vrais intérêts religieux, parce qu'elle est trop intellectualiste, parce qu'on se croira chrétien pour avoir adhéré à votre formule, parce qu'on tombera ainsi dans le formalisme. Je la repousse, parce que je la crois contraire à l'esprit protestant qui ne veut pas d'une confession obligatoire, parce qu'en l'imposant vous produirez l'hypocrisie; supposons par



exemple un homme pieux et sérieux qui ne puisse accepter l'article du Symbole, « il viendra juger les vivants et les morts, » et qui comprenne le jugement de Dieu d'une manière spirituelle, comme suivant immédiatement la mort, voilà cet homme mis en dehors de l'Eglise. (*Protestation à droite.*) Vous aboutissez à une confession de foi qui portera ses fruits amers d'étroitesse et d'intolérance; un jour elle se tournera contre vous; après avoir jugé vos frères, vous serez jugés à votre tour. Ah! si vous n'aviez parlé qu'au nom du Synode! Mais pourquoi prétendre affirmer la foi de l'Eglise? On aurait compris cela, il y a trois cents ans, mais depuis ce temps les siècles ont passé, avec leurs progrès, leurs lumières, leurs libertés croissantes, et après avoir, suivant la parole de l'Apôtre, mangé la viande qui fortifie, vous retournez au lait des premiers jours.

N'est-ce pas à vous qu'il faut rappeler la parole de saint Paul : « Vous avez été appelés à la liberté; ne vous replacez pas sous la servitude? » Autre est la vérité, autre le dogme. Le dogme n'est que l'enveloppe qui tombera. (*Interruptions à droite* : Nous affirmons des faits, non des dogmes.) Vous jetez une chaîne sur l'esprit humain; aussi lors même que votre déclaration exprime nos convictions, nous ne pouvons y adhérer. Nous la repoussons parce que nous repoussons le principe même des confessions de foi. Nous la repoussons parce que ce n'est pas une œuvre de foi; je ne dirai pas que c'est une œuvre de scepticisme (*Oh! oh!*), mais c'est une œuvre qui dépasse le terrain de la foi pour empiéter sur celui des confessions de foi. Pour nous, nous nous en tenons exclusive-

ment à l'Évangile qui ne demande point qu'on accepte des symboles. Jésus-Christ a dit à la pécheresse, à la Cananéenne : « Va en paix, ta foi t'a sauvée. » Cette foi n'avait rien d'intellectuel. Vous tenez pour principe qu'il faut avoir sur la nature métaphysique de Jésus-Christ des notions particulières, et vous oubliez la grande parole du Maître : « Nul ne connaît le Fils que le Père, » comme s'il était nécessaire de connaître la nature du soleil pour être éclairé et réchauffé par lui !

Sans doute, il y a des principes qui doivent être communs dans toute association. Il faut éviter les extrêmes ; les uns vont trop vite, les autres vont lentement. Mais au fond, nous devrions nous rappeler nos communes origines et ne pas nous diviser.

M. BABUT. — Le débat a été très-long ; l'heure est avancée. Je dirai ce que j'ai à dire froidement, sèchement pour ne pas passionner le débat.

Une première question a été élucidée. C'est la nécessité d'une croyance commune entre les membres d'une même Eglise. La communauté de traditions ne suffit pas. Une maison divisée contre elle-même ne peut pas subsister. L'Eglise n'est pas une école de philosophie.

En second lieu, la foi de l'Eglise doit être exprimée. Un croyant est un témoin, il ne peut laisser attaquer ni voiler ce qu'il croit être la vérité. Dans les premiers temps, cette expression de la foi pouvait être très-simple, et saint Paul la résume ainsi : « Jésus-Christ est le Seigneur, » mais elle dut plus tard s'affirmer plus complètement. La déclaration de M. Bois est très-simple, très-sobre, nullement dogmatique ;

elle met en relief les faits et ne détruit point la liberté des interprétations, elle sera utile pour affermir les chrétiens, pour faire connaître au dehors la foi de cette Eglise.

Tout en proclamant l'autorité des saintes Ecritures, cette déclaration laisse au libre examen toute faculté de s'exercer dans ce domaine des saintes Ecritures.

La résurrection de Jésus-Christ nous paraît, quoi qu'on en ait dit, un fait indéniable, et saint Paul a dit clairement que Jésus, ressuscité le troisième jour, s'est montré à ses disciples.

Quant aux liturgies et au Symbole des apôtres, nous les présentons comme des *documents*, mais non pas comme des *règles* de la foi.

Il est un ensemble de faits que nous appelons faits chrétiens, et dont l'exactitude nous paraît certaine, quel que soit le nombre des témoignages et des documents qui les constatent; ils nous paraissent démontrés par leur liaison même; et, du moment où la naissance miraculeuse est admise, la vie miraculeuse de Jésus, sa résurrection, son ascension, nous apparaissent comme des conséquences *nécessaires* qu'on ne peut pas ne pas admettre.

Quant au reproche de *pauvreté* qu'on a fait à notre déclaration, je me bornerai à dire que c'est déjà beaucoup de croire tout ce qu'elle affirme, et nous la considérons comme exprimant la foi de l'Eglise, parce que nous sommes persuadés que la très-grande majorité des protestants croit ce que nous croyons. Il est aussi bien entendu que son adoption par la majorité du Synode n'entraîne pas l'em-

ploi des moyens de discipline pour la faire accepter par ceux qui la repousseraient.

M. VAURIGAUD. — Ne parlez qu'en votre nom personnel.

M. BABUT. — Il est à désirer d'ailleurs que notre Eglise soit appelée à donner son avis sur cette déclaration de foi, et, si l'accord ne peut se produire, alors la séparation deviendra nécessaire, légitime, et cette séparation aura du moins ceci de bon qu'elle permettra de juger laquelle de nos deux façons différentes de concevoir l'Eglise est la meilleure et la plus capable de produire les meilleurs fruits.

M. MALLET. — Je demande la clôture de la discussion générale; car il me semble difficile qu'on puisse apporter dans la discussion quelque argument nouveau.

M. GACHON fait observer que les discours de MM. Rabaud et Babut, succédant à celui de M. Bois, ont prouvé qu'il y avait encore beaucoup à dire, alors que l'on croyait le débat épuisé.

M. ET. COQUEREL pense que, vu l'importance de la question, il serait bon d'imiter ce qui se passerait dans les Eglises wallones, où, en semblable circonstance, ce ne serait qu'après avoir consulté les Synodes, les Consistoires, les Conseils presbytéraux, qu'on se permettrait de se prononcer sur un aussi grave sujet.

La clôture de la discussion générale est demandée et prononcée.

La séance est levée.

## TREIZIÈME SÉANCE

JEUDI 20 JUIN

La séance est ouverte à une heure et demie.  
Prière de M. Bastie.

M. le modérateur rappelle à l'assemblée la lecture qui lui a été faite d'une lettre adressée par le Synode de l'Eglise presbytérienne d'Angleterre, et invite le révérend Davidson, modérateur de ce Synode, à prendre la parole.

M. Davidson est venu apporter à l'assemblée le témoignage de la sympathie de l'Eglise presbytérienne d'Angleterre. Nous nous connaissons peu les uns les autres, dit-il, mais nous savons néanmoins que nos Eglises sont sœurs. L'Eglise de France est notre aînée, et nous n'oublions pas de quelle noble manière elle a arboré l'étendard de la vérité à la lueur des bûchers, et combien nous devons à votre illustre Calvin. Les cendres de vos ancêtres exilés sont mêlées à notre sol.

Après avoir établi les points communs qui unissent les Eglises, l'autorité des saintes Ecritures et la divinité du Christ, l'orateur entre dans quelques détails sur l'état actuel de l'Eglise dont il fait partie. L'Eglise presbytérienne d'Angleterre a huit presby-

tères, cent trente-deux congrégations. A part ses pasteurs, elle a six cents anciens, onze cents diacres, et le nombre de ses communicants est d'environ vingt-cinq mille. L'année passée, la somme fournie pour l'entretien des congrégations et des missions s'est élevée à plus d'un million trois cent mille francs. Il ajoute que l'Eglise presbytérienne d'Angleterre ne reçoit aucune subvention de l'Etat, que pourtant le traitement moyen des ministres du culte est supérieur à celui que reçoivent les pasteurs de l'Eglise anglicane; qu'elle a de plus un collège théologique à Londres et de nombreux missionnaires, et il termine en priant le Synode de recevoir les salutations cordiales de l'Eglise qu'il représente.

M. le modérateur, après avoir remercié au nom de l'assemblée le révérend Davidson, donne communication d'une délibération du Synode de l'Eglise presbytérienne d'Irlande, et invite le révérend John Mac Ready à prendre la parole. Celui-ci, ne parlant pas notre langue, M. le pasteur Babut lui sert d'interprète. Après avoir dit de quelle sympathie l'Eglise presbytérienne d'Irlande est animée pour notre Eglise, il ajoute qu'elle ne cesse de demander à Dieu que ses bénédictions descendent sur nous. Il fait ensuite connaître que l'Eglise à laquelle il appartient a cinq cent soixante congrégations et six cent vingt-sept pasteurs, qui tous sont attachés aux doctrines écrites dans leur confession de foi, et s'appliquent à les prêcher. Indépendamment de ce qu'ils font dans leur pays, ils croient de leur devoir d'apporter au dehors le message sacré. L'orateur se réjouit de pouvoir dire que la libéralité du peuple

chrétien et son zèle pour le salut des âmes ne se sont pas démentis. Il termine en demandant à Dieu qu'il bénisse l'Eglise réformée de France, fasse concourir à son bien la liberté qu'il vient de lui rendre, et la maintienne fidèle aux doctrines du grand Calvin, pour lequel ils ont tant d'estime et de respect.

M. NOLLIS, laïque de l'Eglise presbytérienne d'Angleterre, sur l'invitation de M. le modérateur, renouvelle l'expression de la sympathie de l'Eglise presbytérienne d'Angleterre pour l'Eglise réformée de France.

M. le modérateur remercie le révérend John Mac Ready et M. Nollis, et leur exprime combien l'assemblée est reconnaissante des témoignages de sympathie chrétienne dont ils viennent d'être les organes.

Le procès-verbal est adopté.

M. VERNES D'ARLANDES, au nom de la commission du matériel, dont il est président, entretient l'assemblée du budget du Synode; et, après avoir fait remarquer que cette discussion ne peut avoir lieu qu'à huis clos, il demande à l'assemblée de fixer le jour et l'heure qu'il lui plaira d'indiquer. L'assemblée décide que la discussion aura lieu à la fin de la présente séance.

M. le pasteur LAFORGUE, chargé d'une mission par l'Eglise libre de Laforce, demande à s'en acquitter. Cette Eglise occupe, en dehors de l'Eglise nationale, une place importante. Tous les membres de l'assemblée connaissent son pasteur, M. John Bost, et les œuvres remarquables dont cette Eglise a pris l'initiative. L'orateur a eu le privilège d'assister tout



récemment au sein de cette Eglise à un culte émouvant et sérieux, et il renonce à décrire l'émotion qui s'est emparée de toutes les âmes quand il a été question du Synode. Après avoir fait connaître à l'assemblée que l'Eglise de Laforce l'a chargé de lui dire qu'elle est attachée de cœur à l'Eglise réformée de France, qu'elle fait des vœux sincères pour que le Synode exprime la foi de l'Eglise, et qu'elle sera heureuse de pouvoir rentrer dans le sein de l'Eglise nationale, l'orateur termine en manifestant le désir que nous puissions lui en fournir l'occasion, à elle et à d'autres.

M. le modérateur, après avoir rappelé que la discussion générale sur la proposition présentée par M. Bois a été close, donne la parole à M. Jalabert.

M. JALABERT. — La discussion étant close, il n'y a plus qu'une seule proposition en discussion; c'est celle de M. Bois. Je me propose de la combattre, et je le fais sous l'empire de sentiments très-sérieux. Il y a des heures décisives dans l'histoire des Eglises; telle est l'heure où nous sommes; je suis profondément affligé parce que l'union que j'avais rêvée n'existe plus, et qu'au moment où nous touchons à un vote solennel, nous nous ressentons trop des luttes passionnées de ces derniers jours. Je veux apporter ici une parole de paix, une solution pratique qui pourrait nous réunir tous. Un mot d'abord sur la position du groupe que je représente, sur le centre gauche; je crains que la défiance ne nous aveugle, et que nous ne sachions pas reconnaître la part de vérité que possède chaque partie de cette assemblée. Je veux donc essayer de dire comment nous compre-

nous le christianisme. Et d'abord nous sommes d'accord avec la majorité de cette assemblée pour reconnaître que le christianisme est une révélation divine, le produit d'une intervention de Dieu dans l'histoire de l'humanité, et non pas l'effort le plus élevé de la conscience humaine. Jésus-Christ pour nous est plus qu'un homme, il est le Fils unique de Dieu ; il y a en lui quelque chose d'unique ; sa personne, ses œuvres, sa vie et sa mort forment pour nous le centre même du christianisme ; nous voyons dans son sacrifice la manifestation la plus haute de l'amour de Dieu ; nous croyons que nous répondrons à cet amour par le don de nous-mêmes, par la consécration personnelle, par la transformation de notre être, et nous demandons à Dieu son esprit pour cette œuvre. Voilà pour nous la religion vraie, et nous répétons volontiers à ce propos ces paroles de l'un de nos pasteurs les plus pieux, Jean Macé : « La science, la critique historique peuvent faire leur œuvre, elles n'effaceront jamais une déclaration comme celle-ci : « Dieu « a tant aimé le monde qu'il a donné son Fils unique « afin que quiconque croit en lui ne périsse point, mais « qu'il ait la vie éternelle. »

Mais d'un autre côté nous ne pouvons croire, avec l'extrême droite, à la Trinité dont nous ne trouvons pas trace dans l'Évangile, à l'expiation par le sang, ni aux peines éternelles ; il y a plus : entre vous et nous il existe une différence d'esprit et de tendance. Nous voulons pour l'Eglise la base la plus large ; nous voulons résoudre toutes les questions par la liberté. A nos yeux, les questions de vie intérieure et de morale sont infiniment supérieures aux concep-

tions théologiques. Dieu ne nous demandera pas compte des erreurs de notre esprit, mais des défaillances de notre volonté, et un verre d'eau donné pour l'amour du Christ vaut mieux que le plus parfait des systèmes.

Le centre gauche se distingue de la gauche extrême en ce qu'il admet le surnaturel, tout en se réservant d'exercer la critique sur tel ou tel miracle; ainsi nous croyons à la résurrection corporelle de Jésus-Christ comme à un fait historique dont on ne nous a pas démontré l'inauthenticité. En second lieu, nous nous distinguons de la gauche par notre opinion sur la nature de Jésus-Christ; en troisième lieu, nous n'admettons pas que le pasteur ne relève que de sa conscience.

Mais, après avoir marqué ce qui nous sépare de la gauche, je tiens à dire ce qui nous unit à elle; ce ne sont pas seulement les souvenirs, les traditions communes, la méthode et l'éducation. C'est une foi vive en Dieu notre père, un amour vrai pour Jésus-Christ; c'est de plus, chez ses membres que nous connaissons, que vous avez entendus, le dévouement, la sanctification, une vie intérieure intense. Si quelques-uns d'entre eux m'ont affligé par leurs écrits en attaquant des croyances qui me sont chères, je dois reconnaître que leur prédication, leur vie de famille m'ont profondément édifié. La différence qui existe entre eux et les libres penseurs est immense. Ils ont un Dieu vivant, un amour profond de l'humanité, et s'ils n'admettent pas les miracles matériels, ils croient fermement à ces miracles spirituels qui s'opèrent par l'esprit de Dieu dans les âmes. Ils sont, si j'ose me

servir de cette image, dans la disposition des disciples qui suivaient Jésus-Christ avant sa mort.

Au fond, qu'est-ce qui nous divise ? C'est notre notion de l'Eglise ; si l'Eglise a une foi, qui soit à la base de son enseignement, il sera bien difficile à ceux dont je viens de parler d'y rester. Pourtant, il faudrait trouver une solution qui puisse tout concilier. Tout le monde est d'accord sur le fait qu'il ne saurait y avoir de rétroactivité, et que les droits acquis doivent être scrupuleusement respectés. Reste la question de l'avenir. Si l'Eglise réformée adopte, comme cela est probable, le régime presbytérien synodal, le Synode sera en quelque sorte la conscience de l'Eglise.

Mais ce régime peut porter atteinte à la liberté de conscience du pasteur. Ceux donc qui le repousseraient auront un moyen de sauvegarder leur indépendance, c'est de former une fédération d'Eglises congrégationalistes unies à l'Etat.

*Une voix à droite.*—Mais ce sera une autre Eglise.

M. JALABERT.—Dans ce nouveau système, la conscience du pasteur n'aura d'autres limites que celle de la paroisse, mais j'ose affirmer qu'il n'y a ici aucun pasteur qui voudût s'imposer à une paroisse. (*Très-bien ! à gauche.*)

Je reviens à la proposition de M. Bois. Je ne m'arrêterai pas aux fins de non-recevoir que je pourrais lui opposer et aux arguments que je pourrais puiser dans l'article 7 du chapitre IX de la Discipline, et dans le règlement adopté au Synode de Tonneins, en 1614, par lequel il est ordonné « pour l'avenir « que les Synodes nationaux, non-seulement ne

« changeront rien à la confession, au catéchisme,  
« au formulaire des prières et à la discipline, si la  
« chose n'est proposée au nom d'une province ou de  
« plusieurs, mais aussi que si la chose est de grande  
« importance, elle ne sera point résolue sans avoir  
« été au préalable agréée de toutes les provinces  
« dûment averties, etc... »

Je repousserai cette proposition, parce que, malgré son titre, elle a les allures d'une confession de foi et sera prise pour telle. D'ailleurs, en adoptant ma proposition, on atteint le but vers lequel on tend. Que veut-on en effet ? Que dans l'exercice des fonctions pastorales on ne puisse attaquer les grands faits chrétiens. Mais le régime synodal, au rétablissement duquel nous sommes disposés à prêter les mains, vous offrira à cet égard une garantie puissante.

Je reconnais, de plus, que le besoin qu'éprouve l'assemblée de rendre témoignage, est des plus légitimes ; mais je crois qu'on peut le satisfaire par d'autres moyens que ceux employés par M. Bois.

Comme Synode général, l'assemblée a le droit d'écrire aux Eglises une lettre synodale, dans laquelle elle affirmera ce qu'elle croit être la foi de l'Eglise.

L'orateur donne alors lecture d'un projet d'adresse qui demeurera annexé au procès-verbal ; en voici la teneur :

### LE SYNODE GÉNÉRAL

AUX MEMBRES DE L'ÉGLISE CHRÉTIENNE RÉFORMÉE DE FRANCE.

« Chers et bien-aimés frères en Jésus-Christ,

« Après avoir offert du plus profond de nos cœurs nos actions de grâces à Dieu, de ce qu'il a permis à vos représentants de se réunir et de reprendre la suite de nos Synodes généraux,

non plus au Désert sous la persécution, ou sans caractère reconnu par l'Etat comme en 1848, mais avec l'assentiment du gouvernement de notre pays, qui a tenu à honneur de lever l'interdiction prononcée par Louis XIV en 1659, — nous éprouvons le besoin de rendre témoignage de notre foi et de notre espérance, de la foi et de l'espérance de la majorité de l'Eglise, en présence de nos frères de la grande famille chrétienne, de nos compatriotes et de nos contemporains.

« Nous nous rattachons à la tradition de nos grands réformateurs, de nos confesseurs et de nos martyrs, qui nous ont appris à nous affranchir de toute autorité humaine dans les choses de la conscience; avec eux, nous voulons maintenir la glorieuse liberté des enfants de Dieu, le droit de sonder les Ecritures de l'Ancien et surtout du Nouveau Testament, et d'y chercher la règle de notre foi, l'assurance du pardon de nos péchés et les gages de notre immortalité.

« Mais c'est à Jésus-Christ lui-même que nous demandons d'éclairer notre intelligence, de purifier nos mœurs et de sanctifier notre volonté. Nous écoutons ses enseignements avec la docilité d'enfants, avec le sentiment de nos fautes, avec un ardent désir d'aller à Dieu par lui, qui est le chemin, la vérité et la vie. Nous ne cessons de rendre grâce à notre Père céleste de ce don ineffable qu'il nous a fait, dans sa miséricorde infinie, de son Fils unique, afin que quiconque croit en lui ne périsse point, mais qu'il ait la vie éternelle; et nous disons avec Pierre : « Tu es le Christ, le Fils du Dieu « vivant. » Nous ajoutons avec les apôtres : « A qui irions-  
« nous, Seigneur, qu'à toi? tu as les paroles de la vie présente et  
« celles de la vie éternelle. » Nous nous inclinons avec amour, avec toute la gratitude dont nous sommes capables, devant le mystère du sacrifice accompli sur la croix pour le salut des hommes et le relèvement de l'humanité pécheresse. Nous reconnaissons que la résurrection de Jésus-Christ a été l'un des enseignements apostoliques. Nous voyons en notre Sauveur, qui est le même hier, aujourd'hui, éternellement, le Chef de l'Eglise invisible sur les cieux et sur la terre.

« D'accord sur le seul fondement qui puisse être posé pour une Eglise chrétienne, nous ne saurions nous arroger le droit

de décréter la foi de nos frères et de dominer sur leur conscience. Nous demandons à Dieu, dans nos ferventes prières, une abondante effusion de son Esprit de lumière; mais nous proclamons notre faillibilité quand il s'agit de concevoir et d'exprimer la vérité éternelle et infinie. Nous ne sommes et nous ne voulons être que les fidèles disciples de Jésus-Christ, travaillant, avec les secours promis à notre faiblesse, à l'avancement du règne de notre Père céleste dans le champ providentiellement ouvert à notre activité.

« Nous n'aspirons pas, sur tous les points et dans tous les détails, à une uniformité de croyances qui serait inconciliable avec les diversités individuelles, avec le travail incessant de l'esprit, avec la vie intense de la conscience et de l'âme. Nous voulons conserver et resserrer la société de tous ceux qui invoquent Dieu d'un cœur pur, qui ont faim et soif de justice, et qui veulent vivre dans la communion de notre bien-aimé Sauveur.

« Nous estimons que, pour notre Eglise chrétienne réformée de France, il nous suffit de maintenir hors de contestation dans son enseignement, dans son culte et dans sa discipline, les grands faits chrétiens représentés dans ses sacrements, célébrés dans ses solennités religieuses, et exprimés dans ses liturgies; — et de constituer, suivant les traditions de nos pères mises en harmonie avec les besoins modernes, le gouvernement et l'administration de l'Eglise par elle-même. Dans ce but, nous demanderons qu'au-dessus des Conseils presbytéraux, des Consistoires et des Synodes d'arrondissement réorganisés suivant les bases les plus équitables, le Synode général périodique soit inscrit dans la loi avec les attributions que comporte une assemblée représentative supérieure. Celles de nos paroisses ou de nos sections de paroisses, qui ne croiraient pas pouvoir accepter ce régime nettement défini, conserveraient le droit de former à côté de nous, au même titre que nos frères luthériens, une confédération d'Eglises congrégationalistes reconnues par l'Etat et unies à lui. De cette façon, toutes les situations et tous les droits seraient respectés, et, dans le projet de loi que nous allons élaborer, il n'y aurait aucune rétroactivité.



« Nos sentiments et nos vues vous étant bien connus, nous vous supplions, chers et bien-aimés frères, de chercher l'union de l'esprit par le lien de la paix, et de marcher ensemble dans les choses auxquelles vous êtes parvenus. Nous vous conjurons, par les compassions de Dieu, de vous édifier et de vous supporter fraternellement les uns les autres; et, s'il y a quelque trouble, quelques divisions parmi vous, de vous rappeler que nous ne devons pas avoir un zèle amer, ou nous abandonner à l'orgueil de l'esprit, et que si trois vertus demeurent, la foi, l'espérance et la charité, la plus grande de toutes, est la charité, c'est-à-dire l'amour.

« En présence de la grande mission à laquelle l'Eglise chrétienne protestante est appelée, à cette époque de scepticisme et de matérialisme, dans notre chère et malheureuse patrie, serrons-nous autour de cette divine parole, qui est la puissance de Dieu pour le salut des âmes, et puisse notre Père céleste, source de toute grâce excellente et de tout don parfait, subvenir à notre insuffisance et fortifier nos cœurs! Qu'il n'y ait nulle part plus d'énergie pour le bien sous toutes ses formes, de force d'âme dans les épreuves, de sollicitude pour toutes les misères morales et matérielles, de dévouement, d'esprit de sacrifice, d'efforts en vue de la régénération et de la sanctification, et qu'on puisse dire de nous, comme des premiers chrétiens : « Voyez comme ils s'aiment! Quelle vie intérieure, quelle foi agissante, quelle ferme espérance! Oui, l'Esprit de Christ vit en eux. »

« C'est dans ces sentiments, chers et bien-aimés frères, que nous unissons nos prières aux vôtres, et que nous demandons à Dieu de bénir notre œuvre et d'y apposer le sceau de son amour.

« Au nom du Synode général.

*« Les membres du bureau. »*

M. JALABERT. — Si j'ai parlé aussi longtemps, c'est que je suis convaincu que l'heure est décisive et que, si l'assemblée adopte une confession de foi, beaucoup d'Eglises abandonneront le régime presbytérien syno-

dal. Plus les conséquences de l'adoption de la proposition de M. Bois peuvent être graves, plus je me sens pressé de me décharger de la responsabilité qui pèse sur moi. L'assemblée est avant tout une assemblée de pacification; qu'elle ne l'oublie pas, et qu'elle aille aussi loin que possible dans la voie des concessions, afin de conserver un plus grand nombre d'Eglises dans le vieil édifice presbytérien synodal.

M. BREYTON. — Si j'avais à apprécier le discours de M. Jalabert et son projet de lettre, je commencerais par le remercier des choses excellentes qu'il nous a fait entendre et de l'accent élevé avec lequel il les a dites. Mais il y a ici une question préalable. M. Jalabert conteste-t-il au Synode le droit de parler au nom de l'Eglise? S'il le lui accorde, la déclaration de M. Bois demeure, et c'est sur elle que nous sommes appelés à voter; s'il le lui conteste, et s'il veut substituer à cette déclaration de foi sa lettre circulaire, le débat actuel doit être interrompu, et après six jours de longues discussions, tout doit recommencer. En effet, cette lettre est longue, elle doit être mûrement examinée, il faudrait pour cela l'imprimer et la discuter. Il y a donc là une question de priorité à établir (*Très-bien!*), et pour moi j'estime que la priorité appartient à la déclaration de M. Bois.

M. BASTIE, modérateur. — Il me semble que la proposition de M. Bois étant seule en discussion, c'est sur elle seule que nous avons à nous prononcer.

M. SEIGNOBOS. — La proposition de M. Jalabert peut être considérée comme un amendement à celle de M. Bois, un contre-projet tout entier pouvant avoir parfois ce caractère.

M. JALABERT. — Je pose au Synode la question suivante : Est-il d'avis d'énoncer la foi de l'Eglise dans une lettre synodale ou dans une profession de foi ?

M. le modérateur fait remarquer que le vote émis sur la proposition de M. Bois tranchera cette question. Il y a, sur la proposition de M. Bois, un amendement de MM. Paul de Magnin et Martin-Paschoud, conçu en ces termes :

« Les soussignés ont l'honneur de proposer à l'assemblée l'adoption de la déclaration de M. Bois amendée ainsi qu'il suit :

« Le Synode déclare que l'Eglise réformée de France reste fidèle aux principes de foi et de liberté sur lesquels elle a été fondée ;

« Qu'elle professe le plus pur christianisme tel qu'il est renfermé dans les livres sacrés de l'Ancien et du Nouveau Testament ;

« Que tous ses membres, pasteurs et fidèles, instruits et persuadés des vérités de l'Evangile, et prêts à tout souffrir plutôt que d'abandonner la profession de la religion chrétienne, prennent l'engagement :

« 1° De renoncer au péché et de régler toute leur vie sur les commandements de Dieu ;

« 2° De vivre dans la paix et dans la charité, d'aimer sincèrement leurs frères, et de leur donner des marques de leur amour dans toutes les occasions ;

« 3° De s'appliquer avec soin à la lecture et à la méditation de la parole de Dieu et à la prière, de fréquenter assidûment les saintes assemblées, et d'employer tous les autres moyens que la Providence leur fournira pour avancer leur salut ;

« 4<sup>e</sup> De combattre leurs passions, de se consacrer à Dieu et à Jésus-Christ leur Sauveur, et de vivre dans sa communion selon la tempérance, la justice et la piété.

« L'Eglise réformée conserve donc et elle maintient, à la base de son enseignement, de son culte et de sa discipline, les grandes vérités de l'Evangile et les principes essentiels de la réformation. »

M. PAUL DE MAGNIN développe son amendement dans un discours écrit. Ce projet, dit-il, émane tout à la fois d'un esprit de conciliation sincère et de sérieuse préoccupation pour les intérêts de nos Eglises. Je dirai pourquoi je l'ai proposé, en quoi il appuie la déclaration de M. Bois, en quoi il en diffère, et quels sont les avantages qu'offrirait son adoption.

Je conviens que l'Eglise protestante, comme toute société quelconque, ne saurait se passer de principes à sa base, et qu'on ne devient chrétien et protestant qu'en les acceptant. A chacun d'ailleurs la responsabilité de ses opinions individuelles. Je renvoie à cet égard à deux discours récents de M. Martin-Paschoud.

Pour ce qui est de l'union et de la pacification de nos Eglises, la majorité a déclaré les désirer sincèrement ; j'en prends acte et je vois dans l'amendement que je présente un moyen d'y arriver. Il s'agit donc de tenir compte de deux choses : l'intérêt réel de l'Eglise qui réclame de sérieuses garanties, et l'accord légitime de la vérité avec la charité.

Je crois que notre amendement en tient compte. Il repose, non sur la théorie pure, mais sur la réalité ecclésiastique et vraiment protestante. La déclara-

tion de M. Bois nous invite à proclamer la foi de la majorité de notre Eglise; mais sommes-nous compétents? Il y faudrait une enquête générale préalable. Le plus grand nombre de nos coreligionnaires a-t-il d'ailleurs une notion bien claire de ces articles de foi? On ne saurait évidemment l'affirmer.

Je citerai à l'appui de mes paroles un passage extrait de l'ouvrage de M. Guizot, *l'Eglise et la société chrétienne en 1861*, page 85, et je regrette que dans les circonstances présentes M. Guizot ne se soit pas inspiré des mêmes sentiments. En quoi, du reste, la déclaration de M. Bois peut-elle servir les vrais intérêts de l'Eglise? Le plus grand nombre de nos protestants croient, par exemple, que le Symbole est bien des apôtres; faudra-t-il souscrire à une pareille affirmation? Vous ne le voudriez pas. Vous avez déclaré, d'un autre côté, qu'elle n'était pas une arme de guerre forgée contre nous dans le but de nous expulser de l'Eglise. Si l'on veut simplement proclamer la foi de l'Eglise, pourquoi rester dans des hypothèses? Pour être dans la vérité, il faut descendre dans le domaine des réalités ecclésiastiques. Or, sur ce terrain, on constatera que l'Eglise réformée repose, comme telle, sur deux principes solides : l'autorité de la Bible en matière de foi et la liberté d'examen. La première ne saurait être souveraine. Si les réformateurs ont quelquefois employé ce mot, c'était dans un but polémique et pour l'opposer à l'autorité des papes et des conciles. L'autorité de la Bible est limitée, en effet, par le principe du libre examen, et nos réformateurs eux-mêmes le prenaient souvent de bien haut avec tel passage ou tel livre de

la Bible. Témoin Luther traitant l'épître de Jacques d'épître de paille.

Ce double principe, qui nous suffit, n'a pas suffi à l'Eglise réformée de France. Cette Eglise, qu'on essaye de nous représenter ouverte à toutes les incrédulités, a voulu se protéger contre les attaques du dehors, ou du dedans, en réclamant de chacun de ses adhérents des conditions précises, auxquelles chacun est obligé de souscrire, et qui se trouvent dans toutes nos liturgies. Ce sont celles qui président à la réception des catéchumènes. Ici, je déclare que je ne me pose pas en champion des liturgies, et je fais à ce sujet des réserves expresses, en m'appuyant sur l'opinion de M. G. Monod.

En entrant dans l'Eglise par la première communion, nous avons tous promis *de renoncer au péché et de régler toute notre vie sur les commandements de Dieu*, etc. Tels sont les engagements en vertu desquels on est *actuellement* membre de l'Eglise réformée de France. Si donc vous voulez à toute force proclamer la foi de l'Eglise, proclamez celle-là. C'est la seule déclaration légitime que vous puissiez faire, la seule qui constate purement et simplement la réalité. Elle rassurera les Eglises et tranquillisera les esprits inquiets. Si vous ne la faites pas, bien loin de travailler à la pacification des esprits, vous aurez en quelque manière affirmé que les engagements pris jusqu'à ce jour par tous les protestants ne suffisent plus. J'estime avoir indiqué la voie de conciliation sur le terrain de la vérité dans la charité.

L'amendement ayant été appuyé, M. le modé-

rateur met aux voix sa prise en considération, qui est repoussée.

M. PELON présente un nouvel amendement et demande la parole. Il me semble, dit-il, qu'il est bon d'indiquer quels sont les vrais motifs de l'attitude que je compte prendre quand viendra l'heure de voter. Je crois à toutes les vérités que renferme la déclaration de foi présentée par M. Bois, et, quoique le vent du siècle ait soufflé souvent dans mon esprit, j'ai senti dans ces orages que les vieilles racines tenaient bon. (*Très-bien!*) Je n'adois pastaire que j'aurais mieux aimé que la proposition fût autrement formulée, mais j'estime que maintenant il y aurait plus d'inconvénient à effacer ce qui me paraît défectueux qu'à le maintenir. Que penserait-on, au dehors, du Synode si son premier acte était de rayer de sa déclaration le Symbole et l'autorité des Ecritures? Je ne voterai pas néanmoins pour la déclaration proposée, parce que je la trouve entachée d'un caractère autoritaire. Je crois le fond et je repousse la forme, qui me paraît plus propre à diviser qu'à rapprocher. Je propose en conséquence, à titre d'amendement, de substituer à la phrase qui commence la déclaration de M. le professeur Bois, la phrase suivante : « Les membres du Synode général, sans prétendre au droit de décréter la foi de leurs frères, adoptent comme l'expression des doctrines religieuses professées par les Eglises réformées de France la déclaration suivante, qu'ils recommandent à la conscience des fidèles. »

Je ferai remarquer qu'il n'y a pas un seul mot dans ce préambule que je n'aie pris dans les discours ou



dans les entretiens des membres de la droite. M. Babut a dit que la déclaration n'aurait d'autre autorité que celle que les Eglises voudraient bien lui accorder. Moi-même, je vais plus loin et je fais intervenir le Synode auprès des Eglises. Je tiens avant tout à bien préciser le rôle de la conscience des fidèles et des Eglises que je mets au-dessus du Synode, et je termine en disant que c'est pour cela que j'ai présenté l'amendement que je viens de lire, amendement qui protège ces trois grands principes : tolérance, charité et liberté, pour lesquels nos pères ont souffert, qui font notre force aujourd'hui et serviront de levier aux générations de l'avenir. (*Applaudissements.*)

M. DE CLAUSONNE présente un amendement qui a pour but de compléter celui de M. Pelon.

M. LE MODÉRATEUR. — Il faut avant tout voter sur la prise en considération de l'amendement de M. Pelon.

M. GUIZOT demande s'il s'agit d'un sous-amendement.

M. BREYTON fait remarquer qu'il est possible que le sous-amendement donne la majorité à l'amendement principal, qui ne l'aurait pas eue sans cela.

M. le modérateur, ayant mis aux voix la prise en considération de l'amendement, M. Bois demande la parole sur la prise en considération.

M. DE CLAUSONNE demande que, dans le préambule qui vient d'être proposé par M. Pelon, on change la tournure de la phrase, de façon à ce que le sujet soit le Synode et non pas l'Eglise.

M. Bois pose à M. Pelon la question suivante :

Est-il disposé à voter, tel qu'il est, le reste de la déclaration ? Et si le Synode en tirait des conséquences disciplinaires, serait-il disposé à y adhérer ?

M. PELON répond de sa place qu'il aurait préféré ne pas trouver certaines choses dans la déclaration, mais que du moment où elles y sont il faut les y laisser. Quant à la seconde question, il croit qu'il y a quelque chose à faire, mais il réserve sa pleine liberté d'appréciation.

M. BOIS, après avoir dit combien il a été touché des déclarations faites par M. Pelon à la tribune, dit que ni lui ni ses amis n'ont eu l'intention de décréter la foi de personne, et trouve étonnant qu'on ait pu leur prêter une semblable idée. Ils se bornent à exprimer la foi générale de l'Eglise, et il est évident que chacun conservera la liberté la plus entière d'accepter ou de rejeter.

M. ET. COQUEREL. — Et les mesures disciplinaires!...

M. BOIS. — Si vous voulez vous soustraire aux mesures disciplinaires, rien n'est plus facile, et M. Jalabert vous en a indiqué le moyen. Si vous ne voulez pas accepter l'autorité synodale, nul ne peut vous contraindre. D'ailleurs, vous le savez, le ministère est disposé à reconnaître votre Eglise. (*Exclamations.*)

M. CLAMAGERAN. — Etes-vous d'accord avec M. Pelon, et est-ce dans le même sens que vous admettez la liberté de conscience ?

M. PELON demande à s'expliquer. Il admet la liberté de conscience dans sa plus large acception, et ne pose aux ministres du culte d'autres limites

que la divinité des Ecritures et celle du christianisme. Il lui paraît nécessaire qu'il y ait une règle, car il est une limite où la liberté doit fléchir. Cette limite serait pour lui la négation des grands faits chrétiens.

M. Bois, après les explications de M. Pelon, appuie la prise en considération de son amendement.

M. COLANI fait une déclaration contraire, et fait remarquer à M. Bois que, dans la question d'un partage dans l'Eglise, ce n'est pas au ministre, mais à l'Assemblée nationale à se prononcer, et qu'elle a gardé le silence.

M. le modérateur met aux voix la prise en considération de l'amendement de M. Pelon. L'amendement est pris en considération.

M. DE CLAUSONNE propose l'amendement suivant : substituer dans la déclaration le mot *Synode* au mot *Eglise*..... « Le Synode..... déclare rester fidèle aux principes de foi et de liberté sur lesquels l'Eglise a été fondée. En conséquence, et sans prétendre décréter par là la foi de l'Eglise et lui imposer ses croyances (ou la rédaction de M. Pelon), il proclame sa foi, etc. »

M. DE CLAUSONNE, développant son amendement, estime qu'il a le même sens que celui de M. Pelon. Je voudrais seulement, dit-il, que le Synode fît un pas de plus, et n'entendît pas décréter la foi de l'Eglise. Je crois à la divinité du christianisme, qui, pour moi, ne saurait s'expliquer par le jeu naturel de l'histoire. Sur tel point de fait particulier, je fais des réserves, j'hésite, et tel est le cas de beaucoup. Je voudrais donc quelque chose qui ne fût pas de nature à effrayer les Eglises.

Je conviens qu'il y a eu bien des excès, qu'on est parfois allé trop loin de part et d'autre, qu'il n'est pas facile de faire vivre ensemble deux éléments contradictoires. Mais, d'autre part, le but poursuivi est respectable ; chacun croit que sa méthode et ses idées sont de nature à attirer les âmes à Jésus-Christ. Il est vrai que je crains que l'esprit religieux qui existe chez les membres de la gauche ne puisse bien longtemps subsister avec leur méthode. Néanmoins, même en discipline, il ne faut pas commencer par les mesures de rigueur.

Il y a dans l'Ecriture un texte mystérieux : « Celui qui a péché contre le Fils de l'homme, il lui sera pardonné ; mais il ne sera pas pardonné à celui qui a péché contre le Saint-Esprit. » Je vois dans l'opinion de l'extrême gauche le péché contre le Fils de l'homme : on l'a découronné, on lui a ôté cette auréole sans laquelle il n'aurait pas traversé dix-huit siècles. Mais, en définitive, même avec ces opinions avancées, on arrive au nécessaire : la vie religieuse, l'édification. (*Voix nombreuses : A la question !*) L'amendement de M. Pelon me paraît propre à pacifier les esprits. Sans ce que j'appellerai *la moelle religieuse*, tout est inutile. Cette moelle est recouverte par l'écorce. Quelques-uns croient cette écorce trop difficile à percer. D'autres la croient nécessaire pour protéger la moelle. Voilà la question.

Faut-il se séparer pour des divergences ? Je ne le crois pas. La vie commune ne peut avoir lieu, il est vrai, qu'à certaines conditions. Le ménage ne doit pas être un enfer, et il faut entre les conjoints des

égards réciproques. J'estime que les grands faits chrétiens doivent être respectés. D'un autre côté, il convient d'user d'une extrême modération dans la pratique. Il importe de respecter tout ensemble, dans une mesure équitable, la foi des fidèles et la conscience religieuse des pasteurs.

Il pourrait y avoir deux solutions radicales : d'une part, un Synode autoritaire ; de l'autre, la liberté illimitée de l'enseignement religieux. Je les repousse l'une et l'autre ; je recommande la modération des deux côtés.

M. le modérateur met aux voix la prise en considération du sous-amendement de M. de Clausonne. Il n'est pas pris en considération.

La séance est suspendue pendant dix minutes.

Elle est reprise à cinq heures quarante minutes.

M. Bois déclare que l'amendement de M. Pelon étant diversement interprété et susceptible de deux sens contraires, ses amis et lui regrettent d'avoir à le rejeter.

M. le modérateur le met aux voix, après en avoir donné lecture. Il est rejeté à une très-grande majorité.

M. Bois, au nom des signataires de la déclaration de foi, propose la modification suivante : après ces mots : « Elle déclare... » ajouter : *par l'organe de ses représentants.* » Il relit la déclaration ainsi modifiée.

M. le modérateur la met aux voix.

Il y a une demande de scrutin. Il est procédé au vote par l'appel nominal. Le nombre des votants est de 106. Majorité absolue : 54. Le dépouillement du

scrutin donne 61 bulletins blancs, 45 bulletins bleus.

La proposition est adoptée.

M. le modérateur propose qu'il n'y ait pas séance demain. L'assemblée demande qu'il y ait séance.

M. le modérateur fixe l'ordre du jour : Audition des deux rapports de MM. Grotz et Laurens au nom de la commission des vœux.

A la suite de cette lecture, l'assemblée se formera en comité secret pour entendre une communication de la commission administrative, relative au budget du Synode.

La séance est levée.

#### SCRUTIN SUR LA DÉCLARATION DE FOI.

*Ont voté pour :*

MM.	MM.	MM.
Abt.	Dhombres.	Nouguier.
Babut.	Dupuy.	Ollier.
Bachasse.	Faure.	Ounous (d').
Bastie.	Frossard.	Pelet.
Bertin.	Gaufrès (Paul).	Pernessin.
Besançon.	Guizot.	Preissac (de).
Beuzart.	Hine.	Reboul.
Bois.	Juillerat.	Richemond (de).
Bonnal.	Lacoste (de).	Roberty.
Breyton.	Lafon.	Seydoux.
Cambefort.	Laforge.	Seynes (de).
Capillery.	Landry.	Sirven.
Cazenove (de).	Lasserre.	Sohier.
Chabaud-Latour (de).	Laurens.	Tolluire.
Chatonet.	Lichière.	Vaurigaud.
Colomb.	Magnin (Eugène de).	Velay.
Colombier.	Mallet.	Vernes (Louis).
Couderc.	Maurin.	Vernes-d'Arlandes
Crès.	Mettetal.	Vesson.
Delmas (père).	Monnier.	You.
Delmas (Gustave).		

*Ont voté contre :*

MM.	MM.	MM.
Bordier.	Fontanès.	Martin-Paschoud.
Borel.	Gaches.	Montandon.
Bosc.	Gachon.	Mourgues.
Cambon.	Gardies.	Paris.
Carénou.	Gaufrès (Jules).	Pécaut.
Causse.	Gely de Costelongue.	Pelon.
Chabrières-Arlès.	Gibaud.	Pintard.
Clamageran.	Grotz.	Planchon.
Clausonne (de).	Jalabert.	Rabaud.
Colani.	Lamarche.	Rives.
Coquerel (Athanase).	Larnac.	Rivet.
Coquerel (Etienne).	Lombard.	Sayous.
Corbière (François).	Magnin (Paul de).	Seignobos.
Corbière (Hippolyte).	Marichard (de).	Steeg.
Denfert-Rochereau.	Maroger.	Viguié.

Absents au moment du vote : MM. Puget et Teulé.



## QUATORZIÈME SÉANCE

VENDREDI 21 JUIN

La séance est ouverte à une heure et demie. Prière de M. le pasteur Besançon.

M. le modérateur donne lecture à l'assemblée : 1° d'une dépêche télégraphique signée Van Goens, qu'il vient de recevoir de Zwolle, et par laquelle la réunion des Eglises wallonnes des Pays-Bas présente au Synode général ses salutations fraternelles et ses vœux chrétiens ; 2° d'une lettre du Synode de l'Eglise chrétienne réformée des Pays-Bas, actuellement assemblé à Groningue, félicitant le Synode des Eglises réformées de France, « de sa résolution de maintenir la foi chrétienne, et de ne pas tolérer la propagation de doctrines pernicieuses dans l'Eglise du Seigneur ; » 3° d'une lettre du comité continental de l'Eglise libre d'Ecosse déléguant auprès du Synode le révérend Buscarlet et M. Brown Douglas dans l'ardent désir de renouer entre les deux Eglises les liens intimes qui ont subsisté autrefois.

Sur l'invitation du modérateur, le révérend Buscarlet monte à la tribune. Il ajoutera peu de mots à la lettre de félicitation, dont l'assemblée vient d'entendre la lecture. Il veut toutefois faire remarquer

que toutes les Eglises chrétiennes doivent se réjouir en pensant que l'Eglise réformée de France, qui n'est pas seulement la sœur aînée, mais la mère de tant d'autres, a recouvré enfin sa liberté.

L'orateur expose ensuite les avantages du régime ecclésiastique presbytérien synodal, régime qui, tout en concentrant les forces de l'Eglise, lui assure en même temps la liberté. On ne saurait le méconnaître après l'expérience trois fois séculaire que l'Eglise presbytérienne d'Ecosse a faite de ce système. Nous avons sympathisé avec vous, continue l'orateur, durant la guerre terrible que votre chère patrie a eu à soutenir. Mais Dieu ne se laisse jamais sans témoignage, et, tandis que le pouvoir temporel du pape est tombé, l'Eglise réformée de France a recouvré le droit de se réunir en toute liberté. M. Buscarlet voit dans cette coïncidence une intervention particulière de la Providence. Un jour nouveau commence pour l'avancement du règne de Dieu en France. Ceux-là seuls savent aimer leur patrie qui aiment par-dessus tout leur Sauveur. Il termine en renouvelant au Synode l'expression des sympathies les plus profondes de son Eglise.

M. le modérateur remercie M. le délégué des sentiments de profonde sympathie chrétienne qu'il vient de témoigner à l'Eglise réformée de France, et le prie de transmettre, en retour, à l'Eglise qu'il représente le témoignage des sympathies et de la reconnaissance de l'assemblée.

On donne lecture du procès-verbal de la précédente séance.

M. JALABERT réclame quelques légères rectifica-

tions. En affirmant qu'il avait été parfois affligé des doctrines renfermées dans certains écrits, il s'agissait, dans sa pensée, des écrits non « de la gauche, » mais de « l'extrême gauche » qu'il a presque toujours mise en opposition avec « l'extrême droite. »

Quant à son projet d'adresse synodale, il avait pour but d'exprimer, non « la foi de l'Eglise, » mais « la foi de la généralité des Eglises actuelles. »

M. DE CLAUSONNE fait observer que son amendement consistait en ceci : C'est que la déclaration fût parler le Synode au lieu de l'Eglise.

M. PELON rappelle que, pour éviter une incorrection, il avait substitué dans la rédaction de son amendement aux mots « Synode général » ceux-ci : « les membres du Synode; » et qu'en remplacement de l'expression : « croit devoir adopter, » qui avait été trouvée trop vague, il avait accepté celle-ci proposée par la droite : « adopte. »

M. PAUL DE MAGNIN constate que le procès-verbal ne mentionne ni l'intention manifestée par M. Jalaubert à la fin de la précédente séance, de déposer un ordre du jour motivé, ni le refus formel que lui a opposé M. le modérateur.

Sous le bénéfice de ces modifications et observations, le procès-verbal est adopté.

M. le modérateur donne lecture d'une résolution qu'un certain nombre de membres du Synode proposent à l'adoption de l'assemblée. Cette résolution est ainsi conçue :

« Le Synode général des Eglises réformées de France, réuni à Paris, s'inspirant de l'exemple de nos pères, qui, dans les anciens Synodes, ont toujours

encouragé « l'œuvre historique, » témoigne sa vive sympathie à la Société de l'Histoire du protestantisme français, pour l'œuvre de restauration filiale qu'elle poursuit depuis vingt ans, et qui lui donne de si justes titres à la reconnaissance des Eglises de notre patrie. »

(Suivent trente-deux signatures.)

M. DE RICHEMONT a la parole pour appuyer cette proposition. L'orateur rappelle les salutations des Eglises étrangères, nées de la Réformation, revendiquant une commune origine avec l'Eglise réformée de France, et adressant au Synode leurs vœux et leurs encouragements. La Société de l'Histoire du protestantisme français, c'est la puissante voix des confesseurs et des martyrs du Refuge et des Synodes du désert, résumée dans cette affirmation : le relèvement moral de notre patrie sera produit par les fortes convictions chrétiennes et l'intensité de la vie religieuse ; c'est là l'activité sanctifiée par la prière, qu'exprime la devise de la Société : *Oremus et laboremur*.

Dans cette activité pieuse, dont l'une des formes est la recherche des souvenirs et des leçons du passé, les hommes éminents qui siègent sur tous les bancs de cette assemblée se retrouvent ; ils se sont réunis en 1859 pour célébrer le Jubilé du premier Synode national ; ils se réunissent dans la rédaction du *Bulletin historique* pour l'enrichir de précieux documents, où les Eglises retrouvent leurs annales, les familles la mémoire des ancêtres.

La tradition constante de nos Synodes a été d'encourager, de provoquer au sein des Eglises ces re-

cherches et ces travaux, dont le résumé a été cet immortel monument, livre d'or de la Réforme française : *la France protestante* des frères Haag.

La Société de l'Histoire du protestantisme français continue cette œuvre magistrale sous l'intelligente et active direction de son président, M. F. Schickler, de son secrétaire, M. Jules Bonnet, et avec la précieuse collaboration de M. Henri Bordier et des membres du comité. Elle fait appel à toutes les initiatives pour l'achèvement de cette œuvre de réhabilitation historique de nos pères.

L'orateur rappelle, en finissant, que la Société a été reconnue établissement d'utilité publique en 1870, et que, tenant haut et ferme le drapeau de la Réformation à une heure solennelle entre toutes, où le protestantisme doit s'affirmer aux yeux du monde, « en face d'un catholicisme impuissant et d'un matérialisme envahissant, » elle a droit à toutes les sympathies de nos Eglises.

M. CAMBEFORT estime que ce témoignage tout platonique n'est pas suffisant, et demande que le Synode provoque des souscriptions en faveur de la Société.

*Plusieurs voix.* — L'un n'empêche pas l'autre !

M. le modérateur fait observer que le seul but des auteurs de la proposition était de donner à la Société de l'Histoire du protestantisme un témoignage solennel de reconnaissance et de sympathie, et que l'expression officielle de ce témoignage sera indubitablement fertile en conséquences pour l'avenir et le développement de l'œuvre historique entreprise par la Société.

La résolution est adoptée à l'unanimité.

Suivant l'ordre du jour, M. Grotz présente le rapport de la commission des vœux sur les documents dépouillés par elle au point de vue de la loi électorale ; voici ce rapport :

Messieurs,

Nous vous avons, dans un premier rapport, fait connaître les vœux des représentants officiels de nos Eglises relativement à la confession de foi. Aujourd'hui nous vous présentons les différents vœux émis par les Conseils presbytéraux, les Consistoires et les Synodes particuliers sur un sujet non moins important. Il s'agit de *la loi électorale*, spécialement dans ses rapports avec les Synodes particuliers et le Synode général.

#### I.

Quelques Eglises, *Mens, la Mure, Jailleu, Saint-Sébastien*, ne veulent pas modifier la loi électorale qui nous régit. Le Consistoire de Saint-Hippolyte demande qu'on ne mette aucune nouvelle entrave aux droits de l'électeur.

#### II.

D'autres Eglises, en petit nombre, réclament une loi électorale, mais sans rien déterminer, sans faire connaître leurs idées sur la question.

La *première circonscription* synodale voudrait une loi qui embrassât tous les corps de l'Eglise. — *Luneray*, les Conseils presbytéraux et les Consistoires seulement ; — *Toulouse* demande la révision de la loi électorale ; — *Vialas*, une bonne et large loi ; — enfin, le *Synode de la Drôme* réclame une plus large représentation des Eglises.

#### III.

Un assez grand nombre d'Eglises expriment le vœu que la loi nouvelle pose des *conditions religieuses*. Telles sont les Eglises de la *deuxième circonscription*, *Paris, Nérac, Mauvezin, Puylaurens, Saint-Jean-du-Gard, Saint-Ambroix*, le Synode de la première circonscription.

Le Consistoire de *Mens* veut que l'on raye de la liste électorale ceux qui vivent dans le désordre, ceux qui n'assistent pas aux cultes, et ceux qui font leurs enfants catholiques.

Le Synode de la *neuvième circonscription* veut : 1° les conditions civiles de la loi de 1852; 2° la première communion; 3° la bénédiction du mariage par un pasteur; 4° la participation au culte; 5° la demande personnelle d'inscription; 6° l'adhésion à la déclaration de principes rédigée par le Synode général.

Pour le *Consistoire du Vigan*, les conditions de l'électorat devraient être.

1° L'adhésion à la foi de l'Eglise; 2° La fréquentation du culte; 3° La participation aux charges de l'Eglise.

Pour celui du *Mas-d'Azil* :

1° Adhésion aux doctrines de la liturgie; 2° Première communion; 3° Participation aux exercices et aux obligations du culte; 4° Conduite régulière; 5° Bénédiction nuptiale protestante.

Pour l'*Eglise de Codognan*, l'adhésion à la confession de foi suffit pour être inscrit sur la liste électorale.

*Le Caylar* veut des garanties au point de vue de la foi et de la discipline.

Le Synode de la *dix-septième circonscription* (*Vallon*, etc.), demande l'adhésion à la confession de foi. L'Eglise des *Vans* demande en outre l'assistance au culte, *au moins une fois par mois*; l'Eglise de *Vallon* ne voudrait pas aller aussi loin.

Enfin, le Consistoire de *Mens* ne veut pas que l'on impose à l'électeur des conditions dogmatiques, mais il entendrait rayer de la liste électorale :

1° Ceux qui vivent dans le désordre; 2° Ceux qui n'assistent pas au culte; 3° Ceux qui font leurs enfants catholiques.

#### IV.

Des modifications sont demandées à la loi électorale par une foule d'Eglises, modifications se rapportant soit au *chiffre de la population*, soit à une *répartition meilleure des circonscriptions synodales*, soit à la *composition des Synodes particuliers*.



Le Consistoire de Nancy, pour arriver à une plus fidèle représentation de l'Eglise, voudrait que les collèges électoraux comprissent un nombre à peu près égal de protestants, d'après la loi de l'an X. — Six mille protestants formeraient un collège électoral.

Le *Synode particulier de la cinquième circonscription*, celui de la *dix-huitième, Saint-Voy*, le *Conseil presbytéral de Montauban, Sommières, Saint-Mamert, Florac, les Vans, Royan* demandent une représentation proportionnelle au chiffre de la population. Telle est l'opinion des Consistoires de *Nîmes* et de *Montpellier*.

*La Tremblade* voudrait que la nomination des délégués aux Synodes eût pour base la paroisse.

*Négrepelisse, Saint-Antonin, Caussade, Puylaurens* pensent que le Synode paroissial devrait être composé de tous les pasteurs de la circonscription et d'autant d'anciens; *le Caylar, Sauveterre, Salies*, d'un pasteur et d'un ancien de chaque Eglise.

*Le Mas-d'Azil* le composerait de trois pasteurs et de trois laïques pour chaque Consistoire de la circonscription synodale.

Le *Synode particulier de la septième circonscription* fait nommer les délégués au Synode à raison de un délégué par six mille âmes. Ces délégués devraient être pris dans la circonscription consistoriale.

*Saint-Agrève*, voulant une représentation plus en rapport avec le chiffre de la population, propose de nommer deux délégués pour deux mille âmes, trois pour dix mille, quatre pour vingt mille, cinq pour trente mille, six pour quarante mille et ainsi de suite.

*La conférence du Tarn* demande une base équitable de la représentation; *le Havre* et *Lunery*, de meilleures circonscriptions synodales; *Jailleu*, des modifications dans la répartition des Synodes particuliers; *Saverdun*, la révision des circonscriptions en tenant compte des traditions, des vœux des Consistoires et de la géographie.

*Dijon* voudrait qu'on assurât une représentation plus équitable des Eglises aux Synodes.

*Le Synode de la Drôme, Saint-Quentin, Sauveterre, Saint-*

*Antoine-la-Forêt*, trouvent insuffisant le nombre des membres des Synodes particuliers.— Plusieurs Eglises demandent que ces Synodes aient au moins autant de membres qu'il y a de paroisses dans la circonscription. Tel est l'avis de *la Tremblade*, de *Saint-Antoine-la-Forêt*, de *Saint-Quentin*.

Le *Vigan* et *Ganges* voudraient aussi un plus grand nombre de délégués.

*Le Synode de la dix-septième circonscription* demande que chaque Consistoire envoie quatre délégués au Synode particulier.

*Valleraugue* et *Saint-Germain-de-Calberte* donneraient aux Eglises un nombre de délégués proportionné au nombre des électeurs. *Valleraugue* ajoute *inscrits*.

*La dixième circonscription* (*Castres*, *Mazamet*, etc.) demande que, pour arriver à une plus large représentation de l'Eglise, on se conforme aux prescriptions de l'ancienne discipline. Le même vœu est émis par l'Eglise de *Viane*.

*Osse* réclame le rétablissement de la *province ecclésiastique*. Parfois, un seul Consistoire suffirait pour constituer la province.

Enfin l'*Eglise de Jarnac* demande qu'un rôle important soit attribué aux Synodes particuliers, et l'*Eglise de Sauveterre* juge ces mêmes Synodes inutiles.

*Le Synode de la première circonscription* (*Saint-Quentin*, etc.), l'*Eglise des Vans* parlent de la durée du mandat confié aux délégués. L'Eglise des Vans voudrait que les députés fussent nommés comme les conseillers presbytéraux et consistoriaux, pour *trois ans*, ou pour *six ans*, le Synode pour *cinq ans*.

## V.

Des avis assez divers ont été émis sur le mode de suffrage.

*Niort*, *Saint-Sulpice*, quarante-deux électeurs de *Souhe* (paroisse de *Nieulle*), et le Consistoire de *Montauban* demandent le suffrage universel et direct; ce dernier corps seulement pour les Synodes provinciaux.

*Nancy* ne repousse pas le suffrage à plusieurs degrés.

*La Mothe-Saint-Héraye* voudrait que chaque Consistoire envoyât directement ses députés au Synode général.

*Montauban* et le Synode de la *première circonscription* demandent la nomination du Synode particulier par les Consistoires.

Le Synode de la *septième circonscription* demande la nomination par les Consistoires et pour le Synode particulier et pour le Synode général.

*Saint-Antonin* ferait faire la nomination des délégués par tous les pasteurs et autant d'anciens du ressort.

## VI.

Quant à l'âge des électeurs, voici ce que renferment les cahiers qui nous ont été remis :

*Nérac, Tonneins, Castelmoron, Clairac, Agen, Royan* demandent l'abaissement de l'âge électoral, mais sans fixer de chiffre.

*Sommières* propose vingt et un ans.

Le Synode de *Saint-Quentin, Négrepelisse, Nantes, Niort, la Tremblade*, le Synode de *Castres, le Vigan*, proposent vingt-cinq ans. Le Consistoire de Négrepelisse voudrait que la qualité d'électeur fût retirée à qui ne sait écrire son bulletin.

*Saint-Antonin* et *Saint-Germain-de-Calberte* maintiennent trente ans.

## VII.

Trois Eglises ont parlé de la conduite à tenir vis-à-vis de la *minorité*.

*Saint-Mamert* et *Montcarret* disent simplement qu'il faut respecter les droits des minorités.

*Nancy* veut assurer ces droits en permettant à l'électeur de porter sur son bulletin autant de fois le même nom qu'il y a de délégués à élire.

## VIII.

Les Eglises du *Caylard, Lenglade* et les Synodes de la *première* et *septième circonscription* ont demandé que les Facultés de théologie fussent représentées au Synode par un de leurs professeurs.

*Toulouse, Orthez* et *Bayonne* pensent qu'un seul délégué

n'est pas suffisant pour la Faculté de Montauban ; elles en demandent *deux*.

Il me reste, Messieurs, à vous faire connaître les modifications des circonscriptions synodales nettement demandées par certains groupes.

Le *Synode de Saint-Quentin* voudrait que *Meaux* fût rattaché à Paris.

*Niort* que les *cinq Consistoires des Deux-Sèvres* fussent réunis pour former une circonscription synodale.

*Marseille* et *Montpellier* que Marseille fût rattaché au Gard.

*Le Caylar* que *Vauvert* entrât dans le même groupe synodal que Marseille.

A. GROTZ.

M. LAURENS a la parole pour la lecture du rapport de la commission des vœux sur le projet d'union des Eglises réformée et luthérienne. M. le rapporteur s'exprime ainsi :

« Une fraction importante des Eglises de la confession d'Ausbourg, celles de l'Inspection ecclésiastique de Montbéliard, que l'annexion à l'empire d'Allemagne a fatalement séparées du siège de leur direction, qui était à Strasbourg, ont adressé au Synode un message dont la communication a excité les sympathies de tous ses membres, et qui a pour objet l'expression d'un vœu, formulé déjà le 26 octobre dernier par la presque totalité des membres de cette Inspection, celui de voir bientôt se lever le jour où les Eglises nationales protestantes, l'Eglise réformée et celle de la confession d'Augsbourg, réalisant l'unité de l'esprit par le lien de la paix, ne seront plus de Luther et de Calvin, mais de Jésus-Christ.

« Des vœux analogues sont exprimés par les Synodes

de la cinquième, de la huitième et de la douzième circonscription, par les Consistoires de Bourges, Niort, Nérac, le Vigan, Dijon, Orthez, Valleraugue, Saint-Germain-de-Calberte, Florac, Sommières; — par sept Conseils presbytéraux de la Consistoriale de Royan et par la Conférence de la Lozère.

« Ces corps ecclésiastiques demandent, les uns que le Synode actuel s'occupe des moyens d'arriver à la fusion des deux Eglises, les autres que le projet soit simplement mis à l'étude.

« Evidemment, c'est le dernier vœu seulement que, dans la situation présente, le Synode peut prendre en sérieuse considération. Quelque désirable que soit la réalisation du but à atteindre, encore faut-il bien, pour qu'elle devienne efficace et durable, qu'elle soit le résultat d'un examen approfondi, de convictions suffisamment éclairées et résolues, qu'elle réunisse, en un mot, ces conditions de sagesse, de prudence et d'équité, sans lesquelles l'union projetée manquerait essentiellement de ses garanties de vérité, d'intérêt et d'avenir.

« Rien n'empêche que nous n'en fassions nous-mêmes l'objet de nos études et de nos discussions dans le sein de nos Synodes particuliers et de nos Consistoires, afin que le Synode général puisse ainsi se prononcer en parfaite connaissance de cause sur cette grave et importante question dans l'une de ses plus prochaines sessions.

« Nous, en attendant, nous avons un devoir à remplir, celui de remercier nos frères de l'Inspection ecclésiastique de Montbéliard du témoignage de sympathie dont leur lettre nous offre l'expression, de

leur transmettre en retour celui de nos vives sympathies, et de leur donner l'assurance sincère que nos cœurs se confondent dans ces mêmes sentiments fraternels d'espérance et d'union.

« La commission du dépouillement des vœux vous propose, en conséquence, de charger M. le modérateur et le bureau de l'assemblée de répondre en son nom et dans ce sens, aux honorables signataires du message qu'ils lui ont adressé. »

Après cette lecture, M. le modérateur résume le rapport et en propose les conclusions au vote de l'assemblée.

M. PARIS demande si le rapport conclut à un ajournement indéfini, ou bien si le Synode doit s'occuper, dans le cours de la session actuelle, de cette fusion si désirable à laquelle il a reçu mandat de travailler immédiatement.

M. LAURENS répond qu'il y a deux choses dans le rapport : l'expression d'un vœu en faveur de l'union des deux Eglises, et la proposition de mettre à l'étude les conditions auxquelles cette union pourrait s'établir. La question pourrait être soumise aux délibérations des Consistoires, des Synodes particuliers, et résolue dans l'une des plus prochaines sessions du Synode général.

M. PÉCAUT voudrait connaître les raisons qui rendent si difficile la solution prochaine de ce vœu de fusion.

M. LAURENS fait remarquer que la commission a conclu comme l'adresse elle-même, qui, au fond, ne demande pas une solution immédiate. Un vœu est sans doute formulé pour opérer la fusion le plus tôt possible, mais on ne fait connaître ni les bases, ni les

conditions de cette union. On ne formule aucune adhésion. Nous ne pouvons pas déterminer nous-mêmes ces conditions. En un mot, les moyens de réalisation immédiate n'ont pas été soumis à l'examen de la commission.

M. GROTZ a compris que le Synode n'avait rien à faire pour le moment. Nos frères de Montbéliard ne pourront se rattacher à nous qu'à certaines conditions, celles de notre Eglise. Il faut donc attendre que ces conditions soient déterminées. La résolution de nos frères dépendra de notre conduite. La question doit être ajournée.

M. ABT se trouve, par position, de tous les membres du Synode, le plus rapproché du pays de Montbéliard. Il est donc à même d'exposer la question en parfaite connaissance de cause. La dernière fois que l'inspection s'est réunie, 47 membres ont voté pour, et 19 contre la fusion. Mais les 47, étant libéraux, réclamaient que le Synode n'eût à s'occuper que de discipline et d'organisation ecclésiastique, tandis que les 19 étant orthodoxes, demandaient au Synode de placer à la base de l'Eglise une confession de foi. La conduite ultérieure et respective des membres de l'Inspection dépendra de nos actes. Il suffirait donc d'exprimer des vœux de sympathie et de fusion.

Les conclusions du rapport sont adoptées à une grande majorité.

M. BOIS, au nom de la commission des vingt et un (1), exprime le désir que l'assemblée mette à l'or-

(1) On a donné le nom de commission des vingt et un à la commission chargée de préparer le projet de loi organique.



dre du jour de la prochaine séance « la question de la périodicité et des attributions du Synode général. »

M. PÉCAUT demande si cette double question embrasse celle de la durée du mandat du présent Synode.

M. Bois répond négativement. La commission n'avait pas à s'en occuper.

M. COLANI demande quand le projet sera déposé. Il est indispensable de le connaître avant de le discuter.

L'assemblée décide que les articles du projet adopté par la commission seront autographiés et envoyés dans la journée de samedi au domicile des membres du Synode par les soins de M. l'archiviste.

M. ETIENNE COQUEREL tient à exprimer un désir qui n'est pas seulement le sien, mais celui d'un grand nombre de membres. Dans sa pensée, la question qui domine toutes les autres, c'est la loi électorale. La laisserons-nous telle quelle, sinon quelles modifications y introduirons-nous? Tant que ces questions ne seront pas résolues, on ne pourra voter librement sur les attributions du Synode. Cette discussion ne peut se produire que lorsque les conditions électorales de la formation d'un Synode général auront été réglées. M. Etienne Coquerel demande donc la priorité pour la loi électorale.

M. Bois fait observer que la commission n'est pas prête pour proposer les articles de la loi électorale.

M. GROTZ trouve peu logique de constituer le Synode avant la paroisse.

M. VAURIGAUD répond que c'est là une apprécia-

tion individuelle. Voulez-vous que nous commençons, comme l'ancienne discipline, par le pasteur ? Est-ce l'assemblée qui donne la marche à suivre, ou la commission ? Si c'est la commission, l'assemblée doit accepter l'ordre du jour que nous proposons.

*Plusieurs voix.* — C'est l'assemblée qui fixe son ordre du jour.

M. VAURIGAUD. — Un membre a demandé que l'assemblée se prononçât de suite entre les deux systèmes, presbytérien synodal, ou congrégationaliste ; la commission n'a fait que se conformer aux indications de l'assemblée en vous proposant l'ordre du jour en question.

M. RABAUD fait remarquer que le travail de la commission n'est pas plus avancé sur les attributions du Synode que sur les conditions électorales, et qu'ainsi l'assemblée peut, selon ses préférences, commencer par l'une ou par l'autre de ces deux lois organiques.

M. COLANI voudrait savoir quel est le mandat de la commission des vingt et un, si ce mandat est illimité ?

M. GUIZOT. — Illimité.

M. COLANI. — Nous sommes donc ici pour reprendre tout l'édifice, pour refaire toute une constitution de l'Eglise. Dans ce cas, pour combien de temps sommes-nous ici ? Il faudrait savoir à quoi s'en tenir.

M. VAURIGAUD dit que notre mandat peut résulter en partie des vœux exprimés par les Eglises ou les Synodes particuliers. Plusieurs Synodes ont demandé une révision de l'ancienne discipline et de la consti-

tution ecclésiastique qui nous régit; nous n'avons pas à faire une constitution complète, mais une révision.

M. COLANI. — Nous contestons que vous soyez constituants, vous le savez bien.

M. GUIZOT. — Nous n'avons pas d'éléments sur la réorganisation ecclésiastique; nous ne connaissons pas les vœux des Eglises; nous devrions commencer par la loi électorale, sur laquelle nous venons d'entendre un rapport.

M. BREYTON, membre de la commission, veut appuyer l'ordre du jour qu'elle propose. La question s'est imposée d'elle-même à la commission. Au premier pas qu'elle a voulu faire elle a été arrêtée par les membres de la minorité qui ont dit que les lois à faire étaient dépendantes du système sous lequel nous voulions vivre. Pour nous, la question était résolue. Mais la minorité l'ayant posée, la commission a pensé que la première chose à faire, c'était de poser la question capitale, qui ne doit pas être renvoyée à la fin de notre session, et que nous avons à traiter dès le début. De la solution de cette question dépendront toutes les autres. Suivant le système adopté, les attributions de la paroisse seront indépendantes, ses décisions souveraines, ou bien soumises au Synode.

M. STEEG, membre de la très-petite minorité de cette commission, croit devoir fournir une explication. On nous a proposé comme une chose qui allait de soi que les corps actuels de l'Eglise demeureraient tels qu'ils sont aujourd'hui constitués, et que leurs attributions seraient plus tard déterminées. Mais si le Synode général, par suite de ses attributions,

venait à comprimer les paroisses, à leur enlever leur autonomie? M. Steeg n'est pas prêt à voter que ces corps seront rétablis, sans savoir dans quel esprit, et quelles seront leurs attributions. Voulons-nous un Synode ayant les attributions des anciens Synodes? Représentera-t-il seulement des professants, ou l'ensemble des paroisses actuelles? Avant tout, il faut savoir si l'Eglise est la représentation des paroisses, ou celle des professants. Sauvez l'autonomie de la paroisse, et nous vous accorderons le Synode général.

M. PH. CORBIÈRE trouve qu'on se place dans une situation particulière qui n'est pas aisée. Le Synode s'est constitué; ce système ne lui paraît pas logique. Il lui semble qu'il a été question d'Eglises congrégationalistes, non pour décider si l'Eglise de France sera congrégationaliste ou synodale, mais pour laisser à la minorité une garantie contre le régime synodal. Cette dernière question devrait être traitée la première, après quoi viendront l'organisation de la paroisse et la loi électorale. On a pris des délibérations, et l'on se demande s'il y aura un Synode?

M. MALLET partage la manière de voir de M. Breyton, et demande que les conclusions de la commission soient adoptées par l'assemblée.

M. DE SEYNES. — La majorité de la commission était d'avis que la loi électorale primait tout. Mais, par déférence pour la gauche, on a posé cette question préalable, à savoir, la périodicité et les attributions du Synode général.

M. le modérateur fait observer que M. Jalabert, en effet, a réservé la question des attributions, des

avantages et des inconvénients du régime synodal.

M. RABAUD n'attacherait pas une grande importance à la question si la commission présentait dans la même séance un rapport sur les attributions du Synode et un rapport sur la loi électorale.

Cette proposition, ralliant tous les suffrages, l'assemblée adopte pour la séance de lundi l'ordre du jour suivant :

Discussion sur la périodicité et les attributions du Synode général, et immédiatement après sur la loi électorale.

La séance est levée à trois heures et demie.

L'assemblée se forme en comité secret pour l'examen de son budget.

## QUINZIÈME SÉANCE

LUNDI 24 JUIN.

La séance s'ouvre à deux heures. Prière de M. le pasteur Lasserre.

Le procès-verbal de la dernière séance est lu et adopté.

M. DELMAS père propose l'adoption d'une résolution tendant à instituer une chaire de science naturelle à la Faculté de théologie de Montauban.

M. DE SEYNES demande que cette proposition, qui exige un sérieux examen, soit renvoyée aux bureaux.

L'assemblée prononce ce renvoi.

M. le modérateur annonce à l'assemblée que MM. les pasteurs Coulin et Guillermet, délégués de la vénérable Compagnie des pasteurs de Genève, sont présents et leur donne successivement la parole.

M. COULIN. — Monsieur le modérateur, Messieurs les membres du Synode,

La Compagnie des pasteurs de l'Eglise protestante de Genève nous a chargés, mon collègue et ami, M. le pasteur Guillermet et moi, de vous apporter l'expression de sa cordiale affection, et de vous serrer la main comme de la part de la plus vieille et intime amie et sœur de votre noble Eglise réformée de

France. Dans une séance, que j'ose dire solennelle par le nombre de ceux qui ont voulu y assister, et avec une unanimité de sentiments trop rare, malheureusement, dans ses délibérations, elle a adopté et voté d'entraînement la résolution suivante, dont je vais avoir l'honneur de vous donner lecture, et que nous serions heureux de voir conserver dans vos archives :

« La Compagnie des pasteurs de l'Eglise de Genève, se souvenant des relations intimes et séculaires qui l'unissent à l'Eglise de France, et remplie d'un sentiment profond d'affection pour elle, décide d'envoyer au Synode réuni en ce moment à Paris deux délégués, son modérateur et son vice-modérateur. Sans pouvoir ni devoir entrer dans les graves questions débattues au Synode, ils exprimeront à l'assemblée les vœux ardents de la Compagnie des pasteurs pour le progrès dans l'Eglise de France, de la foi vivante, du bon ordre intérieur, de la vie chrétienne, et pour le développement de son influence au milieu d'un grand pays, cher à tant de titres à la vieille République de Genève. »

Vous l'avez compris par ces paroles, Messieurs, et sans doute aussi par l'heure tardive de notre arrivée, nous ne venons nullement nous mêler indiscrètement aux graves et solennels débats qui se poursuivent au milieu de vous. Ces débats, ai-je besoin de le dire, nous les suivons de loin avec un intérêt passionné ; mais, il faut le dire aussi, avec des sympathies diverses. Nous souffrons, hélas ! du même mal que vous, nous livrons les mêmes combats. Et vous comprendrez, je m'assure, que le sentiment des plus



élémentaires convenances nous fasse un devoir de rester officiellement avec vous sur le terrain (faut-il dire inférieur ou supérieur?... ) de ce qui nous a tous unis à votre sujet et de ce qui nous unit tous à vous tous dans la circonstance présente.

Ce terrain, c'est celui des incomparables souvenirs de notre commun passé ; des actions de grâces que nous avons ensemble à rendre au Seigneur, quand nous comparons ce passé au présent ; des vœux enfin que nous formons pour l'avenir de votre chère Eglise.

Frères de l'Eglise réformée de France, nous n'avons point oublié, nous n'oublierons jamais que, après Dieu, c'est à vous que nous devons à la fois ce que nous sommes et ce que nous possédons de plus précieux au monde. C'est à vous que nous devons ce Farel, ce Calvin que nous appelons *nôtres*, parce que, en lui apportant l'Evangile, ils ont fait de notre patrie bien-aimée une cité nouvelle, la Genève de nos cœurs, la vraie, celle qui apparaît comme transfigurée dans l'histoire et dont nous nous sentons fiers encore aujourd'hui de porter le nom ; c'est à vous que nous devons cette élite de réfugiés qui sont venus renouveler le sang de notre vieille République, et qui, entant leurs fortes convictions sur notre antique passion d'indépendance et de liberté ont donné son héroïque caractère à cette race huguenote dont nous nous glorifions de relever ensemble. Oui, Messieurs, nous avons reçu du passé un même héritage avec vous. Vos grands hommes sont nos gloires. Vos pères sont aussi nos pères. Quand nous remontons le courant de nos deux histoires, nous arrivons bien vite, et comme sans nous en douter, à un moment où ces

deux Eglises, l'Eglise réformée de France, l'Eglise de Genève, ne sont en réalité qu'une seule et même famille vivant de la même foi dans les mêmes luttes et les mêmes épreuves. Nous nous sentons bien, dans tous les sens du mot, mais surtout dans le sens spirituel, qui est le vrai, chair de votre chair et os de vos os. Aussi, laissez-nous vous le dire avec la simplicité d'un cœur pénétré : Nous vous aimons d'une affection cordiale en Jésus-Christ, et ce serait pour nous un grand privilège que de pouvoir, à notre retour, porter à nos frères cette bonne nouvelle que vous les aimez aussi. Vous le dirai-je?... Quand je suis entré dans cette enceinte et que je me suis dit : Tu vas assister à un Synode de l'Eglise réformée de France, j'ai eu comme un éblouissement ; il m'a semblé que je revenais de deux siècles en arrière ; et, quoique étranger, j'ai respiré l'atmosphère d'une patrie et me suis senti chez moi ! (*Applaudissements.*)

Et pourtant, Messieurs, n'est-il pas vrai ? nous bénissons Dieu tous ensemble de ne plus être à il y a deux siècles. Vous étiez persécutés alors, et, souvenir plus douloureux encore !... la Réforme elle-même n'avait pas renoncé à se faire persécutrice à l'occasion. La Saint-Barthélemy, la révocation de l'Edit de Nantes, les dragonnades, le bûcher de Servet !... Quels souvenirs, grand Dieu ! quels souvenirs de douleur et d'humiliation ! — Aujourd'hui, vous avez le droit de vivre enfin ; vous avez votre place au grand soleil en France et à Genève, Servet lui-même pourrait revenir sans crainte. La génération à laquelle nous appartenons assiste à l'une des plus glorieuses conquêtes de l'esprit humain sur l'esprit

de ténèbres, à la pacifique conquête de la liberté de conscience ; et j'entends par là la liberté pour chacun, non-seulement de croire (ce qui va par trop sans dire), mais de professer et de propager les convictions auxquelles il est librement arrivé. La contrainte en matière de conviction a reçu son irrévocable sentence de condamnation. (*Très-bien !*) Elle est morte. Elle ne renaîtra plus. Et si, par impossible, son image cent fois maudite venait à reparaître au milieu de nous, tous ceux qui m'écoutent, j'en ai la certitude, de la première place de l'extrême droite à la dernière place de l'extrême gauche, tous ici se lèveraient comme un seul homme pour lui lancer le plus formidable *Vade retro !* (*Applaudissements prolongés.*) La libre manifestation des convictions religieuses, collectives et individuelles, si elle n'a pas encore en fait porté tous ses fruits dans nos institutions (c'est là une affaire de temps, et, dans ma pensée, elle n'y portera tous ses fruits que lorsque l'Eglise sera non-seulement indépendante de l'Etat, mais franchement séparée de lui) (*Applaudissements*), la libre manifestation des convictions religieuses n'en est pas moins, sur le terrain des principes, et d'un consentement unanime, l'article premier de la proclamation des droits du chrétien. — Ce sont là, Messieurs, de grands sujets d'actions de grâces.

Et maintenant, Messieurs, que vous dirai-je des vœux que nous formons pour l'avenir de votre Eglise et pour le résultat de vos travaux ? C'est ici peut-être la frontière du terrain réservé et le point où les sympathies particulières pourraient facilement prendre le pas.

Je tâcherai de m'exprimer en termes aussi généraux que possible, et pour cela, permettez-moi d'évoquer un souvenir historique. A la fin du siècle dernier, la petite République de Genève subit la plus cruelle épreuve qui puisse affliger un peuple libre : elle perdit son indépendance et se vit traîtreusement et violemment annexée à un grand empire voisin, que je ne nommerai pas. Cela fut pour son bien, je me hâte de le dire ; elle l'avait mérité, et il n'y eut là que l'accomplissement à son égard d'un dessein du Dieu de miséricorde. Le joug fut dur, cependant, et la souffrance poignante. C'est à cette épreuve que nous devons d'avoir cueilli avec vous notre part des lauriers sanglants du premier empire. Pendant les seize années que dura cette captivité, la République ne mourut pas cependant. Elle s'était réfugiée, disait-on, au collège et dans quelques-unes des anciennes institutions restées encore debout. A coup sûr, elle s'était retirée dans le secret des cœurs pour y vivre et s'y retremper. Un fait peu connu se passa alors. Les magistrats, les syndics, comme nous les appelions, en charge au moment de l'annexion, convinrent entre eux de ne pas abdiquer et de se transmettre le pouvoir par une succession régulière, d'année en année, dans le secret le plus absolu, aussi longtemps que les circonstances le permettraient. Il y eut ainsi toujours et jusque dans les années de la plus dure servitude, un gouvernement républicain, — comment dirai-je ? — non pas de fait, mais de foi ; gouvernement ignoré du maître étranger, dont il eût provoqué les plus sanglantes colères, connu seulement des fidèles qui lui gardaient le secret et

la vénération dans leur cœur ; gouvernement pour ne rien faire... je me trompe ! les hommes véritablement héroïques qui acceptaient cette charge en apparence inutile faisaient une chose, toujours la même, avec une simplicité antique : ils jouaient leur tête chaque jour. Mais, en attendant, ils étaient là, veillant et se tenant prêts, si bien que, lorsque enfin sonna l'heure de la délivrance, le dernier soldat de l'occupation étrangère n'avait pas franchi le pont-levis, qu'un gouvernement régulier, légitime, celui d'autrefois, le *gouvernement* siégeait à la Maison de Ville et s'annonçait par une proclamation accueillie avec enthousiasme et demeurée fameuse dans notre histoire. — La République était de nouveau debout, sur pied, sans secousse, sans rancune surtout (car si elle avait détesté le despotisme de Napoléon I<sup>er</sup>, si elle avait constamment protesté contre l'occupation étrangère, elle n'avait jamais nourri que des sentiments affectueux pour la nation française. Dieu, qui l'avait gardée dans les mauvais jours, récompensait sa foi et la rendait à elle-même. (*Très-bien ! très-bien !*) Or, savez-vous, Messieurs, comment nos pères ont nommé cette journée, que nous appelons grande, parce que nous sommes petits ? Ils l'ont appelée la journée de la Restauration. C'est sous ce nom que nous en fêtons chaque année et que nous espérons bien que pendant longtemps encore nos enfants et nos petits-enfants en fêteront après nous l'anniversaire. Et ceux d'entre vous qui ont habité Genève savent ce que ce seul nom y fait vibrer d'émotions : la Restauration !

Messieurs, quelle analogie entre cette histoire et

la vôtre ! L'Eglise réformée de France, une république aussi ! n'a-t-elle pas eu de même, après ses jours d'indépendance, sa longue et dure captivité ? Quelle histoire pour elle que celle des deux siècles qui se sont écoulés depuis le Synode général de Loudun, en 1659 ! Un implacable et puissant ennemi a dominé sur elle. On lui a contesté jusqu'au droit d'exister. Elle a porté le poids de la persécution la plus cruelle, tour à tour, et la plus perfide qu'aucune Eglise, si ce n'est peut-être la petite Eglise des Vaudois du Piémont, ait jamais endurée. Pendant de longues années, pour la trouver, il eût fallu la chercher au désert, comme on disait, sur les galères, dans les prisons, dans le cœur surtout de ses obscurs et héroïques confesseurs. Elle a vécu, cependant ; Dieu qui veillait sur elle s'est souvenu, même au plus fort de son épreuve, de cette antique déclaration : *Je suis vivant, dit l'Eternel, que mes pensées sur vous ne sont pas des pensées d'adversité, mais des pensées de paix pour vous faire à la fin du bien.* Peu à peu, des jours meilleurs se sont levés ; les brebis dispersées ont pu de nouveau se rassembler sous la conduite de leurs pasteurs ; les temples se sont relevés de leurs ruines, l'Evangile a été joyeusement annoncé ; vos paroisses, vos Consistoires se sont multipliés. Cependant vous attendiez encore le couronnement de l'édifice. Voici tantôt soixante et dix ans que vous réclamiez des divers gouvernements qui se sont succédé le rétablissement de vos anciens Synodes généraux ; toujours, toujours, vous étiez payés de refus. On vous redoutait, que sais-je ? On ne vous reconnaissait qu'à regret le droit d'exister... Enfin, enfin ! le jour est

venu... Et, par la bonté de Dieu, en cet an de grâce 1872, juste trois siècles après la fatale journée de la Saint-Barthélemy, vous voici ! et le monde protestant tout entier s'associe avec la plus sympathique attention aux travaux d'un nouveau Synode de l'Eglise réformée de France. Eh bien ! Messieurs, le vœu que nous formons, la prière que nous adressons au Seigneur, c'est que ce Synode de 1872 mérite d'être appelé par votre Eglise le Synode de la Restauration. (*Applaudissements prolongés.*)

Oui, Messieurs, et Dieu m'est témoin de tout ce qu'en mon cœur je comprends de vœux sous ce terme que je répète, de Synode de la Restauration... Je ne vous le dirai pas toutefois, ou du moins ce que je vous dirai, c'est que, si vous avez une grande œuvre à accomplir pour la réorganisation intérieure de votre Eglise, vous en avez une grande aussi et non moins importante en ce qui concerne son activité extérieure. Ne sentez-vous pas, à cette heure solennelle, une dette, une dette commune séculaire peser sur vos cœurs ? A cette patrie qui vous a persécutés pour l'Evangile, ne sentez-vous pas que vous êtes redevables de l'Evangile ? A vous de faire briller bien haut pour elle maintenant ce flambeau de la Vérité, qu'elle a trop longtemps repoussé pour son malheur ! A vous d'ensemencer de l'Evangile ces villes, ces villages, ces populations des campagnes, ce sol enfin, ce riche sol de votre belle France, renommé dans le monde entier pour sa fécondité, et que Dieu lui-même, de sa main, vient de labourer si profondément devant vos pas. Accomplissez ainsi largement, joyeusement la loi de Christ, qui nous dit :



« Aimez, bénissez ceux qui vous persécutent. » D'ailleurs, ne sentez-vous pas que cette grande œuvre de l'évangélisation de la France, qui vous est à vous les premiers confiée, n'est rien moins aujourd'hui qu'un des premiers intérêts du monde ? (*Applaudissements.*)

Messieurs, quant à vos personnes, en regard des grands débats qui vous occupent et du grand travail qui vous attend, laissez-moi vous dire que tous nos vœux se résument dans cette prière de l'Apôtre, qui en sera la meilleure expression, et par laquelle je serai heureux de terminer : « Nous fléchissons le  
« genou devant le Père de notre Seigneur Jésus-  
« Christ, afin que, selon les richesses de sa grâce,  
« il vous donne d'être puissamment fortifiés par son  
« Esprit dans l'homme intérieur, tellement que Christ  
« habite dans vos cœurs par la foi ! — Or, à Celui  
« qui, par sa puissance qui agit en nous, peut faire  
« infiniment plus que tout ce que nous demandons  
« et ce que nous pensons, à lui soit rendue la gloire  
« dans l'Eglise, par Jésus-Christ, dans tous les  
« âges. » Amen. (*Longs applaudissements.*)

M. GUILLERMET. — Monsieur le modérateur et Messieurs les membres du Synode,

Après le discours que vous venez d'entendre, j'aurais pu me dispenser de demander la parole, puisque je ne saurais rien ajouter d'essentiel à ce qui vous a été dit.

La Compagnie des pasteurs nous a confié la douce mission d'exprimer tous les vœux qu'elle forme pour l'Eglise protestante de France, sœur de notre Eglise, et cette mission a été bien mieux remplie que je ne saurais le faire moi-même.

Si j'ai tenu à prononcer aussi quelques mots, c'est qu'il me serait très-pénible d'être venu au milieu de vous sans avoir manifesté, autrement que par ma présence, les sentiments qui m'animent. (*Très-bien ! très-bien !*)

Mon honorable collègue et ami vous a rappelé avec émotion les liens plusieurs fois séculaires qui unissent nos deux Eglises; il a évoqué ce trésor de souvenirs que nous possédons en commun; il ne vous a pas laissé ignorer que nous avons toujours, à l'exemple de nos pères, sympathisé avec vous au milieu des épreuves et des joies que la divine Providence vous a départies.

A tous ces motifs de nous aimer, j'en ajouterai encore un, lequel n'est pas entre les moins puissants. Vous savez que de nombreux étudiants français se trouvent réunis aux étudiants genevois dans notre Faculté de théologie. Plusieurs d'entre vous, Messieurs, avez étudié à Genève, et j'ai eu la satisfaction de rencontrer dans cette enceinte un grand nombre de mes anciens condisciples. Il vous souvient du temps déjà éloigné où, assis sur les mêmes bancs, suivant les mêmes cours, nous échangeions des idées, et apportions dans nos rapports l'élan, la sève et toute la cordialité de la jeunesse. Si l'œuvre excellente à laquelle nous nous préparions ensemble nous a conduits à occuper des postes assez éloignés les uns des autres pour nous empêcher de nous voir comme autrefois, vous pensez souvent, je le sais, à vos amis de Genève, et de notre côté, soyez-en sûrs, nous n'oublions pas nos frères de l'Eglise de France. (*Applaudissements.*)

Cette affection que le temps n'entame pas, que les diversités de tendances ne sauraient effacer, s'étend, ne peut pas ne pas s'étendre des pasteurs aux paroisses, et les deux Eglises héritent des sentiments fraternels qui unissent leurs conducteurs.

Je voudrais, Messieurs, vous faire en quelque sorte assister à la séance de vendredi dernier de la Compagnie des pasteurs de Genève. Nous étions réunis en très-grand nombre. Le bureau, ne voulant rien préjuger, s'était contenté de mettre sur l'ordre du jour qu'il envoie aux membres du corps ces seuls mots : *Projet d'Adresse au Synode de Paris*. Le moment venu, la discussion s'engage. « Envoyer une Adresse, une simple lettre, c'est trop froid, nous dit-on. Pour exprimer ce que nous éprouvons, il faut envoyer une *lettre vivante*, un délégué. » On décide d'en élire deux, et la Compagnie désigne son modérateur et son vice-président. (*Très-bien!*)

En choisissant deux délégués, en les prenant le premier dans l'une, le second dans l'autre des deux tendances qui se rencontrent dans notre Eglise comme dans la vôtre, la Compagnie a voulu exprimer de la manière la plus claire le point de vue élevé auquel elle s'est placée. Elle a tenu à montrer que sa démarche n'était point inspirée par des préoccupations dogmatiques, mais qu'elle était uniquement fraternelle et cordiale. C'est le corps pastoral de Genève qui salue dans le Synode de Paris l'Eglise de France tout entière. (*Applaudissements.*)

Messieurs, lorsque nous avons été désignés, mon collègue et moi, pour vous apporter les vœux de nos frères, plusieurs d'entre eux sont venus nous serrer

la main, et ils nous disaient : « Vous êtes bien heureux ! » Ils avaient mille fois raison ! Nous avons été bien heureux du mandat qu'on nous a confié ! Nous sommes bien heureux de nous rencontrer au milieu de vous ! Soyez-en certains, c'est du fond du cœur que M. Coulin et moi nous vous disons : Frères de France, vos frères de l'autre côté du Jura, vos frères de Genève, vous envoient l'assurance de leur profonde et cordiale affection. Ils demandent à l'Auteur de toute grâce de bénir votre Eglise, et de faire tourner vos délibérations à l'avancement du règne de Jésus-Christ. (*Applaudissements.*)

M. BASTIE, modérateur. — Messieurs, c'est avec une émotion toute particulière que je me lève pour remercier les délégués de la vénérable Compagnie des témoignages de sympathie dont ils ont été les éloquents organes.

Nous avons reçu jusqu'ici bien des délégations étrangères, et je n'ai pas besoin de dire avec quelle sympathie nous les avons écoutées. Mais quand il s'agit de Genève, notre cœur est remué dans ses profondeurs les plus intimes, car comment pourrions-nous oublier tout ce que nous devons à la ville qui a été le berceau de la Réformation ? (*Applaudissements prolongés.*)

Rappelez-vous que c'est de là que sortaient les pasteurs qui venaient, au péril de leur vie, nous apporter l'Evangile. Rappelez-vous comment nos proscrits d'autrefois étaient accueillis dans ses murs. Dans la ville où je suis pasteur, il y eut un protestant dont les mémoires ont rendu le nom célèbre ; c'était Marteilh ; eh bien ! je vous défie de lire les

pages dans lesquelles il raconte ce qu'il éprouva lorsqu'il entra dans Genève, sans que les larmes jaillissent de vos yeux. (*Très-bien ! très-bien !*)

Et comme si ce n'était pas assez de ces grands souvenirs religieux, pouvons-nous oublier ce qui s'est passé il y a une année ? Alors la France était défaite, elle était abandonnée, et nous voyions, en plein dix-neuvième siècle, se déchaîner sur elle une guerre digne des temps barbares. Dans notre isolement nous avions le cœur ulcéré, nous commençons à ne plus croire à l'humanité. Eh bien ! rappelez-vous ce que nous éprouvâmes lorsque la Suisse accueillit notre pauvre armée de l'Est, vaincue plus encore par les intempéries que par l'ennemi. Rappelez-vous l'émotion profonde qui remplit nos cœurs devant ce magnifique témoignage de charité. (*Bravos et applaudissements.*) Alors nous avons cru de nouveau à la charité, à l'humanité, et nous avons dit : « Non, le Christianisme n'est pas mort, puisqu'il inspire de telles sympathies, un si admirable dévouement. » (*Applaudissements prolongés.*)

On vous a parlé des liens qui nous rattachent à la Faculté de théologie de Genève ; moi-même j'y ai reçu la consécration au saint ministère ; que de bénédictions nous y avons trouvées ! N'est-ce pas de là que la vérité a de nouveau brillé sur le monde ? Ne connaissons-nous pas tous la devise de la petite République, son « *Post tenebras lux* » qui est devenue la devise de la Réformation ? C'est donc dans un sentiment unanime de pieux respect, de reconnaissance et d'ardente sympathie que nous demandons aux délégués de Genève de reporter à leur Eglise les vœux

de notre Synode et nos remerciements. (*Applaudissements prolongés.*)

La parole est maintenant à M. le pasteur Bersier, qui représente au milieu de nous l'Union des Eglises libres de France.

M. BERSIER. — Messieurs, je suis chargé par la commission synodale de l'Union des Eglises évangéliques de France, d'apporter aux membres de ce Synode les salutations respectueuses de ces Eglises, et l'expression de la profonde et cordiale sympathie avec laquelle elles suivent ses travaux.

Vous le dirai-je? Je suis tout étonné d'avoir à remplir ce message qui me donne en quelque sorte l'air de venir de bien loin et de vous parler comme du dehors. Il me semblait que j'étais l'un de vous. (*Rires et applaudissements.*) Votre famille religieuse est la nôtre; comme vous, nous sommes les enfants de l'Eglise réformée de France; avec vous nous revendiquons le glorieux héritage de son grand passé. Hier encore nous étions ensemble, j'espère bien que dans l'avenir nous serons réunis. (*Applaudissements.*)

Messieurs, c'est une bonne chose que de savoir honorer son passé, et c'est à ce signe que l'on reconnaît les sociétés, les Eglises et les nations fortes et résistantes. L'un des pires malheurs de la France, malheur qui lui est commun avec toutes les nations de race latine, c'est de méconnaître sa propre histoire, et d'avoir cru qu'elle pouvait, à un moment donné, faire table rase de ses traditions nationales. Le radicalisme niveleur a passé si souvent sur son sol qu'il l'a brisé comme une herse, et n'y a plus

laissé qu'un sable mouvant dans lequel les régimes successifs plantent facilement leurs tentes, jusqu'au prochain souffle d'orage.

Il n'en est pas de même chez les nations protestantes ; elles n'ont point renié leur héritage, et si je ne craignais d'avoir l'air d'avancer un paradoxe, je dirais que les Etats-Unis eux-mêmes, que ce peuple si jeune ne doit sa force de cohésion prodigieuse qu'à ses croyances et à ses vieilles mœurs chrétiennes, à ses vieilles libertés municipales, à ces traditions de vie morale qui forment le noyau compacte et résistant auquel sont venus adhérer, sans le détruire, tous les éléments étrangers. (*Très-bien !*)

Aussi voyez ce qui se passe à propos de votre réunion ; tandis qu'en France, tout près de nous, on se demande ce que c'est qu'un Synode, tandis que plusieurs de nos coreligionnaires eux-mêmes sont prêts, en entendant ce nom, à lever les épaules comme si l'on exhumait devant eux quelque débris fossile d'un passé disparu, en Suède, en Allemagne, en Hollande, en Suisse, en Angleterre, en Irlande, en Ecosse, en Amérique, on se préoccupe de ce que vous faites ici, et chacune de vos décisions est portée par le télégraphe jusqu'au delà de l'Océan.

Ah ! certes, ils ont raison, ces protestants, de se tourner ainsi vers cette assemblée et de saluer en vous, comme le disait Rabaut-Saint-Etienne à Versailles en 1789, « les représentants d'un grand peuple, » et les héritiers d'un passé dont ils ont eux-mêmes recueilli la meilleure part. Ils savent que si vous n'êtes vous-mêmes qu'un faible rameau de ce



chêne robuste et puissant, de cet arbre de la Réforme que la France a vu naître, il y a trois siècles, et qu'une persécution impitoyable a coupé, ses autres branches ont été entées sur le tronc de leurs propres nationalités, et y ont pris un développement merveilleux. *Entées!* j'emploie à dessein cette expression, car c'était une image que nos pères aimaient et qu'ils avaient empruntée à saint Paul. Ouvrez les livres imprimés par les Estienne, ces grands ouvriers huguenots, vous verrez presque toujours sur le titre une vignette qui représente un arbre dont les branches sont coupées pour être plantées ailleurs. C'était pour eux un symbole de l'action de la grâce souveraine de Dieu, ils rappelaient ainsi qu'il faut craindre ses jugements. Hélas! sans le savoir, ils étaient prophètes, ils prédisaient que la meilleure partie de leur œuvre passerait à l'étranger. Oui, si vous voulez juger du rôle qu'a joué ici-bas notre Eglise, il faut sortir des limites étroites de ce pays, il faut contempler les deux mondes (*Très-bien!*), et je me rappelle ici ce que me disait un jour l'un des hommes les plus savants et les plus pénétrants de ce temps-ci, M. de Bunsen. Il parlait de Luther et de Calvin, et après avoir, avec sa verve entraînante, tracé un brillant tableau de leur œuvre respective, s'arrêtant tout à coup, il s'écria avec l'accent d'une conviction profonde : « Votre Calvin, c'est le vrai fondateur des libertés modernes. » (*Applaudissements prolongés.*) En France, on sourirait de cette parole, mais à l'étranger, Macaulay, Ranke, Prescott, Bancroft, Motley l'ont répétée à leur manière. Oui, le calvinisme, que tant d'esprits superficiels ne

savent juger que sur sa rude écorce, a été la plus forte école de liberté que le monde ait encore vue.

Or, Messieurs, comment expliquer cette action puissante de la Réforme française? Dira-t-on qu'elle vient de ce que cette Réforme a proclamé le libre examen? Historiquement cela est faux, car le libre examen n'a été clairement reconnu que plus tard. Sans doute, cet élément précieux était contenu en germe dans la Réforme; mais, j'ose le dire, si la Réforme n'avait été que cela, elle n'aurait rien fondé. La liberté c'est le chemin, mais ce chemin doit conduire à un but; c'est le droit du chrétien de choisir, mais ce droit doit aboutir au choix lui même. (*Très-bien!*) Si le protestantisme n'avait été que le libre examen, il serait mort dans le vide. Ce qui a fait sa force, ce qui lui a donné son étonnante expansion, c'est qu'il a été dès le début une grande, une religieuse affirmation. Chose extraordinaire! Ce mouvement dans lequel on n'a voulu voir qu'une insurrection de l'orgueil affirme à son début ces deux thèses : l'homme ne peut se sauver par lui-même, l'homme est sauvé par grâce.

Pourquoi ne peut-il pas se sauver? Parce qu'il ne peut, sans la rabaisser, accomplir la loi divine et réaliser l'idéal que Dieu lui assigne.

Or, la Réforme ne veut à aucun prix rabaisser ni sacrifier la loi divine; elle a préféré sacrifier l'homme à Dieu, jusqu'à immoler devant Dieu le libre arbitre humain. Adolphe Monod était son fidèle interprète lorsque dans un mouvement d'admirable éloquence, parlant d'un salut qui affaiblirait l'idéal moral, il s'écriait : « Sauvez d'abord la sainte loi de mon Dieu,

après cela vous me sauverez moi-même. » (*Applaudissements.*)

Sauver l'honneur de Dieu, ce fut la devise de la Réforme française; c'est là ce qui nous explique sa mâle austérité; c'est la pensée qui inspira les Calvin, les Coligny et les Duplessis-Mornay; ce fut le mot d'ordre des *covenanters* écossais et des puritains d'Amérique dont on disait qu'ils ne savaient pas mentir; c'est ce sentiment qui forma la fondation de granit des pays protestants. (*Très-bien!*)

Mais ce n'était que la moitié de la vérité. L'homme ne peut se sauver lui-même. Isolée, cette vérité était désespérante. La Réforme l'a complétée en disant : « L'homme est sauvé par grâce. » Elle a ouvert à l'homme l'accès direct auprès de Dieu par Jésus-Christ. La souveraineté de Dieu sur l'âme et sur l'Eglise, cette seule vérité bien comprise devait faire disparaître les pratiques méritoires, le sacerdoce et les servitudes qui pesaient sur les nations chrétiennes. Oui, la Réforme a émancipé l'homme, mais c'est en le faisant l'esclave de Dieu; ces deux faces de son œuvre sont solidaires comme les deux côtés d'une médaille. La conscience n'est vraiment libre que lorsqu'elle obéit au devoir; le cœur n'est vraiment libre que lorsqu'il aime celui qu'il doit aimer. Obéir à Dieu, voilà la liberté.

Telle a été, Messieurs, l'œuvre de la Réforme tout entière, mais surtout, j'ose le dire, celle de la Réforme française qui se rattache au nom de Calvin. Telle est la source d'où sont sorties les vertus de nos pères et qui a produit à l'étranger les Guillaume d'Orange, les Knox, les Hampden, les Milton, les Wilberforce,

les Washington et les Lincoln ; car ces hommes sont des fils de l'Eglise réformée. Et pourquoi ne le dirions-nous pas ? Dans la France même, notre Eglise persécutée laissa quelque chose de sa sève austère dans le catholicisme qui la tuait comme ces arbres qui embaument de leur senteur la hache qui les coupe. (*Très-bien !*) Est-ce que l'Eglise gallicane du dix-septième siècle ne doit pas beaucoup à la Réforme ? Est-ce que Port-Royal, cette école de grande science et de grands caractères, est-ce que le Port-Royal des Pascal, des Arnauld, de la mère Angélique, ce Port-Royal dont les méthodes d'éducation sont presque les nôtres, ne se rattache pas à la Réforme par une étroite filiation ? Eh ! ne savons-nous pas que sous Henri IV les dames Arnauld, tantes du célèbre janséniste, et les dames Lemaître ses cousines, se rendaient au temple de Charenton pour assister au prêche, et qu'à leur retour la populace les huait à la porte Saint-Antoine ?

Ah ! la haine est perspicace, et les jésuites, leurs implacables ennemis, ont réuni sous le même anathème Jansenius et Calvin, Genève et Port-Royal. Voilà pourquoi nous les entourons, nous, d'une même auréole de respect et d'admiration. (*Applaudissements prolongés.*)

Pour vous, Messieurs, vous avez recueilli pieusement l'héritage de votre passé dans ses deux éléments essentiels, la foi et la liberté ; je vous en remercie, mais pourquoi ne le dirais-je pas avec une amère tristesse, si l'étranger vous honore, la France elle-même ne vous rend pas justice.

La France, qui a vu le protestantisme changer la

face du monde, va répétant que le protestantisme c'est l'émiettement et la dissolution des sociétés. Ici ce sont des feuilles conservatrices qui vous défient de rien pouvoir affirmer ; à l'autre extrême, ce sont des feuilles libérales qui vous disent : « Affirmez le moins possible ; » il est vrai qu'elles ajoutent à leurs conseils cet avertissement : « Après tout, faites ce que vous voudrez, cela nous est indifférent. » (*Rires.*)

Eh bien ! est ce là que vous iriez chercher vos inspirations ? Vous abaisseriez-vous à mendier leurs sympathies, à solliciter les applaudissements d'écrivains athées pour qui tout ce qui touche à Dieu est l'occasion d'un bon mot ? Non, Messieurs, laissez-les amuser leur public qui se croit libre penseur et qui a conservé de son éducation première la plus étrange docilité à se laisser conduire par ceux qui l'amuse. Vous avez l'âme trop haute pour chercher dans l'opinion du siècle la règle de votre foi et de votre conduite. Jamais vos pères ne se sont préoccupés d'être populaires. Ils craignaient Dieu et non pas l'opinion.

Un jour que notre grande Jeanne d'Albret visitait l'imprimerie des Estienne, on lui demanda d'écrire une phrase que l'on pût composer sous ses yeux. La reine se recueillit un moment et donna aux ouvriers un quatrain où se trouvaient ces vers :

Art merveilleux, dis à mes descendants  
Que j'ai suivi des craignant Dieu la trace.

Ah ! Messieurs, voilà la trace qu'il faut suivre ; je ne sais si vous y trouverez la popularité, mais vous

y trouverez quelque chose qui vaut mieux, le respect. Et qui sait même si vous n'y trouverez pas l'influence?... Dans ce siècle sans convictions, sans règle et sans ligne de conduite, où les hommes ressemblent souvent à une poussière que le vent des passions seul peut soulever, ceux-là seront forts qui savent ce qu'ils veulent et qui sauront le vouloir.

On vous dira : « Songez au nombre ! » mais l'essentiel pour vous n'est pas d'avoir le nombre, mais l'influence. C'est par ce qu'il a d'étrange, de nouveau et de surnaturel que l'Évangile a vaincu le monde ; c'est en le présentant dans sa mâle saveur que vous serez quelque chose et que l'on comprendra qu'il faut compter avec vous. Oui, vous dirai-je avec un homme dont le nom a été prononcé avec respect dans cette enceinte, avec Alexandre Vinet, « que le christianisme retourne au désert ; que remontant à ses origines, il s'avance de là vers la société, armé de la seule vérité, sans autre introducteur que lui-même, sans autre lettre de recommandation que l'Évangile éternel, et réclamant des sociétés humaines le droit commun seulement que sans doute il est tenu de réclamer ; alors il fera voir ce qu'il est ; à cette condition, il pourra se mesurer avec le siècle, et reprendra, du fond de son exil (car c'est ainsi qu'on appellera sa fière solitude), la direction des affaires humaines et le gouvernement de l'avenir. Mondain, le monde l'entraînerait, spirituel il entraînera le monde. » (*Très-bien!*)

Pour nous, Messieurs, ai-je besoin de vous dire que, dans cette lutte que vous soutenez avec tant de courage, nous sommes vos auxiliaires ? Votre foi

c'est la nôtre, et la liberté déjà nous l'avons conquise.

Au matin d'une bataille, on voit s'avancer sur les flancs de l'armée des détachements d'éclaireurs qui vont au loin reconnaître l'ennemi; puis, quand le signal de la grande mêlée se fait entendre, ils accourent autour du drapeau pour marcher avec l'armée tout entière.

Tel a été notre rôle : nos Eglises libres se sont résolument portées en avant pour soutenir au prix de bien des sacrifices une lutte souvent obscure et dans laquelle elles ont servi la cause de notre commune indépendance; en se séparant de vous, c'était pour vous qu'elles combattaient; elles aspirent, j'ose l'affirmer en leur nom, à marcher bientôt avec vous sous le drapeau glorieux de la foi réformée et de la liberté. (*Applaudissements prolongés.*)

Le modérateur remercie l'orateur des vœux qu'il vient d'exprimer, et le prie de transmettre à *l'Union des Eglises évangéliques de France*, l'expression cordiale de la sympathie des membres du Synode.

L'ordre du jour appelle la discussion des premières dispositions de la loi organique, relatives aux attributions du Synode général.

M. LAURENS, rapporteur de la commission. — Messieurs, il faut quitter les hauteurs sur lesquelles des voix amies nous ont transportés, il faut redescendre sur le terrain pratique et entrer dans la discussion laborieuse, mais utile, de la loi organique que nous avons à rédiger. La commission y a reconnu d'emblée des dispositions de trois natures différentes : celles qui ont un caractère purement législatif et



que l'Etat seul pourra résoudre, celles qui sont purement religieuses et qui tombent sous la compétence exclusive du Synode, celles enfin qui participent de ces deux ordres. C'est à cette dernière classe qu'appartiennent les dispositions relatives aux attributions du Synode général que nous devons traiter; nous espérons que vous pourrez rendre justice à l'esprit de prudence et de conciliation qui a présidé aux travaux de votre commission.

Il nous a paru inutile de faire un exposé de motifs pour cette loi organique. Les motifs sont connus de tout le monde, et les discussions de ce Synode éclaireront suffisamment ses décisions. (*Très-bien !*)

La première disposition que nous vous soumettons est ainsi conçue : « L'Eglise réformée de France a des pasteurs, des Conseils presbytéraux, des Consistoires, des Synodes particuliers et un Synode général. »

Voici le chapitre relatif au Synode général :

1. Le Synode général prononce en dernier ressort sur toutes les questions ecclésiastiques.

2. Le Synode général se réunit tous les trois ans au lieu désigné par le Synode précédent dont le bureau devra s'entendre à ce sujet avec le Conseil presbytéral de l'Eglise désignée.

3. Dans l'intervalle, le Synode général devra être convoqué par le bureau du dernier Synode si la demande en a été faite par le tiers des Synodes particuliers.

Je ne ferai sur ces divers articles que de très-brèves réflexions : A propos de l'article premier, on avait pensé à énumérer tout au long les attributions du

Synode général. On y a renoncé pour adopter un texte tout à fait analogue à celui de notre ancienne discipline et qui renvoie au Synode général « toutes les questions ecclésiastiques. »

Quant au second paragraphe, les uns auraient voulu que le Synode se réunît chaque année ou tous les deux ans; la période de trois années nous a semblé préférable, car c'est aussi tous les trois ans qu'ont lieu les élections des Conseils presbytéraux; les élections au Synode ayant lieu immédiatement après ces dernières, on aura ainsi une représentation authentique de l'Eglise; sans doute l'intervalle est long, mais on y a remédié par la faculté de convoquer le Synode sur la demande du tiers des Synodes particuliers. Enfin, à propos du quatrième paragraphe, quelques-uns auraient voulu une commission synodale permanente, mais les souvenirs du Conseil central, la crainte de l'omnipotence d'une espèce de Directoire ont fait rejeter cette idée.

M. COLANI. — Je regrette vivement la manière dont ce projet nous est présenté. Et d'abord est-ce un projet de loi qui sera soumis au gouvernement? On a dit qu'on reviendrait sur ces questions. Quand? Nous faisons fausse route en discutant ce projet par morceaux. Nous n'aurons ainsi qu'une mosaïque. En tout cas, je demande de réserver dès maintenant la première disposition : « L'Eglise réformée de France a des pasteurs, etc. » Pourquoi commencer par les pasteurs? Ne vaudrait-il pas mieux, si vous commencez par en bas, parler d'abord des électeurs? Vous dites : « L'Eglise a des Synodes particuliers, » et

vous n'avez pas défini leurs attributions ! Peut-être serons-nous conduits par la discussion à les supprimer. Il faut réserver cet article.

M. LAURENS, rapporteur. — Je crois devoir soutenir les termes du projet. M. Colani craint que nous ne fassions une mosaïque. On aurait pu, il est vrai, dans un préambule, déterminer le principe général de notre constitution qui est presbytérienne et synodale, mais il nous a semblé que cela allait de soi. Or, dans cette constitution, tous les rouages sont indiqués ; les Synodes particuliers en font partie intéressante. Nous ne pourrions les supprimer sans fausser le régime synodal tout entier.

M. CORBIÈRE (d'Agen.) — Je n'ai pas besoin de rappeler l'attitude que la gauche désire garder dans ce débat. Nous maintenons notre opinion sur les décisions prises par ce Synode. (*Murmures.*) Pourquoi ne vous êtes-vous pas contentés de mettre en tête du projet une disposition générale sans déterminer d'avance tous les rouages du système ? Pour moi, il y a deux de ces rouages qui me paraissent indispensables : c'est la paroisse avec son Conseil presbytéral, et le Synode ; avec ces deux éléments l'Eglise a ses pieds et sa tête. Faisons une paroisse forte, je serai avec vous sur ce point. Pourquoi les paroisses n'éliraient-elles pas directement le Synode général ? Pourquoi une élection à quatre degrés ?

Autre remarque : le Synode général, dites-vous, prononce en dernier ressort sur toutes les questions ecclésiastiques. Qu'est-ce que c'est que les questions ecclésiastiques ? L'expression est trop vague. Que laissez-vous à faire aux autres corps ? Quant à la périodicité

du Synode, l'espace de trois ans est beaucoup trop long. Que de questions qui resteront en souffrance! Vous dites, il est vrai, que le tiers des Synodes particuliers pourra réclamer une session dans l'intervalle; mais il y a des questions locales qui n'intéresseront pas le tiers de ces Synodes et qui devraient pourtant être résolues plus rapidement.

Vous dites que le modérateur sera chargé de suivre l'exécution des décisions du Synode. C'est lui donner une bien grande charge. Vous redoutez l'ombre du Conseil central qui n'a pas même vécu, et vous ne comprenez pas qu'un directeur est encore plus dangereux qu'un directoire! Je ne vous apporte pas d'amendement, mais je regrette qu'on ait commencé par le couronnement de l'édifice, au lieu de s'occuper d'abord des électeurs.

M. VAURIGAUD. — Je reconnais que la question n'est pas engagée de la manière la plus heureuse; cependant, s'il y a un point sur lequel nous pouvons nous entendre, ce devait être sur ces questions générales. Est-ce qu'on voudrait nous proposer le régime congrégationaliste? Mais la question est déjà résolue par un vote qui est acquis et qui fait du Synode la représentation régulière de l'Eglise réformée de France; le système est ce qu'il est; il subsiste ou tombe tout entier. Le Synode voudra-t-il admettre que sa première décision est nulle et non avenue? (*Protestations à gauche.*) On s'est plaint de ce que le projet mentionnait d'abord les pasteurs, mais c'est ce que faisait déjà l'ancienne discipline. On a parlé de certains rouages comme inutiles. Veut-on traiter cette question?

M. COLANI. — C'est précisément ce débat que nous voudrions éviter en ce moment.

M. VAURIGAUD. — Je voudrais cependant dire un mot de ces rouages. M. Corbière a parlé de l'indépendance de la paroisse; j'y tiens tout autant que lui. Mais il a eu l'air de vouloir supprimer les Consistoires (*Non, non*); or les Consistoires seuls peuvent résoudre une foule de questions qu'on ne pourrait porter au Synode général. Les Synodes particuliers ont la même raison d'être que les Consistoires, dans une sphère plus étendue.

M. CORBIÈRE. — Je ne veux pas supprimer les Consistoires; je crois seulement qu'ils doivent être profondément modifiés.

M. ETIENNE COQUEREL. — Tout cela prouve qu'il faut définir les attributions des corps avant de décréter qu'ils existeront. Je demanderai à la commission si elle serait disposée à réserver pour le moment la première disposition portant que l'Eglise réformée a des pasteurs, des Conseils, etc., etc.

M. BOIS. — Je réponds *oui*, au nom de la commission; nous n'y voyons pas d'inconvénient.

M. LAURENS. — Ceci demande une explication; nous consentons à réserver la question des attributions de chacun des corps, pourvu qu'il demeure bien entendu que le système presbytérien synodal est à la base de l'Eglise; je ferai en outre une observation de détail : M. Colani s'est plaint de ce que nous mentionnons les pasteurs en premier lieu. Je ferai remarquer que c'est ainsi que s'expriment déjà la loi de l'an X et le projet officieux de 1848.

M. BASTIE, modérateur. — Je vais, si le Synode le

veut, mettre aux voix le principe du régime presbytérien synodal.

M. JALABERT. — Cela est inutile, nous sommes d'accord sur ce point.

M. JULES GAUFREZ. — Je demande qu'on intervienne l'ordre du débat, il faut commencer par la paroisse et non par le Synode. Pourquoi ne pas adopter cet ordre et remettre à mercredi la suite de la discussion?

M. LAURENS. — Notre ordre du jour a été fixé dans la séance de samedi. Il a été entendu alors que nous traiterions le chapitre des attributions du Synode général, et que la loi électorale viendrait immédiatement après.

M. BABUT. — J'aurai plusieurs réserves à faire sur le chapitre relatif au Synode général. Ensuite, il faudrait déterminer ce qu'on entend par questions *ecclésiastiques*. Le mot est trop vague. Toutes les questions ne doivent pas revenir au Synode. Il en est que les Conseils presbytéraux devraient pouvoir trancher absolument.

Je voudrais que l'on adoptât un projet conçu dans ces termes : « Le Synode général est la plus haute représentation de l'Eglise réformée de France..., il décide souverainement sur toutes les matières, pourvu qu'il ne s'écarte pas de ce qui a été décidé par notre Seigneur Jésus-Christ. » (*Exclamations* : Comment fixer cela)? Pardon, cette expression se trouve dans l'ancienne discipline. Je voudrais que les attributions du Synode fussent ainsi limitées au point religieux.

Votre projet a d'autres points obscurs. Vous dites

que le bureau pourra convoquer le Synode pendant l'intervalle des trois années. Mais quel Synode convoquera-t-il? Le précédent, ou fera-t-il faire des élections nouvelles?

M. BREYTON. — Il est entendu que ce sera le Synode précédent.

M. BABUT. — Alors, il faudrait le dire. Ensuite, vous chargez le modérateur de suivre l'exécution des décisions. Mieux vaudrait selon moi nommer une commission exécutive, comme cela a lieu dans toutes les Eglises synodales.

M. MONNIER. — Je proposerai de rédiger l'article ainsi : « Le Synode général tranche toutes les questions ecclésiastiques dont la décision n'est pas attribuée à d'autres corps. » (*Interruptions* : C'est par trop évident!) Il faut absolument limiter les attributions du Synode général; il ne faut pas que chaque électeur puisse le saisir d'une proposition. Je vois aussi des inconvénients dans la nature des fonctions que vous voulez attribuer au modérateur; on peut être un excellent modérateur et n'avoir ni le loisir, ni la capacité de suivre l'exécution des décisions du Synode. Il faudrait une commission permanente entre les sessions.

M. LAURENS. — La commission a vu de graves inconvénients à la nomination d'une commission permanente; elle redoute l'autorité qu'elle pourrait revendiquer.

M. BREYTON. — On mêle les questions. Il s'agit de résoudre les attributions du Synode général.

M. JALABERT. — En effet, ce sont ces attributions qu'il faut déterminer. Eh bien! on pourrait y arriver



par deux moyens : ou les déterminer dans des articles précis, ou les renfermer sous une appellation générale. C'est ce qu'a fait la commission qui a choisi avec raison le terme de « questions ecclésiastiques. »

M. SOHIER. — Je propose la rédaction suivante :

« Le Synode général a tout pouvoir pour évoquer, décider et résoudre en dernier ressort, toutes les questions religieuses et ecclésiastiques. »

M. PÉCAUT. — Je craindrais cette expression de questions *religieuses*. Au fond, nos difficultés viennent de ce que le débat est mal engagé. Il faut d'abord traiter la question de l'électorat.

M. BOIS. — Nous pouvons cependant décider les pouvoirs du Synode, déterminer ainsi le véritable régime de notre Eglise et n'aborder qu'ensuite la question de l'électorat.

M. CLAMAGERAN. — Je pense qu'on ferait beaucoup mieux de traiter d'abord la question de l'électorat, mais si vous préférez fixer auparavant les pouvoirs du Synode, faites-le au moins en termes précis, car autrement vous nous conduisez à un despotisme absolu. (*Protestations.*)

M. VIGUÉ. — Evidemment, vous n'êtes pas prêts à voter. Je demande le renvoi de tous les amendements à la commission, et la suite de la discussion à demain.

La séance est levée.

## SEIZIÈME SÉANCE

MARDI 25 JUIN.

La séance s'ouvre à une heure et demie. Prière de M. le pasteur Monnier.

Après l'adoption du procès-verbal, la discussion est reprise sur le projet de loi organique.

M. LAURENS, rapporteur. — Au nom de la commission, je viens demander au Synode de bien vouloir se borner aujourd'hui à adopter des dispositions générales relatives au Synode général, ce qui lui permettra de passer à l'examen des articles relatifs à l'électorat. Voici le sens de ces dispositions :

« Le Synode général est la représentation de l'Eglise ; il se réunit périodiquement. »

M. COLANI. — Je demande auparavant à déposer un amendement qui est un contre-projet. Je voudrais un Synode périodique avec des attributions très-réelles, très-sérieuses, mais limitées. Voici mon amendement :

« Le Synode général est chargé de la gestion des intérêts généraux de l'Eglise dans ses rapports avec l'Etat.

« Il fait et modifie les règlements relatifs au culte, à l'organisation et à l'administration, qui constituent la discipline de l'Eglise.

« Il maintient les divers corps ecclésiastiques dans les limites de leurs attributions, et peut casser leurs décisions lorsqu'elles lui sont déférées pour abus de pouvoir.

« Il a le droit d'inspection et d'admonition sur toute l'Eglise.

« Aucune décision du Synode, qui modifierait ses propres attributions, n'aura force de loi qu'après avoir été acceptée par les deux tiers des Conseils presbytéraux.

« Les liturgies adoptées par le Synode ne pourront être introduites dans une paroisse que du consentement de celle-ci.

« Les décisions doctrinales prises par le Synode sont proposées et non imposées à la conscience des pasteurs et des fidèles, et ne sauraient porter atteinte au droit de libre examen dans le sein de l'Eglise.

« Le Synode élu pour trois ans, dans les quatre mois qui suivent le renouvellement des Conseils presbytéraux et des Consistoires, se réunit de droit chaque année, dans la première quinzaine de juin, au lieu fixé dans la session précédente. »

Sur la proposition de M. le modérateur, l'amendement de M. Colani est renvoyé à la commission.

Le Synode vote ensuite sur les propositions générales que la commission formule ainsi :

« *Le régime presbytérien synodal est celui de l'Eglise chrétienne réformée de France.* »

Cette disposition est adoptée.

« *Le Synode général est la représentation de l'Eglise.* »

M. COLANI propose « *la plus haute représentation de l'Eglise.* »

Cet amendement est appuyé par M. Breyton et plusieurs autres membres.

L'article ainsi amendé est mis aux voix et adopté.

« *Il se réunit périodiquement.* » — Adopté.

Passant à la loi électorale, M. LAURENS, rapporteur, expose, au nom de la commission, que la discussion portera essentiellement sur les conditions de l'électorat. Ces conditions sont de deux sortes, civiles et religieuses. Quant aux premières, la commission propose celles de la loi actuelle, sauf une seule modification quant à la durée du domicile ; mais elle ne présente qu'une partie de celles des conditions religieuses qui sont dans la loi. Suffisantes pour quelques-uns de ses membres, ces conditions sont jugées insuffisantes par les autres. Devant la gravité de la question, la commission a cru devoir renvoyer à demain sa proposition des conditions nouvelles à ajouter à celles-là.

M. le rapporteur donne lecture des dispositions sur lesquelles la commission a déjà pu s'entendre.

Conditions de l'électorat paroissial :

« *Les Conseils presbytéraux sont nommés par les électeurs inscrits au registre paroissial.* »

Cet article est mis aux voix et adopté sans réclamation.

M. le rapporteur. — « *Sont inscrits sur ce registre, sur leur demande, les protestants français âgés de trente ans révolus, résidant depuis un an dans la paroisse, qui justifient de leur admission dans l'Eglise par la première communion, de la bénédiction nuptiale protestante, s'ils sont mariés, de la fréquentation du culte, de la participation à ses charges, et*

*qui, en cas de mariage mixte, font élever leurs fils dans l'Eglise réformée. »*

*« Les étrangers, après deux ans de résidence dans la paroisse, sont admis à se faire inscrire au registre paroissial, aux mêmes conditions que les nationaux. »*

L'âge légal, 30 ans, a été maintenu. Trois opinions se sont fait jour à cet égard dans la commission : les uns ont proposé 25 ans, d'autres 25 ans pour les électeurs mariés seulement, et 30 pour les non mariés ; les autres enfin ont maintenu le chiffre de 30 ans pour tous indistinctement.

M. JALABERT, membre de la commission, voudrait compléter sur un point le rapport de M. Laurens. Comme notre projet de loi doit être soumis à l'Assemblée nationale, il a été formellement entendu dans la commission que les conditions civiles, s'il y en a de nouvelles, seraient seules inscrites dans le projet de loi, et que, dans ce même projet, il serait déclaré d'une manière expresse que les conditions religieuses devront être déterminées par le Synode général.

M. PH. CORBIÈRE demande à présenter un amendement sur les conditions religieuses. Il voudrait que, sans se borner à rappeler à l'électeur sa première communion en lui en demandant un certificat, on se préoccupât de la situation religieuse actuelle dans laquelle il se trouve au moment de son inscription électorale, et qu'on le renvoyât à sa propre conscience, en lui demandant s'il persévère dans les dispositions religieuses qu'il a manifestées lors de sa première communion. On pourrait formuler ainsi cette demande :

« Comme vous le promîtes lors de votre première communion, persévérez-vous dans la profession de l'Evangile, et appartenez-vous de cœur à l'Eglise réformée de France? »

M. BREYTON rappelle que le Synode doit discuter d'abord les conditions civiles, et que l'amendement de M. Corbière doit être renvoyé à la commission. — Approuvé.

M. ED. SAYOUS. — Je propose 25 ans au lieu de 30. Ce dernier âge est sans aucune analogie politique. Celui de 21 ans serait peut-être plus logique à cet égard, mais je le crois prématuré. A 25 ans, il y aurait analogie avec l'âge de l'éligibilité politique et de la majorité pour le mariage.

Je pense qu'il serait utile d'appeler un peu plus tôt le protestant à la gestion des intérêts religieux de son Eglise. C'est d'ailleurs le vœu de bien des Consistoires. On se préoccupe, et avec raison, des mariages mixtes, qui tournent si souvent au catholicisme. Abaisser l'âge électoral à 25 ans serait certainement un moyen d'intéresser davantage le protestant, qui se trouve dans ce cas, à l'éducation religieuse de ses enfants. (*Très-bien !*)

M. ET. COQUEREL. — J'irai plus loin que M. Sayous. Je propose 21 ans. Je sais bien qu'en France on part de ce principe que l'homme est incapable et mineur sa vie durant, mais je ne crois pas que de pareilles idées soient protestantes. Il est de l'intérêt du protestantisme de garder la jeunesse dans son sein, en lui donnant de bonne heure sa part d'influence et de responsabilité. A 15 ans, on reçoit bien un jeune homme à la Table sainte, et puis nous lui disons :

« Il y a quelque chose de bien plus saint dont vous ne pouvez vous approcher, c'est l'urne électorale. (*Murmures.*) Considérerait-on l'électorat comme plus saint que la communion ? Il est vrai qu'on ne peut pas abaisser à 15 ans l'âge électoral ; les lois civiles l'interdisent ; mais pourquoi pas à 21 ans, qui est l'âge de l'électorat politique ? Il importe de rattacher les jeunes gens aux intérêts religieux de nos Eglises.

M. PAUL LAFON. — Je viens combattre l'opinion de M. Et. Coquerel. Je lui reproche de n'avoir pas tiré la conséquence logique de ses principes, qui serait d'abaisser à 15 ans l'électorat religieux. (*Rires.*) Autre chose d'ailleurs est la première communion, acte essentiellement personnel, n'engageant que nous-mêmes devant Dieu ; autre chose, la participation à l'administration de l'Eglise. De ce que, à un certain âge, 15 ou 16 ans, nous sommes aptes à choisir notre voie religieuse et à faire profession de christianisme, il ne s'ensuit pas que nous ayons l'expérience, la maturité nécessaire pour administrer l'Eglise. Un écart est donc inévitable entre les deux âges. La loi actuelle fixe 30 ans, et la commission maintient cet âge. Mon sentiment personnel aurait été 25 ans pour l'électeur et 30 ans pour l'éligible, mais je préfère en tout cas 30 ans à 21 ans.

M. SAYOUS déclare partager l'opinion de M. Lafon en ce qui concerne 25 ans pour l'électeur et 30 pour l'éligible.

M. MONNIER. — Je rappelle que le Synode de la 1<sup>re</sup> circonscription a proposé 25 ans, mais avec des conditions religieuses nettement formulées. Avec les



conditions religieuses actuelles, si insuffisantes, l'âge de 30 ans présente du moins une garantie qu'il serait regrettable d'abandonner.

A propos de ce qu'on a dit sur l'importance d'associer de bonne heure les jeunes gens aux intérêts de l'Eglise, je rappelle que, dans notre ancienne Eglise, conformément à la coutume apostolique, le peuple tout entier, réuni pour le culte, était appelé à donner son adhésion à la nomination des pasteurs et des anciens. Pourquoi ne reviendrait-on pas à cet usage?

M. PARIS. — Je soutiens l'amendement de M. Et. Coquerel, qui fixe l'âge électoral à 21 ans, tout en réservant la question d'éligibilité. L'intervalle entre la première communion et l'âge électoral, même à 25 ans, me paraît trop considérable. On a allégué le peu de maturité à cet âge ; mais les jeunes gens de 21 à 25 ans seront toujours proportionnellement peu nombreux dans le corps électoral. A 21 ans, on peut élire les députés à l'Assemblée nationale, on peut même voter un plébiscite. (*Sourires.*)

M. COUDERC. — Je trouve que l'âge de 25 ans est trop peu avancé pour l'électorat. La commission a maintenu l'âge actuel par 8 voix contre 4. Abaisser cet âge serait augmenter considérablement le nombre des électeurs et créer dans plusieurs Eglises une agitation plus grande. (*Une voix : Où serait le mal?*) Les jeunes gens cèdent facilement à de fâcheuses influences, et confondent trop aisément l'élément politique et l'élément religieux. Du reste, il ne faut pas changer les lois sans nécessité. Celle-ci fonctionne depuis vingt ans, et je n'ai jamais entendu signaler des inconvénients sérieux à l'âge de 30 ans

qu'elle fixe. Je termine en disant que, même à 30 ans, il y a bien des électeurs qui votent sans une connaissance de cause suffisante.

M. GROTZ. — Je ne partage point ces craintes. Il ne s'agit pas d'apprécier la capacité individuelle des électeurs et de faire une sorte d'enquête sur leur intelligence, leur culture, leur santé même. Si à 21 ans on n'est pas apte à voter pour un de ces motifs, il se peut qu'à 30, 40, 60 ans, on le soit moins encore.

Quant au danger d'avoir un trop grand nombre d'électeurs, il y a plutôt à se préoccuper du danger contraire, et on pourrait citer telle grande Eglise du Midi où trente électeurs nomment les membres du Consistoire.

Rappelez-vous les Unions chrétiennes de jeunes gens, dont le but est précisément d'intéresser la jeunesse à la vie et aux œuvres de l'Eglise. Et on ne voudrait pas l'associer à son administration !

L'assemblée de mai 1848 décida que les électeurs qui nommeraient les délégués à l'assemblée de septembre devraient être âgés de 21 ans au moins. On se rappelle pourtant à quelle époque de fermentation politique et sociale on se trouvait alors. Dans les Eglises wallonnes, on est électeur à 23 ans. Je suppose en tout cas que la commission a l'intention, bien qu'elle se taise à cet égard, d'accorder aux pasteurs dispense de la condition d'âge.

M. LAURENS, rapporteur. — Cela est entendu.

M. GROTZ. — On dira que les pasteurs ont plus d'expérience ecclésiastique et portent plus d'intérêt aux questions religieuses. Mais qu'en savez-vous ? Et

pourquoi ne pas abaisser pour tout le monde la limite d'âge à 21 ans ?

M. MALLET. — Je rappelle au Synode qu'il n'y a dans le sein de notre commission que deux opinions : les uns maintenant 30 ans, les autres proposant 25 pour les électeurs mariés. Je suis de ce dernier avis, et je crois que c'est là maintenir dans notre Eglise les conditions de sécurité et de maturité nécessaires.

M. RABAUD. — Une voix dans la commission a proposé l'âge de 25 ans pour tous les électeurs, mariés ou non.

M. JALABERT demande le vote, à commencer par l'âge le moins élevé, 21 ans. Il donne lecture d'un amendement admettant à se faire inscrire comme électeurs « les protestants français âgés de plus de 21 ans révolus s'ils sont mariés, et de plus de 25 ans dans tous les cas. »

M. le modérateur donne lecture de l'article de la commission. Il commence par mettre aux voix les mots « *sur leur demande.* » — Adopté.

Sont mis successivement aux voix l'amendement de M. Et. Coquerel, abaissant l'âge électoral à 21 ans. — Il n'est pas adopté ; — celui de M. Jalabert, 21 ans pour les électeurs mariés et 25 pour les autres. — Il n'est pas adopté ; — l'amendement de M. Sayous, 25 ans pour tous indistinctement, mariés ou non. — Il est adopté.

M. le modérateur rappelle qu'il ne s'agit dans ce vote que des électeurs. Quant à la question de l'âge nécessaire pour être éligible, elle se présentera plus tard.

Passant à la question de résidence, M. le modéra-

teur met aux voix le projet de la commission, fixant la résidence dans la paroisse à un an pour les Français, à deux ans pour les étrangers. Ces deux dispositions sont successivement adoptées.

M. JULES GAUFRES demande qu'on fasse une exception pour les Alsaciens.

M. le modérateur répond qu'on ne les considère pas comme étrangers; ils sont Français. (*Applaudissements.*)

M. PAUL GAUFRES fait remarquer à ce sujet que la loi qui occupe le Synode doit être soumise à l'Assemblée nationale, et que la mention dont il vient d'être parlé pourrait donner lieu à certaines difficultés.

M. JALABERT rappelle qu'il y a dès à présent des circulaires ministérielles qui règlent la question en matière civile dans le sens que nous sommes unanimes à désirer, et que cela ne peut amener aucune difficulté dans la pratique.

M. PERNESIN demande que, sur la question de résidence, on maintienne l'exception existant en faveur des fonctionnaires. — Adopté.

M. RABAUD demande qu'on maintienne également les usages en ce qui concerne les électeurs qui passeraient d'une paroisse à une autre dans la juridiction de la même Consistoriale.

M. le modérateur fait observer que dans toute loi se trouve un article déclarant maintenir toutes les dispositions qui ne sont pas formellement abrogées par la loi nouvelle.

M. LAURENS, rapporteur, déclare que la commission doit proposer un article qui prévoit le cas. Il

ajoute qu'au point de vue de la rédaction, la forme actuellement proposée n'est pas définitive. Il y aura à cet égard une révision qui sera soumise à l'assemblée.

Le Synode passe à l'examen des conditions religieuses, de celles du moins déjà existantes qui sont maintenues par le projet de la commission.

M. le modérateur donne lecture de cet article.

M. PH. CORBIÈRE propose de substituer à toutes ces conditions une seule, qu'il a déjà présentée.

On répond qu'elle a été renvoyée à la commission.

M. RABAUD croit que, dans ce cas, on ne peut voter en ce moment sur les conditions religieuses.

Quelques membres proposent le renvoi de la discussion à demain.

M. BOIS, président de la commission. — On ne doit renvoyer les amendements à la commission que par vote exprès de l'assemblée. (*Une voix* : Mais on a voté. — Non, non !) Le vote implique dans ce cas la recommandation de l'amendement, ce qui n'a pas été entendu.

M. BREYTON. — On n'a renvoyé l'amendement à la commission que parce qu'on a supposé que nous n'y arriverions pas aujourd'hui. L'orateur demande que l'amendement de M. Corbière soit discuté actuellement.

M. le modérateur en donne lecture.

Sur les observations de quelques membres, M. CORBIÈRE répond qu'il ne verrait aucun inconvénient à ajouter la condition qu'ils proposent, la fréquentation du culte et la participation aux charges de l'Eglise.

M. LAURENS estime que cela change la position de la question, et qu'il résulterait de ce qui avait été dit par M. Corbière que la seule condition qu'il proposait devait remplacer toutes les autres. Il croit que le renvoi à la commission est devenu nécessaire, la proposition de M. Corbière faisant disparaître celle de la commission.

M. PELON propose la formule suivante : « *Avoir été admis dans l'Eglise réformée et déclarer que l'on veut continuer de vivre dans la foi de cette Eglise.* » Il fait remarquer qu'elle a pour but de simplifier les amendements qu'on demande sans les affaiblir.

MM. VIGUÉ et FONTANÈS proposent les termes suivants : « *Sont inscrits sur le registre paroissial tous ceux qui, remplissant les conditions civiles... etc., en font directement la demande, et qui confirment par cet acte les engagements de leur première communion.* »

M. PELET propose un sous-amendement à l'amendement de M. Corbière : A ces mots : « *Persévérez-vous dans les sentiments que vous aviez en communiant?* » ajouter ceux-ci : « *c'est-à-dire, donnez-vous votre adhésion aux doctrines réformées de l'Eglise de France?* »

Ces amendements sont renvoyés à la commission.

M. le modérateur, après avoir exposé l'état de la question, invite l'assemblée à voter sur les propositions que la commission lui a déjà soumises. Il en donne lecture.

A ces mots : « *qui justifient de leur admission dans l'Eglise par la première communion,* M. EUGÈNE

DE MAGNIN propose de substituer : « *qui justifient de leur admission à la sainte Cène.* »

M. ET. COQUEREL voudrait qu'il fût bien entendu que la participation à la sainte Cène a été effective, et que le fait de la communion fût maintenu. On peut avoir été admis à la sainte Cène sans avoir communiqué.

M. BOIS fait remarquer, d'autre part, qu'on peut avoir matériellement communiqué sans avoir été régulièrement admis à la sainte Cène.

M. BREYTON propose : « *qui justifient de leur admission et de leur participation à la sainte Cène.* »

La disposition ainsi modifiée est mise aux voix et adoptée.

M. le modérateur : « *qui justifient de la bénédiction nuptiale protestante, s'ils sont mariés.* »

M. CLAMAGERAN fait remarquer que ce serait exclure les ex-catholiques convertis au protestantisme postérieurement à leur mariage.

M. BREYTON. — Bien des protestants, qui auraient commis la faiblesse, en cas de mariage mixte, de faire bénir leur mariage à l'Eglise catholique, ne doivent pas être, pour cet acte de faiblesse, irrémédiablement exclus du scrutin. Nous admettons des conversions morales et religieuses. A plus forte raison devons-nous reconnaître qu'un homme, qui a été coupable à cet égard, peut donner plus tard des preuves de sa piété et de sa foi.

*Une voix.* — Qu'il fasse dans ce cas bénir son mariage au temple.

M. BREYTON. — Et s'il est veuf? (*On rit.*)

M. ROBERTY appuie ces considérations par un fait,



en ajoutant que le cas dont il s'agit se reproduit fréquemment. Il partage les scrupules de M. Breyton à cet égard.

M. ET. COQUEREL demande le maintien de l'article. Les cas particuliers, dont il s'agit, pourraient être, comme ils l'ont été jusqu'ici, résolus par décision consistoriale, et nous ne devons pas renoncer au principe.

M. BREYTON voudrait qu'on inscrivît ces exceptions dans la loi.

M. CLAMAGERAN. — Mais qui sera juge? Et comment éviter l'arbitraire dans la détermination des cas d'exception?

Le texte de la commission, mis aux voix, est adopté.

M. le modérateur : « *qui justifient de la fréquentation du culte et de leur participation à ses charges.* »

M. JALABERT demande la division. — Elle est admise.

La première partie de l'article « *qui justifient de la fréquentation du culte,* » est mise aux voix.

M. COLANI. — Qu'entend-on par ces mots : *fréquenter le culte*, et comment établir le fait?

M. JALABERT. — Que proposez-vous à la place?

M. COLANI. — Rien!

Cette première partie de l'article est adoptée.

Sur la clause : « *et de leur participation à ses charges,* » M. le rapporteur fait observer que c'est là la condition inscrite dans la loi actuelle. La commission a seulement substitué au mot *obligations* le mot *charges*.

M. DHOMBRES objecte que ce second article aurait

pour conséquence d'exclure les pauvres, et il en propose la suppression.

M. LAURENS répond que la commission n'a nullement entendu exclure ceux qui ne pouvaient participer aux charges du culte, mais seulement ceux qui s'y refusaient.

M. MONTANDON aimerait mieux que l'on conservât le texte de la loi actuelle, et qu'on substituât au mot *charges* celui d'*obligations*.

M. BABUT fait remarquer qu'il n'est entré dans la pensée de personne d'exclure les indigents. Il tient, non à la rédaction mais au principe. Il importe aujourd'hui plus que jamais que l'on comprenne que les fonctions d'électeur impliquent certaines obligations.

M. ETIENNE COQUEREL soutient l'amendement de M. Dhombres, et regrette que l'on ait pris dans une circulaire ministérielle (10 septembre 1852), une expression qui, selon lui, laisse beaucoup à désirer. Le Conseil presbytéral de Paris s'est toujours contenté d'exiger la fréquentation du culte et a écarté la question d'argent. L'orateur voudrait que l'on agît de même. Il reconnaît que la contribution aux charges du culte constitue un devoir, mais ne croit pas que l'on puisse considérer l'accomplissement de ce devoir comme une condition électorale.

M. DHOMBRES propose d'ajouter ces mots : « *selon leurs moyens.* »

Un autre membre propose l'addition : « *s'ils le peuvent.* »

*Une voix.* — Mais qui sera juge?

M. LAURENS fait observer qu'il y a une différence

très-importante entre les expressions *s'ils le peuvent* et celles *selon leurs moyens*. Il estime que ces dernières donneraient lieu à l'arbitraire.

M. VERNES D'ARLANDES dit que la première condition d'existence d'une Eglise est que ceux qui peuvent contribuer à ses charges le fassent dans la mesure de leurs moyens, et dans certaines Eglises, bien des fidèles s'y refusent. Il croit donc que l'on doit maintenir la condition proposée ; les corps ecclésiastiques seront juges.

M. GROTZ ne croit pas que l'on doive faire de loi en vue de telle ou telle Eglise particulière. La condition dont il s'agit est moins une condition religieuse qu'une condition financière. Tous peuvent ne pas participer directement à ces charges, mais tous, pauvres et riches, y participent indirectement, en payant leur part dans les impôts, l'octroi, etc., etc.

M. DE CLAUSONNE répond que, pour être électeur, il faut prouver que l'on porte intérêt à l'Eglise, et qu'on ne le prouve qu'en prenant part à ses besoins. Il croit qu'en conséquence il y a lieu de maintenir cette condition.

M. JULES GAUFRES propose de remplacer le membre de phrase du projet par celui-ci : « *qui reconnaissent le devoir de participer à ses charges.* »

M. JALABERT rappelle qu'il y a trois choses en question : l'article de la commission, l'addition et la suppression. La commission n'a pas entendu exiger la participation effective dans toutes les Eglises. Il en est où l'on ne demande rien. Elle n'a voulu établir qu'un principe général et non imposer une condition *sine qua non*.

M. COLANI demande que l'on vote d'abord sur l'amendement présenté par M. Jules Gaufrès.

Cet amendement, mis aux voix, n'est pas adopté.

L'amendement de M. Dhombres ainsi conçu : « *qui participent à ses charges, s'ils le peuvent* » est également mis aux voix et repoussé. On procède alors au vote sur la rédaction proposée par la commission. Le projet de la commission est adopté.

On passe ensuite à la dernière partie du projet, ainsi conçue : « *et qui, en cas de mariage mixte, font élever leurs fils dans l'Eglise réformée.* »

M. PERNESSIN propose *enfants* au lieu de *fils*.

La disposition ainsi modifiée est adoptée à l'unanimité.

M. MONTANDON fait observer que, si l'on impose cette condition en cas de mariages mixtes, il faut aussi l'imposer dans les autres cas.

Sur cette observation, vivement appuyée par M. Breyton, la suppression des mots *en cas de mariages mixtes* est décidée.

L'ordre du jour étant épuisé, M. BABUT donne lecture à l'assemblée de la proposition suivante :

« Les soussignés, considérant,

« En ce qui touche les relations générales de la société religieuse et de la société civile, qu'une Eglise n'est pas une agglomération de personnes rapprochées par le hasard de la naissance, mais une libre association de croyants ;

« Considérant qu'il y a lieu dès lors d'établir, dans les faits comme dans les idées, une distinction nette et formelle entre une Eglise déterminée et la partie

de la nation qui se rattache nominalemeut au culte professé par cette Eglise ;

« Considérant que l'existence d'Eglises nationales, qui d'une part, en tant qu'Eglises, n'appartiennent qu'aux croyants, et ne peuvent être gouvernées que par eux seuls, et quid'autre part en tant que *nationales*, sont soutenues par les contributions forcées de tous les citoyens, — soulève dans l'état actuel des esprits et des croyances de nombreuses objections, et fournit à beaucoup de personnes un motif ou un prétexte d'animosité contre la religion et contre la vérité évangélique ;

« Considérant que la séparation de l'Eglise et de l'Etat est le régime le plus conforme à l'esprit, aux enseignements, aux exemples du Nouveau Testament, ainsi qu'aux vrais intérêts et aux légitimes aspirations de la société moderne ;

« Considérant que l'indépendance mutuelle des deux sociétés est plus propre à fortifier qu'à affaiblir l'influence que le principe chrétien est appelé à exercer sur les mœurs, les lois, les institutions nationales, ainsi que sur la conduite des affaires politiques ;

« En ce qui touche la situation de l'Eglise réformée de France en particulier :

« Considérant que la séparation d'avec l'Etat peut seule assurer à cette Eglise, d'une manière durable et complète, ce gouvernement d'elle-même qui vient de lui être si heureusement rendu, en vertu des dispositions particulièrement libérales et bienveillantes du gouvernement actuel ;

« Considérant que le vote récent et solennel par

lequel le Synode a affirmé la foi de l'Eglise réformée, ne peut porter tous ses fruits et être appliqué dans toutes ses conséquences sous un régime qui tend à établir une certaine confusion entre la société religieuse et la société civile ;

« Considérant que la séparation de l'Eglise et de l'Etat offrirait une solution simple et naturelle aux difficultés de la situation actuelle, en permettant, tant à ceux qui ont conservé, dans sa substance, la foi traditionnelle de l'Eglise, qu'à ceux qui se sont écartés de cette foi, de se grouper selon leurs affinités et leurs convictions respectives, sauf à partager entre ces deux groupes, à l'amiable et proportionnellement à leur nombre, les édifices et les propriétés ecclésiastiques ;

« Considérant qu'il est de l'intérêt et de la dignité de l'Eglise réformée de France de provoquer et de préparer par ses vœux la séparation d'avec l'Etat, et de travailler ainsi à ce que ce grand changement s'opère par des voies prudentes et graduelles, au lieu d'attendre qu'il lui soit imposé par quelque brusque accident de la politique ;

« Convaincus enfin que le jour où l'Eglise jugera que la séparation d'avec l'Etat est un devoir de fidélité chrétienne, la bénédiction de Dieu ne lui fera pas défaut, et que le zèle des chrétiens réformés ne restera pas au-dessous de leurs nouveaux devoirs,

« Sans se prononcer sur la question de savoir s'il est opportun pour l'Eglise réformée de se détacher de l'Etat isolément et immédiatement ;

« Au nom de la foi, au nom de la liberté, au nom des intérêts de la société religieuse et de la société civile ;

« Demandent,

« Qu'il plaise au Synode général d'adresser un vœu formel à l'Assemblée nationale en faveur de la séparation de l'Eglise et de l'Etat.

« Bois, Capillery, Babut. »

M. PERNESIN. — Je demande à déposer une proposition analogue, mais appuyée sur des motifs différents. La voici :

« Le Synode général, considérant,

« Que la séparation d'avec l'Etat lui paraît être la situation de l'Eglise la plus conforme aux principes évangéliques, aux voies actuelles de Dieu à l'égard de son Eglise, et aux besoins de la société moderne;

« Que le protestantisme, martyr, durant près de trois siècles, de la première des libertés, la liberté de conscience, est fidèle à son principe et à son passé en s'associant à toutes les légitimes aspirations du dix-neuvième siècle;

« Que la séparation de l'Eglise et de l'Etat mettrait fin aux difficultés de l'Eglise réformée de France;

« Emet le vœu que la séparation de l'Eglise et de l'Etat soit inscrite dans la constitution de la France. »

Ces propositions sont renvoyées à la commission des vœux.

La séance est levée.





# TABLE DES MATIÈRES

## DU PREMIER VOLUME

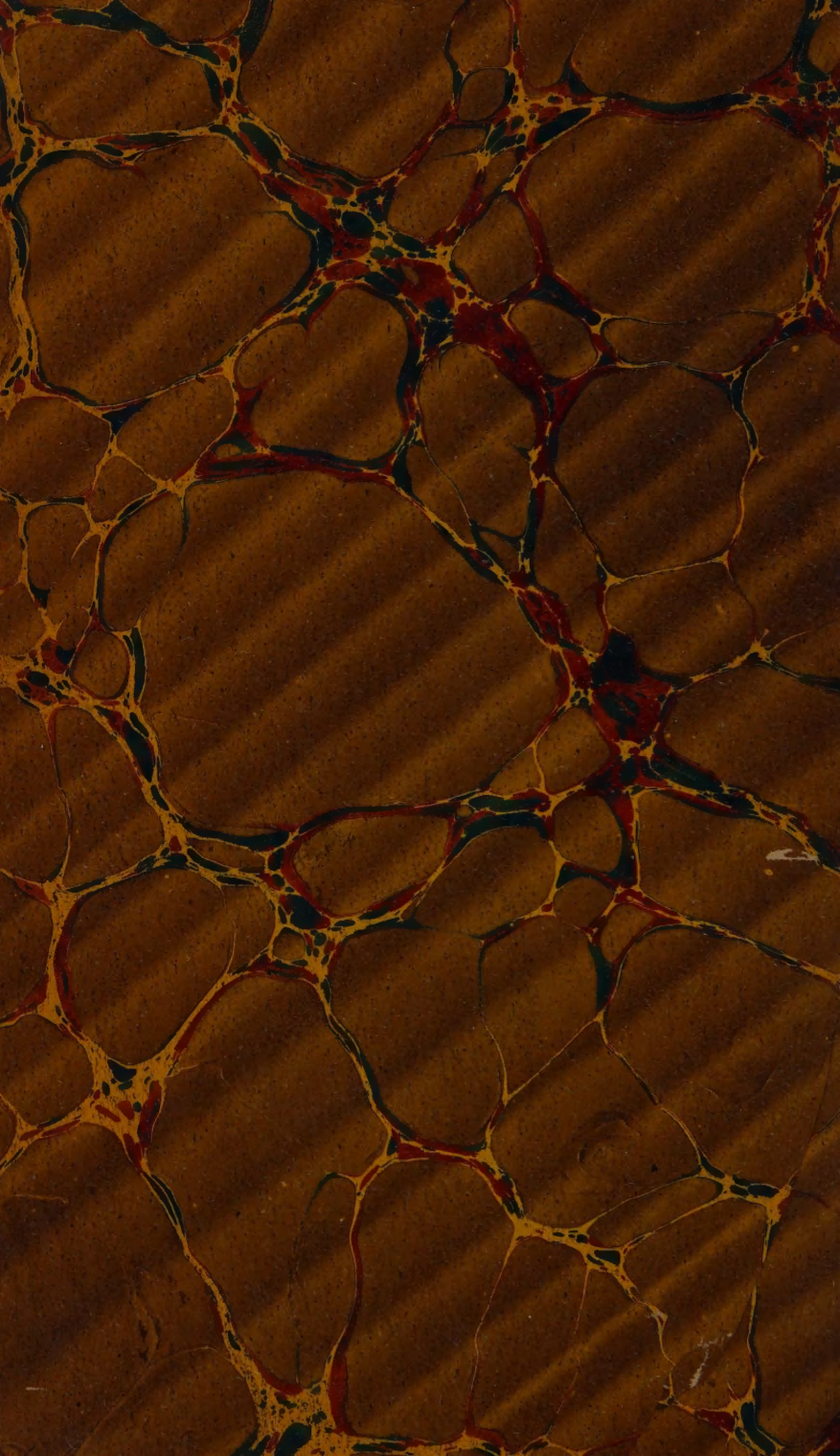
---

	Pages.
PRÉFACE . . . . .	v
INTRODUCTION. . . . .	vii
Décret du Président de la République française. . . . .	1
Circulaire du Ministre de l'Instruction publique et des Cultes. . . . .	3
Liste des membres du Synode. . . . .	4
SERVICE RELIGIEUX PRÉPARATOIRE. — Mercredi 5 juin . . . . .	9
PREMIÈRE SÉANCE. — Jeudi 6 juin . . . . .	16
DEUXIÈME SÉANCE. — Vendredi 7 juin. . . . .	19
TROISIÈME SÉANCE. — Samedi 8 juin . . . . .	26
QUATRIÈME SÉANCE. — Lundi 10 juin. . . . .	34
CINQUIÈME SÉANCE. — Mardi 11 juin . . . . .	70
SIXIÈME SÉANCE. — Mercredi 12 juin . . . . .	95
SEPTIÈME SÉANCE. — Jeudi 13 juin . . . . .	108
HUITIÈME SÉANCE. — Vendredi 14 juin. . . . .	141
NEUVIÈME SÉANCE. — Samedi 15 juin . . . . .	174
DIXIÈME SÉANCE. — Lundi 17 juin . . . . .	201
ONZIÈME SÉANCE. — Mardi 18 juin . . . . .	250
DOUZIÈME SÉANCE. — Mercredi 19 juin . . . . .	299
TREIZIÈME SÉANCE. — Jeudi 20 juin . . . . .	320
QUATORZIÈME SÉANCE. — Vendredi 21 juin . . . . .	344
QUINZIÈME SÉANCE. — Lundi 24 juin . . . . .	363
SEIZIÈME SÉANCE. — Mardi 25 juin . . . . .	394

---







21076

BX Bersier, Eugène, Arthur François, 1831-1889.  
9454 Histoire du Synode général de l'Eglise  
B4 réformée de France, Paris, Juin-Juillet, 1872.  
V.1 Paris, Sandoz et Fischbacher, 1872.  
2v. fold table. 23cm.

1. Églises réformées de France. Synode  
général, 1872. I. Title.

CCSC/mmb

21076



